

505LH 289/1

6210

(1960-62)



Rapport trimestriel sur l'exécution du budget de la S.N.C.F. (budget d'exploitation et budget d'établissement) et sur la situation de trésorerie de la S.N.C.F.

Rapport trimestriel sur l'exécution du budget de la S.N.C.F. (budget d'exploitation et budget d'établissement) et sur la situation de trésorerie de la S.N.C.F.

Décret					
C.A.		II.12.40 (art.14)	(J.O. 2.1.41)		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		14. 5.41	22.	VII	
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		20. 5.41			
		14. 8.41			
	(s) C.A.	3. 9.41	26	IIter	
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	C.A.	3.12.41	32	VII	
		6.12.41			
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	C.A.	15. 4.42	14	VII	
		23. 4.42			

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration.

D 600/3

Paris le 23 avril 1942

COPIE

Monsieur le Ministre,

En application de l'article 14 du décret du 11 décembre 1940, relatif au contrôle de l'Etat sur les Chemins de fer et les transports par route et par eau, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, le rapport afférent au quatrième trimestre de l'exercice 1941 sur l'évolution de la trésorerie de la Société Nationale des Chemins de fer français et sur l'exécution de son budget.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil
d'Administration,

signé: FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
Direction Générale des Transports.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 15 avril 1942

P.V. (p.6)

QUESTION VII - Rapport trimestriel sur l'évolution de la trésorerie et l'exécution du budget de la S.N.C.F. (art. 14 du décret du 11 décembre 1940).

M. LE PRESIDENT souligne que le rapport, indépendamment des indications qu'il contient sur l'évolution de la trésorerie et l'exécution du budget de la S.N.C.F. au cours du 4ème trimestre 1941, offre une importance particulière, du fait qu'il rend compte, au moins d'une manière approximative, des résultats d'ensemble de l'exercice.

Sous réserve des chiffres comptables que le Conseil sera appelé à arrêter ultérieurement avant leur présentation à l'Assemblée Générale des actionnaires, on peut dégager comme il suit la physionomie générale de cet exercice.

Les recettes s'élèvent à environ 21.615 M., dont 17.365 M. pour les recettes du trafic, 3.469 M. pour les recettes afférentes aux transports exécutés pour le compte des Autorités d'occupation, 274 M. pour la redevance de la Poste et 506 M. pour les recettes diverses.

En application de l'Avenant à la Convention du 9 septembre 1939, en date du 4 mars 1942, il n'est plus fait état d'aucune subvention du Trésor au titre de l'article 18 de la Convention du 31 août 1937, l'équilibre de l'exercice étant obtenu sans le versement de cette subvention.

Les dépenses sont évaluées à 19.301 M., dont :

- 18.663 M. pour les dépenses d'exploitation proprement dites;
- 119 M. pour le premier élément de la dotation du fonds de renouvellement, égal, conformément à l'Avenant du

.....

- 4 mars 1942, à 20% des dépenses complémentaires de premier établissement proprement dites;
- 469 M. pour les charges financières;
 - et 50 M. pour la prime d'exploitation.

Les résultats d'ensemble de l'exercice se traduisent ainsi par un excédent de recettes de 2.314 M., qui serait affecté:

- en premier lieu, conformément à l'Avenant du 4 mars 1942, à la constitution d'une provision pour travaux différés que la S.N.C.F., compte tenu des dépenses normales d'entretien et de réparation qu'elle n'a pu exécuter, propose de fixer à 1.149 M., le montant définitif de cette provision devant être arrêté par M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, après avis de la Commission de Vérification des Comptes;

- en second lieu, au remboursement au Trésor du reliquat de 48 M. restant dû sur son avance au titre du déficit de l'exercice 1938;

- enfin, par application également de l'Avenant du 4 mars 1942, au versement d'une annuité partielle de renouvellement du matériel, du mobilier et de l'outillage, constituant le second élément de la dotation du fonds de renouvellement; cette annuité serait de 1.116 M. et utilisée, à concurrence de 610 M., pour la couverture des dépenses effectives de l'exercice, le surplus étant mis en réserve.

Après échange de vues auquel prennent part M. GRIMPRET et M. LE BESNERAIS, le Conseil approuve le rapport.

Steno (p. 14)

M. LE PRÉSIDENT. - Le Conseil est appelé à examiner le rapport trimestriel sur la situation budgétaire et financière de la S.N.C.F. qui doit être soumis au Gouvernement en exécution de l'article 14 du décret du 11 décembre 1940.

Ce rapport comprend, comme d'habitude, trois parties : la première est relative au budget d'exploitation, la seconde au budget d'établissement et la troisième à l'évolution de la trésorerie. Il présente, cette fois, une importance particulière parce que les évaluations qu'il fournit sur les résultats probables de l'exercice 1941 étant arrêtées à la fin du 4ème trimestre se rapprochent beaucoup des chiffres définitifs.

Ceux-ci devant vous être soumis avant présentation à l'Assemblée Générale des comptes de l'exercice 1941, je me contenterai de vous exposer succinctement aujourd'hui les conditions dans lesquelles se présente la liquidation de cet exercice.

.....

I.- Recettes.

En ce qui concerne les recettes, les résultats globaux sont de 31 milliards 615 M., comprenant 17.365 M. pour les recettes du trafic, 3.462 M. pour les recettes allouées, 374 M. pour la Poste et 507 M. pour les recettes diverses.

a) Recettes du trafic. On constate une augmentation continue des recettes du trafic depuis le minimum enregistré en 1935. Les recettes de cette année s'élevaient à 9.631 M. Au cours des années suivantes, elles ont atteint les chiffres ci-après :

10 milliards en 1936	
12.600 M. en 1937	
14.600 M. en 1938	
15.500 M. en 1939	
16.400 M. en 1940	
17.400 M. en 1941	

L'évolution des recettes est évidemment influencée par les variations des tarifs. Pour mesurer l'évolution du trafic lui-même, il faut rendre les chiffres ci-dessus comparables, en supposant que les tarifs aient été les mêmes pendant tout le cours de la période considérée et en faisant abstraction des recettes de l'ancien Réseau d'Alsace-Lorraine. Dans cette double hypothèse, on arrive aux résultats suivants :

En prenant pour base 100 les recettes de 1935, les recettes des années 1936, 1937, 1938, 1939, 1940 et 1941, s'expriment respectivement par les chiffres 143, 134, 116, 113, 107 et 100. Par conséquent, de 1936 à 1935, on constate une baisse continue du trafic. Depuis 1935, au contraire, le trafic est pratiquement stationnaire. On note, en effet, 107 en 1936, 116 en 1937, ^{100 en 1938} 105 en 1939, 88 en 1940 et 107 en 1941. Par conséquent, si l'on fait abstraction du fléchissement constaté en 1940 et qui est imputable aux circonstances, on peut dire que, dans l'ensemble, le trafic s

relativement peu varié depuis 7 ans, la baisse générale du trafic due à la guerre ayant trouvé une compensation dans la disparition des modes de transport concurrents.

Si l'on examine la répartition du trafic entre voyageurs et marchandises en prenant pour base les résultats de 1938, le coefficient des voyageurs ressort à 98 et celui des marchandises à 115. Mais le coefficient correspondant au trafic-voyageurs ne doit pas être considéré comme caractérisant la situation actuelle, parce que, si ce trafic a été très inférieur à celui de 1938 pendant les huit premiers mois de 1941, il a, au contraire, dépassé celui-ci dans une proportion sans cesse croissante pendant les quatre derniers mois : en septembre, la plus-value était de 6 %, en octobre de 11 %, en novembre de 22 % et en décembre de 35 %.

Les recettes du trafic comprennent, en outre, un certain nombre de recettes afférentes aux exercices antérieurs s'élevant à 253 M. L'importance assez exceptionnelle de ce chiffre résulte de la liquidation des transports militaires français et des transports administratifs exécutés pendant l'année 1940. Il s'agit là d'une catégorie de recettes transitoires.

Les recettes du trafic comprennent également, lors des précédentes révisions, une subvention à verser par le Trésor, par application de l'article 18 de la Convention du 31 août 1937, en raison, d'une part, du retard apporté à la mise en vigueur des augmentations de tarifs, d'autre part, de la réduction de 20 à 10 % du quantum de cette augmentation pour les marchandises. Le montant de cette subvention avait été ramené de 1.655 M. à 1.128 M., pour tenir compte des plus-values constatées sur les recettes allemandes par rapport aux prévisions initiales. Par suite de la signature de l'avenant à la Convention du 9 septembre

1939, l'équilibre du compte d'exploitation pouvant être assuré sans aucune subvention de l'Etat, celle-ci ne sera pas versée à la S.N.C.F.

b) Recettes allemandes. Les recettes allemandes n'ont atteint, pour les 11 premiers mois, que 3.172 M. et sont évaluées, pour l'ensemble de l'année, à 3.469 M., alors que nous avions prévu, lors de notre dernière révision trimestrielle, un versement de 300 M. par mois, soit 3.600 M. pour toute l'année. Je vous rappelle qu'à propos de ces recettes deux observations sont à formuler : d'une part, les sommes versées, au titre des transports, ne représentent guère que 80 % des sommes effectivement dues ; d'autre part, aucun versement n'a été effectué sur l'indemnité pour privation de jouissance du matériel remis à la Reichsbahn, au titre de laquelle une prévision de recettes de 950 M. avait été inscrite dans le budget.

c) Recettes de la Poste. Pour la redevance à verser par l'Administration des Postes, le chiffre prévu est de 274 M. 5, comprenant un reliquat de 14 M. 5 sur la redevance de l'exercice 1940, non repris dans les comptes de cet exercice. Le chiffre exact n'est pas encore connu.

d) Recettes diverses. Les recettes diverses s'élèvent à 507 M., alors que les prévisions au 1er octobre 1941 n'atteignaient que 447 M. Cette plus-value provient principalement des ventes d'énergie électrique, en augmentation de 13 M., des produits du domaine, en augmentation de 10 M., et, enfin, des produits des placements de fonds.

II.- Dépenses.-

Les dépenses atteignent un total de 19.301 M. se décomposent comme il suit :

.....

Dépenses d'exploitation proprement dites...	182
Fonds de renouvellement (1er élément).....	112
Charges financières.....	460
Primes d'exploitation.....	50

a) Je n'examine pas le détail des dépenses d'exploitation, au sujet desquelles un exposé vous est présenté tous les mois. Je me borne à signaler que le chiffre actuel fait apparaître, par rapport aux dernières prévisions, qui s'élevaient à 19.574 M., une diminution de 911 M. Cette diminution porte, pour la plus large part, sur les travaux de reconstruction et de réparation et les achats de matières (364 M. sur 911) ; pour le surplus, elle concerne les dépenses de combustibles, qui accusent une réduction de 276 M., les prévisions du 1er octobre faisant état d'une hausse de 50 fr par tonne, à partir du 1er avril 1941, qui n'a pas été appliquée, et les dépenses de personnel, également en baisse, les effectifs étant restés inférieurs aux prévisions antérieures.

b) Le chiffre de 112 M., inscrit au titre de la dotation du fonds de renouvellement, ne représente que le premier élément de la dotation prévue par l'Avenant à la Convention de 1939, en date du 4 mars 1940 ; conformément à cet Avenant, il est égal à 20 % des dépenses complémentaires de premier établissement proprement dites, à l'exclusion de celles concernant le remplacement et la transformation du matériel roulant, du mobilier et de l'outillage.

Le second élément, affecté au renouvellement du matériel, du mobilier et de l'outillage, devant être égal, pour cette année, à la somme dont l'imputation dans les comptes réalisera l'équilibre de l'exercice, ne peut être arrêté qu'en fonction des résultats de cet exercice.

c) Enfin, les charges financières et primes d'exploitation n'appellent pas d'observation.

III.- Résultats d'ensemble et emploi de l'excédent.

Les résultats globaux sont, en définitive, les suivants :

Recettes : 21.618 M.

Dépenses : 19.301 M.

Excédent : 2.314 M.

Il convient maintenant d'examiner comment va être utilisé cet excédent.

a) Provisions pour travaux différés. La première affectation à lui donner, en vertu même de l'avenant à la Convention de 1939 qui vient d'être approuvé, consiste à constituer une provision pour travaux différés, correspondant aux dépenses qui n'ont pu être effectuées dans le courant de l'année. Nous évaluons actuellement le montant de la provision à constituer à 1.149 M. Ce chiffre a été établi dans les conditions suivantes :

En ce qui concerne, tout d'abord, l'exploitation, les difficultés actuelles d'approvisionnement nous ont obligés à différer une partie importante des dépenses afférentes au remplacement des bûches et des agrès perdus ou endommagés en 1939/1940. Nous prévoyons, de ce chef, une provision de 40 M.

La seconde rubrique concerne le Matériel et Traction. Pour les locomotives, nous avons pu exécuter notre programme. Pour les voitures et wagons, au contraire, nous sommes très loin de l'avoir réalisé. La situation à cet égard se traduit par les chiffres ci-après :

- Pour les voitures et fourgons à boggies, le programme normal comportait :

- 1.050 révisions générales, sur lesquelles 545 ont été réalisées et 505 différées.

- 1.516 révisions intermédiaires (1.523 révisions ont été opérées, soit un excédent de 77 révisions par rapport au programme).

- 4.023 grands entretiens (4.186 opérations ont été réalisées, soit un excédent de 163 opérations)

- En ce qui concerne les voitures et fourgons à essieux, le programme normal comportait :

- 1.500 révisions générales, sur lesquelles 1.375 ont été réalisées, soit un ajournement de 125 révisions ;
- 2.070 révisions intermédiaires, sur lesquelles 2.070 ont été exécutées, soit 302 opérations différées ;
- 5.642 grands entretiens sur lesquels 5.306 ont été exécutés, soit 336 différés.

- Enfin, pour les wagons, le programme normal prévoyait :

- 25.827 révisions générales, sur lesquelles 18.618 ont été opérées et 7.209 ajournées ;
- 55.497 révisions intermédiaires, sur lesquelles 19.511 ont été opérées et 35.986 différées ;
- 78.900 révisions ordinaires (97.500 ont été effectuées, soit un excédent de 18.600).

On a évalué le prix de revient moyen de chacune des opérations différées et on a abouti à fixer ainsi à 142 M. la provision à prévoir au titre du Matériel et Traction.

La 3ème rubrique, évidemment la plus importante, est celle de la Voie et des Bâtiments. L'élément principal de cette rubrique est constitué par les renouvellements de voies. Après étude, on a considéré qu'un programme normal devait comprendre la réfection de 1.000 km de voie cu de rail et de 1.000 km de ballast. Or, nous n'avons renouvelé, en 1941, que 398 km de voie, soit un retard de 1.502 km par rapport au programme normal, et 768 km de ballast, soit un retard de 1.032 km par rapport au programme normal.

En tenant compte de la dépense unitaire en km, ce double retard représente un arriéré de dépenses de 304 M.

Pour toutes les autres dépenses (bâtiments, installations de signalisation, ateliers, dépôts, installations hydrauliques, etc...), on s'est contenté de fixer la provision à la différence

entre le montant des prévisions budgétaires, réévaluées sur la base des prix moyens de l'année, et le montant des dépenses réelles effectuées. Sur cette base, les dépenses différées ont été évaluées à 363 M. S.

Au total, la provision pour travaux différés s'élève ainsi à 1.149 M. S, dont 49 M. pour l'Exploitation, 148 M. pour le Matériel et Traction et 952 M. S pour les Installations Fixes.

Ce chiffre a été soumis à l'approbation de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications. Aux termes de l'avenant du 4 mars 1942, en effet, le montant de la provision doit être arrêté par ce dernier, après avis de la Commission de Vérification des Comptes.

b) Remboursement au Trésor du reliquat de l'insuffisance de 1938. Nous aurons à prélever, en second lieu, sur notre excédent de recettes, la somme nécessaire pour opérer le remboursement au Trésor Public du reliquat de son avance afférente à l'insuffisance d'exploitation de l'exercice 1938, soit 47 M. S.

c) annuité de renouvellement du matériel. Enfin, l'affectation à donner au surplus de l'excédent résulte de l'Avenant du 4 mars 1942. Celui-ci prévoit, en effet, que la dotation du fonds de renouvellement comprendra, en sus du premier élément dont il a été question plus haut, un second élément constitué par une annuité de renouvellement du matériel roulant, du mobilier et de l'outillage, qui doit être égale, pour 1941, à la somme dont l'imputation dans les comptes réalisera l'équilibre exact de l'exercice.

Le reliquat de l'exercice est évalué à la somme de 1.113 M. Cette somme sera donc versée au fonds de renouvellement et elle sera utilisée, à concurrence de 910 M., pour couvrir les dépenses de renouvellement de matériel effectivement faites en 1941, le surplus, soit 203 M., étant mis en réserve.

IV.- Conclusion.

En définitive, l'exercice 1941 se clôt par un excédent de 2.314 M. affecté, à concurrence de 1.150 M., à la constitution d'une provision pour travaux différés, à concurrence de 48 M., au remboursement au Trésor du reliquat de l'insuffisance d'exploitation de 1938 et, à concurrence de 1.116 M., au versement d'une annuité de renouvellement du matériel roulant.

Si nous essayons de dégager la physionomie d'ensemble de l'exercice, nous arrivons ainsi aux conclusions suivantes.

A.- Consistance de l'équilibre réalisé.

a) En premier lieu, la S.N.C.F. assure intégralement l'équilibre de son compte d'exploitation, cet équilibre comprenant non seulement les dépenses d'exploitation réellement effectuées, mais encore celles qui auraient dû normalement être exécutées et que les circonstances seules ont empêché de faire. Ces dernières dépenses sont, en effet, reprises sous la forme d'une provision pour travaux différés. La S.N.C.F. assure donc l'équilibre d'un compte d'exploitation correspondant, en dépenses, à des conditions normales.

b) En outre, elle liquide entièrement le reliquat existant encore sur ses déficits d'exploitation antérieurs. Je vous rappelle que l'exercice 1938 s'était clos par un déficit de 2.542 M. qui a été couvert par une avance du Trésor. Au contraire, les exercices 1939 et 1940 ont accusé des excédents respectifs de 304 M. et 2.190 M. qui ont été affectés au remboursement partiel de cette avance. Les résultats de l'exercice 1941 permettront, ainsi qu'il a été exposé plus haut, d'apurer intégralement la situation.

c) En 3ème lieu, la S.N.C.F. a inclus dans son compte d'exploitation la totalité des dépenses d'acquisition ou de

transformation du matériel, du mobilier et de l'outillage effectuées en 1941. C'est la première fois que ces renouvellements de matériel sont opérés à l'aide des recettes d'exploitation, sans aucun recours à l'emprunt.

d) Enfin, après avoir permis de couvrir toutes les charges qui précèdent, les résultats d'exploitation de l'exercice 1941 laisseront subsister une réserve de 306 M., permettant d'adopter une politique d'amortissement du matériel roulant.

Ces résultats marquent donc une amélioration très nette par rapport aux exercices précédents : la première année d'exploitation de la S.N.C.F. s'était, en effet, terminée par un déficit, que les excédents des deux années suivantes n'avaient pas permis d'apurer complètement. L'exercice écoulé permet, non seulement d'achever cet apurement, mais, en outre, d'adopter, pour la première fois, une politique d'amortissement raisonnable.

B.- Insuffisance des recettes.

Il va de soi que les résultats qui précèdent ne peuvent pas encore être considérés comme donnant pleine satisfaction : des objectifs restent à atteindre. Le premier consiste dans l'inclusion dans le compte d'exploitation d'une annuité de renouvellement intégrale du matériel, ce qui représente, par rapport au chiffre actuellement inscrit, un effort supplémentaire de l'ordre de 2 milliards et demi.

En outre, les résultats obtenus ne tiennent pas compte des charges du "grand équilibre" qui atteignent environ 4 milliards. Pour réaliser intégralement l'équilibre de toutes ses charges, la S.N.C.F. devrait donc trouver un supplément de recettes de l'ordre de 6 milliards 1/2, soit près du tiers de ses recettes actuelles.

Par ailleurs, les recettes actuelles appellent quelques observations en ce qui concerne le niveau des tarifs. Ce niveau est insuffisant. L'augmentation des tarifs que nous avons demandée aurait pour effet de porter approximativement les tarifs-voyeurs au coefficient 9,5 et les tarifs-marchandises au coefficient 10,6 par rapport à 1913. Or, les indices actuels des salaires et des prix oscillent aux environs du coefficient 15. Par conséquent, si nous voulions réaliser la parité des tarifs et des charges que nous supportons, les tarifs devraient être relevés de 50 %.

Quoi qu'il en soit, les résultats de l'exercice 1941 doivent être considérés comme ayant été obtenus avec des tarifs commerciaux ne représentant que les deux tiers du taux auquel ils devraient être normalement fixés.

C.- Caractère anormal de certaines dépenses.

Si les recettes sont, dans l'ensemble, insuffisantes, par contre, certaines dépenses sont anormalement grosses. C'est ainsi que l'exécution de la Convention d'Armistice entraîne pour nous de lourdes sujétions et des augmentations de personnel considérables. D'autre part, et surtout, notre budget comporte encore des dépenses de guerre qui, en équité, n'incombent pas à la S.N.C.F. Ces dépenses de guerre s'élèvent, au total, à 1.332 M. Elles comprennent : les réparations et travaux faits à la demande des Autorités Militaires, pour 813 M., les réparations ou travaux de reconstruction faits sans demande des Autorités Militaires (dommages de guerre), pour 67 M., les prestations aux Autorités d'occupation, pour 394 M. et, enfin, les travaux de défense passive, pour 58 M.

.....

Toutes ces dépenses doivent être considérées comme remboursables, au moins en partie. En effet, les réparations et travaux faits à la demande des Autorités Militaires doivent, en vertu de la Convention du 9 septembre 1938, être remboursés par l'Etat. Il en est de même des dépenses afférentes à la défense passive. Des protocoles sont actuellement à l'étude en vue de ce remboursement. Les réparations ou travaux de reconstruction qui n'ont pas été effectués sur la demande des Autorités Militaires seront régis par la législation sur les dommages de guerre. Enfin, en ce qui concerne les prestations aux Autorités d'occupation, nous en avons demandé le remboursement à l'Etat. Celui-ci semble devoir prendre position à ce sujet en faveur de l'application à cette catégorie de dépenses des dispositions relatives à la réparation des dommages de guerre. Nous estimons, au contraire, que nous nous trouvons dans une situation particulière du fait que nous ne faisons qu'exécuter, à la place de l'Etat, des prestations qui devraient normalement lui incombent.

En toute hypothèse, ces dépenses devront donner lieu à un remboursement. Toutes les dépenses ci-dessus représentent donc, en définitive, une charge anormale pour le compte d'exploitation.

D.- Perspectives d'avenir.

En résumé, un premier examen de nos résultats d'exploitation semblerait révéler une situation particulièrement prospère et des perspectives rassurantes, puisque l'équilibre financier a pu être réalisé, bien que les recettes soient inférieures au taux normal et, qu'au contraire, les dépenses comprennent des charges exceptionnelles.

Mais il ne faut pas oublier que ces résultats n'ont pu être acquis, en réalité, qu'au détriment de la qualité du service offert aux usagers, qu'il s'agisse des transports voyageurs ou marchandises. Cette dépréciation a été rendue possible par la disparition de la concurrence des autres moyens de transport qui rend indispensable le recours au Chemin de fer. Mais, dans l'avenir, il est certain que le service fourni au public devra être amélioré, et il en résultera une augmentation des dépenses de nature à absorber, en tout ou en partie, les réserves virtuelles que constituent, d'une part, l'inscription au compte d'exploitation de dépenses appelées à disparaître, d'autre part, le maintien des tarifs à un niveau inférieur au niveau général des prix. Dans ces conditions, il paraît actuellement à peu près impossible d'avoir une vue sur ce que pourront être, dans l'avenir, les résultats d'exploitation de la S.N.C.F. Toutefois, certaines conclusions s'imposent d'ores et déjà quant au sens dans lequel nous devons orienter notre gestion financière.

En ce qui concerne, tout d'abord, les dépenses, je pense que nous devons pratiquer une politique de travaux et de matériel largement conçue. Nous avons, en effet, le devoir essentiel de maintenir dans le meilleur état possible l'outil qui nous est confié, et nous devons, en outre, nous attacher à le perfectionner de manière à pouvoir affronter, dans l'avenir, la concurrence de la route et de l'eau ; je crois sincèrement, à cet égard, que le Chemin de fer maintiendra sa place dans l'économie, beaucoup plus par la qualité du service qu'il assure que par le secours d'une réglementation quelconque. Par contre, j'estime que nous devons continuer à appliquer une politique d'économies particulièrement strictes sur les autres chapitres : ce principe essentiel d'une saine gestion, valable en toutes circonstances, me paraît devoir l'être plus encore dans un proche avenir, car je suis loin d'être assuré que les excédents budgétaires persisteront.

.....

quant aux tarifs, je continue à penser que nous devons délibérément persister dans les voies que nous nous sommes assignées et qui tendent à leur rajustement progressif : nous ne pouvons pas, dans une économie aussi évolutive que l'économie française en ce moment, laisser se décaler systématiquement, par rapport à l'ensemble des salaires et des prix, un élément aussi important que le prix des transports. Les indices actuels des tarifs par rapport à 1913 que je vous ai indiqués soulignent leur insuffisance. J'entends bien que l'année 1913 ne doit pas être considérée comme une année-type à laquelle il faille nécessairement et pour toujours se référer, mais elle fournit tout de même une base de référence et il est certain que le décalage qui s'est produit, depuis cette date, entre nos tarifs et l'ensemble des prix est, à l'heure actuelle, trop important. Dès lors que le rajustement des tarifs est nécessaire, il y a intérêt à ce qu'il y soit procédé, comme nous l'avons fait jusqu'ici, par étapes modérées, de manière à éviter tout effet de choc sur l'économie générale du pays.

Un relèvement immédiat des tarifs me paraît donc nécessaire, du point de vue de la S.N.C.F., tout d'abord parce qu'il permettra d'inclure progressivement dans le budget de la Société les dépenses qui restent à y intégrer, c'est-à-dire le complément de l'annuité de renouvellement du matériel et, le cas échéant, la couverture au moins partielle des charges du grand équilibre, en second lieu, parce qu'il permettra de réaliser un certain nombre de projets.

Ce relèvement ne me semble pas moins indiqué du point de vue plus général des finances publiques : d'une part, la politique du Gouvernement tend présentement à assurer la résorption des disponibilités monétaires en excédent dans le public et une

augmentation des tarifs du Chemin de fer rentre bien dans le cadre de cette politique ; il y aurait, par contre, quelque paradoxe à ce qu'à défaut d'une telle augmentation, l'Etat nous versât des subventions qui contribueraient à enfler le volume de la circulation monétaire.

D'autre part, il semble bien que l'on ne puisse envisager de rétablir, en une période moins troublée, l'équilibre du budget général de l'Etat sans que celui-ci ait été, au préalable, libéré de toutes les charges exceptionnelles qui pèsent actuellement sur lui. C'est ainsi qu'après la guerre précédente, les charges afférentes à la réparation des dommages subis par le réseau ferré ont contribué, pendant de longues années, à faire obstacle au rétablissement de l'équilibre budgétaire. Il n'en serait pas autrement dans les circonstances présentes, si l'on ne s'efforçait, d'ores et déjà, d'assurer aux budgets des services plus ou moins autonomes un équilibre propre leur permettant de ne plus faire appel à l'Etat.

Telles sont les conclusions qui se semblent se dégager de l'examen des résultats financiers de l'exercice 1941.

Quelqu'un désire-t-il obtenir des explications complémentaires ?

M. GRIMPET - Je désirerais poser une question de détail. M. le Président a indiqué que la réduction du parc de matériel laissé à notre disposition aggravait l'insuffisance de nos tarifs. Je crois, à cet égard, que, même si la totalité de notre parc nous était laissée, nous n'en aurions pas pleinement l'utilisation et je demande s'il est possible d'évaluer approximativement le nombre de wagons qui seraient réellement nécessaires pour faire face à tous les besoins actuels.

M. LE PRÉSIDENT.- Il est certain que nous n'aurions pas, en tout état de cause, l'utilisation effective de la totalité du parc, mais, si celle-ci était laissée à notre disposition, nous ne subirions pas, comme à l'heure actuelle, une usure anormale du matériel en service. Par ailleurs, le matériel qui ne nous serait pas nécessaire ne s'userait pas, tandis qu'actuellement, non seulement ce matériel est improductif pour nous, mais encore il subit, lui aussi, une usure anormale. De ce chef, nous devrions inscrire dans nos comptes, non seulement une annuité normale de renouvellement du matériel, mais une annuité forcée, tenant compte du rythme anormal d'utilisation du matériel. Nous en sommes empêchés par le fait que la moitié de notre parc est pour nous rigoureusement improductive.

M. LE BESNERAIS.- La provision pour travaux différés est, elle aussi, inférieure à ce qu'elle devrait être pour représenter toutes les dépenses qui sont, en fait, ajournées.

M. GRIMPET.- Peut-on évaluer approximativement l'importance du parc répondant aux besoins du trafic actuel ?

M. LE BESNERAIS.- Cette évaluation est extrêmement difficile. Une indication nous est évidemment fournie, à cet égard, par les transports que nous sommes obligés de refuser, qui sont, pour l'ensemble des deux zones, de l'ordre de 15% des transports effectués. Mais si ces transports que nous refusons pouvaient être exécutés, ils en susciteraient d'autres, par voie de répercussion. Par ailleurs, la pénurie de matériel nous astreint à des méthodes d'exploitation particulièrement onéreuses qu'une situation moins tendue nous permettrait de modifier. Il est très difficile, en définitive, d'évaluer le supplément de matériel qui

nous serait nécessaire pour faire face, dans des conditions normales, au trafic actuel.

M. LE PRÉSIDENT.- Il n'y a pas d'autres observations ?
Le Conseil approuve le Rapport.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

 Conseil d'Administration

Séance du 15 avril 1942

VII - Rapport trimestriel sur l'évolution de la trésorerie et l'exécution du budget de la S.N.C.F. (article 14 du décret du 11 décembre 1940)*

Pro.

CR de renouvellement 2-4-41 -

	2 615	
	49 301	
Exécution.	<u>2 314</u>	
<u>pour le h. d'ff.</u>		3 114
		<u>1149</u>
<u>aut. de 38</u>		<u>47</u>
<u>travaux terminés</u>	<u>1 116, 2.</u>	
	610	
	505	residue.

compte intégré de dépenses de 2^{de} trimestre.
 liquidation de la dép. de 1^{er} trimestre de 1942.
 point de vue de la dép. de 1^{er} trimestre de 1942 et de 1^{er} trimestre 1941.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:--:--:--:--:--:--:--:--:--

Le Président
du Conseil d'Administration

Service Financiers

-

D 600.3

Paris, le 6 décembre 1941

C O P I E

Monsieur le Ministre,

En application de l'article 14 du décret du 11 décembre 1940, relatif au contrôle de l'Etat sur les chemins de fer et les transports par route et par eau, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, le rapport afférent au troisième trimestre de l'exercice 1941 sur l'évolution de la trésorerie de la Société Nationale des Chemins de fer français et sur l'exécution de son budget.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
(Direction Générale des Transports)

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances
(Direction de l'Economie Générale).

QUESTION VII - Rapport trimestriel sur l'évolution
de la trésorerie et l'exécution du budget de la S.N.C.F.
(art. 14 du décret du 11 décembre 1940)/

P.V. (p.11)

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil approuve le rapport sur l'évolution de la trésorerie et l'exécution du budget de la S.N.C.F., pour le 3^{ème} trimestre 1941, à adresser à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, en exécution de l'article 14 du décret du 11 décembre 1940.

Sténo (p.32)

M. LE PRESIDENT.- Je n'ai pas ^{d'explications} ~~d'explications~~ particulières à vous fournir au sujet du rapport qui vous est soumis, étant donné que celles-ci ne feraient que reprendre les indications que j'ai eu l'occasion de vous donner lors de l'examen du budget.

Je pense être en mesure de vous soumettre prochainement la révision trimestrielle du budget de l'exercice en cours, d'après les résultats connus à fin septembre. Cette révision a été un peu retardée, les Services ayant dû porter leurs efforts sur la préparation du budget d'exploitation et du budget d'établissement pour 1942. Toutefois, je puis, dès à présent, vous indiquer les conclusions de cette révision qui sont déjà acquises : il en ressort que l'équilibre du compte d'exploitation sera assuré même si l'Etat ne verse pas la subvention qui nous est incontestablement due en vertu de la Convention de 1937, et la provision de 650 M. pour travaux différés pourra être constituée sans appel aux avances du Trésor.

Quelqu'un désire-t-il d'autres explications au sujet du rapport trimestriel ?

Ce rapport est approuvé.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 3 décembre 1941

VII - Rapport trimestriel sur l'évolution de la
trésorerie et l'exécution du budget de la
S.N.C.F. (article 14 du décret du 11 décem-
bre 1940)

Prailat.

approuvé
—

CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 3 DEC. 1941

(Question N° VIII)

RAPPORT DU 3^e TRIMESTRE 1941
sur la situation budgétaire et financière de la S.N.C.F.

1^{ère} PARTIE - EXÉCUTION DU BUDGET D'EXPLOITATION (pages 1 à 25)

2^{ème} PARTIE = EXÉCUTION DU BUDGET D'ÉTABLISSEMENT (pages 26 à 41)

3^{ème} PARTIE - ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE (pages 42 à 48)

ANNEXES

S.N.C.F.

Paris, le

Le Président
du
Conseil d'Administration

F1 N° 2117 A
Proposé le : 28 novembre 1941

Services Financiers

Le Directeur des Services Financiers,
signé : BROCHU

Monsieur le Ministre,

En application de l'article 14 du décret du 11 décembre 1940, relatif au contrôle de l'Etat sur les chemins de fer et les transports par route et par eau, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, le rapport afférent au troisième trimestre de l'exercice 1941 sur l'évolution de la trésorerie de la Société Nationale des Chemins de fer français et sur l'exécution de son budget.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
(Direction Générale des Transports)

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale
et aux Finances
(Direction de l'Economie Générale).

EXECUTION DU BUDGET D'EXPLOITATION

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES

Dans le présent compte rendu, les chiffres de dépenses et de recettes s'entendent Sous-Direction de Strasbourg exclue. Pour les recettes commerciales du trafic, ce sont les chiffres des publications hebdomadaires. Pour les autres recettes et pour les dépenses, ce sont les chiffres comptables jusqu'en août et des chiffres approchés pour septembre.

Nous comparerons les résultats du 3^e trimestre 1941 à ceux du trimestre précédent et en outre :

- pour les recettes hors trafic et pour les dépenses, aux résultats du trimestre correspondant de 1940;
- pour les recettes du trafic, aux résultats du trimestre correspondant du dernier exercice de paix (du 1^{er} septembre 1938 au 31 août 1939). Ce trimestre conventionnel comporte ainsi deux mois de 1939 (juillet et août) et un mois de 1938 (septembre), et les chiffres réels ont été corrigés pour tenir compte des majorations de tarifs intervenues depuis lors.

Nous sommes amenés à procéder ainsi parce que l'exercice 1940 présente, du fait des événements consécutifs à l'armistice, des anomalies de nature à fausser complètement les bases de comparaison. Pour les dépenses et les recettes diverses, au contraire, l'évolution des prix et des salaires justifie mieux une comparaison basée sur 1940.

Les comparaisons des résultats aux prévisions seront faites :

- pour les recettes hors trafic et pour les dépenses, sur les prévisions rectifiées au 1^{er} juillet 1941;
- pour les recettes du trafic, d'une part, sur les prévisions du budget initial, de façon à conserver une base homogène pour l'appréciation du volume du trafic; d'autre part, sur les prévisions rectifiées au 1^{er} juillet 1941. Toutes ces prévisions ont bien entendu été corrigées pour tenir compte des augmentations de tarifs appliquées à partir du 28 juillet, et dont il sera parlé ci-après.

EXAMEN DES RESULTATS DU 3^e TRIMESTRE

SECTION I - RECETTES

10) Recettes du trafic⁽¹⁾

	1939/1938 RESULTATS	1941			% DE VARIATION DES RECETTES PUBLIEES PAR RAPPORT		
		Prévisions initiales	Prévisions révisées le 1-7-1941	Recettes publiées	aux résultats de 1939/1938	aux prévisions initiales	aux prévisions révisées le 1-7-1941
2 ^e TRIMESTRE	M	M	M	M			
{ voyageurs	1.095,4	820,4	1.891,6	1.005,5	- 9,1	+ 22,6	+ 12,8
{ marchandises	2.720,6	2.440,2	2.890,6	2.867,1	+ 6,1	+ 8,3	- 0,1
Ensemble	3.816,-	3.260,6	3.782,2	3.892,6	+ 2,-	+ 19,4	+ 2,9
3 ^e TRIMESTRE							
{ voyageurs	1.908,-	1.141,-	1.239,9	1.661,1	- 22,9	+ 45,6	+ 34,-
{ marchandises	2.663,7	2.389,1	2.830,-	3.241,5	+ 21,7	+ 35,7	+ 14,5
Ensemble	4.571,7	3.530,1	4.069,9	4.902,6	+ 7,2	+ 38,9	+ 20,5

L'annexe n° 1 au présent rapport montre l'évolution hebdomadaire des recettes du trafic (voyageurs, marchandises et ensemble) ainsi que celle des wagons chargés.

Le 3^e trimestre 1941 a été marqué par un relèvement général des tarifs à partir du 28 juillet 1941, à raison de 20 % pour les voyageurs et de 10 % seulement pour les marchandises.

Les recettes-voyageurs du 3^e trimestre se sont élevées à 1.661 M.1. Abstraction faite du produit de la majoration des tarifs, ces recettes se seraient élevées à 1.450 M. environ; elles dépassent donc largement les recettes réalisées tant au cours du 1^{er} trimestre (758 M.) que celles réalisées au cours du 2^e trimestre (1.005 M.5). D'une façon générale, les déplacements pour les vacances ont cependant été gênés à la fois par la limitation sévère du nombre de trains (interdiction de procéder à des dédoublements) et par l'interdiction, par les autorités d'occupation, de séjourner sur le littoral de la zone occupée.

En zone libre, le trafic a été néanmoins particulièrement important; le mouvement des départs pour les fêtes du 14 juillet et du 15 août, comparé à celui de 1938, peut être caractérisé par les pourcentages de plus-value ci-après intéressant quelques grandes gares de cette zone.

(1) Nous ne parlerons pas dans ce chapitre des recettes militaires. Nous étudierons cette question dans le chapitre relatif à l'ensemble des 9 premiers mois.

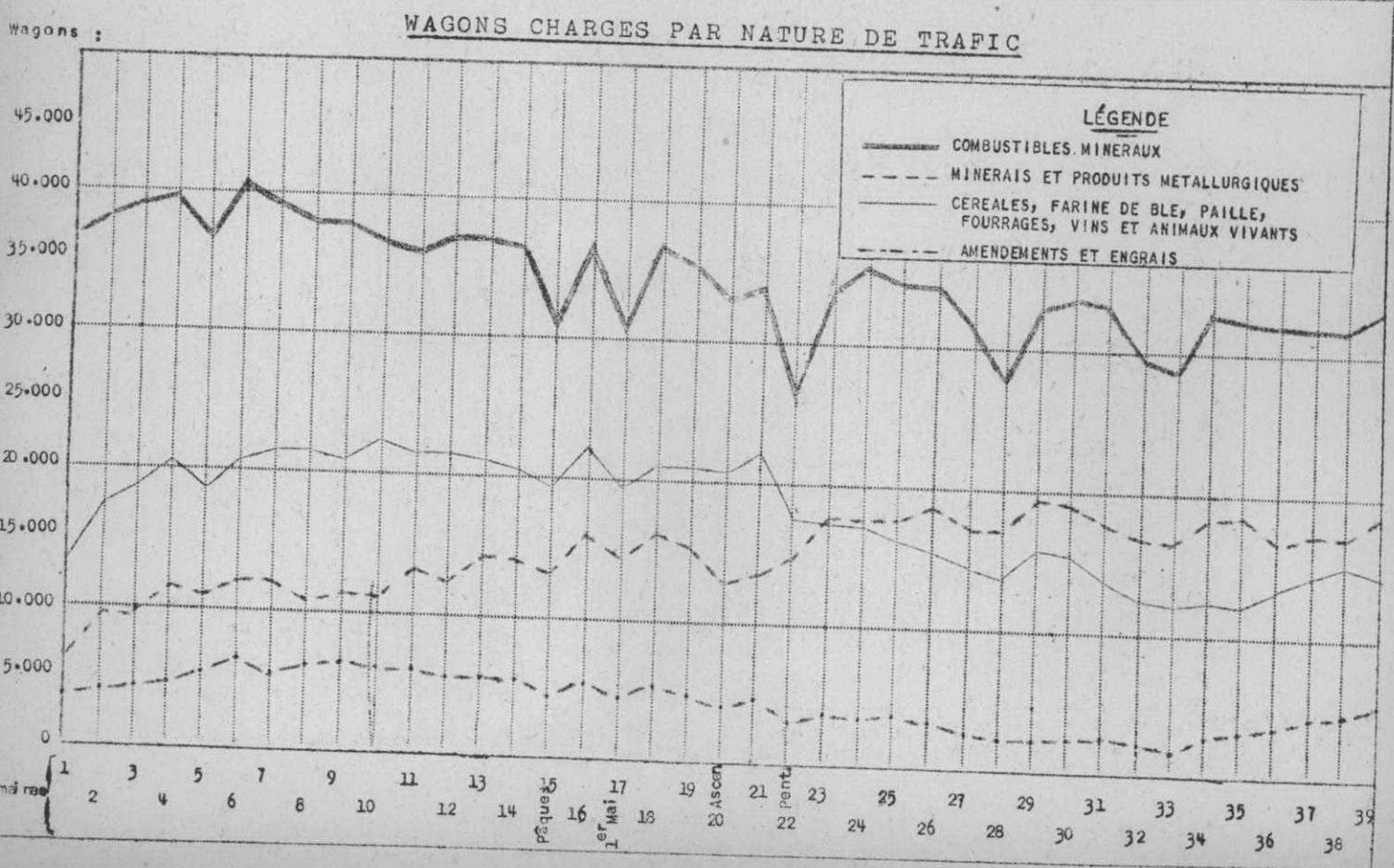
MARSEILLE
CLERMONT-FERRAND
GRENOBLE
LIMOGES
TARBES

	14 JUILLET	15 AOUT
MARSEILLE	66 %	30 %
CLERMONT-FERRAND	150 %	98 %
GRENOBLE	38 %	34 %
LIMOGES	37 %	41 %
TARBES	"	90 %

Au contraire, en zone occupée, le trafic demeure toujours très faible sur le Nord et l'Est (ligne d'arrêt); il est médiocre sur le Sud-Est (ligne de démarcation), mais est satisfaisant sur le Sud-Ouest et surtout sur l'Ouest, de nombreux déplacements sur cette région ayant sans doute un but alimentaire.

Les recettes-marchandises sont également en progrès sur celles des 1^{er} et 2^e trimestres. En effet, ces recettes se sont élevées à 3.241 M,5 au cours du 3^e trimestre, soit environ 3.025 M., déduction faite du produit de la majoration des tarifs; or, les recettes du 1^{er} trimestre sont de 2.505 M. et celles du 2^e trimestre de 2.887 M,1.

Le graphique ci-après montre l'évolution hebdomadaire (en nombre de wagons) de certaines grandes catégories de transports plus particulièrement suivies :



Les transports de minerais et produits métallurgiques sont en progression quasi-constante au cours du 3^e trimestre; il n'en est pas de même pour les combustibles minéraux : le rendement dans les mines est déficitaire, le personnel étant généralement sous-alimenté.

Les transports d'animaux vivants, engrais, pailles, fourrages, céréales, farine de blé, sont, depuis le milieu d'août, en progression continue et, pour les deux premiers, tendent à dépasser les chiffres observés depuis le début de l'année; mais il convient de signaler la forte baisse qui affecte les transports de vins.

Dans l'ensemble, la situation est loin de s'améliorer. Les perspectives agricoles sont assez satisfaisantes, mais les pluies d'août ont nui à l'engrangement des céréales et favorisé le développement des maladies cryptogamiques qui entraîneront à la fois une diminution de la qualité et de la quantité des produits récoltés (pommes de terre, vins, etc...).

La situation de l'industrie est toujours aussi précaire, en raison de l'amenuisement des stocks disponibles et des faibles quantités de combustibles mises à la disposition des usines. Seules, certaines industries lourdes conservent une activité satisfaisante.

PARCOURS ET CHARGE DES TRAINS

UTILISATION ET ROTATION DU MATÉRIEL ROULANT

Comme nous le signalions dans notre précédent compte rendu, le problème des transports ferroviaires continue d'être conditionné par l'obligation d'économiser le charbon, ainsi que les huiles et par la diminution du parc. De plus, les sujétions du trafic de priorité sont demeurées aussi lourdes que par le passé. Mais alors que, pour économiser le combustible, nous avons été amenés à reporter, dans la mesure du possible, le trafic sur les grandes artères électrifiées, nous devons envisager maintenant, sur ces lignes, des compressions nouvelles nécessitées par l'obligation de limiter la consommation de l'énergie électrique.

Le tableau ci-après permet de comparer les tonnages kilométriques bruts remorqués, les parcours et la charge moyenne des trains de 1939 et de 1941 (1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestres).

		TONNAGE KILOMETRIQUE BRUT (en millions de tonnes)		PARCOURS EN MILLIERS DE KILOMETRES		CHARGES MOYENNES (en tonnes)	
		1939/1938	1941	1939/1938	1941	1939/1938	1941
VOYAGEURS	1 ^{er} trimestre	12.823	5.127	62.336	17.156	205,7	298,8
	2 ^e trimestre	13.662	6.348	61.330	18.931	222,8	335,3
	3 ^e trimestre	17.934	7.520	71.179	20.909	252,-	359,7
MESSAGERIES ET TRANSPORTS EN SERVICE	1 ^{er} trimestre	2.817	1.970	8.933	5.072	315,3	388,4
	2 ^e trimestre	3.126	2.360	9.751	5.869	320,6	402,1
	3 ^e trimestre	3.248	2.860	10.497	6.866	309,4	416,5
MARCHANDISES P.V.	1 ^{er} trimestre	22.863	21.364	30.199	29.629	757,1	721,-
	2 ^e trimestre	23.123	23.572	30.142	31.782	761,1	741,7
	3 ^e trimestre	22.337	23.167	29.950	31.744	745,8	729,8
ENSEMBLE	1 ^{er} trimestre	33.503	28.461	101.408	51.857	379,5	548,8
	2 ^e trimestre	39.911	32.280	101.223	56.562	394,3	571,5
	3 ^e trimestre	43.519	33.547	111.626	59.519	389,9	563,6

D'une façon générale, on constate, par rapport à 1939, un alourdissement de plus en plus marqué des trains de voyageurs et de messageries. Pour les voyageurs il s'agit d'ailleurs en partie d'un alourdissement saisonnier. Pour les transports P.V. il y a, au contraire, une diminution de la charge moyenne des trains, conséquence des sujétions de toute nature dues à l'occupation du territoire et de la réduction de notre parc de machines lourdes, mais cette diminution tend à s'atténuer. Nous remarquerons, à cet égard, que la charge moyenne des trains P.V. qui apparaît ci-dessus, pour le 3^e trimestre 1939-1938, est également en baisse, conséquence des événements de l'époque (Munich en septembre 1938, mobilisation fin août 1939).

Dans l'ensemble, à fin septembre, les parcours sont en diminution de plus de 46 % par rapport à 1939/1938. Cette réduction affecte les parcours à vapeur à raison de 43,6 %, les parcours électriques à raison de 24,6 % (au lieu de 23 % seulement à fin juin) et les autorails à concurrence de 96,7 %.

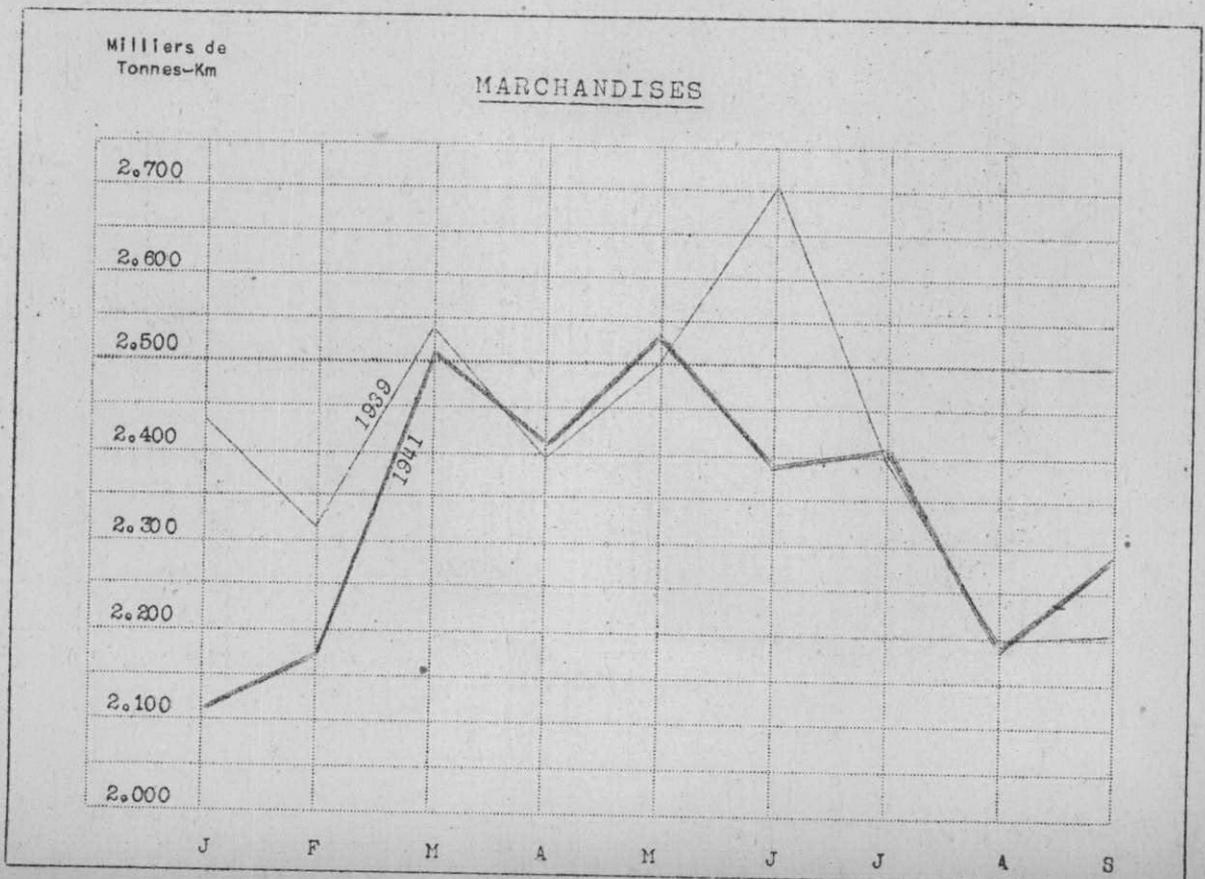
Si l'on considère le seul trafic P.V., les parcours sont en hausse de 3,2 % par rapport à 1939, mais, par suite des reports de trafic sur les artères électrifiées, les parcours à vapeur sont en baisse de 2,2 % alors que les parcours électriques sont en hausse de 47,3 %.

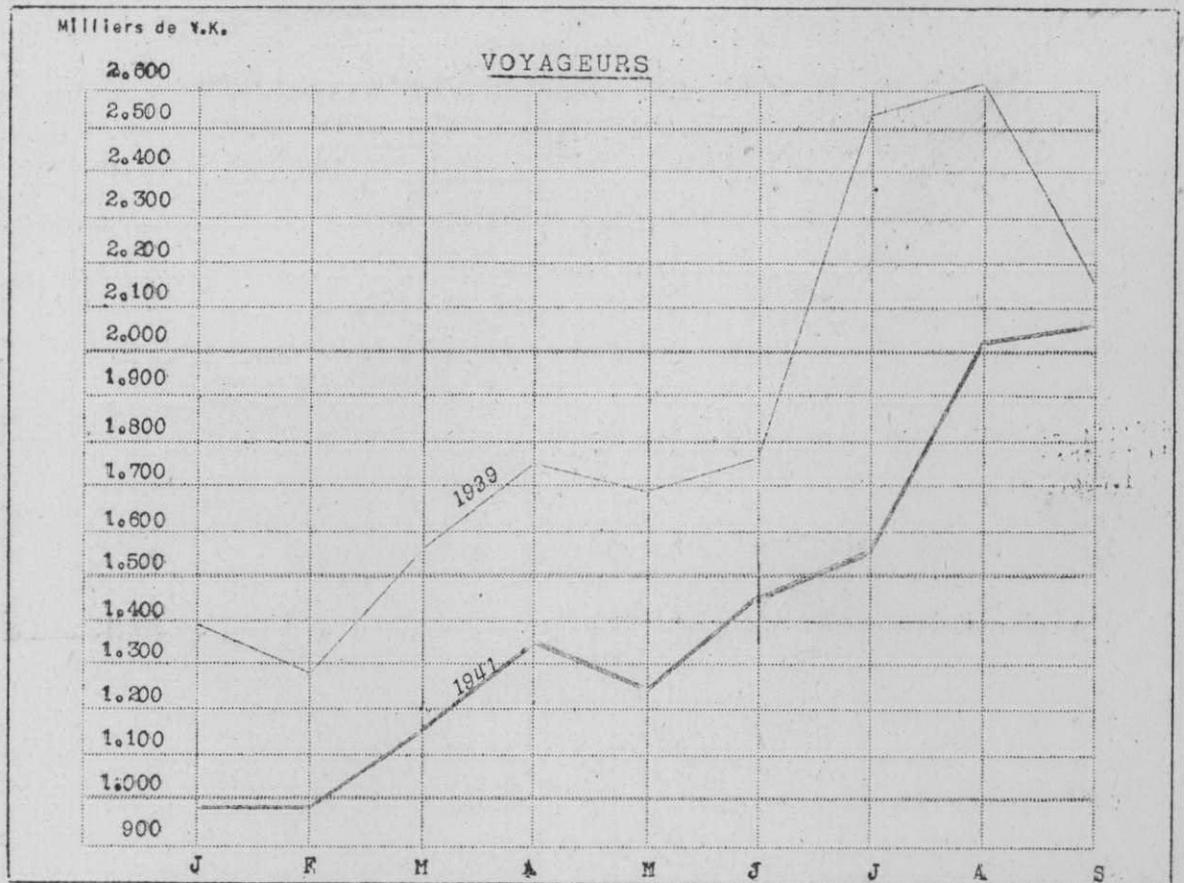
Si l'on rapproche, maintenant, le tonnage kilométrique utile et les parcours, on aboutit aux résultats suivants pour l'ensemble des mois de janvier à août 1939 et 1941 (nous ne possédons pas encore les renseignements relatifs au mois de septembre 1941).

	VOYAGEURS		MARCHANDISES	
	1939/1938	1941	1939/1938	1941
Trafic transporté (en voyageurs-km ou en tonnes-km)	14.616.104	10.873.630	19.519.000	18.806.380
Parcours correspon- dants (en milliers de km)	169.355	50.358	106.356	98.595
Nombre de voyageurs ou de tonnes par train-km	86 ^V	216 ^V	183 ^T / ₅	190 ^T / ₇

L'examen du tableau ci-dessus fait bien ressortir les résultats des efforts de la S.N.C.F. pour assurer, au mieux, les besoins du trafic avec un parc réduit et une limitation sévère de la consommation du combustible.

Ces résultats sont d'autant plus intéressants à signaler qu'ils ont été obtenus malgré une réduction considérable de notre parc de matériel roulant.

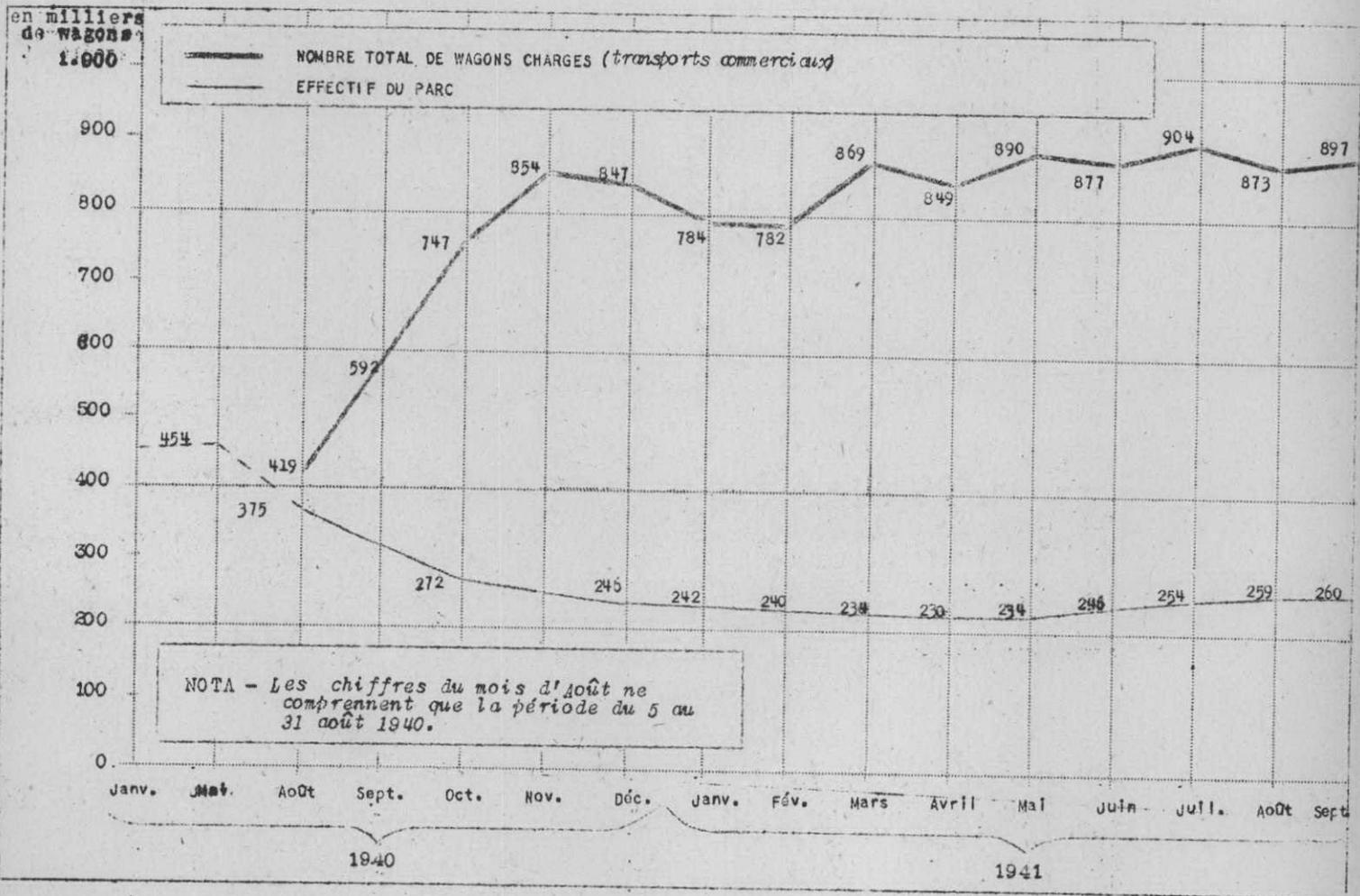




Le tableau ci-après résume, pour la période du 5 au 31 août 1940, puis pour le mois de décembre 1940, le 1^{er} et le 2^e trimestres de 1941 et enfin pour chacun des mois du 3^e trimestre, le nombre de wagons séjournant sur le territoire exploité par la S.N.C.F. le nombre moyen par jour ouvrable de wagons chargés et l'indice de rotation correspondant :

	NOMBRE DE WAGONS SÉJOURNANT EN TERRITOIRE EXPLOITÉ PAR LA S.N.C.F.	NOMBRE MOYEN JOURNALIER DE WAGONS CHARGÉS	INDICE DE ROTATION (en jours)
Août 1940	374.700	10.570	15,2
Décembre 1940	246.400	31.650	9,3
1 ^{er} trimestre 1941	238.200	32.040	7,7
2 ^e trimestre 1941	236.700	35.340	7,2
3 ^e trimestre 1941 :			
- juillet	254.100	36.150	7,6
- août	259.700	34.940	7,8
- septembre	280.400	34.520	7,2

On voit que l'indice de rotation (écart moyen en journées, entre deux chargements successifs d'un même wagon disponible pour le trafic), continue d'être très réduit, sauf certaines fluctuations peu importantes qui tiennent surtout aux variations du nombre des restitutions de wagons séjournant à l'étranger.



29) Transports de la Poste

La S.N.C.F. a encaissé, dans le courant du mois d'août, une somme de 157 M. représentant, conformément aux dispositions de l'article 27 b de son cahier des charges, un acompte égal à la moitié de la redevance fixée pour l'exercice précédent.

30) Recettes hors trafic

(en millions de francs)

	3 ^e TRIMESTRE 1940	2 ^e TRIMESTRE 1941	3 ^e TRIMESTRE 1941	
			Prévisions	Résultats
Produits du domaine et locations de terrains	13,4	18,5	16,7	17,6
Règlements de communauté, locations et échanges de matériel	24,-	42,1	31,2	42,2
Ventes d'énergie électrique	13,4	23,4	17,8	14,9
Divers	6,7	5,9	5,6	6,-
<i>Ensemble</i>	57,5	89,9	68,3	80,7

Les résultats du 3^e trimestre 1941 sont très supérieurs à ceux du 3^e trimestre 1940, notamment en ce qui concerne les produits du domaine, les locations de terrains, les règlements de communauté, les locations et échanges de matériel; il y a, au contraire, une baisse par rapport aux résultats du 2^e trimestre, portant principalement sur les ventes d'énergie électrique, énergie dont la production dans nos usines hydroélectriques a été déficitaire en raison du peu d'abondance des pluies dans le Massif Central.

En ce qui concerne les produits du domaine, on constate une diminution par rapport aux résultats du trimestre précédent et une hausse par rapport aux prévisions : la récupération de loyers arriérés a été poursuivie vigoureusement depuis le début de l'année et s'est continuée au cours du 3^e trimestre, mais les produits tendent à revenir à leur niveau normal.

Une autre plus-value par rapport aux prévisions apparaît sur les règlements de communauté, locations et échanges de matériel. Elle intéresse essentiellement les locations de matériel à l'unité (locations aux tiers, y compris les autorités d'occupation) ainsi que les taxes d'excédent de séjour de wagons sur les embranchements particuliers. Le produit des ventes d'énergie électrique est inférieur aux prévisions pour les motifs déjà indiqués.

SECTION II - DEPENSES

Rappelons que les prévisions de dépenses dont il va être question sont celles qui résultent de la révision budgétaire faite à la date du 1^{er} juillet 1941.

L'annexe n° 2 ci-jointe donne, dans l'ordre de la nomenclature budgétaire, les dépenses du 3^e trimestre 1941 (chiffres comptables pour juillet et août, chiffres approchés pour septembre) avec, en regard, les dépenses correspondantes du 3^e trimestre 1940, ainsi que celles de l'ensemble des trois premiers trimestres de 1941 et de 1940.

Elle indique, in fine, la décomposition du total des dépenses par grandes catégories.

L'annexe n° 3 traduit les résultats en graphiques et permet ainsi de suivre l'évolution mensuelle des recettes, des dépenses et des résultats d'exploitation.

10) Dépenses d'exploitation proprement dites (Ch. I à V)

Ces dépenses peuvent être décomposées en grandes catégories comme le montre le tableau ci-dessous :

(en millions de francs)

	3 ^e TRIMESTRE 1940	2 ^e TRIMESTRE 1941	3 ^e TRIMESTRE 1941	
			Prévisions	Résultats
<u>DEPENSES NORMALES</u>				
a) Personnel	1.861,7	2.103,6	2.451,2	2.372,9
b) Charges patronales	379,4	402,3	396,7	395,2
c) Contributions	148,6	198,1	181,2	218,1
d) pertes, avaries et retards	10,2	47,8	47,6	63,2
e) Combustibles, carburants et énergie électrique	366,4	482,9	521,8	467,6
f) Travaux à l'entreprise et d'industrie privée	142,1	198,4	369,8	266,4
g) Matières et divers	357,2	456,2	699,8	476,8
h) Crédits pour charges patronales et frais généraux	- 68,7	- 80,3	- 90,5	- 90,6
<i>total des dépenses normales</i>	3.196,9	3.809,-	4.577,6	4.189,6
<u>DEPENSES DE GUERRE</u>				
d) personnel (y compris les allocations aux mobilisés)	177,5	158,8	170,8	145,8
f) Charges patronales de guerre	56,3	21,4	21,5	19,6
j) Dépenses de reconstruction, de réparations et prestations (matières, industrie privée)	43,8	227,9	413,2	297,-
k) Autres dépenses de guerre	47,2	27,5	35,2	4,9
l) crédits pour retraites suspendues	- 24,1	- 7,7	- 0,2	- 3,4
<i>total des dépenses de guerre</i>	300,7	427,9	640,5	463,9
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION PROPRESMENT DITES (Ch. I à V)	3.497,6	4.236,9	5.218,1	4.653,5

L'ensemble des dépenses d'exploitation du 3^e trimestre (chapitres I à V) est inférieur de 564^M,6 aux prévisions rectifiées à la date du 1^{er} juillet 1941; ces dépenses sont néanmoins supérieures aux dépenses du 2^e trimestre (4.256,9).

Nous allons examiner maintenant les principales catégories de dépenses.

A) PERSONNEL ET ALLOCATIONS AUX MOBILISÉS
(en millions de francs)

	3 ^e TRIMESTRE 1940	2 ^e TRIMESTRE 1941	3 ^e TRIMESTRE 1941		
			Prévisions	Résultats	
PERSONNEL {	dépenses normales	1.861,7	2.103,6	2.451,2	2.372,9
	dépenses de guerre	34,-	74,2	85,7	58,1
	Total Personnel	1.895,7	2.177,8	2.536,9	2.431,-
	Allocations aux mobilisés	143,5	84,6	85,1	87,7
	ENSEMBLE	2.039,2	2.262,4	2.622,-	2.518,7

L'ensemble des dépenses de personnel du 3^e trimestre est en hausse de 480 M. environ par rapport aux résultats du 3^e trimestre 1940, de 350 M. par rapport au 1^{er} trimestre 1941, de 250 M. par rapport au 2^e trimestre, mais il est en baisse de 103^M,3 par rapport aux prévisions.

Les augmentations constatées, par rapport aux résultats antérieurs, proviennent des relevements qui ont été alloués au personnel avec effet des 1^{er} avril et 1^{er} juin 1941 (allocation de salaire unique, allocations de déplacements, indemnités de résidence, allocation spéciale temporaire, avancement vertical, indemnité pour supplément de travail, etc...).

La diminution de 103^M,3, par rapport aux prévisions, a deux causes : d'une part, le coût des mesures prises en faveur du personnel en avril et juin 1941 s'est avéré moins élevé que ne l'avait prévu la révision de juillet; d'autre part, les Services n'ont pas pu, pendant la période d'été, embaucher tous les auxiliaires qui leur auraient été utiles, car la main d'oeuvre était réservée par priorité, à l'exécution des travaux agricoles (moissons, vendanges, etc...).

Signalons par ailleurs que les allocations aux mobilisés dépassent les prévisions, le retour des prisonniers s'effectuant toujours à une cadence malheureuse et très faible.

B) CHARGES PATRONALES

Les charges patronales normales sont en hausse de 16 M. environ par rapport à 1940. L'augmentation du nombre des

retraités, celle du taux de cotisation à la Caisse de Prévoyance, avec effet du 1^{er} août 1940, suffisent à expliquer cette hausse. Il y a également une augmentation très importante du montant des dépenses des services sociaux dont l'activité s'est accrue sensiblement depuis la suspension des hostilités.

Les résultats sont toujours très voisins des prévisions tout en demeurant inférieurs à celles-ci.

C) CONTRIBUTIONS

Les contributions sont en hausse sur 1940, sur les résultats de chacun des deux premiers trimestres et sur les prévisions. Le développement du trafic et l'inscription aux recettes des versements effectués par les Autorités d'occupation au titre des transports expliquent ces différences.

D) PERTES, AVARIES ET RETARDS

La dépense pour le 3^e trimestre (83 M,2) est très supérieure à celle du trimestre correspondant de 1940 (10 M,2) et même à celle du 1^{er} semestre 1941 (70 M,2), mais il convient de souligner qu'en 1940 le chemin de fer a bénéficié des dispositions de la loi du 27 juillet 1940 portant exonération de la responsabilité du transporteur. D'autre part, la hausse des prix et les instructions qui ont été données pour apporter toute la célérité désirable à l'examen des réclamations arriérées sont également des éléments de hausse.

Il n'en demeure pas moins vrai que l'on a assisté jusqu'au milieu de l'année à une recrudescence des vols dans les gares et dans les trains. Le défaut d'éclairage, les difficultés de surveillance des gares et triages ont favorisé cet accroissement; des mesures sont prises pour enrayer cette poussée.

E) COMBUSTIBLES, CARBURANTS ET ENERGIE ELECTRIQUE

(en millions de francs)

	3 ^e TRIMESTRE 1940	2 ^e TRIMESTRE 1941	3 ^e TRIMESTRE 1941	
			Prévisions	Résultats
Combustibles et carburants	326,5	433,1	468,-	416,4
Energie électrique	40,1	49,8	53,8	51,2
	366,4	482,9	521,8	467,6

La comparaison au 3^e trimestre de 1940 fait ressortir une augmentation résultant à la fois du développement des parcours, d'un accroissement de la consommation kilométrique (trains plus lourds) et de la hausse des prix. La comparaison

ne présente, toutefois, qu'un intérêt médiocre en raison des conditions très particulières dans lesquelles l'exploitation du chemin de fer s'est trouvée en 1940.

Si nous comparons maintenant les résultats du 3^e trimestre aux prévisions correspondantes, la diminution constatée sur les dépenses de combustible provient des variations de parcours et de la diminution, par rapport à ce qui avait été prévu, de la dépense par kilomètre-train.

Le tableau ci-dessous indique, pour l'ensemble des mois de juillet et d'août (1) ainsi que pour les 8 premiers mois, le taux moyen de la dépense de traction par kilomètre-train :

	PREVISIONS	RESULTATS DE JUILLET ET AOUT	RESULTATS DES 8 PREMIERS MOIS
Traction à vapeur _____	9 ^f 30	8 ^f 23	8 ^f 72
Traction électrique _____	4,57	4,22	4,35

F) TRAVAUX A L'ENTREPRISE ET D'INDUSTRIE PRIVEE

La hausse des prix intervenue entre 1940 et 1941, de même que les difficultés de toute nature que la S.N.C.F. a rencontrées en 1940, justifient l'augmentation importante des dépenses de l'espèce du 3^e trimestre 1941 par rapport à celles du 3^e trimestre 1940.

Il faut signaler néanmoins que ces dépenses croissent de trimestre en trimestre :

- 1 ^{er} trimestre 1941 :	97 M. 6
- 2 ^e " " :	198 M. 4
- 3 ^e " " :	266 M. 4

Malgré cette progression, les résultats du 3^e trimestre demeurent très inférieurs aux prévisions (plus de 100 millions, soit près de 30 %). La pénurie des matières premières, les difficultés rencontrées par les entreprises dans le recrutement de la main d'œuvre, l'utilisation aux travaux de reconstruction, notamment en ce qui concerne la voie, des entreprises disponibles, empêchent la S.N.C.F. de réaliser intégralement le programme qu'elle avait envisagé.

Nous noterons qu'il faut s'attendre à ce que les dépenses du 4^e trimestre 1941 soient particulièrement importantes : beaucoup de fournisseurs se font régler en fin d'année; d'autre part, le jeu des clauses financières des contrats amènera la S.N.C.F. à payer des rappels importants relatifs à des travaux déjà terminés.

(1) Les renseignements relatifs au mois de septembre ne sont pas encore parvenus.

G) MATIERES ET DIVERS

Comme pour les travaux à l'entreprise, c'est la hausse des prix qui justifie l'augmentation des dépenses de matières et divers par rapport au trimestre correspondant de 1940.

En 1941, les dépenses croissent également de trimestre en trimestre :

1 ^{er} trimestre	.....	356 M. 7
2 ^e	.....	456 M. 2
3 ^e	.....	476 M. 8

l'accroissement étant d'ailleurs relativement faible du 2^e au 3^e trimestre. Les résultats sont inférieurs de plus de 30 % (- 223 M.) aux prévisions. La pénurie des matières premières oblige la S.N.C.F. à mettre en oeuvre des méthodes de réparation et d'entretien plus coûteuses en personnel mais permettant d'économiser les matières.

H) CREDITS POUR CHARGES PATRONALES ET FRAIS GENERAUX

Les sommes indiquées en regard de cette rubrique ne sont que des évaluations susceptibles d'être modifiées en fin d'année, suivant l'importance relative des dépenses d'établissement.

I) CHARGES PATRONALES DE GUERRE

Les dépenses du 3^e trimestre sont inférieures de 33 M. 7 aux résultats correspondants de 1940 et de 1 M. 9 aux prévisions. L'exercice précédent a supporté la charge de nombreuses et importantes indemnités de repliement.

J) DEPENSES DE RECONSTRUCTION ET DE REPARATIONS- PRESTATIONS AUX AUTORITES D'OCCUPATION.

Ces dépenses ne sont pas comparables à celles du 3^e trimestre 1940 qui étaient encore faibles, la reconstruction ayant seulement commencé à cette époque à occasionner des dépenses.

Par ailleurs, les prestations qui étaient prévues au budget pour 90 M. 2 au titre du 3^e trimestre 1941, se sont élevées à 107 M. 9 bien que les réparations de matériel n'aient pu être faites suivant le rythme prévu.

Les prévisions relatives aux dépenses de reconstruction et de réparation sont comprises pour 323 M. dans les prévisions totales de 413 M. 2 qui apparaissent au tableau de la page 10. Malgré toute l'activité déployée par la S.N.C.F. dans l'exécution de ces travaux, la pénurie des matériaux et les difficultés de toute nature n'ont pas permis, là non plus, la réalisation intégrale du programme envisagé.

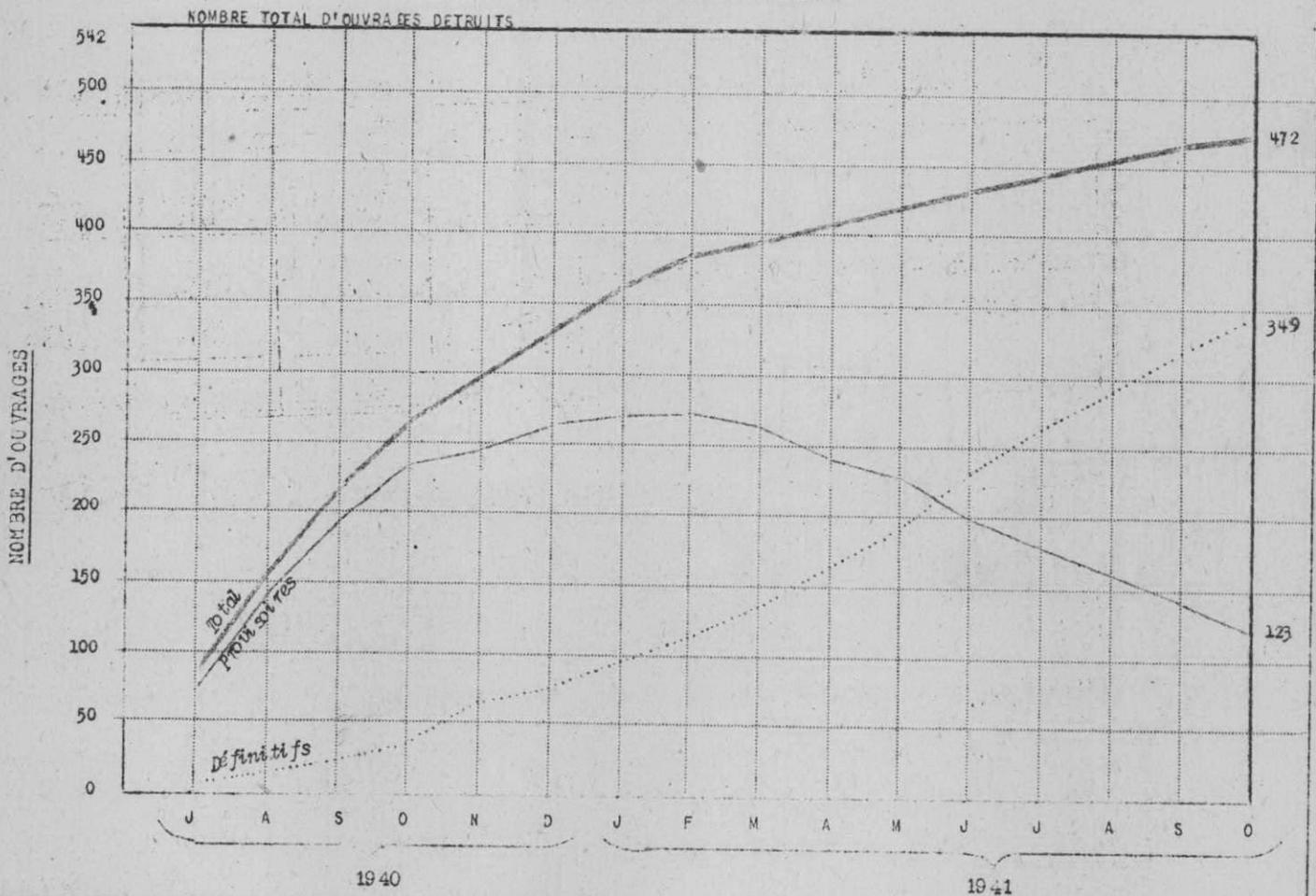
En effet, les dépenses effectuées ne se sont élevées qu'à 189 M. 1, soit 60 % seulement de ce qui était prévu, et la diffusion porte presque exclusivement sur les travaux de reconstruction de la voie.

Le graphique ci-dessous montre, en ce qui concerne les ouvrages d'art, l'état d'avancement des travaux de reconstruction.

Sur 542 ouvrages détruits ou endommagés, 321 sont, à fin septembre 1941, définitivement réparés et 142 autres rendus provisoirement à la circulation (sur une ou deux voies) en attendant leur remise en état définitive; en août dernier, on escomptait qu'à fin septembre le nombre des ouvrages entièrement réparés s'élèverait à 355, et le nombre total, provisoires compris, à 444.

Il y a donc un retard important par rapport au programme prévu sur les reconstructions définitives (34 ouvrages); au contraire, il y a une légère avance sur le programme des reconstructions provisoires.

OUVRAGES RECONSTRUITS



K) AUTRES DEPENSES DE GUERRE

Il s'agit principalement des dépenses relatives à la défense passive, à la réparation des dommages causés par la guerre au mobilier, à l'outillage et aux approvisionnements.

La dépense enregistrée au cours du 3^e trimestre 1941 est très faible, car on a pu établir que certains approvisionnements, primitivement supposés détruits, avaient été, en réalité, utilisés pour les besoins des armées d'occupation. La valeur de ces stocks a donc été reportée dans les prestations.

L) CREDITS POUR RETRAITES SUSPENDUES

Le montant de ces crédits a considérablement diminué par rapport à 1940 en raison du licenciement quasi-total des retraités rappelés. Les crédits imputés en 1941 sont presque tous relatifs à des régularisations intéressant l'exercice 1940.

29) Fonds de renouvellement et charges financières (ch. VI et VII)
(en millions de francs)

	3 ^e TRIMESTRE 1940	1 ^{er} TRIMESTRE 1941	2 ^e TRIMESTRE 1941	3 ^e TRIMESTRE 1941
CHAPITRE VI - Fonds de renouvellement	15,5	19,7	45,9	54,4
CHAPITRE VII - Charges financières	38,-	46,-	47,-	52,-
<i>TOTAUX</i>	53,5	65,7	92,9	106,4

Pour le fonds de renouvellement, nous avons porté en dépenses, pour chacun des trois premiers trimestres de 1941, 20% des dépenses d'établissement évaluées.

Pour les charges financières (de petit équilibre) les résultats de chaque trimestre dépendent principalement du poids relatif des échéances successives, mais la plus importante partie des charges ne peut être liquidée qu'en fin d'année.

2^e CHAPITRE

SITUATION A LA FIN DU 3^e TRIMESTRE

Après avoir examiné l'exécution du budget pendant le 3^e trimestre 1941, nous allons étudier rapidement la situation budgétaire à la date du 30 septembre.

SECTION I - RECETTES

1^o) Recettes du trafic
(en Millions de francs)

	1939/1938 RESULTATS	1941			% DE VARIATION DES RECETTES PUBLIEES PAR RAPPORT		
		Prévisions initiales	Prévisions révisées le 1-7-1941	Résultats publiés	aux résultats de 1939/1938	aux prévisions initiales	aux prévisions révisées le 1-7-1941
RECETTES COMMERCIALES							
Voyageurs	3.893,6	2.732,4	2.989,4	3.424,6	- 12,-	+ 25,3	+ 15,3
Marchandises	8.007,7	7.182,2	8.607,8	8.633,6	+ 7,8	+ 20,2	+ 1,5
<i>Ensemble</i>	1.901,3	9.914,6	11.477,2	12.058,2	+ 1,3	+ 21,6	+ 5,1
Poste	"	"	"	171,5			
TOTAL DES RECETTES DU TRAFIC	1.901,3	9.914,6	11.477,2	12.229,7	+ 2,8	+ 23,4	+ 6,5

RECETTES COMMERCIALES

Comme nous l'avons indiqué dans le premier chapitre du présent compte rendu, la situation du trafic a continué de s'améliorer dans le courant du 3^e trimestre, mais les indices tirés de l'évolution de la conjoncture économique ne permettent pas de s'attendre, au cours du 4^e trimestre, à un nouvel essor du trafic; de plus, les restrictions appliquées aux parcours de voyageurs dans le service d'hiver mis en vigueur à partir du 6 octobre sont susceptibles de freiner la progression des recettes correspondantes.

Il convient de signaler, en outre, que des recettes importantes ne sont pas comprises dans les chiffres publiés; on peut les résumer ainsi qu'il suit :

Recettes propres à l'exercice 1940 (notamment recettes militaires)	214,9 ^M
Retard de publication propre à 1941	150,3
	<u>365,2</u>

Le retard propre à 1941 concerne principalement des recettes du trafic international en transit par nos voies (trafic germano-italien, importations à destination de l'Allemagne en transit par Marseille).

RECETTES DE LA POSTE

Nous avons signalé l'encaissement, en août, d'un acompte de 157 M. à valoir sur la redevance qui sera fixée pour 1941, s'ajoutant au reliquat de 14 M.5 afférent à la redevance de 1940.

Dans l'ensemble, les recettes du trafic, arrêtées à la date du 30 septembre, peuvent être évaluées à :

Recettes publiées (y compris la poste)	12.229,7 ^M
Recettes comptabilisées relatives à 1940 ..	214,9
et non publiées relatives à 1941 ..	150,3
	<u>12.594,9</u>

2) Recettes diverses

A la fin du 3^e trimestre, la situation des recettes hors trafic est la suivante :

(en millions de francs)

	RESULTATS DE 1940	1941		DIFFERENCE ENTRE LES RESULTATS DE 1941 ET			
		Prévisions	Résultats	les résultats de 1940		les prévisions	
				Montant	%	Montant	%
Produits du domaine et locations de terrains	42,6	57,8	61,7	+ 19,1	+ 4,8	+ 3,9	+ 6,7
Règlements de communauté, locations et échange de matériel	109,1	112,7	123,7	+ 14,6	+ 13,4	+ 11,-	+ 9,8
Ventes d'énergie électrique	39,2	60,5	57,6	+ 18,4	+ 46,9	- 2,9	- 4,8
Divers	28,6	18,1	18,5	- 10,1	- 35,3	+ 0,4	+ 2,2
	219,5	249,1	261,5	+ 42,-	+ 19,1	+ 12,4	+ 5,-

3°) Recettes allemandes

Nous rappelons que nous avons reçu des autorités d'occupation, en 1941, un premier versement de 2.000 M. qui a été imputé pour sa totalité aux recettes de l'exercice 1940.

D'autre part, dans la revision budgétaire de juillet 1941, les recettes allemandes ont été évaluées à 3.600 M. pour l'exercice 1941.

Dans notre précédent rapport nous avons signalé l'encaissement, au titre des transports effectués jusqu'au 30 avril 1941, d'une recette de 1.231^M,2

Depuis cette époque, d'autres versements ont été faits par les autorités allemandes et la part qui en revient à la S.N.C.F. peut être estimée de la façon suivante :

Versement relatif à mai 1941 (encaissé le 30/8/41)	347 ^M	
" " à juin 1941 (encaissé le 3/9/41)	294	(947 M.-
" " à juil. 1941 (encaissé le 30/9/41)	306)
Ensemble au 31 juillet 1941.....	2.178 ^M ,2	

L'ensemble de nos encaissements, depuis le début de l'occupation, s'élève donc à 2.000 M. + 2.178 M,2 = 4.178M,2 et demeure très inférieur au coût réel des transports effectués, lequel peut être estimé à 7.100 M. environ à fin juillet 1941. On voit ainsi que les paiements faits par les autorités d'occupation atteignent 60 % à peine de ce que nous serions en droit d'attendre pour ces transports.

Mais il est une autre catégorie importante de recettes pour laquelle la S.N.C.F. n'a encore rien encaissé : il s'agit de l'indemnité de privation de jouissance du matériel actuellement retenu à l'étranger. La question a été portée devant la Commission d'armistice de Wiesbaden qui a donné le 25 juin dernier son accord de principe, mais la question des modalités d'application est encore pendante.

Si l'on détermine ce qui doit revenir à la S.N.C.F. en fonction du nombre des unités de matériel effectivement retenues à l'étranger et sur la base des accords internationaux ou particuliers qui régissent la matière, on arrive à un total de 1.269 M 5 pour les 7 premiers mois de 1941.

Le tableau ci-après donne, par mois, une estimation statistique du nombre moyen d'unités de matériel provenant du parc de la zone exploitée par nous et retenues à l'étranger :

	Locomotives	Tenders	Voitures et fourgons	Wagons
janvier.....	2.408	2.105	9.603	170.000
février.....	2.455	2.138	5.905	170.500
mars.....	2.468	2.146	6.906	179.000
avril.....	2.466	2.144	7.201	180.000
mai.....	2.477	2.155	7.479	168.000
juin.....	2.479	2.156	7.683	160.000
juillet.....	2.479	2.153		153.000
août.....				
septembre.....	(Les chiffres ne sont pas encore parvenus			

4°) Ensemble des recettes

A la fin du 3ème trimestre, les recettes de 1941 peuvent être résumées ainsi qu'il suit :

Recettes commerciales du trafic.....	12.423 M. 4
Poste	171 M. 5
Recettes diverses	261 M. 5
Recettes allemandes	2.178 M. 2
	15.034 M. 6

S E C T I O N II - DEPENSES

1°) Dépenses d'exploitation proprement dites (chap. I à V)

Ces dépenses peuvent être décomposées en grandes catégories comme le montre le tableau ci-après :

(en millions de francs)

	1940 13 PREMIERS TRIMESTRES	1941 (3 premiers trimestres)		DIFFERENCE ENTRE LES RESULTATS DE 1941 ET			
		PREVISIONS	RESULTATS	LES RESULTATS DE 1940		LES PREVISIONS POUR 1941	
				Montant	%	Montant	%
DEPENSES NORMALES :							
a) personnel	5.425,3	6.581,6	6.503,3	+ 1.078,-	+ 19,9	- 78,3	- 1,2
b) Charges patronales	1.091,4	1.191,2	1.189,7	+ 98,3	+ 9,-	- 1,5	- 0,1
c) contributions	576,5	548,1	585,-	+ 8,5	+ 1,5	+ 36,9	+ 6,7
d) pertes, avaries et retards	48,5	117,8	153,4	+ 104,9	+ 216,2	+ 35,6	+ 30,2
e) Combustibles, carbu- rants et énergie électrique	1.398,2	1.500,9	1.446,7	+ 48,5	+ 3,5	- 54,2	- 3,6
f) Travaux à l'entre- prise et d'industrie privée	400,2	665,8	562,4	+ 162,2	+ 40,5	- 103,4	- 15,5
g) Matières et divers	1.281,1	1.512,7	1.289,7	+ 8,6	+ 0,7	- 223,-	- 14,7
h) Crédits pour charges patronales et frais généraux	- 219,2	- 252,7	- 252,8	- 33,6	- 15,3	- 0,1	"
Total des dépenses normales	10.002,-	11.865,4	11.477,4	+ 1.475,4	+ 14,8	- 388,-	- 3,3
DEPENSES DE GUERRE :							
a) personnel (y compris les allocations aux mobilisés	844,3	467,6	442,6	- 401,7	- 47,6	- 25,-	- 5,3
1) Charges patronales de guerre	104,4	64,9	63,-	- 41,4	- 39,7	- 1,9	- 2,9
2) Dépenses de recons- truction, de répara- tions et prestations (matières et indus- trie privée)	46,8	742,9	626,7	+ 570,9	+1240,-	- 116,2	- 15,7
k) Autres dépenses de guerre	84,-	43,7	13,4	- 70,6	- 84,-	- 30,3	- 69,3
l) Crédits pour retraites suspendues	- 94,3	- 9,9	- 13,1	+ 81,2	+ 86,1	- 3,2	- 32,3
Total des dépenses de guerre	985,2	1.309,2	1.132,6	+ 147,4	+ 15,-	- 176,6	- 13,5
TOTAL GENERAL DES DE- PENSES D'EXPLOITATION PROPREMENT DITES (Chap. I à V)	10.987,2	13.174,6	12.610,-	+ 1.622,8	+ 14,8	- 564,6	- 4,3

Les différences entre les prévisions et les résultats sont évidemment identiques à celles qui ont été reprises dans le premier chapitre du présent compte rendu, puisque, pour les 6 premiers mois, les résultats se confondent avec les prévisions rectifiées à la date du 1er juillet. Nous n'y reviendrons donc pas.

Plusieurs différences importantes sont à signaler par rapport à 1940.

Les dépenses de personnel sont en hausse sensible par suite des relèvements de salaire intervenus depuis cette date; les dépenses de guerre diminuent par suite du retour d'une grande partie des mobilisés.

Les charges patronales normales sont en hausse sensible (9 %) par suite de l'augmentation du nombre des retraités et surtout de l'extension, avec effet du 1^{er} août 1940, du champ d'action de la Caisse de Prévoyance (affiliations nouvelles, élévation du taux des cotisations patronales). Il y a une contre-partie partielle dans la réduction des dépenses d'ordre médical.

Les dépenses pour pertes, avaries et retards sont en progression très sensible par suite du développement des vols que nous avons signalé dans le précédent chapitre de ce compte-rendu.

Les dépenses de combustibles, carburants et énergie électrique dépassent le niveau observé à pareille époque en 1940; cette augmentation est due principalement à la hausse du prix du charbon.

Les dépenses pour travaux à l'entreprise ou travaux confiés à l'industrie privée sont en hausse de 40 % environ par rapport à l'exercice passé; il est certain qu'au cours des mois de mai, juin et juillet 1940, les travaux n'ont pu être poussés aussi activement que dans une année ordinaire; nous sommes revenus en 1941 à un rythme plus normal mais encore très insuffisant. D'autre part, il y a eu une hausse assez importante des prix.

Les dépenses de matières et divers sont sensiblement égales à celles de 1940, bien que des hausses très sensibles soient intervenues depuis 1940, notamment sur les produits ferreux.

Celles-ci sont compensées par la diminution des quantités consommées en raison des difficultés d'approvisionnement.

C'est également la pénurie des matières qui explique que les dépenses soient inférieures de près de 15 % aux prévisions.

En ce qui concerne les dépenses de guerre, nous signalerons la baisse des charges patronales (indemnités de repliement) ainsi que celles des dépenses diverses de guerre (défense passive, etc...).

Par contre, les dépenses faites pour la reconstruction et la réparation du matériel et des installations endommagées sont en progression importante. Il en va de même pour les prestations fournies aux autorités d'occupation. Nous avons donné, dans le premier chapitre, des explications à ce sujet.

Les crédits pour retraites suspendues sont, au contraire, en diminution sensible, par suite du licenciement quasi-total des retraités qui avaient été rappelés à l'activité.

29) Fonds de renouvellement et charges financières

(sans la prime d'exploitation)

(en millions de francs)

	3 PREMIERS TRIMESTRES 1940	3 PREMIERS TRIMESTRES 1941	DIFFERENCE ENTRE LES RESULTATS DE 1941 ET CEUX DE 1940
CHAPITRE VI - fonds de renouvellement	29,5	120,-	+ 90,5
CHAPITRE VII - charges financières	105,-	145,-	+ 40,-
	134,5	265,-	+ 130,5

L'augmentation constatée au Chapitre VI provient de ce que les dépenses d'établissement sont plus importantes que l'an passé à la même date; l'augmentation des charges financières de petit équilibre à fin septembre 1941 par rapport à la période correspondante de 1940, provient d'une part, de l'émission de l'emprunt 4% 1941, et, d'autre part, d'un échelonnement différent des échéances successives.

SECTION III

RÉSULTATS D'ENSEMBLE DES 3 PREMIERS TRIMESTRES

A la date du 30 septembre 1941, le compte d'exploitation de la S.N.C.F. peut être récapitulé comme suit :

(en millions de francs)

	PREVISIONS	RESULTATS
<u>RECETTES</u>		
Recettes du trafic		
Poste	11.477,2	12.423,4
Recettes hors trafic	"	171,5
Recettes allemandes	249,1	261,5
	2.732,-	2.178,2
<i>Total des recettes</i>	14.458,3	15.034,6
<u>DEPENSES</u>		
Dépenses d'exploitation proprement dites (Chap. I à V)	13.174,6	12.610,-
Fonds de renouvellement et charges financières	265,-	265,-
<i>Total des dépenses</i>	13.439,6	12.875,1
<i>EXCEDENT</i>	1.018,7	2.159,6

Le résultat d'exploitation s'est considérablement amélioré par rapport aux prévisions; il y a un excédent de 575 M. environ sur les recettes; d'autre part, les dépenses sont inférieures de 565 M. environ aux prévisions.

Cet en-moins sur les dépenses provient, comme nous l'avons dit plus haut, uniquement du fait que les difficultés d'approvisionnement en matières et de recrutement de la main-d'oeuvre auxiliaire empêchent la S.N.C.F. de réaliser la totalité du programme envisagé aussi bien en ce qui concerne l'entretien et la réparation du matériel roulant que l'entretien et la réparation des installations fixes. Il y aura donc lieu de constituer une provision destinée à financer, dans l'avenir, les travaux que l'on est ainsi contraint de différer. Le montant de cette provision, qui avait été estimé à 650 M. dans le budget révisé en juillet, devra être majoré pour tenir compte des travaux qu'il a été impossible de réaliser au cours du 3^e trimestre.

Il ne faut d'ailleurs pas extrapoler l'excédent constaté à la fin du 3^e trimestre pour en tirer une conclusion valable pour l'année entière; on sait en effet que la situation du 4^e trimestre est très particulière :

- en matière de recettes il serait logique de s'attendre à une certaine baisse par suite de la réduction massive imposée au service voyageurs d'hiver;
- en matière de dépenses, cette partie de l'année supporte des charges proportionnellement beaucoup plus lourdes que le début de l'exercice (primes de fin d'année, règlements massifs de mémoires d'entrepreneurs et de fournisseurs, charges de capital, etc...).

SECTION IV - EFFECTIFS

	PERMANENTS EN SERVICE (P)	MOBILISES OU PRISONNIERS (M)	PERSONNEL PERMANENT EN SERVICE ET MOBILISES (P+M)	AUXILIAIRES ET RETRAITES RAPPELES (A)	ENSEMBLE (P+A+M)	TOTAL DES AGENTS EN SERVICE (P+A)
31 août 1939	448.058	"	448.058	17.249	463.307	463.307
31 octobre 1939	351.698	92.079	443.767	39.988	483.755	391.676
31 décembre 1939	354.875	87.500	442.375	30.413	472.788	385.288
30 avril 1940	346.080	91.380	437.460	56.244	493.704	404.304
31 juillet 1940	331.335	52.834	384.169	22.771	406.940	404.108
31 août 1940 (1)	374.734	34.898	409.632	20.530	430.162	395.264
30 septembre 1940	374.326	36.098	410.424	23.788	434.212	398.412
31 décembre 1940	374.908	23.532	398.438	34.715	433.153	409.621
31 mars 1941	374.918	21.805	396.723	39.217	435.940	414.135
30 juin 1941	373.430	20.880	394.310	40.468	434.778	413.893
30 septembre 1941	372.450	20.048	392.498	38.142	430.640	410.592

(1) A partir d'août 1940 l'A.L. n'est plus compris (environ 28.000)

La troisième colonne montre que la S.N.C.F. continue sa politique de compression des effectifs permanents; d'autre part, la dernière indique une diminution du total des agents en service, par rapport aux deux trimestres précédents de 1941.

La réduction des effectifs en service porte essentiellement sur la Traction et la Voie.

Pour la Traction, il s'agit essentiellement du programme de réparations de machines pour le compte de la Reichsbahn qui n'a pu être exécuté, les machines n'ayant pas été envoyées à la cadence envisagée.

En ce qui concerne la Voie, le manque de matières premières et les difficultés de recrutement de la main-d'oeuvre n'ont pas permis de réaliser le programme d'entretien et de grosses réparations prévu. Le nombre d'auxiliaires utilisés par ce Service est passé de 28.401 fin juin à 25.898 fin septembre.

Les retours de prisonniers, importants en septembre et octobre 1940, se sont ralentis, puis ont repris en février (retour des blessés, malades et internés de Suisse et des mobilisés du service de santé). Depuis cette date, ils sont de plus en plus réduits, et à partir d'août 1941, très peu de prisonniers sont rentrés en qualité de cheminots.

Voici le nombre des rapatriements :

- du 1 ^{er} septembre au 31 décembre 1940	10.683
- 1 ^{er} trimestre 1941	1.777
- 2 ^e trimestre 1941	925
- 3 ^e trimestre 1941	830

2^{ème} PARTIE

DEPENSES D'ETABLISSEMENT

OBJET :

Notre précédent rapport sur l'évolution du budget d'établissement, présenté en août 1941, a examiné l'exécution du budget pendant le 1^{er} semestre 1941. Il ne nous avait pas, en effet, été possible, auparavant de fournir pour l'Etablissement, comme nous le faisons pour l'Exploitation, un rapport sur l'exécution du budget pendant le 1^{er} trimestre 1941.

Ce décalage étant maintenant supprimé nous présentons ici, comme pour l'Exploitation, un rapport sur l'ensemble du 3^e trimestre 1941. De même que pour l'Exploitation, ce rapport ne comporte de dépenses comptables que jusqu'à fin août et, pour le surplus, des évaluations.

EVOLUTION DU BUDGET D'ETABLISSEMENT DE 1941

Nous étudierons, l'un après l'autre, les 3 programmes formant le budget d'établissement de 1941, leur état d'avancement présente, en effet, d'un programme à l'autre, de grandes différences (voir annexe n^o 4) :

programme ordinaire	47,-	%
programme quinquennal	7,2	%
programme spécial d'équipement ...	1,9	%

I - PROGRAMME ORDINAIRE

Pour chacune des 3 catégories principales de dépenses (T.C. - M.R. neuf - M.R. non neuf, M.O. et M.N.), nous faisons ressortir dans le tableau ci-après, les stades successifs de l'exécution des dépenses d'établissement: d'abord, l'approbation du programme du budget d'ensemble; puis, la présentation des projets, leur approbation, l'engagement des dépenses, le paiement des dépenses; enfin, le total des paiements à prévoir pour l'exercice.

I - PROGRAMME ORDINAIRE.

(en millions de francs)

	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES			MATERIEL ROULANT NEUF			MATERIEL ROULANT NON NEUF, MOBILIER ET OUTILLAGE, MATERIEL NAVAL			ENSEMBLE		
	31/12/40	30/6/41	30/9/41	31/12/40	30/6/41	30/9/41	31/12/40	30/6/41	30/9/41	31/12/40	30/6/41	30/9/41
1) Crédits d'engagement (total des projets)	1.299	1.350	1.305	814	880	922	823	861	802	2.936	3.091	3.029
2) Présentation des projets	967	1.185	1.265	742	828	892	633	743	764	2.342	2.754	2.921
3) Approbation des projets	967	1.071	1.193	742	825	873	564	727	758	2.273	2.623	2.824
4) Engagements réalisés ⁽¹⁾	791	909	975	506	644	684	512	539	536	1.809	2.092	2.195
5) Paiements effectués depuis l'origine jusqu'à la date indiquée	644	727	802	337	363	419	156	172	214	1.137	1.262	1.435
6) Total prévu des paiements de 1941	504	400	295	334	214	177	236	148	103	1.074	762	575

(1) Les chiffres d'engagements réalisés ne figurent pas à la loi de finances.

Les graphiques ci-joints (Annexe n° 5) ont été établis avec les chiffres de ce tableau.

1°) TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES

Le montant des crédits d'engagement, c'est-à-dire le total des projets (approuvés ou non), inscrits au budget ou présentés ultérieurement, en chiffres réévalués s'il y a lieu, passe de 1.299 M. à 1.305 M. du 31 décembre 1940 au 30 septembre 1941, soit une augmentation de 6 M. représentant 0,4 % environ seulement du total des engagements.

Au 30 juin 1941, le montant total des engagements était de 1.350 M.; la diminution entre ce chiffre et celui du 30 septembre 1941, soit 45 M., se justifie surtout par la réduction des prévisions de dépenses de participations financières et de rachat d'immeubles qui sont ramenées de 44 M. au 1er juillet 1941 à 5 M. au 30 septembre 1941. Des différences de réévaluations portant sur un certain nombre de projets interviennent également pour une part dans cette diminution.

La présentation des projets fait ressortir depuis le 31 décembre 1940 une augmentation de 298 M. A la date du 30 septembre, les projets présentés représentaient 97 % du total réévalué des engagements et les projets approuvés 91 % de ce même total.

Les engagements réalisés représentaient, au moment de la loi de finances, 61 % du total des projets et, au 30 septembre, 74 % du même total réévalué.

Les paiements faits depuis le 1er janvier 1941 s'élèvent à 158 M.

Enfin, le total prévu pour les dépenses de 1941 tombe de 504 M. (loi de finances) à 295 M. au 30 septembre. Cette baisse a pour cause le ralentissement des travaux provoqué par la pénurie de matières, par la priorité donnée aux travaux de la reconstruction et par les difficultés de franchissement des lignes de démarcation.

Ces causes de ralentissement sont naturellement valables pour l'ensemble des travaux complémentaires des divers programmes

2°) MATÉRIEL ROULANT NEUF

Les crédits d'engagement passent de 814 M. au 31 décembre 1940 à 880 M. au 30 juin 1941 et à 922 M. au 30 septembre. Cette hausse de 108 M. résulte des réévaluations en plus et en moins ci-après :

<u>Est</u> - 500 wagons Fasu	+	^M 10,7
<u>Nord</u> - 8 locomotives 232	+	7,2
5 autorails	+	9,5
10 locomotives Pacific	+	15,7
		<hr/>
à reporter ...	+	43,1

	Report..	+	43,1
<u>Sud-Est</u>	- 3 locomotives Diesel	+	6,5
	18 projets divers toutes régions	+	12,1
	800 wagons isothermes	+	74,-
	4 locomotives divers types	+	11,2
	6 voitures Michelin sur pneus	+	10,-
			<hr/>
	Total en principal des en plus		156 ^M ,9
			<hr/>
	4 autorails Diétrich	-	8,3
	Divers projets en achèvement	-	5,7
	2 locomotives diverses	-	6,1
	5 projets divers	-	4,3
	Somme à valoir pour projets inférieurs à 1 M. imprévus et dépassements	-	33,9
			<hr/>
	Total en principal des en moins	-	58 ^M ,3
			<hr/>
	Net des différences en principal :		
	+ 156 M,9 - 58 M,3 =	+	98,6
	Différence sur les frais généraux provenant de la réévaluation des projets : 76 M,2 - 66 M,8 =	+	9,4
			<hr/>
	Différence totale		108 ^M ,-
			<hr/>

La présentation des projets de matériel roulant neuf accuse une différence en plus de 150 M. par rapport au chiffre du 31 décembre 1940. La présentation au 30 septembre 1941 représente 96 % du total réévalué des projets. Autrement dit, la presque généralité des projets de matériel roulant neuf du programme ordinaire est actuellement présentée.

L'approbation des projets représente 94 % du même total réévalué et 98 % des projets présentés sont maintenant approuvés.

Les engagements réalisés passent de 506 M. au 31 décembre 1940 à 684 M. au 30 septembre 1941, correspondant à 74 % du total réévalué des crédits d'engagement.

Les paiements effectués depuis l'origine passent de 337 M. à 419 M. Ils représentent 45 % du total des projets réévalués.

Les paiements prévus pour 1941 tombent de 334 M. (loi de finances) à 214 M. au 30 juin et à 177 M. au 30 septembre 1941, en raison de la pénurie de matières premières et du ralentissement des usines travaillant pour la S.N.C.F.

3°) MATÉRIEL ROULANT NON NEUF, MOBILIER ET OUTILLAGE ET MATÉRIEL NAVAL.

Les crédits d'engagement accusent au 30 septembre une diminution de 21 M. par rapport au chiffre de la loi de finances et de 59 M. par rapport au chiffre du 1er juillet 1941. Cette différence porte principalement sur 3 projets de la Région de l'Est figurant au Budget de 1941 et abandonnés :

- application à 173 locomotives 140 d'une pompe d'aliment ^{ion} ...	26 M.
- " " 191 " " 150)	
- " " 48 " " 230)	24 M.
- " " de tiroirs B.P. à 98 locomotives 230	3 M.
	<hr/>
	53 M.
	<hr/>

et également sur une économie réalisée sur la somme à valoir.

La présentation des projets représentait 77 % du total des projets. Elle représente, au 30 septembre, 95 % du total des mêmes projets réévalués.

L'approbation des projets représente au 30 septembre, 94 % de ce dernier total.

Les engagements réalisés augmentent peu (de 512 M. à 536 M.)

Les paiements faits depuis le 1er janvier sont de 58 M. seulement sur 103 M. prévus pour l'exercice au 30 septembre contre 236 M. autorisés par la loi de finances. Cette réduction est due aux mêmes causes que celles déjà indiquées.

II - PROGRAMME QUINQUENNAL

Ainsi que nous l'avons fait pour le programme ordinaire, nous nous résumons dans le tableau ci-après les stades successifs d'exécution des dépenses du programme quinquennal.

II - PROGRAMME QUINQUENNAL

(en millions de francs)

	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES			MATERIEL ROULANT NEUF			MATERIEL ROULANT NON NEUF, MOBILIER ET OUTILLAGE			ENSEMBLE		
	31/12/40	30/6/41	30/9/41	31/12/40	30/6/41	30/9/41	31/12/40	30/6/41	30/9/41	31/12/40	30/6/41	30/9/41
1) Crédits d'engagement (total des projets)	3.182	3.322	3.273	2.861	2.925	3.345	436	428	457	6.479	6.671	7.075
2) Présentation des projets	724	1.253	1.288	1.539	1.611	1.809	59	225	281	2.322	3.089	3.178
3) Approbation des projets	724	641	889	1.259	1.488	1.809	54	41	276	2.037	2.366	2.776
4) Engagements réalisés (1)	263	589	488	1.161	1.400	1.546	42	36	77	1.596	2.025	2.109
5) Paiements effectués depuis l'origine jusqu'à la date indiquée	85	144	218	36	144	277	11	11	15	132	299	510
6) Total prévu des paiements de 1941	500	490	321	1.046	657	614	47	28	30	1.593	1.175	965

(1) Les chiffres d'engagements réalisés ne figurent pas à la loi de finances.

Le graphique de l'annexe n° 6 est établi avec les chiffres de ce tableau. Les courbes mettent en valeur le ralentissement général des travaux, comme nous l'expliquons ci-après dans le texte concernant le programme quinquennal.

1°) TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES

Le total des crédits d'engagement passe de 3.182 M. au 31 décembre 1940 à 3.322 M. au 30 juin 1941 et est ramené à 3.273 M. au 30 septembre 1941.

La diminution de 49 M. entre les chiffres du 30 juin 1941 et ceux du 30 septembre 1941 (3.322 M. - 3.273 M.) se justifie par le fait que les quatre projets ci-dessous désignés ont été différés et ne comportent pas de réévaluation au 30 septembre 1941 :

- Installation de circuits directs entre Angoulême et Limoges	M 1,8
- Installation d'un central téléphonique à Paris-Austerlitz	4,2
- Alimentation en courant des gares de la Région S.O. ...	10,-
- Dispatching-téléphone	24,-
	<hr/>
Total en principal	40,-
Frais généraux	9,-
	<hr/>
	M 49,-
	<hr/> <hr/>

La différence en plus entre les chiffres de la loi de finances et ceux au 30 septembre 1941 (3.273 M. - 3.182 M. = 91 M.) provient des réévaluations dans les deux sens indiqués ci-après :

<u>Nord</u> - B.A.L. Paris-St-Denis - Creil	+ 14,-
<u>Ouest</u> - Nantes : déplacement ligne de Tours à St-Nazaire	+ 38,3
<u>Sud-Ouest</u> - Usines de La Cassagne et Fontpédrouse..	+ 18,7
<u>Sud-Est</u> - Marseille, gare St-Charles	+ 41,-
Saincaize, triage	+ 13,5
Electrification Laroche-Lyon	+ 220,-
13 projets divers pour	+ 12,-
	<hr/>
Total en principal des en plus....	M + 357,5
	<hr/> <hr/>

<u>Est</u> - Pantin : La Villette dépôt	M 3,1
Troyes : Preize dépôt	6,-
<u>Ouest</u> - Angers - St-Laud - Extension d'aménagements	2,-
<u>Sud-Ouest</u> - Alimentation des gares	10,-
<u>Sud-Est</u> - Dijon-Perrigny, ateliers	4,3
Dispatching - téléphone	29,2
1 projet	0,9
	<hr/>
Total en principal des en moins...	55,5
	<hr/> <hr/>

Net des différences en principal :

357 M.5 - 55 M.5 = + 302^M,-

Différence sur les frais généraux :

les frais généraux sont ramenés de 531 M. (loi de finances) à 320 M. au 30 septembre 1941. Cette réduction résulte de ce qu'il est prévu pour les travaux d'électrification et de B.A.L. un taux réduit de 7 % (dont 2 % de charges de première année), au lieu de 20 % pour les T.C. et 9 % pour le matériel roulant dans le programme d'octobre 1940, soit un en moins de - 211,-

Différence totale + 91^M,-

La présentation des projets correspondait au moment de la loi de finances à 23 % du total des projets et correspond, au 30 septembre, à 40 % de ce même total réévalué, contre 38 % au 30 juin 1941.

L'approbation des projets, qui était au moment de la loi de finances de 23 % du total des projets, était au 30 juin de 25 % de ce même total et atteint 28 % au 30 septembre 1941.

Les engagements réalisés passent de 393 M. au 31 décembre 1940 à 486 M. au 30 septembre 1941 correspondant à 15 % du total des projets réévalués.

Par contre les engagements sont ramenés de 589 M. au 30 juin 1941 à 486 M. au 30 septembre 1941

soit une diminution de 103 M.

qui provient d'engagements de dépenses partiellement différés pour les projets ci-après, par suite du manque de matières :

Angers-St-Laud - extension	- 2 M.-
St-Pierre-des-Corps - triage	- 25 M.
Marseille-St-Charles - gare	- 58 M.
	<hr/>
	85 M.
Frais généraux	18 M.
	<hr/>
	103 M.
	<hr/>

Les paiements effectués depuis l'origine passent de 85 M. à 218 M. au 30 septembre. Ils ne représentent que 7 % à peine du total des projets réévalués. Cela tient aux causes de ralentissement général des travaux résultant de la pénurie des matières premières.

Les prévisions des paiements de l'exercice 1941 au 30 septembre tombent de 500 M. (loi de finances) à 321 M. au 30 septembre. Cette diminution est la conséquence de ce que nous venons de dire au paragraphe précédent.

2^o) MATÉRIEL ROULANT NEUF

Les crédits d'engagement passent de 2.861 M. (loi de finances) à 2.923 M. au 30 juin 1941 et à 3.345 M. au 30 septembre. Cette hausse de 484 M. résulte des réévaluations suivantes :

<u>Est</u> - 5.000 wagons couverts	M	60,5
1.000 wagons Fasu		19,5
2.000 wagons tombereaux		21,-
<u>Sud-Est</u> - 120 locomotives 141 P.		16,-
<u>Ensemble du Réseau</u> - 120 tenders		29,-
32 locomotives électriques BB		22,-
18 locotracteurs		5,-
2.000 containers		3,-
18 locomotives électriques CC		8,-
30 autorails et 30 remorques		49,-
200 voitures métalliques		72,-
Matériel complémentaire d'électrification		161,-

soit en principal + 466^M,-

Différence sur frais généraux :
 les frais généraux passent de 236 M. au 31 décembre 1940 à 254 M. au 30 septembre 1941, soit une augmentation de + 18,-

hausse totale 484^M,-

La présentation des projets de matériel roulant neuf passe de 1.539 M. (loi de finances) à 1.609 M. au 30 septembre. Elle représente 48 % du total réévalué des projets. Tous les projets présentés au 30 septembre 1941 sont approuvés.

Au 30 juin, la présentation des projets s'élevait à 1.611 M., ce qui fait ressortir une baisse de 2 M. au 30 septembre; cette différence s'explique comme suit :

Réévaluation en plus des projets ci-après :

5.000 wagons couverts	}	.....	36 M.
1.000 wagons primeurs			
2.000 wagons tombereaux			
120 locomotives Mikado et 120 tenders			30,-
32 locomotives électriques BB			25,-
18 locotracteurs			5,-
2.000 containers			1,-

total (à reporter). 97^M,-

report 97^M,-

à déduire :

Projet d'acquisition de 18 locomotives électriques CC figurant comme présenté au 30 juin 1941 pour	115 ^M ,-	
et sur lequel il n'a été approuvé que l'acquisition de 2 locomotives électriques CC, réévaluée au 30 septembre pour	16,-	
soit une différence de		99,-
représentant l'évaluation au 30 juin des 16 locomotives pour lesquelles un nouveau projet sera présenté .		
		<hr/>
		<hr/>
soit en moins		2 ^M ,-
		<hr/> <hr/>

Les engagements réalisés représentent, à l'heure actuelle, 46 % du montant total des crédits d'engagement réévalués. Ils représentaient au 31 décembre 1940, 41 % du total des engagements indiqués à la loi de finances.

Les paiements depuis l'origine passent de 36 M. (loi de finances) à 277 M. au 30 septembre 1941, tandis que le total prévu pour l'exercice tombe de 1.046 M. au 31 décembre 1940 à 614 M. au 30 septembre 1941, par suite des difficultés d'exécution créées par le manque de matières.

3) MATÉRIEL ROULANT NON NEUF, MOBILIER ET OUTILLAGE

Les crédits d'engagement passent de 436 M. (loi de finances) à 457 M. au 30 septembre 1941, soit une hausse de 21 M. correspondant à la réévaluation du projet de métallisation de 1.600 voitures.

Entre le 31 décembre 1940 (loi de finances) et le 30 juin 1941 les crédits d'engagement sont ramenés de 436 M. à 426 M. Cette diminution de 10 M. est due à ce que la loi de finances a considéré comme engagements réalisés le montant total des projets antérieurement approuvés.

La présentation des projets qui représentait au moment de la loi de finances 13 % seulement du total des projets, représente au 30 septembre 61 % de ce même total réévalué. A trois projets près, les projets présentés sont actuellement approuvés.

Les engagements réalisés passent de 42 M. (loi de finances) à 77 M. au 30 septembre et correspondent à 17 % du total réévalué des crédits d'engagement.

Peu de variation pour les paiements depuis l'origine (15 M. contre 11 M.)

Enfin les dépenses de l'exercice tombent de 47 M. (loi de finances) à 30 M. au 30 septembre pour les mêmes raisons que celles déjà données.

III - PROGRAMME SPECIAL D'EQUIPEMENT

Le tableau ci-après résume les divers stades d'exécution des dépenses du programme spécial d'équipement.

(en millions de francs)

	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES			MATERIEL ROULANT NEUF			MOBILIER ET OUTILLAGE			ENSEMBLE		
	31/12/40	30/6/41	30/9/41	31/12/40	30/6/41	30/9/41	31/12/40	30/6/41	30/9/41	31/12/40	30/6/41	30/9/41
1) Crédits d'engagement (total des projets)	4.439	4.312	4.162	2.265	2.667	3.164	16	17	21	6.720	6.996	7.347
2) Présentation des projets	-	1.979	2.074	-	1.905	2.114	-	16	20	-	3.900	4.208
3) Approbation des projets	-	523	735	-	1.720	2.114	-	8	12	-	2.251	2.861
4) Engagements réalisés (1)	-	258	306	-	467	371	-	8	12	-	731	779
5) Paiements effectués, depuis l'origine jusqu'à la date indiquée	-	51 ⁽²⁾	111 ⁽²⁾	-	-	31	-	-	-	-	51	142
6) Total prévu des paiements de 1941	1.500	304	263	459	203	116	4	5	4	1.963	812	383

(1) Les chiffres d'engagements réalisés ne figurent pas à la loi de finances.
(2) Dont 5 M.5 imputés dans les dépenses de 1940.

Le graphique de l'annexe n° 7, établi avec les chiffres de ce tableau, montre nettement le ralentissement général des travaux du programme spécial d'équipement, ralentissement dont les raisons sont exposées dans le texte qui suit. Les courbes 2 et 3 soulignent bien aussi l'effort exceptionné fait par la S.N.C.F. et les Services du Secrétariat d'Etat aux Communications pour obtenir la présentation et l'approbation d'une partie importante des projets du programme d'équipement dans une période de temps assez réduite.

1°) TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES

Le total des crédits d'engagement est ramené de 4.439 M. (loi de finances) à 4.312 M. au 30 juin et à 4.162 M. au 30 septembre 1941, soit une diminution de 277 M. résultant des fluctuations en + et en - dans les projets suivants :

		M
<u>Est</u> - Chaumont - dépôt	-	15,-
Nancy - dépôt	-	63,5
Vaivres (Vesoul) - triage	-	14,-
Epernay - Magasins	-	9,-
<u>Nord</u> - Etablissement d'une 3 ^e voie entre La Chapelle-en-Serval et Creil	-	28,5
Tergnier-triage.....	-	16,6
<u>Ouest</u> - B.A.L. - Mantes - Le Havre	-	30,-
Amélioration de la sécurité entre Mantes- Station et Mantes-Gassicourt	-	60,-
Angers - Suppression de la gare St-Serge	-	8,5
<u>Sud-Ouest</u> - B.A.L. Tours-Bordeaux	-	28,-
Electrification Bordeaux - Montauban ...	-	8,-
Usine Hydroélectrique de Savignac	-	75,-
<u>Sud-Est</u> - Marseille-Blancarde - dépôt	-	4,7
Quadruplement Lyon-Guillotière - Lyon- St-Clair	-	14,3
B.A.L. - Avignon - Cannes (partie)	-	76,1
Electrification Sète - Nîmes	-	17,-
B.A.L. - Sète - Nîmes	-	15,9
		<hr/>
Total en principal des en moins	-	484,1
		<hr/> <hr/>
<u>Est</u> - Châlons-sur-Marne - triage et dépôt	+	43,4
Divers (3 projets)	+	2,5
<u>Nord</u> - B.A.L. - Argenteuil - Valenton	+	20,-
Logements d'agents	+	5,5
Suppression de la cisaille de Nogent-s/- Oise	+	25,-
Divers (4 projets)	+	1,1
<u>Ouest</u> - Achères - triage	+	8,5
Divers (6 projets)	+	1,8
<u>Sud-Ouest</u> - B.A.L. Langon - Montauban	+	9,9
Surélévation du Barrage de l'Oule	+	15,-
Divers (2 projets)	+	3,-
		<hr/>
à reporter	+	140,7

	report	+ 140,7
<u>Sud-Est</u> - Courbessac - triage		+ 9,3
Vestiaires - lavabos		+ 8,-
Logements d'agents		+ 9,2
Electrification Paris-Laroche		+ 253,8
B.A.L. - Sens - Laroche		+ 7,-
Mise en câble souterrain des artères télé- léphoniques S.N.C.F. Paris-Lyon		+ 19,-
Divers (3 projets)		+ 2,5
	Total en principal des en plus	+ 449 ^M ,5

Net des différences en principal :
 - 484 M.1 + 449 M.5 = - 34^M,6

Différence sur les frais généraux :
 les frais généraux sont ramenés de 739 M.8 (loi de finances) à 497 M.4 au 30 septembre 1941, pour les mêmes raisons que celles indiquées aux T.C. du programme quinquennal (page 33), soit - 242,4

Différence totale - 277^M,-

Au 30 septembre 1941, les projets présentés correspondent à 50 % du total des projets réévalués et les projets approuvés correspondent à 18 % de ce même total.

Les engagements réalisés s'élèvent à 396 M. au 30 septembre. Il n'a été payé depuis l'origine jusqu'au 30 septembre 1941 que 111 M. Quant aux prévisions de dépenses pour l'exercice 1941, elles sont ramenées de 1.500 M. (loi de finances) à 263 M. au 30 septembre.

2°) MATÉRIEL ROULANT NEUF

Le montant des crédits d'engagement passe de 2.265 M. (loi de finances) à 2.867 M. au 30 juin 1941 et à 3.164 M. au 30 septembre, soit une augmentation de 899 M.

Ces différences de réévaluation dans les deux sens s'expliquent ainsi, les augmentations étant dues à la hausse des prix :

<u>Sud-Ouest</u> - 40 locomotives électriques	+ 62 ^M ,-
<u>Sud-Est</u> - 53 locomotives à vapeur de divers types	+ 21,2
	à reporter + 83,2

	report	+ 83,2 ^M	
<u>Ensemble du Réseau</u> :	7 locomotives 141 P...	+ 1,8	
	60 tenders	+ 14,-	
	10.000 wagons	+ 494,-	
	(Ces 10.000 wagons antérieurement compris dans le programme spécial de guerre de 1940 (décret-loi du 22-2-1940) puis abandonnés après l'armistice, avaient été repris dans le budget de 1941 avec la même évaluation qu'en 1940).		
	Matériel roulant électrique pour Paris-Laroche	+ 263,-	
	Matériel roulant électrique pour Bordeaux-Montauban	- 27,-	
	Total	+ 856 ^M -	- 27 ^M -
	Net en principal.....	829 ^M -	

Différence sur les frais généraux :
les frais généraux passent de 187 M. à 257 M.,
soit une différence en plus de 70,-

Différence totale..... 899,-

Au 30 septembre 1941, les projets présentés correspondent à 87 % du total des projets réévalués. Tous ces projets sont approuvés.

Les engagements réalisés s'élèvent au 30 septembre 1941 à 371 M., soit 11 % seulement du total des engagements réévalués.

Les paiements effectués depuis l'origine jusqu'au 30 septembre 1941 s'élèvent à 31 M. seulement, soit 1 % à peine du total réévalué des engagements et les dépenses prévues pour l'exercice tombant de 459 M. (loi de finances), à 116 M. au 30 septembre 1941, pour les raisons identiques à celles déjà données.

3°) MOBILIER ET OUTILLAGE

Le programme spécial d'équipement ne comporte pas de matériel roulant non neuf.

Les dépenses de mobilier et outillage sont peu importantes.

Les crédits d'engagement passent de 16 M. (loi de finances) à 21 M. au 30 septembre. La hausse est due à la réévaluation du projet d'extension du dépôt de Marseille-Blancarde.

A 1 M. près, la présentation des projets est entièrement réalisée (20 M. contre 21 M.) et l'approbation des projets représente 57 % du total réévalué des engagements. Même pourcentage en ce qui concerne les engagements réalisés.

Pas de paiement depuis l'origine. Quant aux dépenses de l'exercice, elles correspondent à celles prévues primitivement (4.M.).

IV - ENSEMBLE DES PROGRAMMES

Au total, pour l'ensemble des trois programmes, les paiements effectués depuis l'origine s'élevaient au moment de la loi de finances à 1.289 M. sur un total de crédits d'engagement de 16.135 M., soit 7,8 % .

Au 30 septembre, les paiements atteignent 2.087 M.

Par rapport à l'ensemble réévalué des projets, s'élevant à 17.451 M., la proportion est en légère augmentation (12 %). Ce pourcentage correspond au degré d'avancement des travaux prévus au budget d'établissement de 1941.

L'annexe n° 8 indique les prévisions successives (frais généraux compris) des dépenses de l'exercice 1941 pour les divers programmes envisagés.

Pour presque toutes les catégories de dépenses examinées dans la présente note, on a pu voir que les dépenses prévues pour l'ensemble de l'année 1941, bien que réduites par rapport aux prévisions de la loi de finances, sont encore bien élevées en comparaison des dépenses faites pendant les trois premiers trimestres. Il est donc vraisemblable qu'elles seront encore réduites.

APPROVISIONNEMENTS

Au 30 septembre 1941, la valeur des stocks a augmenté de 252 M. par rapport à celle du 31 décembre 1940 et de 200 M. par rapport à celle du 31 décembre 1939.

	FIN 1939	FIN 1940	FIN SEPTEMBRE 1941
Approvisionnement Voie	1.181 M.	1.200 M.	1.177 M.
Combustibles	333	157	209
Autres approvisionnements Traction	1.578	1.689	1.912
	3.098 M.	3.046 M.	3.298 M.

Le graphique de l'annexe n° 9 montre l'évolution, en valeur, des approvisionnements en 1940 et en 1941.

L'augmentation au 30 septembre 1941 tient surtout à une hausse des prix. Dans l'ensemble le volume des stocks est généralement en baisse. Dans l'impossibilité de rechercher la variation des quantités pour toutes les catégories d'approvisionnements, nous n'avons cherché la variation des quantités que pour les combustibles, les rails et les traverses.

	VALEUR DES STOCKS (en millions)			%		VOLUME DES STOCKS			%	
	au	au	au	1941	1941	au	au	au	1941	1941
	31-12-39	31-12-40	30-9-41	1939	1940	31-12-39	31-12-40	30-9-41	1939	1940
Combustibles	339	157	211	- 88	+ 34	1.511.847 ^T	504.852 ^T	663.832 ^T	- 56	+ 31
Rails	200	215	106	- 47	- 51	1.323 ^{km} voie	800 ^{km} voie	865 ^{km} (1)	- 35	+ 7
Traverses	200	249	198	- 1	- 20	5.220.450 traverses	4.057.604 traverses	3.281.352 traverses	- 37	- 19

(1) Y compris rails pour voies de garage et rails réutilisables qui n'étaient pas incorporés antérieurement dans le volume des stocks.

Le graphique (annexe n° 10) donne un aperçu du tonnage de la consommation journalière et du nombre de jours d'approvisionnements en combustibles. Depuis l'armistice, le stock est tombé de 66 à 17 jours en janvier 1941 pour remonter à 34 jours à fin septembre 1941.

3^{ème} PARTIE

EVOLUTION DE LA TRESORERIE DU
3^{ème} TRIMESTRE 1941

Le tableau annexe N° 11 ci-joint, donne par grandes rubriques de recettes et de dépenses, le mouvement général des capitaux, enregistré par les Services Financiers de la S.N.C.F., pendant le 3^{ème} trimestre 1941, ainsi que pendant chacun des quatre trimestres précédents.

Il sera examiné ci-après, tout d'abord le détail des opérations reprises sous les rubriques figurant à ce tableau et qui ont trait à des ressources de caractère strictement financier. Nous montrerons ensuite comment, compte tenu de la variation des fonds disponibles, l'évolution d'ensemble de ces ressources se justifie au regard des données budgétaires telles que celles-ci ont été dégagées dans les deux premières parties de ce rapport.

A - RESSOURCES D'ETABLISSEMENT

(Tableau annexe N° 11 - Rubriques N° 4)

Aucune émission publique de bons ou d'obligations n'a été effectuée au cours du troisième trimestre 1941, mais il a été encaissé une somme de 3.177 millions au titre de l'émission réalisée pendant le trimestre précédent.

En contre-partie, il a été remboursé un montant de ressources d'établissement de 178 millions se décomposant ainsi qu'il suit :

- Emprunts sous-seing privé A.L..... 92 millions
- Bons 1934-1949..... 86 -

La lacune de couverture des dépenses d'établissement des anciens Réseaux qui se chiffrait au 30 juin 1941 à..... 766 -

s'élevait en conséquence au 30 septembre 1941 à..... 944 millions

B.- RESSOURCES A COURT TERME

(Tableau annexe N° 11 - Rubriques N° 5)

Au 30 juin 1941, le montant des engagements à court terme s'élevait, au total, à.....		6.015 millions
se décomposant ainsi:		
Billets	{ Escompte ferme.....	5.792 millions
	{ Pensions.....	- -
Emprunts en compte courant.....		167 -
Emprunts par acceptation de traites de fournisseurs		56 -
		6.015 millions

Le tableau ci-dessous résume, mois par mois, les mouvements survenus, pour ces diverses catégories d'engagements au cours du 3ème trimestre 1941.

(EN MILLIONS DE FRANCS)

		JUILLET 1941	AOÛT 1941	SEPTEMBRE 1941	ENSEMBLE du 3 ^{ème} TRIMESTRE 1941
ESCOMPTE FERME DE BILLETS	{ Remboursements	746	720	847	2.313
	{ Renouvellements	578	686	842	2.106
	{ Opérations nouvelles	-	-	-	-
	Variations nettes	- 166	- 34	- 5	- 207
DIVERS ⁽¹⁾	{ Remboursements	56	35	30	121
	{ Renouvellements	18	1	10	29
	{ Opérations nouvelles	27	14	31	72
	Variations nettes	- 11	- 20	+ 11	- 20
ENSEMBLE	{ Remboursements	802	755	877	2.434
	{ Renouvellements	596	687	852	2.135
	{ Opérations nouvelles	27	14	31	72
	VARIATIONS NETTES	- 179	- 54	+ 6	- 227

(1) Pensions sur billets, emprunts en compte courant, emprunts par acceptation de traites de fournisseurs.

Il n'a été conclu aucune opération nouvelle d'escompte de billets, la suspension des émissions contre argent frais, décidée le 26 février 1941, ayant été maintenue sans interruption depuis lors.

La proportion des renouvellements aux remboursements a été, pour les billets, de 91 % contre 94 % pour le trimestre précédent.

Le montant des engagements s'est abaissé de 227 millions, soit une diminution de 3,8 % pour le trimestre.

Au 30 septembre 1941, la situation de la dette à court terme était la suivante:

Billets	Escompte ferme.....	5.585 millions
	Pensions.....	-
Emprunts en compte courant.....		152
Emprunts par acceptation de traites de fournisseurs		51
		5.788 millions

La décomposition de ces engagements, selon le mois d'échéance, se présentait ainsi:

ECHÉANCES		MONTANT (en millions de francs)
Octobre 1941		1.369
Novembre 1941		1.137
Décembre 1941		1.320
Janvier 1942		826
Février 1942		635
Mars 1942		385
Avril 1942		30
Mai 1942		21
Juin 1942		10
Juillet 1942		39
Août 1942		1
Septembre 1942		15
		5.788

leur échéance moyenne ressort à 2 mois, 15 jours contre 3 mois, 13 jours pour le deuxième trimestre et 2 mois, 28 jours pour le premier trimestre.

Le graphique annexe N° 12 indique, pour les années 1939 et 1940, ainsi que pour les trois premiers trimestres 1941, les variations du montant total des engagements à court terme. Il fait ressortir, pour 1941, l'abaissement lent, mais continu, de la dette, provoqué par la suspension des émissions nouvelles.

Le graphique annexe N° 13 donne la décomposition, selon leur durée, des opérations conclues pendant le troisième trimestre 1941 et chacun des quatre trimestres précédents.

Les taux pratiqués au 30 juin 1941 par la S.N.C.F. pour les opérations de renouvellement étaient les suivants (1):

3 mois.....	1	31/32 %
6 mois par billets à 3 mois renouvelables..	2	1/4 %
6 mois.....	2	11/32 %
1 an.....	2	15/16 %

Le 24 septembre 1941, les taux à 3 et 6 mois ont été abaissés respectivement à 1 29/32 %, 2 3/32 %, 2 9/32 %, le taux à un an demeurant fixé à 2 15/16 %.

(1) Ces taux s'entendent nets de tout courtage ou commission, taxés à la charge des preneurs, sauf l'impôt sur le revenu qui est supporté par la S.N.C.F.

A dater du 29 septembre 1941, les taux annuels d'intérêt des Bons du Trésor à six mois, un an et deux ans d'échéance ont été réduits de 1/4 % et ramenés respectivement à 1 3/4 %, 2 1/4 % et 2 3/4 %. A partir de la même date, le taux annuel d'intérêt des Bons du Trésor de 75 à 105 jours, précédemment fixé à 1 3/4 %, a été abaissé à 1 5/8 %.

En corrélation avec cette baisse des taux d'émission des Bons du Trésor, les taux des opérations de renouvellement des billets S.N.C.F. ont été abaissés à nouveau et fixés comme suit:

3 mois.....	1 25/32 %
6 mois par billets à 3 mois renouvelables...	1 27/32 %
6 mois.....	2 1/32 %
1 an.....	2 11/16 %

Les taux d'émission des billets S.N.C.F., en vigueur au 30 septembre 1941, pour les opérations de renouvellement, ont été comparés, dans le tableau ci-dessous, à ceux des Bons du Trésor de même durée; on a tenu compte pour ces derniers des commissions d'usage et, pour les billets de la S.N.C.F., des taxes sur les agios (chiffre d'affaires et taxes sur les transactions). Ce tableau fait ressortir des écarts, en faveur des preneurs de billets S.N.C.F., d'environ 3/32 %.

	3 mois	6 mois	1 an
	%	%	%
BILLETS S.N.C.F.	1,71	1,95	2,58
BONS DU TRESOR	1,625	1,85	2,50
Différence	0,085	0,10	0,08

C - FONDS DES COMPAGNIES

(Tableau annexe N° 11 - Rubriques N° 6)

Le graphique annexe n° 14 retrace les mouvements de l'ensemble des comptes pendant le troisième trimestre 1941 et les quatre trimestres précédents.

Le montant des fonds, qui s'élevait à 812 millions au 30 juin 1941, était de 1.087 millions au 30 septembre 1941, soit pour le trimestre une augmentation de 275 millions.

Le taux d'intérêt alloué aux Compagnies sur les fonds bloqués **conventionnellement est demeuré fixé** pendant le troisième trimestre à 7/8 %, sans changement sur le taux applicable au 30 juin.

Le taux applicable aux fonds à préavis de 7 jours a été porté, à compter du 1er juillet, de 1 5/8 à 2 5/16 %, étant entendu que l'impôt sur le revenu de 30 % serait à la charge des Compagnies. Le taux net n'a subi de ce fait aucune modification appréciable.

D - AVANCES DU TRESOR

(Tableau annexe N° 11 - Rubriques N° 7)

1°) AVANCES "ARTICLE 27"

Il n'a été demandé aucune avance de cette nature au cours du troisième trimestre 1941. Le montant des avances consenties est ainsi demeuré nul depuis le 1er avril 1941.

2°) AVANCES "ARTICLE 25"

Ainsi qu'il a été exposé dans le précédent rapport, il restait dû par le Trésor à la S.N.C.F. au 30 juin, une somme de 43 millions au titre des avances "article 25 - 1er alinéa". Le versement en a été effectué le 22 juillet.

La S.N.C.F. ayant d'autre part versé au Trésor, le 1er juillet 1941, une somme de 2.190 millions pour le remboursement d'avances "article 25 - 2^e alinéa" consenties au titre de l'insuffisance de petit équilibre de l'exercice 1938, le montant des avances "art.25" au 30 septembre ressort à :

- au titre du premier alinéa (couverture de charges du grand équilibre) 13.100 millions
- au titre du deuxième alinéa (couverture des insuffisances budgétaires d'exploitation) 48 -

E - FONDS DISPONIBLES

1°) DISPONIBILITÉS DU COMPTE COURANT AU TRÉSOR

Les disponibilités de la S.N.C.F. au Trésor
au 30 juin 1941 s'élevaient à 3.603 millions
et au 30 septembre à 5.543 -
soit une augmentation de 1.940 millions

Le graphique annexe N° 15 donne le détail des mouvements du solde général des comptes courants de la S.N.C.F. au Trésor pour la période du 30 juin 1940 au 30 septembre 1941 (compte ordinaire 27/28 et compte 21/26 relatif aux Avances "article 27").

Le solde moyen des disponibilités effectives de la S.N.C.F. au Trésor pendant le 3^e trimestre 1941 s'est élevé à 5.280 millions

2°) AUTRES DISPONIBILITÉS

Abstraction faite des fonds de roulement des gares et autres établissements de la S.N.C.F., les disponibilités de la S.N.C.F. sont centralisées par les Services Financiers et se décomposent en :

- Fonds en Caisse,
- Fonds en comptes courants bancaires ou postaux,
- Valeurs en Portefeuille.

Le tableau ci-dessous indique le montant moyen de ces différents postes au cours du troisième trimestre 1941 et de chacun des quatre trimestres précédents.

(EN MILLIONS DE FRANCS)

	1940		1941		
	3 ^e TRIMESTRE	4 ^e TRIMESTRE	1 ^{er} TRIMESTRE	2 ^e TRIMESTRE	3 ^e TRIMESTRE
Caisse	70,1	29,-	13,4	9,9	6,4
Chèques Postaux	13,1	10,3	16,3	12,6	5,-
Banques en France	212,3	23,5	7,1	-	-
Banques à l'Etranger	13,4	5,2	9,-	9,-	8,9
<i>Total Caisse et Banques</i>	308,9	73,-	45,8	31,5	20,3
Portefeuille	23,2	13,7	21,7	22,8	39,9
ENSEMBLE	332,1	86,7	67,5	54,3	60,2

Les chiffres indiqués ci-dessus font ressortir, pour le 3^e trimestre, une nouvelle amélioration par rapport à la situation de l'automne 1940, quant à la réduction des fonds immobilisés dans les Cais- ses et comptes postaux.

En ce qui concerne le Portefeuille, les opérations du troisième trimestre 1941 ont compris des escomptes de traites de fournisseurs ou en règlement de dépenses publiques pour 68 millions et des rachats d'obligations des Réseaux, tant à la Bourse de Paris qu'aux Bourses de Lyon et de Marseille, en vue de l'amortissement contrac- tuel, pour 11 millions.

Au 30 septembre 1941, les valeurs en Portefeuille figuraient pour un montant de 46 millions, dont 17 millions en effets de commer- ce et 29 millions en obligations des Réseaux.

A cette même date, le montant total des fonds disponibles ressortait à 64 millions, contre 55 millions, à fin juin, soit une augmentation de 9 millions provenant exclusivement des titres et effets en Portefeuille.

F - PHYSIONOMIE GENERALE DE LA TRESORERIE POUR LE TROISIEME TRIMESTRE

L'évolution des différentes natures de ressources financières dont il a été parlé plus haut se résume ainsi pour le troisième trimestre 1941 :

	Augmentation	Diminution
	(en millions de francs)	
Ressources d'établissement	3.777	178
Ressources à court terme	-	227
Fonds des Compagnies en dépôt	275	-
Avances du { "article 27"	-	-
Trésor { "article 25"	43	2.190
	4.095	2.595

soit une augmentation de 1.500 millions

L'augmentation des fonds disponibles ayant été de (1940 millions au Trésor et 9 millions en Caisse, Banques et Portefeuille)

1.949. -

les ressources utilisées ont diminué de ...

449 millions

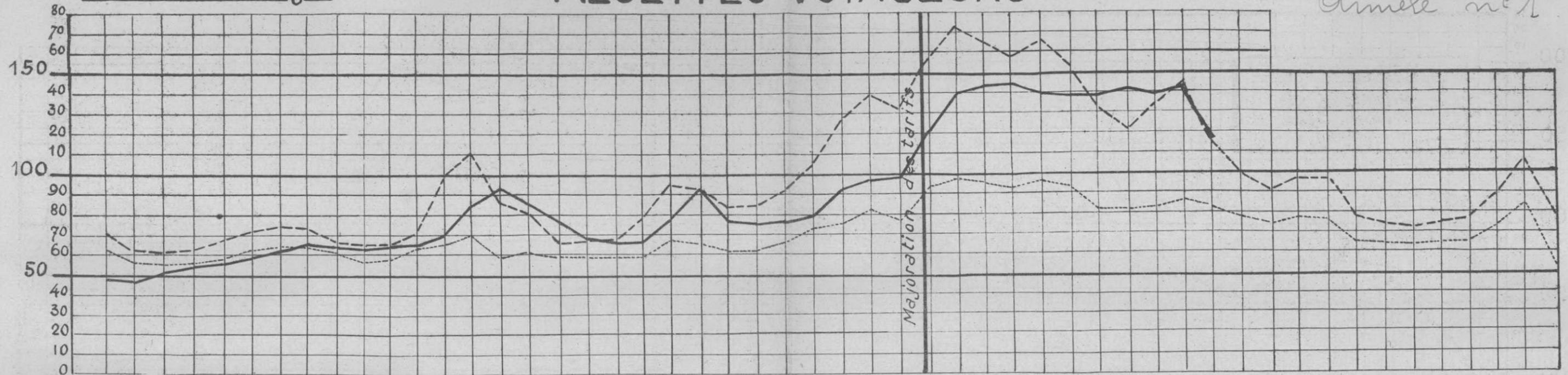
Pendant la même période, l'excédent budgétaire étant évalué à
 les charges de grand équilibre à
 et les dépenses d'établissement, déduction faite du montant à couvrir par le fonds de renouvellement, étant estimées à la diminution des ressources utilisées, pour le 3^e trimestre 1941, aurait, toutes choses égales d'ailleurs, du se chiffrer à

906 M.	}	2.573 millions
370 M.	}	1.276 -
		1.297 millions

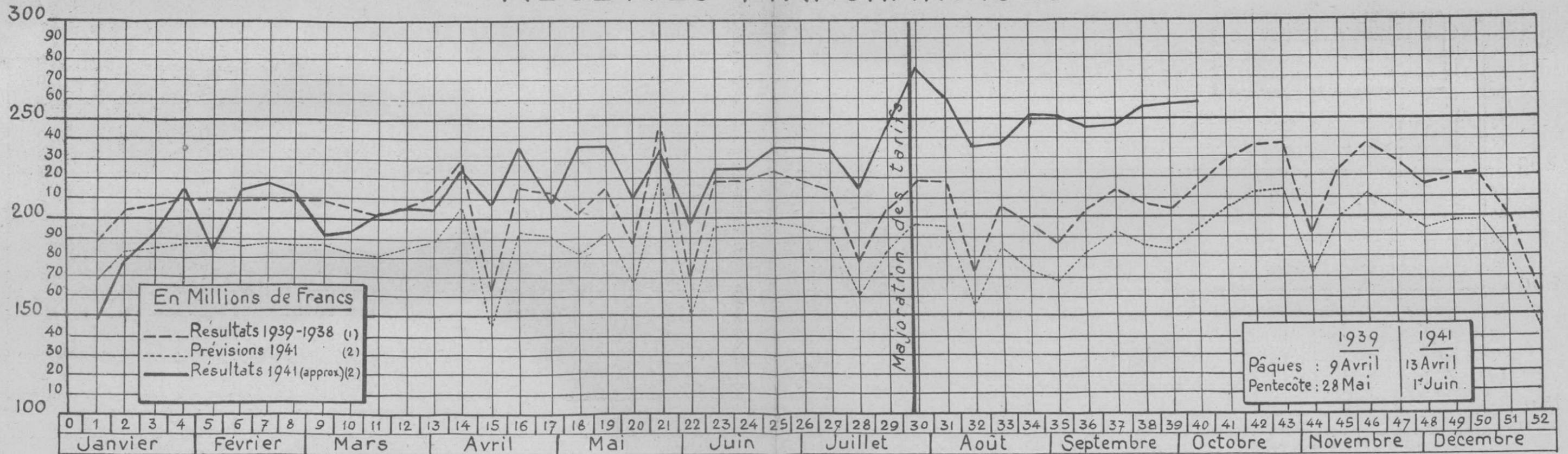
Si on rapproche ce montant de la diminution réelle, soit 449 millions, on peut en conclure que le solde général des comptes de créditeurs et débiteurs divers de la S.N.C.F. a accusé pendant le trimestre une variation de 848 millions, augmentation de l'excédent des débiteurs sur les créditeurs.

RECETTES VOYAGEURS

Annexe n°1



RECETTES MARCHANDISES

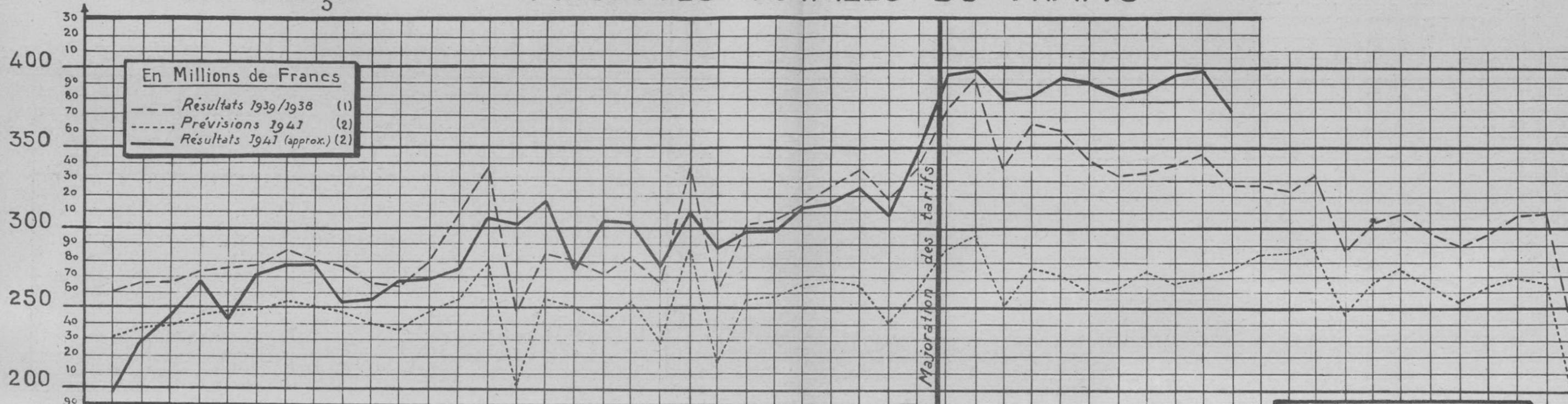


(1) 1939. Janvier à Août } Résultats sans A.L. et portés aux tarifs appliqués pendant les mêmes
1938 -Sept. à Décembre } périodes de 1941.

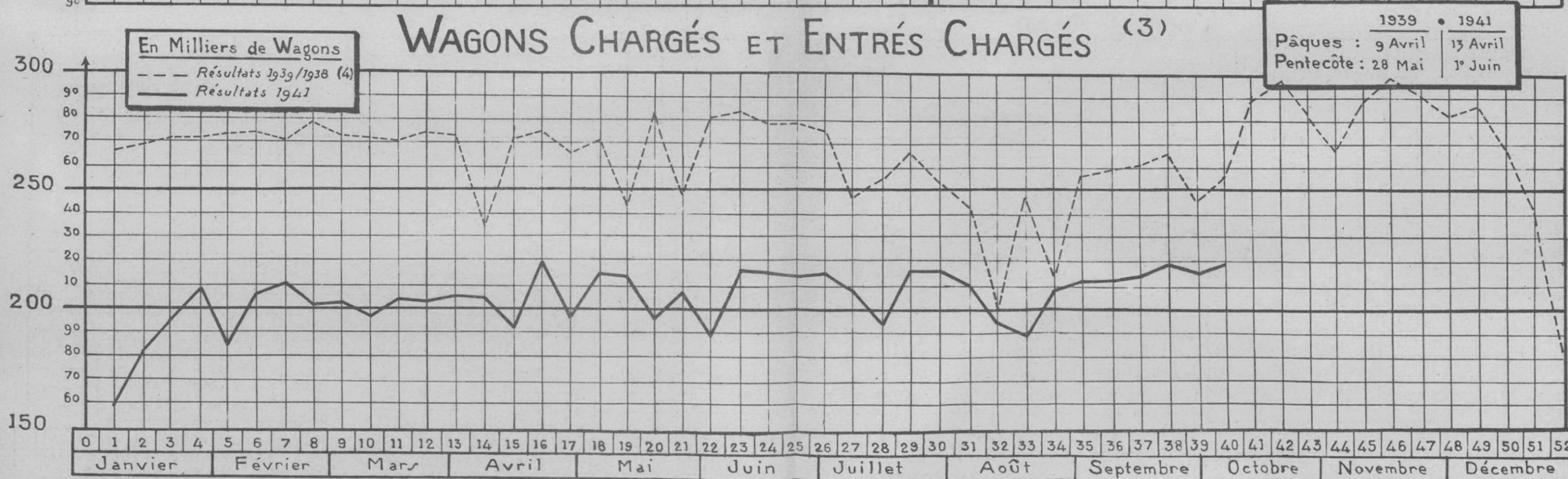
(2) Compte tenu du relèvement de tarifs appliqué à partir du 28 Juillet 1941 : 20% sur les Voyageurs (avec correctif pour la banlieue) et 10% sur les Marchandises.

Service du Budget

RECETTES TOTALES DU TRAFIC



WAGONS CHARGÉS ET ENTRÉS CHARGÉS (3)



(1) 1939 - janvier à août } Résultats sans A.L. et portés aux tarifs appliqués pendant
1938 - sept. à décembre } les mêmes périodes de 1941.

(2) Compte tenu du relèvement de tarifs appliqué à partir du 28 Juillet 1941 : 20 % sur les voyageurs (avec correctif pour la banlieue) et 10 % sur les marchandises.

(3) à l'exclusion des wagons entrés chargés en provenance des réseaux étrangers.

(4) 1939 - janvier à août } Résultats sans A.L.
1938 - sept. à décembre }

RECAPITULATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION

S. N. C. F.
SERVICE DU BUDGET

ANNEXE N° 2

	DEPENSES DU 3 ^{ème} TRIMESTRE			DEPENSES CUMULEES FIN SEPTEMBRE		
	1940 RESULTATS	1941 PREVISIONS du 1-7	1941 RESULTATS	1940 RESULTATS	1941 PREVISIONS du 1-7	1941 RESULTATS
	M	M	M	M	M	M
CHAP. I - ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DÉPENSES GÉNÉRALES	643,5	668,6	702,8	2.333,6	2.016,2	2.050,4
CHAP. II - EXPLOITATION	924,8	1.247,5	1.219,8	2.836,4	3.335,1	3.307,4
CHAP. III - MATÉRIEL ET TRACTION	1.302,3	1.928,2	1.725,3	4.239,8	5.023,1	4.820,2
CHAP. IV - VOIE	544,3	1.317,7	1.004,2	1.524,4	2.718,4	2.401,9
CHAP. V - DÉPENSES DIVERSES	22,7	28,1	4,4	53,-	51,8	30,1
<i>Total des Dépenses d'Exploitation proprement dites</i>	3.497,6	5.218,1	4.653,5	10.987,2	13.174,6	12.610,-
CHAP. VI - DOTATION DU FONDS DE RENOUVELLEMENT	15,5	54,4	54,4	29,5	120,-	120,-
CHAP. VII - CHARGES DIVERSES SANS LA PRIME D'EXPLOITATION	38,-	52,-	52,-	105,-	145,-	145,-
TOTAL GENERAL	3.551,1	5.324,5	4.759,9	11.121,7	13.439,6	12.875,-
LES DÉPENSES D'EXPLOITATION PROPREMENT DITES (Chapitres I à V) SE DÉCOMPOSANT AINSI :						
DEPENSES DE PERSONNEL	1.661,7	2.451,2	2.372,9	5.425,3	6.581,6	6.503,3
Dépenses normales						
Dépenses de guerre	34,-	85,7	58,1	58,1	207,7	180,1
CHARGES PATRONALES	379,4	396,7	395,2	1.091,4	1.191,2	1.189,7
Dépenses normales						
Dépenses de guerre	175,7	106,4	103,9	796,3	314,9	312,4
COMBUSTIBLES ET ENERGIE ELECTRIQUE	366,4	521,8	467,6	1.398,2	1.500,0	1.446,7
AUTRES DEPENSES	658,1	1.298,4	1.044,6	2.308,3	2.844,4	2.590,5
Dépenses normales						
Dépenses de guerre	91,-	448,4	304,9	130,8	786,6	640,1
CREDITS POUR CHARGES PATRONALES ET FRAIS GENERAUX	- 68,7	- 90,5	- 90,6	- 219,2	- 252,7	- 252,8
TOTAL EGAL	3.497,6	5.218,1	4.653,5	10.987,2	13.174,6	12.610,-

RESULTATS TRIMESTRIELS D'EXPLOITATION

3^{ème} TRIMESTRE 1941

I - RECETTES D'EXPLOITATION

	RECETTES DU 3 ^{ème} TRIMESTRE			RECETTES CUMULEES FIN SEPTEMBRE		
	1938/1939 RESULTATS	1941 PREVISIONS du 1-7	1941 RESULTATS	1938/1939 RESULTATS	1941 PREVISIONS du 1-7	1941 RESULTATS
	M	M	M	M	M	M
CHAP. I - RECETTES DU TRAFIC						
Voyageurs	1.908,-	1.239,9	1.661,1	3.893,6	2.969,4	3.424,6
Marchandises	2.663,7	2.830,-	3.241,5	8.007,7	8.507,8	8.633,6
<i>Ensemble Voyageurs et Marchandises</i>	4.571,7	4.069,9	4.902,6	11.901,3	11.477,2	12.058,2
Service de la Poste	-	-	171,5	-	-	171,5
TOTAL DES RECETTES DU TRAFIC	4.571,7	4.069,9	5.074,1	11.901,3	11.477,2	12.229,7
CHAP. II - RECETTES DIVERSES						
Produits du Domaine et location de terrains	13,4	13,7	17,6	42,6	57,8	61,7
Règlement de communauté et échange de matériel	21,-	31,2	42,2	109,1	112,7	123,7
Vente d'énergie électrique	13,4	17,8	14,9	39,2	60,5	57,6
Produits de placements de fonds et divers	6,7	5,6	6,-	28,6	18,1	18,5
TOTAL DES RECETTES DIVERSES	57,5	68,3	80,7	219,5	249,1	261,5
RECETTES ALLEMANDES	-	359,8	306,-	-	2.732,-	2.178,2
TOTAL GENERAL DES RECETTES	-	4.998,-	5.460,8	-	14.458,3	14.669,4

II - DEPENSES

D'EXPLOITATION

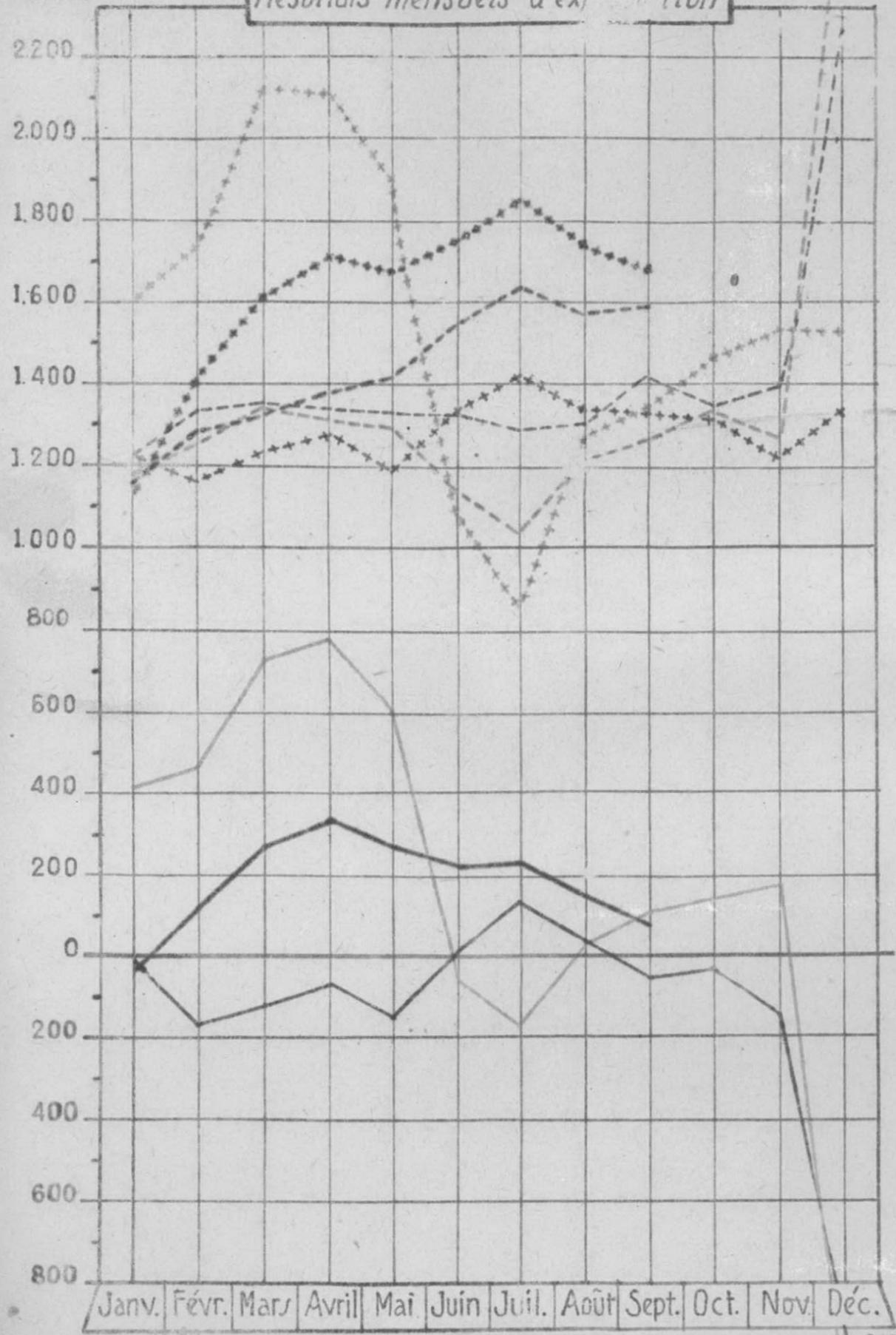
	DEPENSES DU 3 ^{ème} TRIMESTRE			DEPENSES CUMULEES FIN SEPTEMBRE		
	1940 RESULTATS	1941 PREVISIONS du 1-7	1941 RESULTATS	1940 RESULTATS	1941 PREVISIONS du 1-7	1941 RESULTATS
	M	M	M	M	M	M
CHAP. I - ADMINISTRATION GENERALE, DEPENSES GENERALES						
Administration Générale, Direction Générale, Services Centraux et d'Administration générale	25,1	34,3	33,4	72,3	92,-	91,1
Caisses de Retraites, de secours et de prévoyance	354,5	363,8	364,4	1.011,6	1.105,4	1.105,9
Secours, Alocations diverses, Service Médical et Accidents du travail	24,9	32,9	30,8	79,8	85,8	83,8
Contributions et divers	154,-	192,9	231,2	605,1	592,5	630,8
Crédits pour charges patronales et frais généraux	- 42,9	- 44,9	- 44,9	- 142,6	- 121,1	- 121,1
Dépenses de guerre	127,9	89,6	87,9	707,4	261,6	259,9
<i>Total</i>	643,5	688,6	702,8	2.333,6	2.018,2	2.050,4
CHAP. II - EXPLOITATION						
Services Centraux, Directions régionales, Services régionaux et Arrondissements	74,1	103,6	99,6	222,-	264,2	260,2
Gares, Bureaux de ville et divers	687,3	904,8	848,3	2.125,2	2.427,9	2.371,4
Trains	130,4	158,7	148,6	399,1	424,1	414,-
Indemnités pour pertes, avaries et retards	10,2	47,6	83,2	48,5	117,8	153,4
Crédit pour frais généraux	-	- 0,3	- 4,-	- 0,2	- 1,9	- 2,6
Dépenses de guerre	22,8	32,9	40,9	41,8	103,-	114,-
<i>Total</i>	924,8	1.247,5	1.219,8	2.836,4	3.335,1	3.307,4

	DEPENSES DU 3 ^{ème} TRIMESTRE			DEPENSES CUMULEES FIN SEPTEMBRE		
	1940 RESULTATS	1941 PREVISIONS du 1-7	1941 RESULTATS	1940 RESULTATS	1941 PREVISIONS du 1-7	1941 RESULTATS
	M	M	M	M	M	M
CHAP. III - MATERIEL ET TRACTION						
Services Centraux et régionaux, Arrondissements	62,3	66,3	93,2	166,2	248,1	253,-
Traction	698,9	980,9	907,5	2.397,6	2.751,-	2.677,8
Matériel	542,9	850,9	773,8	1.696,3	2.162,6	2.085,5
Divers	8,7	- 97,5	- 108,-	- 117,9	- 314,9	- 325,4
Crédit pour frais généraux	- 5,2	- 15,3	- 11,4	- 17,6	- 39,3	- 35,4
Dépenses de guerre	54,7	120,9	70,2	95,2	215,6	164,9
<i>Total</i>	1.332,3	1.928,2	1.725,3	4.239,8	5.023,1	4.620,2
CHAP. IV - VOIE ET BATIMENTS						
Services Centraux et régionaux, Arrondissements	89,4	117,-	119,6	262,3	320,3	322,9
Surveillance	59,9	66,1	60,1	184,4	174,9	168,9
Entretien	278,7	492,1	435,5	838,5	1.157,8	1.101,2
Grosses réparations	25,2	280,6	140,5	111,5	401,-	280,9
Divers	19,5	45,5	14,4	51,1	57,6	26,5
Crédits pour frais généraux	- 20,6	- 30,-	- 33,3	- 58,8	- 90,4	- 93,7
Dépenses de guerre	92,2	386,4	264,4	135,4	727,2	595,2
<i>Total</i>	544,3	1.317,7	1.004,2	1.521,4	2.748,4	2.401,9
CHAP. V - DEPENSES DIVERSES						
	22,7	23,1	4,4	53,-	51,8	30,1
CHAP. VI - DOTATION DU FONDS DE RENOUVELLEMENT						
	15,5	54,4	54,4	29,5	120,-	120,-
CHAP. VII - CHARGES DIVERSES SANS LA PRIME D'EXPLOITATION						
	58,-	52,-	52,-	105,-	145,-	145,-

Millions

Résultats mensuels d'exploitation

2039



LÉGENDE

Recettes + + + +

Dépenses - - - -

Résultats ————

— 1938/39

— 1940

— 1941

(Sans A.L.)

S.N.C.F.

Annexe n° 3

Servic. Budget

Dépenses d'Exploitation

et

Résultats mensuels d'Exploitation

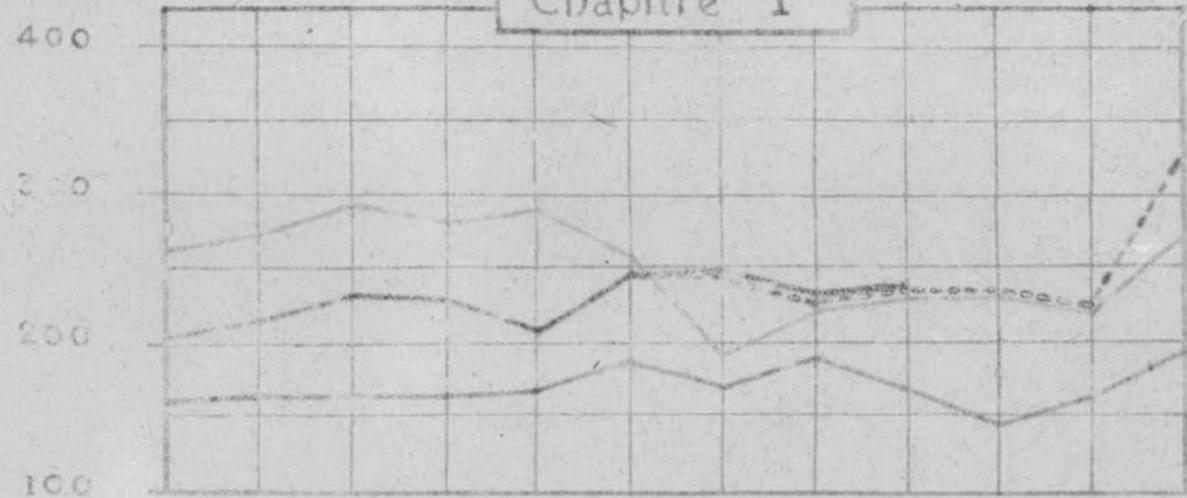


925.
2.397.

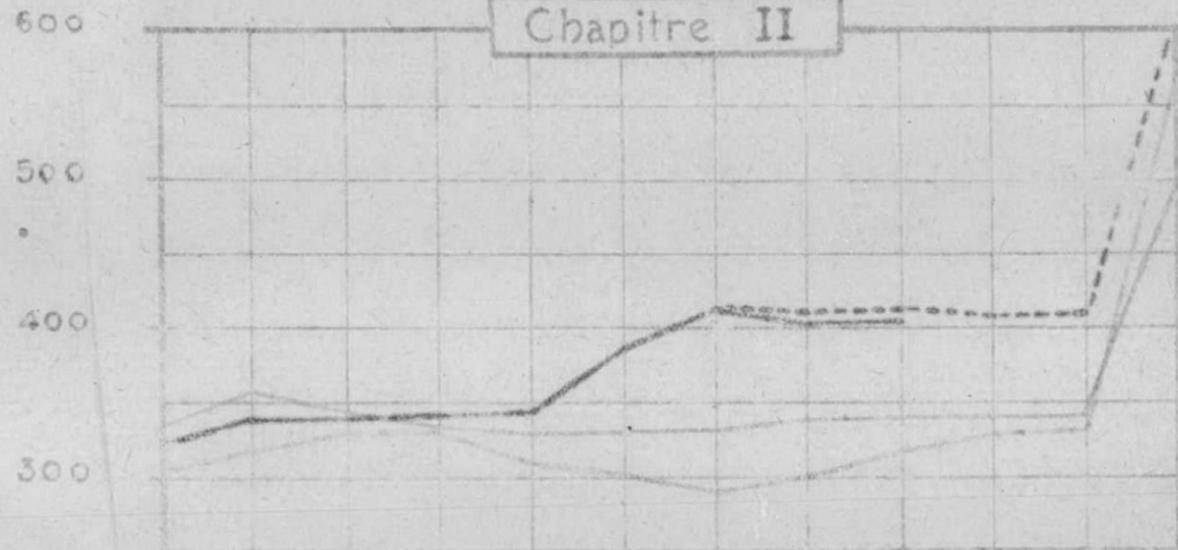
DÉPENSES D'EXPLOITATION PAR CHAPITRE

Millions

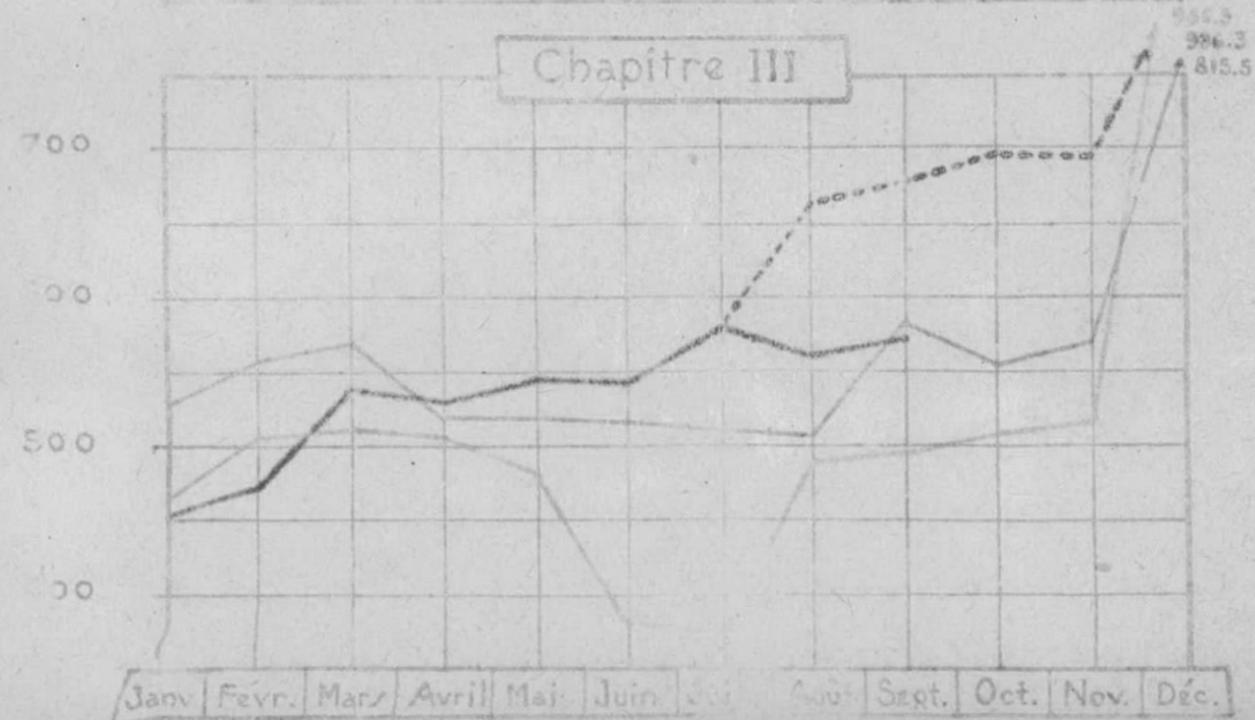
Chapitre I



Chapitre II



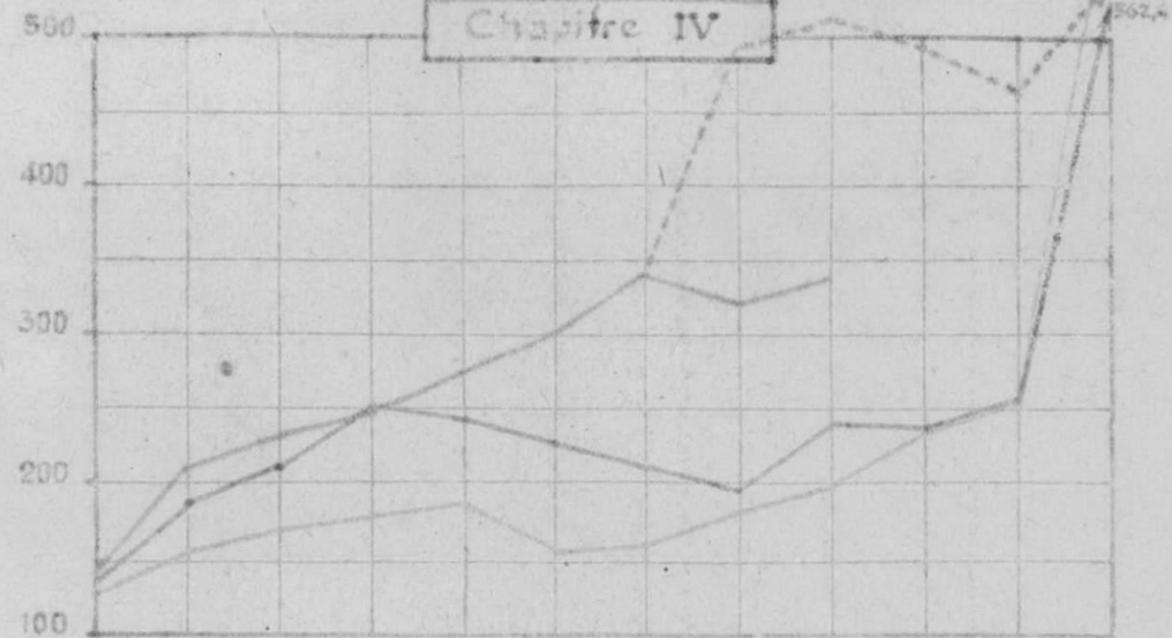
Chapitre III



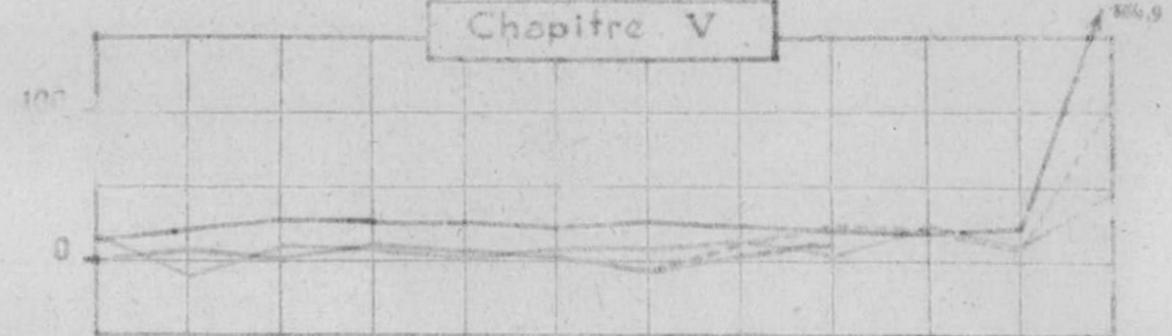
LÉGENDE

- Résultats 1938/39 ———
- Résultats 1940 (dotted)
- Prévisions 1941 - - - - - (dashed)
- Résultats 1941 ——— (thick)

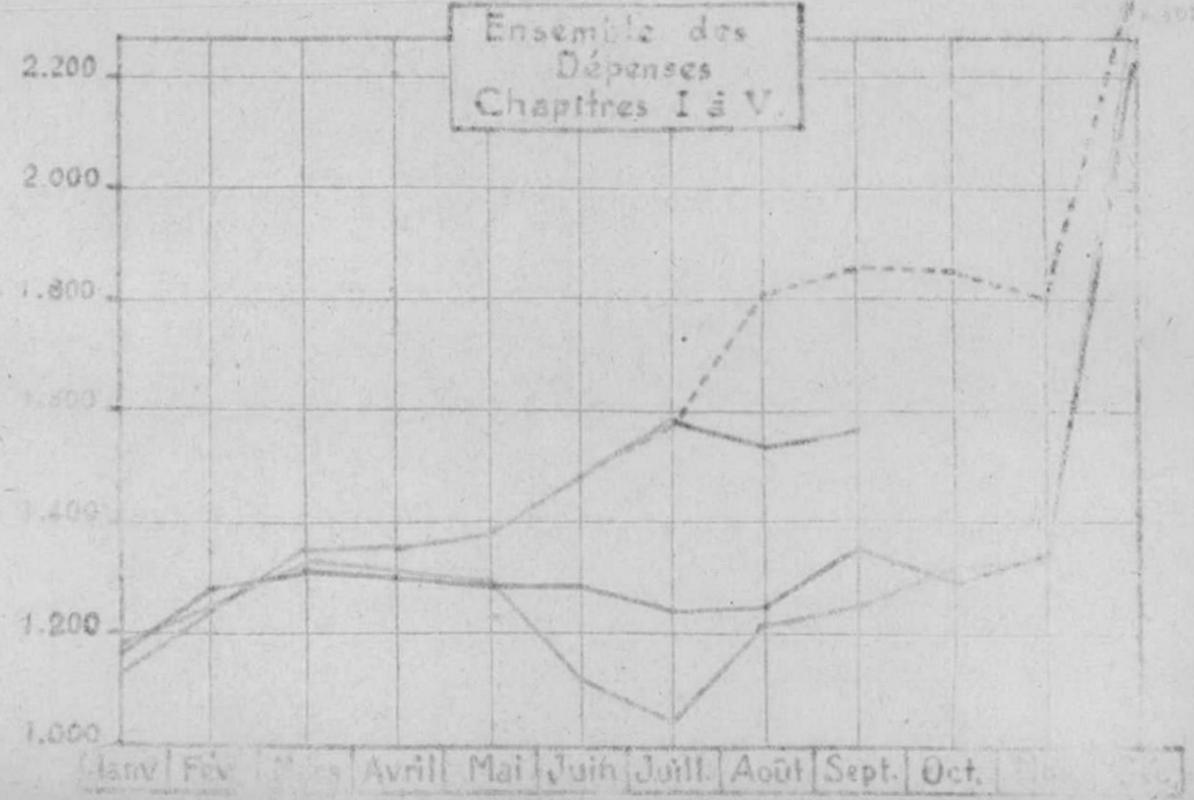
Chapitre IV



Chapitre V

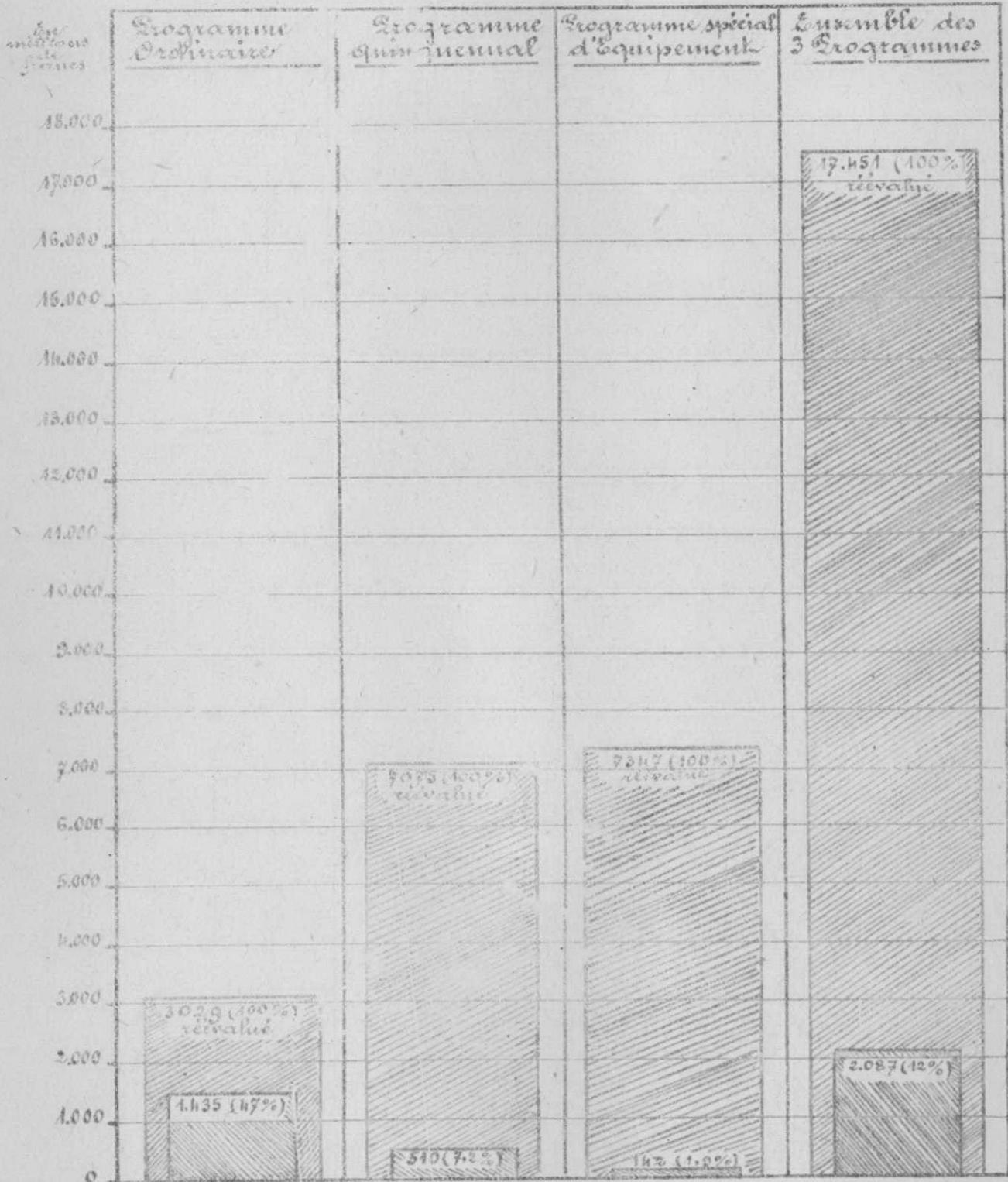


Ensemble des Dépenses Chapitres I à V.



Dépenses d'établissement de l'exercice 1944

Degré d'avancement des travaux au 30 septembre 1944
(Dépense liquidée - Frais généraux compris)



Légende

Bleu - Montant total réévalué des projets et commandes.

Rouge - Degré d'avancement des projets et commandes (paiements effectués depuis l'origine jusqu'au 30 septembre 1944).

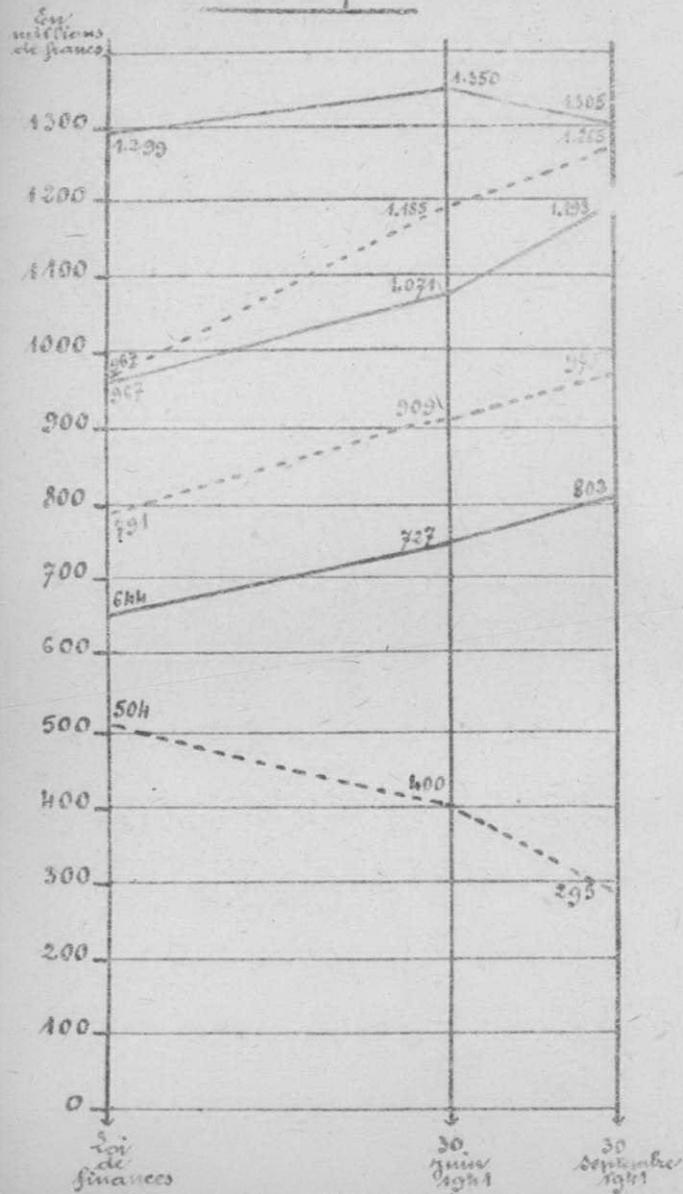
Budget d'Établissement de l'Exercice 1944

Programme Ordinaire
 Dépenses totales, frais généraux compris

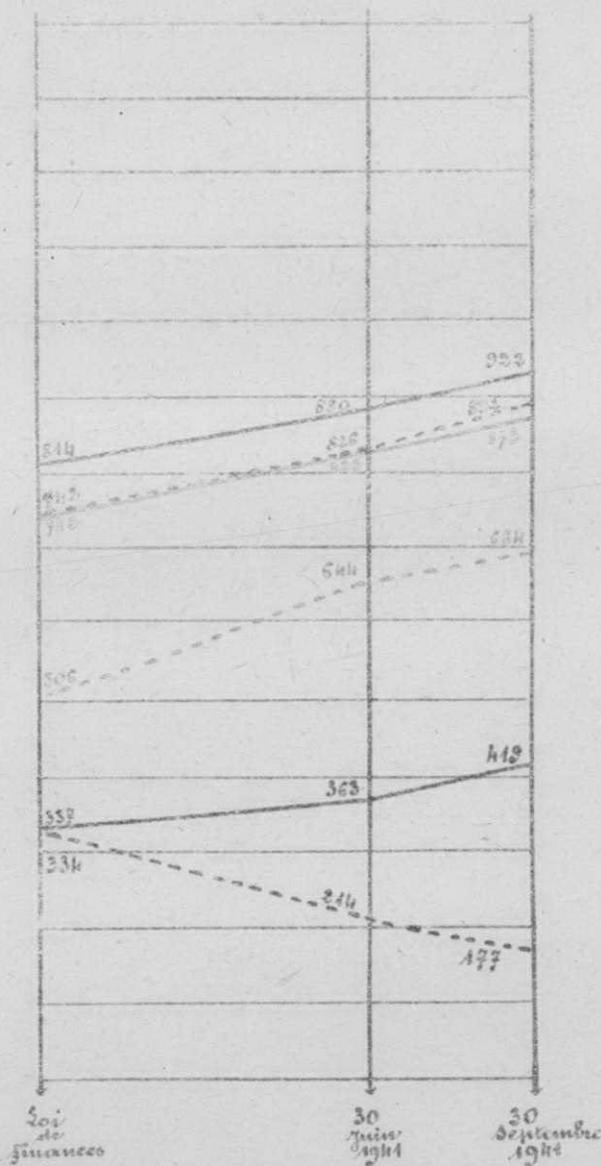
Légende

- Crédits d'engagement (1944) (1943)
- - - Projets présentés
- Projets autorisés
- - - Engagements
- Paiements (Total)
- - - Paiements de 1943

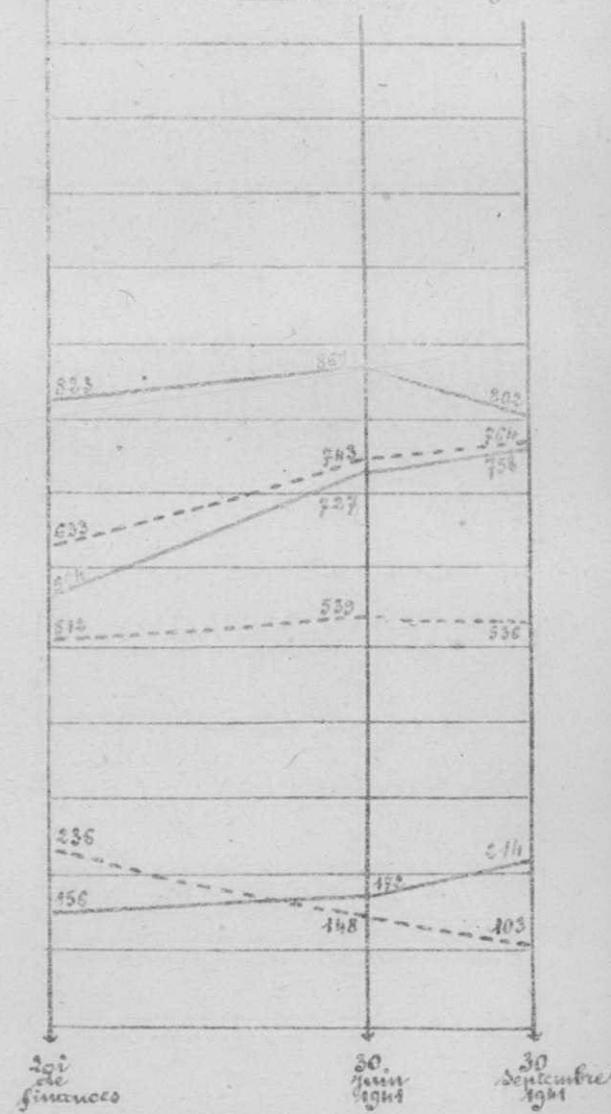
Torax avec Complémentaires



Matériel roulant Neuf



Matériel roulant autre que neuf Mobilier et Outillage



Budget d'établissement de l'exercice 1941

Programme Quinquennal Dépenses totales frais généraux compris

Travaux Complémentaires

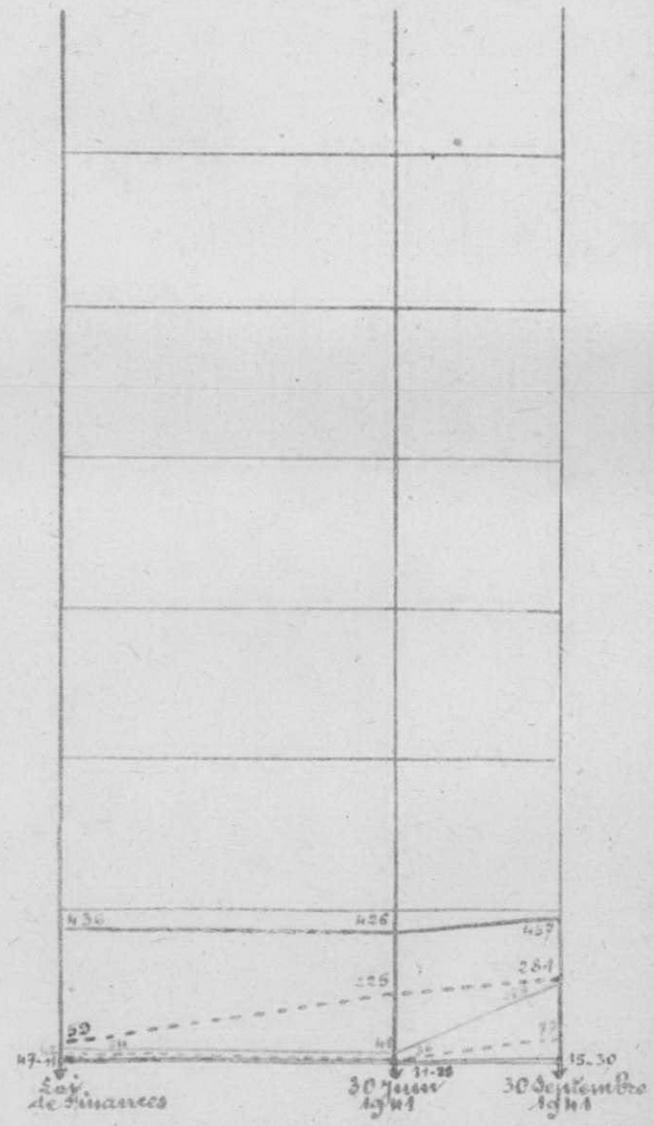
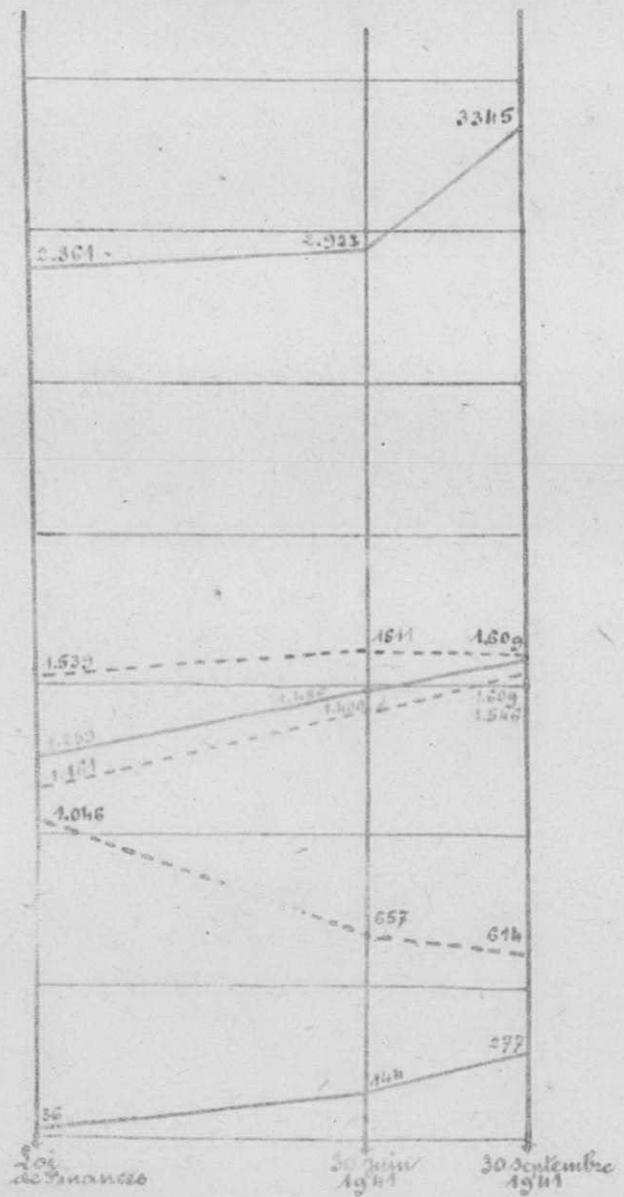
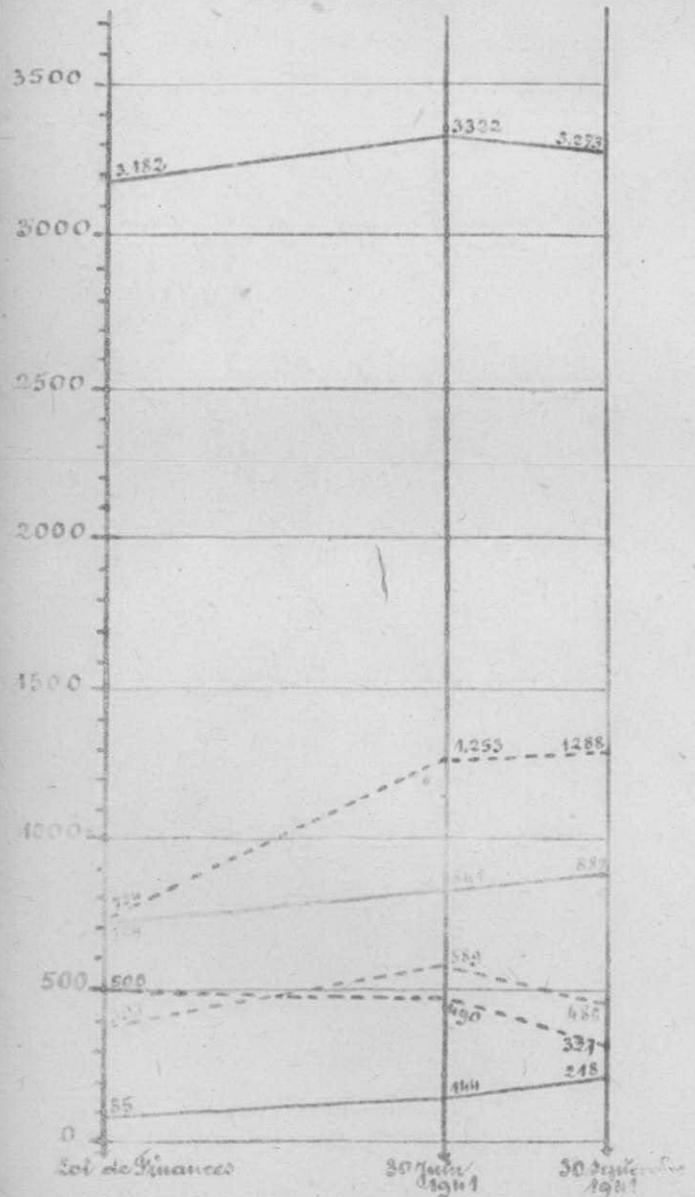
Matériel Roulant Neuf

Annexe 6

Légende

- Crédits d'engagement (total des projets)
- - - Projets présentés
- Projets autorisés
- - - Engagements
- Paiements (total)
- - - Paiements de 1941

Matériel Roulant autre que neuf Mobilier & Outillage



Budget d'Établissement de l'Exercice 1941

Programme Spécial d'Équipement

Dépenses totales frais généraux compris

Travaux Complémentaires

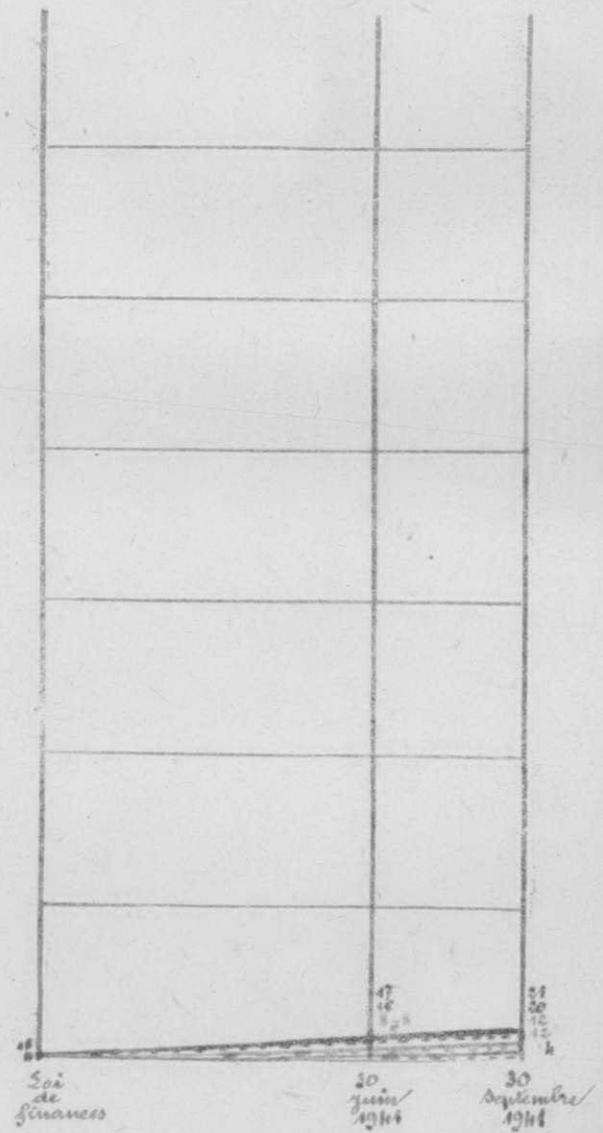
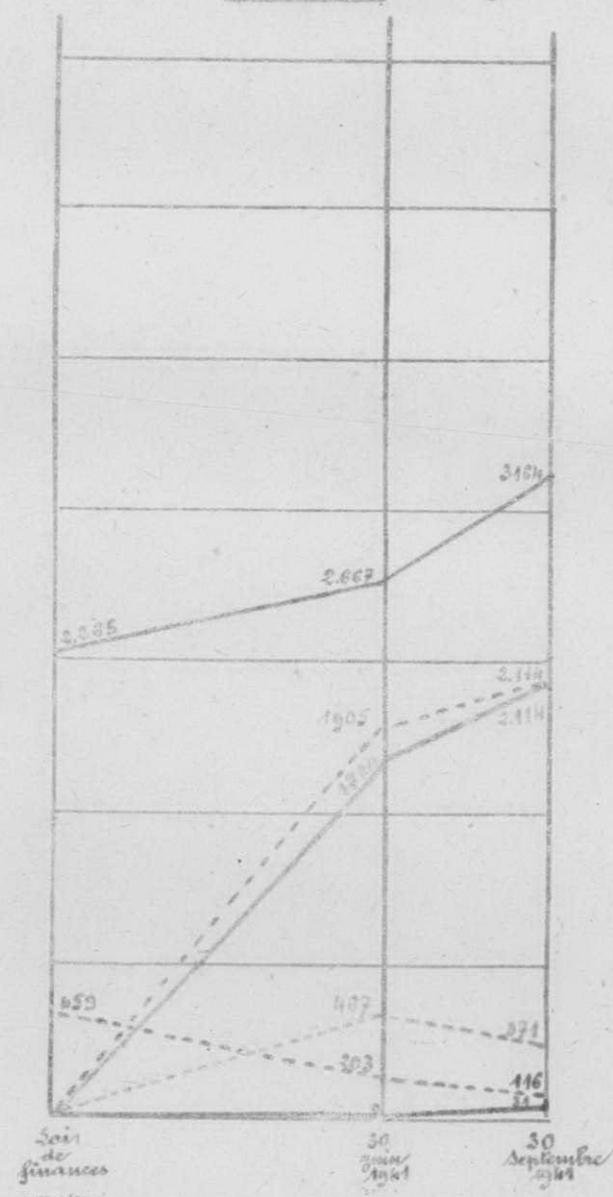
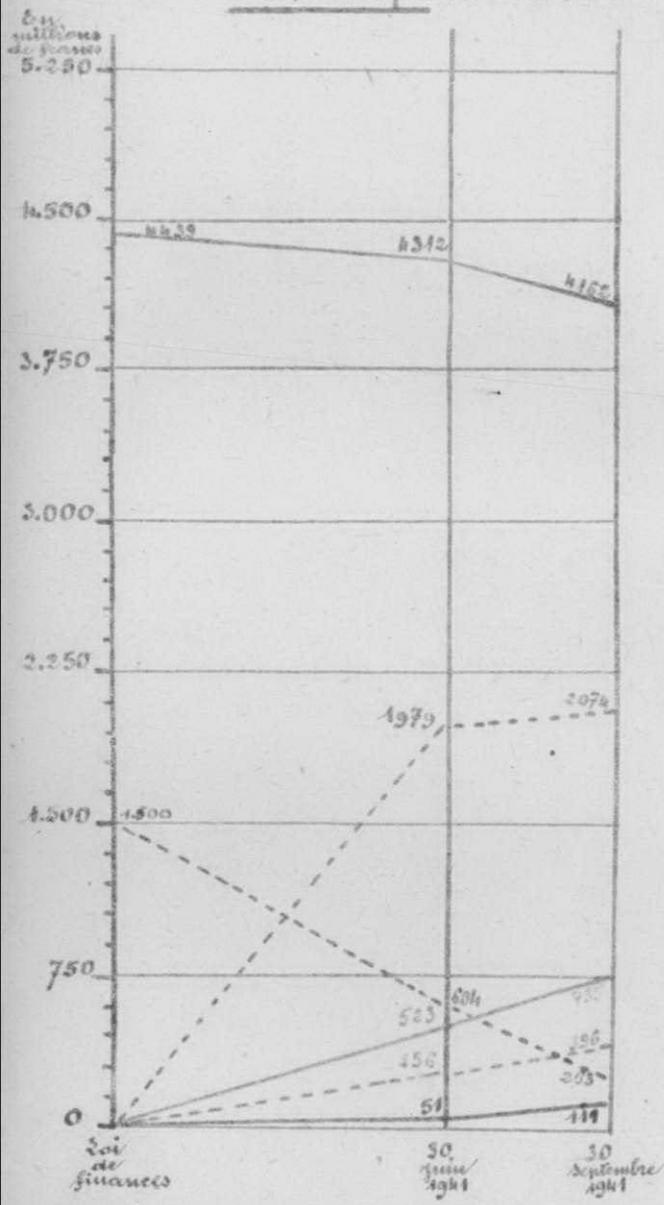
Matériel Roulant Neuf

Annexe 7

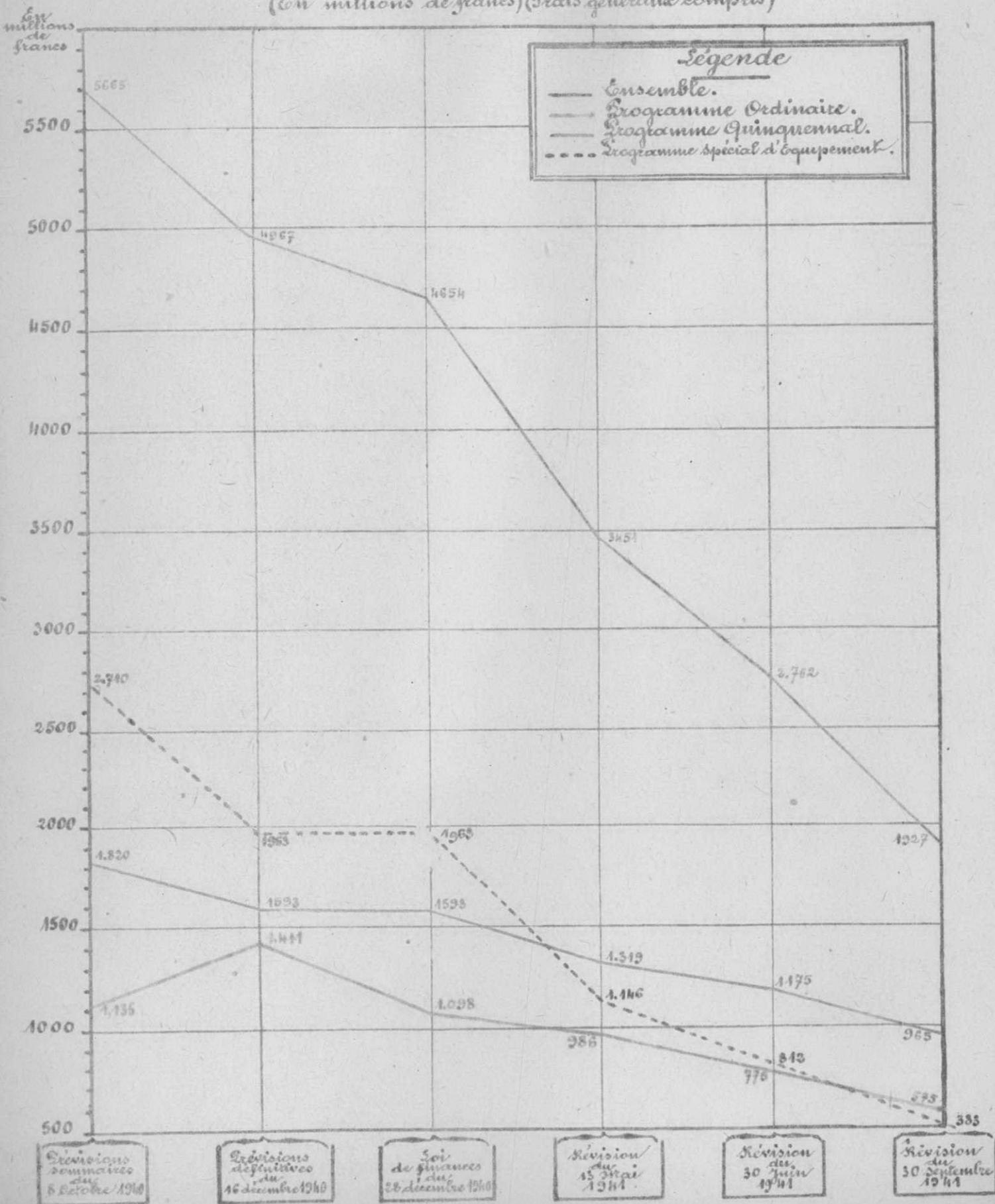
Legende

- Crédits d'engagement (total des projets)
- - - Projets présentés
- - - Projets autorisés
- - - Engagements
- Paiements (total)
- - - Paiements de 1941

Mobilier & Outillage



(En millions de francs) (Frais généraux compris)



Société Nationale
des
Cheminés de Fer Français

Annexe 9

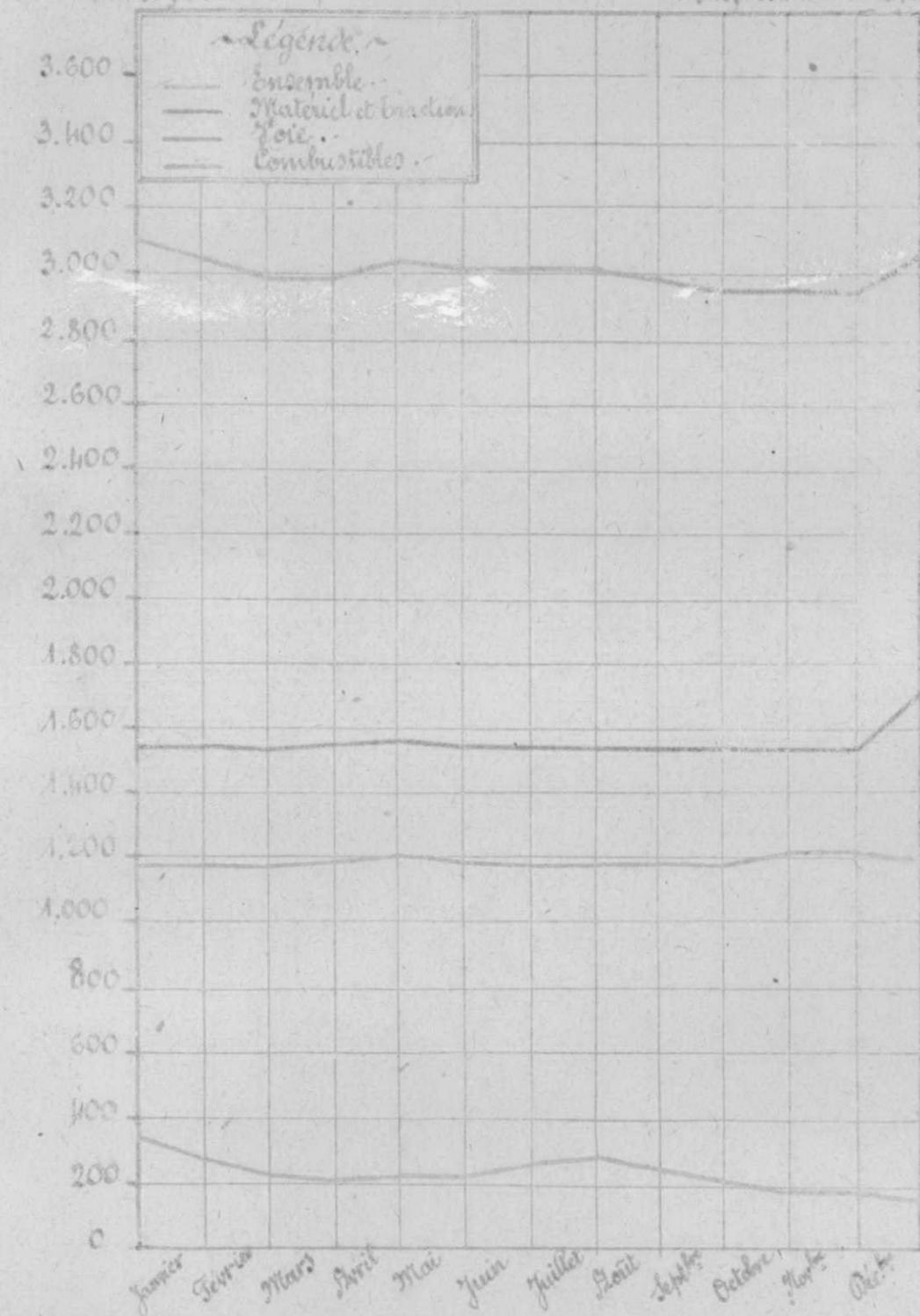
Montant des Approvisionnements

en

1940 et 1941

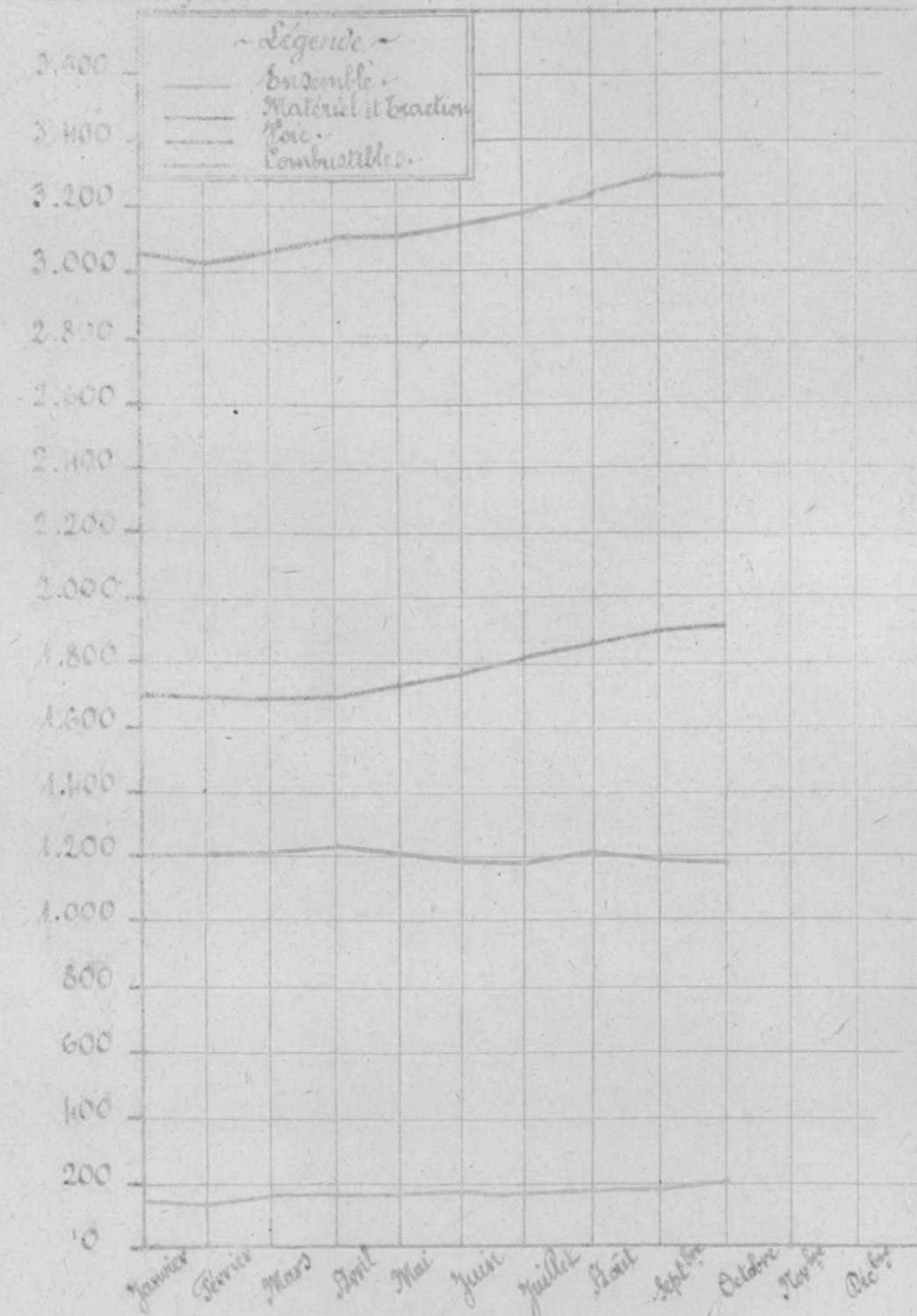
Montant des

en millions de francs Exercice 1940 (y compris les Approvis. A.L. qui ont fait l'objet, dans le 2^e trimestre 1940, d'écritures de régularisation)



Approvisionnements

en millions de francs Exercice 1941 (y compris les Approvis. A.L.)



Année 1941

Graphiques des Stocks de Combustibles
de la S.N.C.F.

(Combustibles Traction seulement,
c'est à dire : briquettes, crible, tout-venant, menu)

- 1) Stocks ;
 - 2) Consommation journalière ;
 - 3) Nombre de jours d'approvisionnement .
-
-

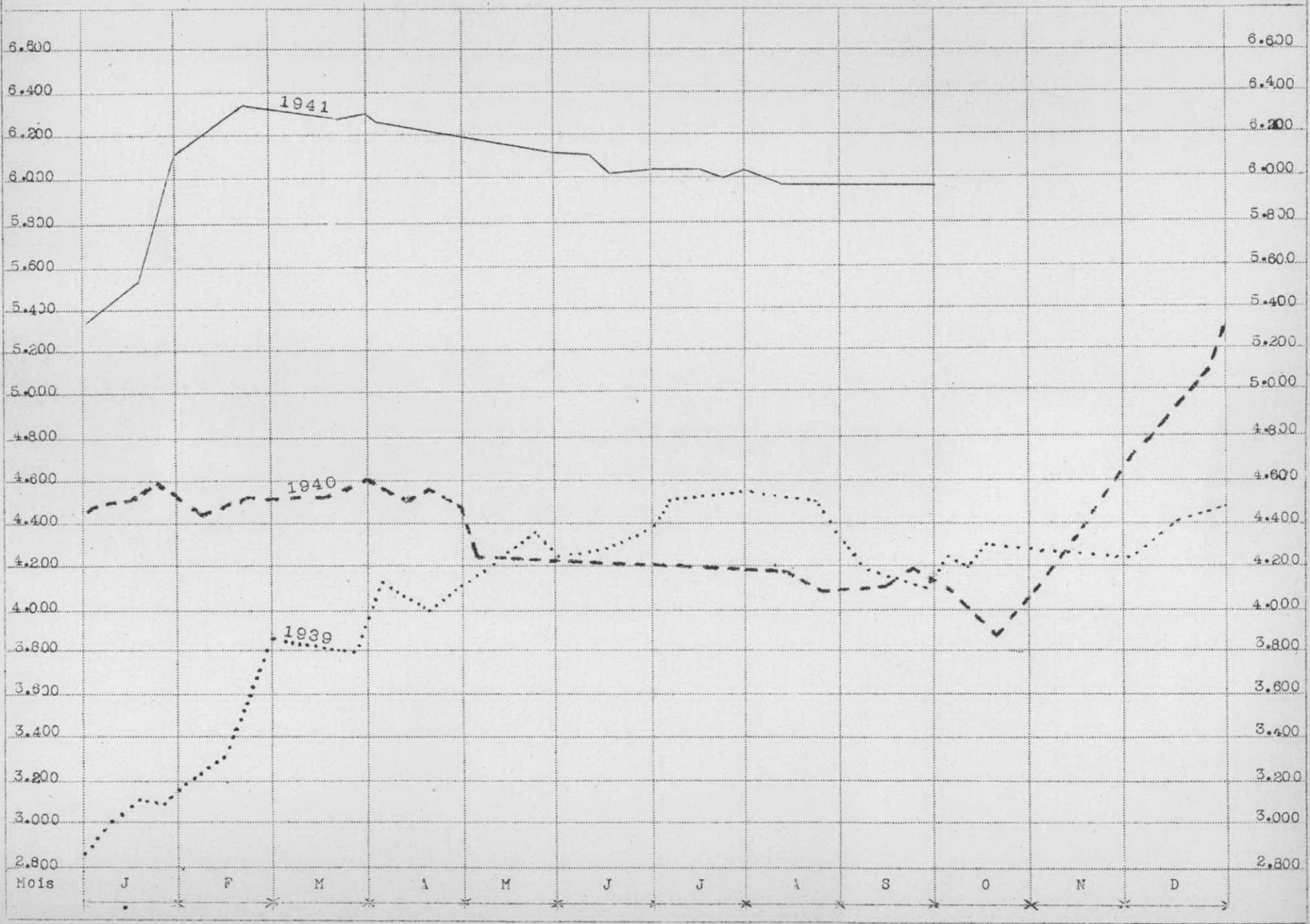
MOUVEMENT DES CAPITAUX

(EN MILLIONS DE FRANCS)

<u>RECETTES</u>	1940		1941		
	3 ^e TRIMESTRE	4 ^e TRIMESTRE	1 ^{er} TRIMESTRE	2 ^e TRIMESTRE	3 ^e TRIMESTRE
1° - Versements des gares et assimilés	1.729	3.731	3.028	3.269	4.153
2° - Mandats administratifs	954	2.127	1.098	3.042	2.412
3° - Annuités versées par l'Etat	885	604	496	594	647
4° - Ressources d'Etablissement	-	49	-	750	3.777
5° - Ressources à court terme	2.744	4.609	3.331	3.805	2.207
6° - Sommes portées au crédit des Compagnies	1.310	1.113	1.091	936	1.310
7° - Avances du Trésor	2.500	-	-	-	-
	-	-	3.907	-	43
<i>Total des Recettes</i>	10.122	12.233	12.951	12.396	14.549
<u>DÉPENSES</u>					
1° - Envois de fonds aux gares et Services	2.966	2.828	2.455	2.488	2.737
2° - Règlements de fournisseurs et divers	1.488	2.474	2.108	2.188	2.495
3° - Charges financières	1.296	1.845	1.655	1.200	1.531
4° - Remboursement de Ressources d'Etabliss ^t . à remplacer	82	1	83	19	178
5° - Remboursement de Ressources à court terme	2.828	3.292	2.393	4.067	2.434
6° - Prélèvements des Compagnies	903	1.260	1.153	1.101	1.035
7° - Versements au Trésor	587	635	3.098	1.331	4.130 ⁽¹⁾
<i>Total des Dépenses</i>	10.152	12.335	12.945	12.394	14.540
DIFFERENCE : (Recettes - Dépenses) (Variation des fonds disponibles)	- 30	- 102	+ 6	+ 2	+ 9

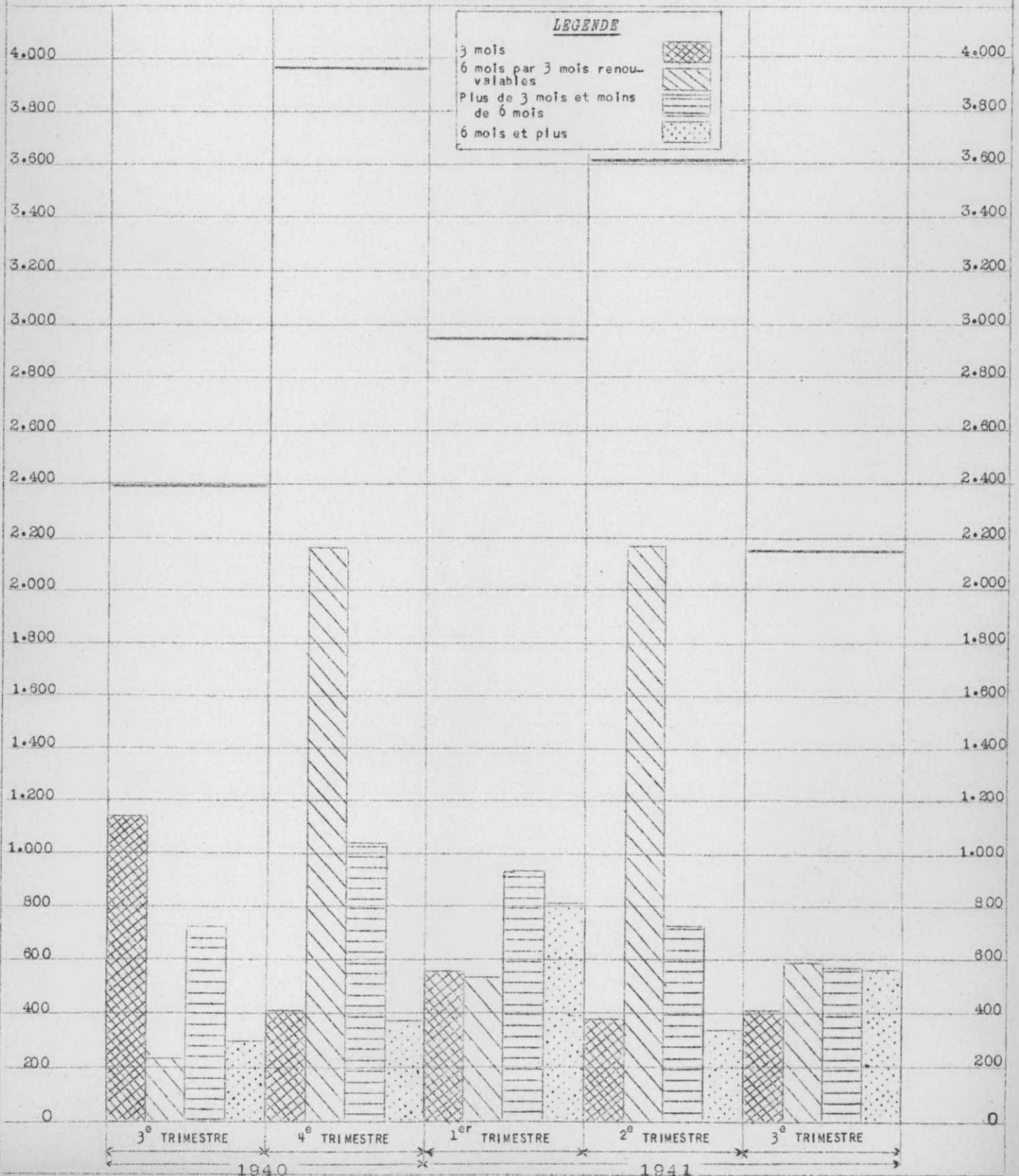
(1) Dont 2.190 M. au titre de remboursement d'avances de l'article 25.

ENGAGEMENTS A COURT TERME DE LA S.N.C.F. (EN MILLIONS DE FRANCS)



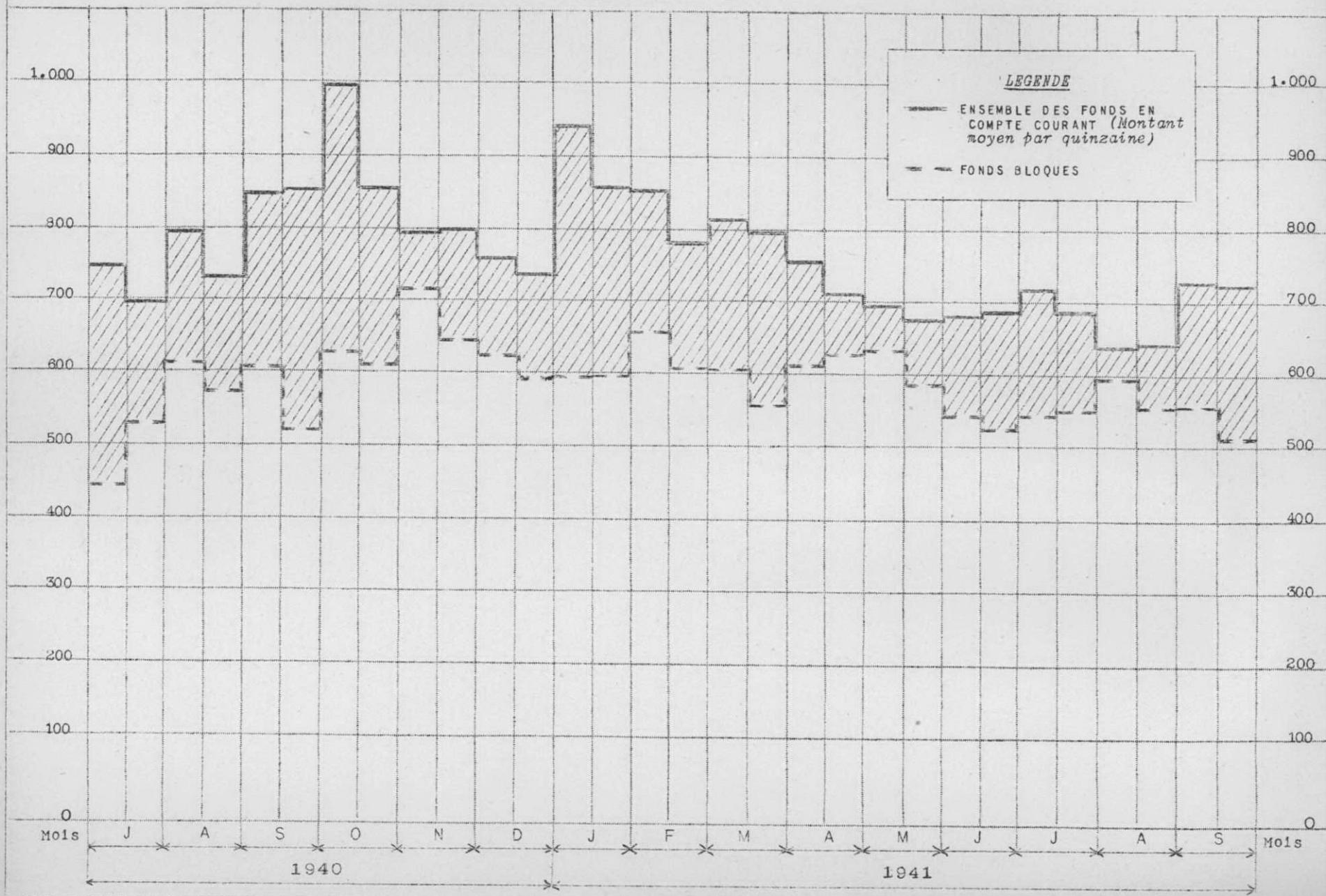
**MONTANT ET REPARTITION PAR DUREES
DES ENGAGEMENTS A COURT TERME (ESCOMPTE FERME)
CONTRACTES PAR LA S.N.C.F. AU COURS DE CHAQUE TRIMESTRE**

(EN MILLIONS DE FRANCS)



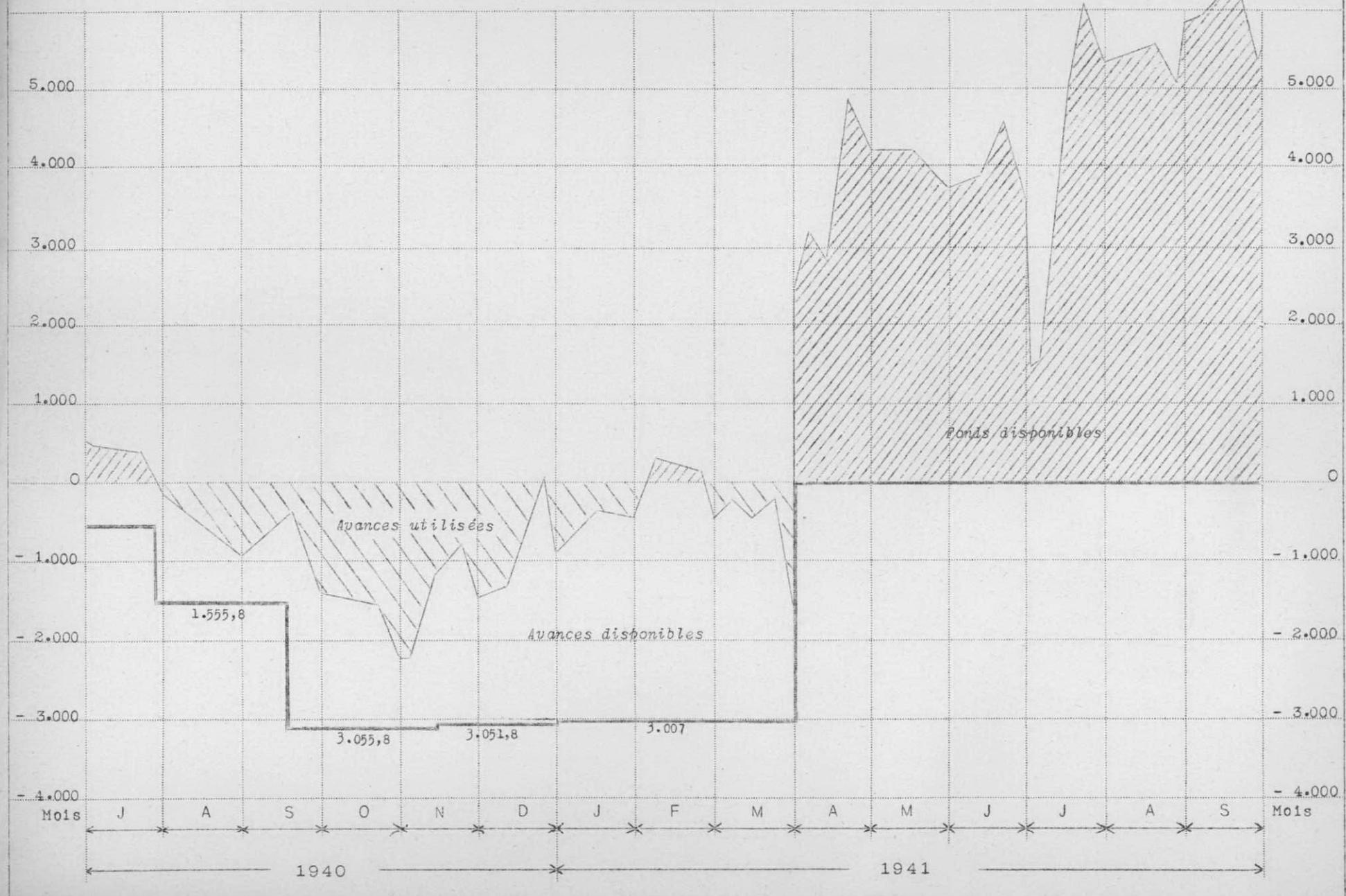
FONDS DES COMPAGNIES EN COMPTE COURANT A LA S.N.C.F.

(EN MILLIONS DE FRANCS)



COMPTE COURANT DE LA S.N.C.F. AU TRESOR

(EN MILLIONS DE FRANCS)



AN 200 N° 14

3 septembre 1941

QUESTION II ter - Compte rendu de la délégation de pouvoirs
donnée par le Conseil dans sa séance du
30 juillet 1941 pour la durée du mois d'août

P.V.

M. LE PRESIDENT rend compte de ce que, en vertu de la délégation de pouvoirs donnée par le Conseil le 30 juillet 1941, pour la durée du mois d'août :

1°) il a arrêté et adressé, par lettre du 14 août 1941, à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances ainsi qu'à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications le rapport sur l'évolution de la trésorerie et l'exécution du budget prévu par l'article 14 du décret du 11 décembre 1940 et afférant au 2ème trimestre de l'exercice 1941 ;

.....

Sténo p. 26

M. LE PRESIDENT - En vertu de cette délégation :

1°) j'ai ~~arrêté~~ arrêté et adressé au Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et au Secrétaire d'Etat aux Communications, par lettre du 14 août 1941, le rapport trimestriel sur l'évolution de la trésorerie et sur l'exécution du budget, prévu par l'article 14 du décret du 11 décembre 1940 et afférent au 2ème trimestre de l'exercice 1941 ;

.....

Le Conseil prend acte de ce compte rendu.

8210
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-:-:-:-:-:-:-

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 20 mai 1941

D 600/3

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Aux termes de l'article 14 du décret du 11 décembre 1940, relatif au contrôle de l'Etat sur les chemins de fer et les transports par route et par eau, la Société Nationale des Chemins de fer Français doit fournir chaque trimestre au Secrétaire d'Etat aux Communications et au Secrétaire d'Etat aux Finances un rapport sur l'évolution de sa trésorerie et l'exécution de son budget.

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli le rapport afférent au premier trimestre de l'exercice 1941. Ce rapport comprend trois parties :

- 1°) exécution du budget d'exploitation,
- 2°) exécution du budget d'établissement,
- 3°) évolution de la trésorerie.

Les première et troisième parties concernent les opérations du premier trimestre 1941 et la deuxième partie celles du quatrième trimestre 1940, les renseignements afférents à l'exécution du budget d'établissement ne pouvant être centralisés dans le même délai que ceux relatifs à l'exécution du budget d'exploitation et à l'évolution de la trésorerie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
Direction Générale des Transports.-

14 AOUT 1941

S.N.C.F.

Le Président
du
Conseil d'Administration
Services Financiers

D 600/3

Monsieur le Ministre,

Aux termes de l'article 14 du décret du 11 Décembre 1940, relatif au contrôle de l'Etat sur les Chemins de fer et les transports par route et par eau, la Société Nationale des Chemins de fer français doit fournir chaque trimestre au Secrétaire d'Etat aux Communications et au Secrétaire d'Etat aux Finances un rapport sur l'évolution de sa trésorerie et l'exécution de son budget.

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, le rapport afférent au deuxième trimestre de l'exercice 1941. Ce rapport comprend trois parties :

- 1^o - Exécution du budget d'exploitation,
- 2^o - Exécution du budget d'établissement,
- 3^o - Evolution de la trésorerie.

Dans le rapport fourni en mai dernier, la 1^{ère} et la 3^{ème} parties étaient afférentes au premier trimestre de l'exercice 1941, la seconde partie (Etablissement) ne concernait que le 4^{ème} trimestre de 1940; depuis, nous avons pris nos dispositions pour que les trois parties puissent être relatives au même trimestre, le dernier écoulé.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé: FOURNIER

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
(Direction Générale des Transports)
Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale
et aux Finances
(Direction de l'Economie Générale).

S . N . C . F .

RAPPORT DU 2^{ème} TRIMESTRE 1941
sur la situation budgétaire et financière de la S.N.C.F.

- 1^{ère} PARTIE - Exécution du budget d'exploitation
(pages 1 à 26)
- 2^{ème} PARTIE - Exécution du budget d'établissement
(pages 27 à 39)
- 3^{ème} PARTIE - Evolution de la Trésorerie
(pages 40 à 47)

Annexes

1ère P A R T I E

EXECUTION DU BUDGET D'EXPLOITATION

Observations préliminaires

Les chiffres de dépenses et de recettes qui figurent dans le présent compte-rendu s'entendent Sous-Direction de Strasbourg exclue. Ce sont des chiffres comptables jusqu'au 31 mai et des chiffres approchés pour juin.

Les comparaisons aux exercices antérieurs porteront sur 1940 en ce qui concerne les recettes hors trafic et les dépenses, et sur 1939 en ce qui concerne les recettes du trafic(1). L'exercice 1940 présente, en effet, au point de vue des recettes du trafic, de telles anomalies résultant de l'évolution des événements militaires, qu'il est plus rationnel de comparer les recettes du trafic de 1941 à celles des 12 derniers mois de paix (du 1^{er} septembre 1938 au 31 août 1939). Pour les dépenses, au contraire, l'évolution des prix nous a amenés à prendre pour base de comparaison l'exercice 1940, bien que l'influence des événements au cours de l'année écoulée soit très sensible sur toutes les dépenses de travaux et de matières.

Les comparaisons des résultats aux prévisions sont basées :

- pour les recettes du trafic, sur les prévisions du budget initial, qui seules ont fait l'objet d'un échelonnement hebdomadaire pour l'année entière;
- pour les recettes hors trafic et pour les dépenses, sur les prévisions rectifiées au 1^{er} avril 1941.

(1) A égalité de tarifs.

1^{er} CHAPITRE

Examen des résultats du 2^e trimestre

Section I - Recettes

1^o) Recettes du trafic⁽¹⁾

	1939 Résultats	1941		POURCENTAGE DE VARIATION DES RECETTES PUBLIÉES PAR RAPPORT		
		Prévisions	Recettes publiées	aux résultats de 1939	aux prévisions	
1 ^{er} trimestre {	Voyageurs	890 ^M ,2	771 ^M ,-	758 ^M ,-	- 14,8	- 1,7
	Marchandises	2.623,4	2.352,9	2.505,-	- 4,5	+ 6,5
	ENSEMBLE	3.513,6	3.123,9	3.263,-	- 7,1	+ 4,5
2 ^{ème} trimestre {	Voyageurs	1.095,4	820,4	1.005,5	- 9,1	+ 22,6
	Marchandises	2.720,6	2.440,2	2.887,1	+ 6,1	+ 18,3
	ENSEMBLE	3.816,-	3.260,6	3.892,6	+ 2,-	+ 19,4

L'annexe n° 1 au présent rapport montre l'évolution hebdomadaire des recettes du trafic (voyageurs, marchandises et ensemble) ainsi que celle des wagons chargés.

Les recettes-voyageurs du 2^{ème} trimestre sont supérieures de 247,5 millions à celles des 3 premiers mois. Cette augmentation est due en partie au fait que la première moitié du premier trimestre avait été exceptionnellement faible et que le deuxième trimestre est généralement plus fort que le premier.

L'évolution du trafic est différente selon les zones.

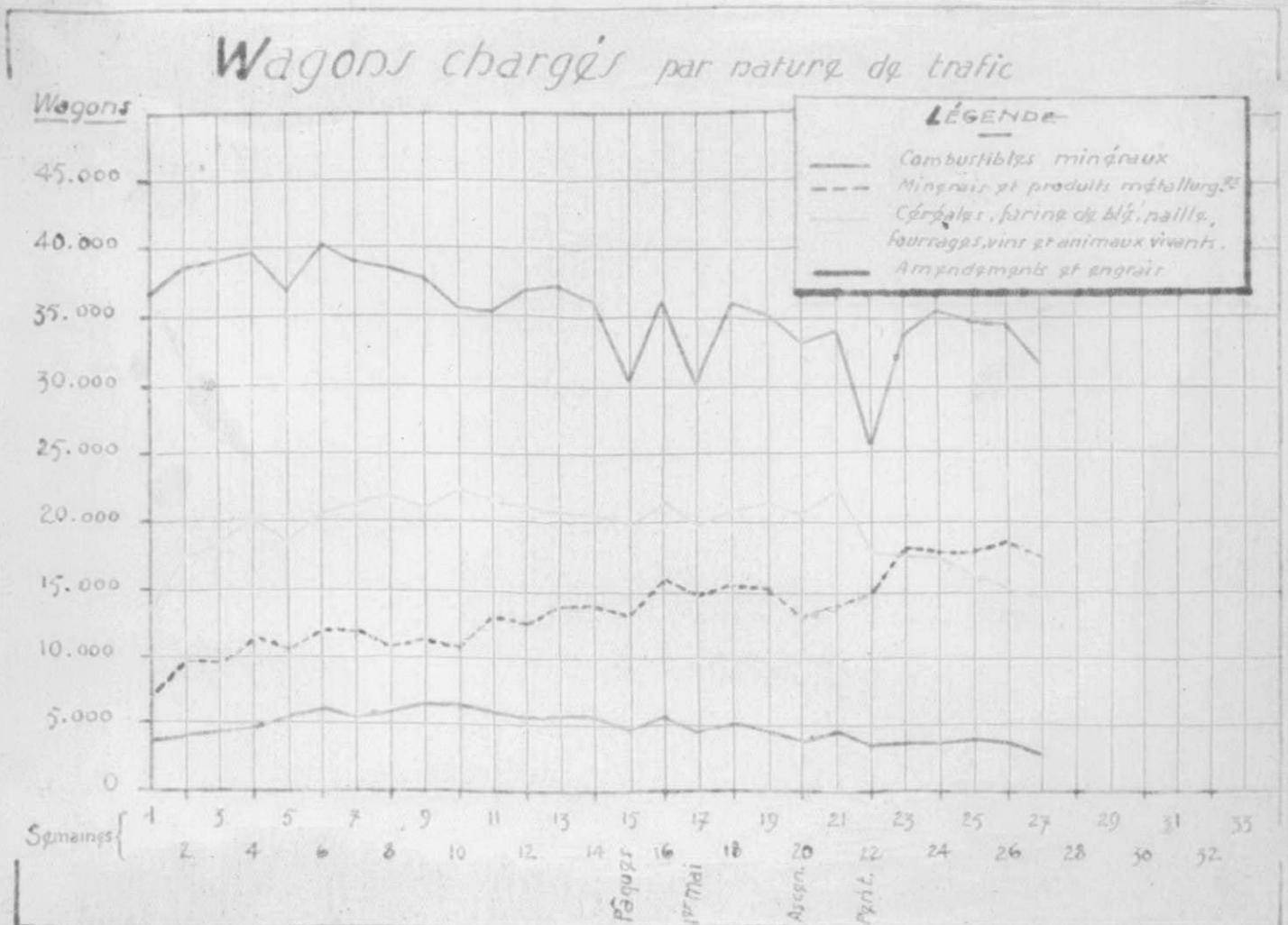
(1) Dans ce chapitre, nous ne parlerons pas des recettes militaires. Nous étudierons cette question dans le chapitre relatif à l'ensemble du semestre.

En zone libre, les recettes du 2^e trimestre sont supérieures de 65 millions, soit 24 %, à celles du 1^{er} trimestre.

En zone occupée, l'augmentation par rapport au premier trimestre est de 182 millions, soit 38 %.

Les recettes marchandises sont également en progrès sur le premier trimestre, qui avait subi l'influence des intempéries de janvier et février. L'augmentation atteint 382 millions soit 15 %.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution hebdomadaire (en nombre de wagons) de certains transports plus particulièrement suivis, groupés par grandes catégories.



Toutes les natures de transport, sauf minerais et produits métallurgiques ainsi que les fruits et légumes saisonniers, sont en régression au cours de ce 2^e trimestre.

Particulièrement, les transports de combustibles minéraux sont en baisse importante. La pénurie de charbon a été aggravée par les grèves. Les transports de produits industriels ont été faibles dans les deux zones au cours de ces trois derniers mois.

La situation est meilleure pour le trafic agricole, mais le trafic des vins marque une importante diminution et le déficit du cheptel entraîne un ralentissement des expéditions d'animaux de boucherie.

La situation économique est loin de s'améliorer, Seule la production agricole offre des perspectives d'avenir plus encourageantes, les prévisions de récoltes étant, d'une manière générale, favorables.

Parcours et chargement des trains - Utilisation et rotation du matériel roulant.

Le problème des transports ferroviaires est actuellement conditionné par l'obligation d'économiser le charbon et par la diminution du parc, le tout aggravé par les sujétions dues aux transports de priorité.

La S.N.C.F. a réussi à faire face à ses obligations par les moyens suivants :

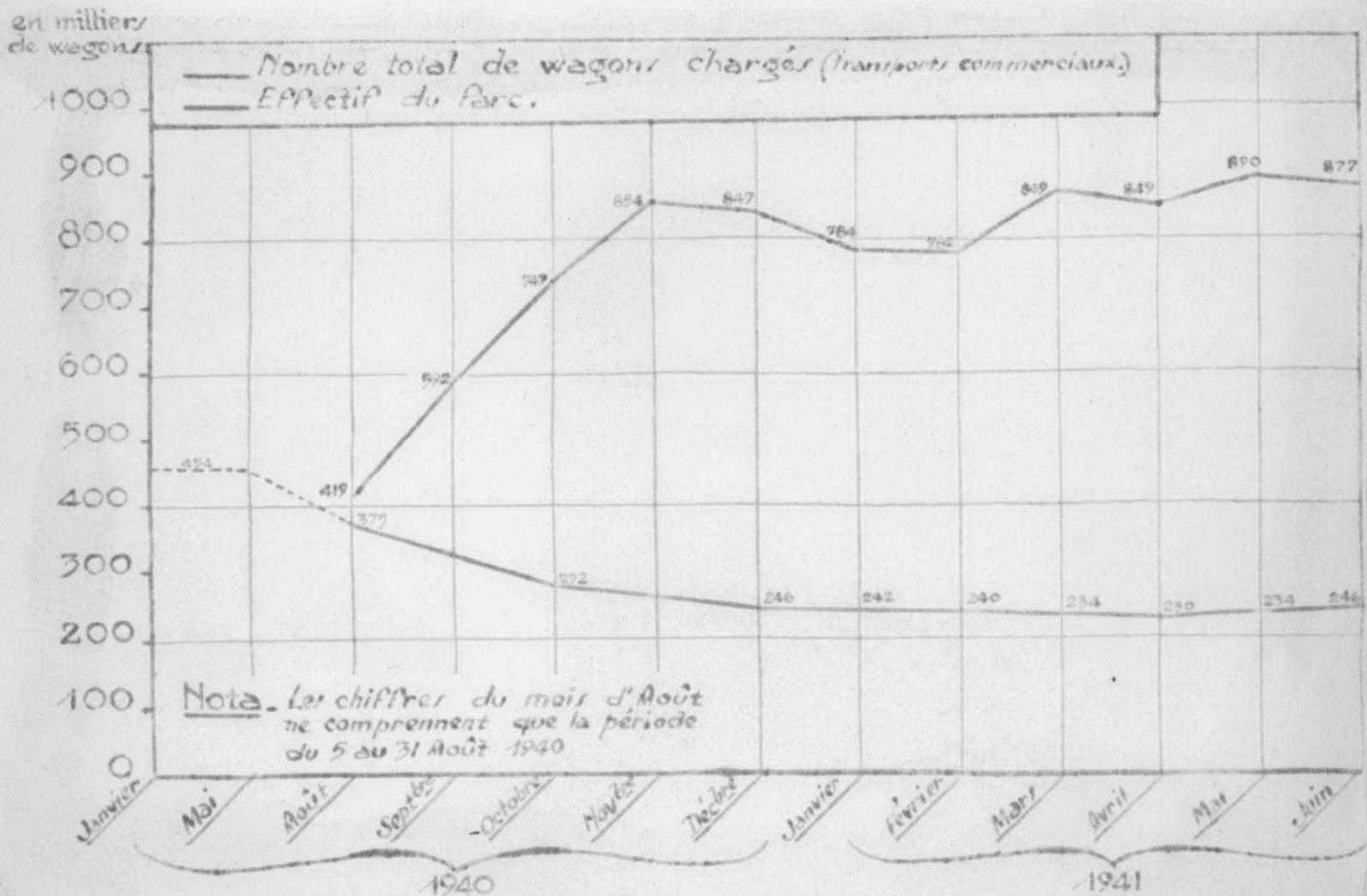
- Amélioration de la rotation du matériel;
- Surveillance rigoureuse de la charge moyenne des trains;
- Report, dans toute la mesure du possible, du trafic sur les grandes artères électrifiées;
- Réduction des parcours des trains de voyageurs.

Malgré la réduction considérable du parc de matériel roulant, qui était au total de 454.000 unités en mai 1940 sur toute la S.N.C.F. et qui, dans les régions que nous exploitons actuellement, est tombé successivement à 374.700 (recensement du 4 août), puis à 246.400 en décembre 1940, 238.200 en moyenne pendant le 1^{er} trimestre, 229.755 en avril, 234.200 en mai et 246.000 en juin, nous avons pu assurer un trafic progressivement croissant (16.820 wagons chargés par jour en août 1940 contre 25.500 en décembre, 28.000 en mars, 29.230 en juin), grâce à une accélération de la rotation du matériel, que l'on peut

caractériser par les chiffres suivants, indiquant l'écart moyen en journées, entre deux chargements successifs d'un même wagon disponible pour le trafic :

Août 1940	15,2
Décembre 1940	9,3
Janvier 1941	8,3
Février 1941	7,4
Mars 1941	7,3
Avril 1941	7,2
Mai 1941	7,2
Juin 1941	7,3

Le graphique ci-dessous donne, depuis août 1940, l'évolution du parc et du nombre mensuel des wagons chargés (trafic commercial seulement) :



Les tableaux ci-après permettent de comparer les tonnages kilométriques bruts remorqués, les parcours et la charge moyenne des trains de 1939 et de 1941 (1er et 2ème trimestre).

		TONNAGES KILOMETRIQUES BRUTS (en millions de tonnes)		PARCOURS en milliers de kilomètres		CHARGE MOYENNE (en tonnes)	
		1939	1941	1939	1941	1939	1941
		VOYAGEURS	1 ^{er} trimestre	12.623	5.127	62.336	17.156
	2 ^{ème} " "	13.332	6.348	61.330	18.931	222,8	335,3
MESSAGERIES	1 ^{er} trimestre	2.623	1.616	8.180	3.923	320,7	411,9
	2 ^{ème} " "	2.876	1.873	8.866	4.352	324,4	430,4
MARCHANDISES P.V.	1 ^{er} trimestre	22.863	21.384	30.199	29.629	757,1	721,-
	2 ^{ème} " "	23.123	23.572	30.142	31.782	761,1	741,7
TRANSPORTS EN SERVICE	1 ^{er} trimestre	194	354	753	1.149	257,6	308,1
	2 ^{ème} " "	250	487	885	1.517	282,5	321,-
ENSEMBLE	1 ^{er} trimestre	38.503	28.461	101.468	51.857	379,5	548,8
	2 ^{ème} " "	39.911	32.280	101.223	56.582	394,3	571,5

D'une façon générale, on constate un alourdissement des trains de voyageurs et de messageries, par suite de la suppression de nombreux trains à charge faible. Pour les transports P.V., la diminution de charge moyenne constatée résulte des multiples sujétions actuelles : priorité des transports militaires, gêne occasionnée dans les triages par les besoins de l'Armée d'occupation (mouvements de wagons vides), diminution de notre parc de machines lourdes à marchandises, détournements de trains sur des lignes à profil moins favorable pour réserver aux transports par priorité les lignes à grand débit, grosse diminution du trafic des minerais, instabilité du trafic, etc...etc...

Si l'on rapproche maintenant le tonnage kilométrique utile et les parcours, on aboutit aux résultats suivants pour l'ensemble des mois de Janvier à Mai 1939 et 1941 (nous ne possédons pas encore les renseignements relatifs au mois de Juin 1941);

	VOYAGEURS		MARCHANDISES	
	1939	1941	1939	1941
TRAFIC TRANSPORTÉ (en voyageurs-km ou en tonnes-km) -----	7.890.384	5.818.930	12.208.700	11.638.790
PARCOURS CORRESPONDANTS (en milliers de km) -----	104.221	29.604	65.384	59.958
NOMBRE DE VOYAGEURS OU DE TONNES PAR TRAIN-km -----	74 ^V	197 ^V	186 ^T	194 ^T

L'examen du tableau ci-dessus fait bien ressortir les résultats des efforts de la S.N.C.F. pour faire face aux besoins du trafic avec une consommation de combustible aussi réduite que possible.

A fin Juin, la réduction des parcours globaux par rapport à 1939 est d'environ 46 %, mais n'affecte qu'à concurrence de 23 % les parcours effectués en traction électrique. Si l'on considère le seul trafic P.V. les parcours sont en hausse de 2 % dans l'ensemble, mais par suite du report de courants de trafic sur les grandes artères électrifiées, on constate une réduction de 3,8 % des parcours vapeur alors que les parcours électriques sont en hausse de 47 %.

2° Transports de la poste.-

Dans le budget de 1941, les recettes des transports de la poste ont été évaluées à 474 millions 5 pour l'exercice entier. Nous n'avons encore rien encaissé de l'Etat à ce titre et aucun crédit n'a encore été inscrit de ce chef dans le budget national.

3^e - Recettes hors trafic

	2 ^e me trimestre 1940	1 ^{er} trimestre 1941	2 ^e me TRI MESTRE 1941	
			Prévisions	Résultats
Produits du domaine et locations de terrains	14 ^M ,1	25 ^M ,6	14 ^M ,5	17 ^M ,1
REGL.EMENTS DE COMMUNAUTE, LOCATIONS ET ECHANGES DE MATERIEL	{ Opérations normales Matériel retenu à l'étranger	49,6	39,4	41,1
		"	"	237,5
Ventes d'énergie électrique	14,3	19,3	18,6	23,6
Divers	11,9	6,6	5,-	5,4
	89,9	90,9	308,3	87,2

Dans l'ensemble, les résultats du 2^e trimestre 1941 sont assez voisins de ceux du trimestre précédent et de ceux du 2^e trimestre 1940.

Abstraction faite des prévisions pour les locations de matériel retenu à l'étranger - question sur laquelle nous reviendrons spécialement - le résultat des opérations dites "normales" est bien supérieur aux prévisions correspondantes :

Prévisions : 308,3 - 237,5 = 70^M,8
 Résultats : 87,2

Différence +16,4

Les variations qui apparaissent dans le détail des chiffres du tableau ci-dessus s'expliquent comme suit :

Pour les produits du domaine et les locations de terrains, il s'agit de la récupération en 1941 de diverses redevances impayées en 1940 en raison des circonstances. Il convient de noter que la moins-value du 2^e trimestre 1940 est la conséquence de la guerre.

Pour les règlements de communauté, locations et échanges de matériel (opérations normales) les résultats sont, pour le deuxième trimestre 1941, en augmentation de 8 M.4 sur les prévisions, en raison du développement du produit des taxes d'excédent de séjour des wagons sur embranchements particuliers et de l'augmentation du nombre des locations de machines de manoeuvres (tiers, y compris autorités d'occupation).

Par rapport au deuxième trimestre 1940, la diminution est due à la réduction du nombre des locations aux tiers de wagons à l'unité.

Nos ventes d'énergie électrique sont en progrès sensible parce qu'elles sont favorisées par la pénurie de l'énergie thermique, et aussi en raison de l'encaissement, en 1941, de créances arriérées de 1940.

La différence 1940-1941 du poste "Divers" provient d'une modification de nomenclature budgétaire. (Report, en atténuation des dépenses d'exploitation, de certaines redevances payées par les embranchés particuliers et qui figuraient autrefois en recettes hors trafic).

Ainsi que nous l'avons indiqué dans notre rapport sur les opérations du 1er trimestre 1941, la S.N.C.F. doit recevoir une indemnité de privations de jouissance pour son matériel moteur et roulant actuellement retenu à l'étranger.

Cette question étant toujours soumise à l'examen de la Commission d'armistice de Wiesbaden, nous ne possédons pas encore l'accord du débiteur sur le principe de cette redevance; c'est pourquoi nous n'avons pas fait état de cette recette pour les deux premiers trimestres de 1941.

Nous rappellerons à titre indicatif que le montant de cette indemnité avait été évalué dans le budget initial à 475 M. pour le semestre, sur la base des redevances prévues par les accords internationaux. D'après les estimations faites, le matériel retenu à l'étranger est beaucoup plus nombreux qu'il n'avait été prévu à l'origine et on peut admettre que le montant de cette indemnité s'élèverait à 738 M. environ pour les quatre premiers mois (les seuls actuellement connus) soit plus du double des prévisions. Mais il y aurait à déduire de ce chiffre les frais de location (d'ailleurs beaucoup moins importants) des matériels allemands, belges, hollandais, italiens, etc... ayant circulé sur nos voies.

Le tableau ci-après donne, par mois, une estimation statistique du nombre moyen d'unités de matériel retenues à l'étranger et provenant du parc de la zone exploitée par nous.

	LOCOMOTIVES	TENDERS	WAGONS
<u>1941</u>			
Janvier	2.408	2.105	170.000
Février	2.455	2.138	170.500
Mars	2.468	2.146	179.000
Avril	2.466	2.144	179.000
Mai	Les chiffres ne sont pas encore connus		
Juin			

Section II - Dépenses

Nous rappelons que les prévisions de dépenses qui servent de base à nos comparaisons sont celles qui résultent de la révision du budget à la date du 1er avril 1941.

L'annexe n° 2 ci-jointe donne, dans l'ordre de la nomenclature budgétaire, les dépenses du 2^e trimestre 1941 (chiffres comptables pour avril et mai, approchés pour juin) avec, en regard, les dépenses correspondantes du 2^e trimestre 1940 et du 1^{er} trimestre 1941.

Elle indique, in fine, la décomposition du total des dépenses par grandes catégories.

L'annexe n° 3 traduit les résultats en graphiques et permet ainsi de suivre l'évolution mensuelle des dépenses et des résultats d'exploitation.

1^o - Dépenses d'exploitation proprement dites (Chap. I à V)

	2 ^e TRIMESTRE 1940	1 ^{er} TRIMESTRE 1941	2 ^e TRIMESTRE 1941	
			Prévisions	Résultats
<u>DEPENSES NORMALES</u>				
a) Personnel (y compris les allocations aux mobilisés)	2.147,1	2.114,8	2.221,-	2.198,9
b) Charges patronales	363,3	392,2	402,8	403,9
c) Contributions	209,5	140,3	158,3	163,3
d) Pertes, avaries et retards	20,3	22,4	33,6	52,7
e) Combustibles, carburants et énergie électrique	446,9	496,2	509,7	486,1
f) Travaux à l'entreprise et d'industrie privée	152,3	97,6	278,6	197,7
g) Matières et divers	428,9	358,9	634,8	442,8
h) Crédits pour charges patronales et frais généraux	- 81,1	- 81,9	- 83,8	- 77,6
TOTAL DES DEPENSES NORMALES	3.687,2	3.540,5	4.155,-	3.867,8

	2 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème} TRIMESTRE 1941	
	TRIMESTRE 1940	TRIMESTRE 1941	Prévisions	Résultats
	M	M	M	M
Report des DEPENSES NORMALES	3.687,2	3.540,5	4.155,-	3.887,8
<u>DEPENSES DE GUERRE</u>				
h) Personnel	16,1	47,8	79,9	70,8
l) Charges patronales de guerre	40,9	22,-	24,1	21,3
j) Dépenses de reconstruction, de réparations et prestations (matières, industrie privée)	2,7	101,8	256,4	219,7
k) Autres dépenses de guerre	25,3	- 19,-	20,3	23,4
l) Crédits pour retraites suspendues	- 50,3	- 2,-	- 0,3	- 7,8
TOTAL DES DEPENSES DE GUERRE	35,-	150,6	380,4	327,4
TOTAL des dépenses d'Exploitation proprement dites (Chap. I à V)	3.722,2	3.691,1	4.535,4	4.195,2

L'ensemble des dépenses d'exploitation du 2^e trimestre 1941 (Chap. I à V) est inférieur de 340 M,2 aux prévisions rectifiées au 1^{er} avril 1941.

Nous examinerons ci-après les causes de cette différence :

a) Personnel et allocations aux mobilisés.

	2 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème} TRIMESTRE 1941		
	TRIMESTRE 1940	TRIMESTRE 1941	Prévisions	Résultats	
	M	M	M	M	
PERSONNEL {	Dépenses normales	1.817,8	2.024,6	2.143,1	2.114,7
	Dépenses de guerre	16,1	47,8	79,9	70,8
		1.834,-	2.072,4	2.223,-	2.185,5
Allocations aux mobilisés	389,2	90,2	77,9	84,2	
	2.163,2	2.162,6	2.300,9	2.269,7	

L'ensemble des dépenses de personnel du deuxième trimestre est en hausse de 100 M. environ, aussi bien par rapport aux résultats de la période correspondante de 1940 qu'aux résultats du 1er trimestre 1941; il est inférieur de 30 M. environ aux prévisions.

Par rapport à 1940 et au 1er trimestre, l'augmentation provient de l'application rétroactive du Code de la Famille, de la mise en vigueur, avec effet du 1er avril 1941, de l'"avancement vertical" (quelques rappels ont déjà été effectués) et de l'attribution d'un acompte de 75 frs par agent à valoir sur les redressements de solde qui ont été décidés avec effet du 1er juin 1941.

Par rapport aux prévisions, la diminution constatée provient de ce que les rappels de solde relatifs aux mesures récentes prises en faveur du personnel n'ont pu être mandatés en totalité au cours du 2^e trimestre et qu'un acompte individuel de 75 frs a été versé seulement sur les augmentations de traitement, comme nous venons de le dire.

b) Charges patronales

Les charges patronales normales sont en hausse de 40 M.6 par rapport au 2^e trimestre 1940. L'augmentation du nombre des retraités et l'application du nouveau taux de cotisation patronale pour la Caisse de Prévoyance S.N.C.F. justifient cette augmentation. Par contre, du fait de la modification du statut de la Caisse de Prévoyance, les dépenses du service médical sont en diminution de 9 M. environ.

Les résultats sont très voisins des prévisions.

c) Contributions

La baisse constatée par rapport à 1940 provient de la diminution des impôts et taxes versés au titre des recettes du trafic (baisse du trafic); par rapport aux prévisions, il y a au contraire un dépassement qui porte également sur les impôts et taxes frappant les recettes du trafic, car les recettes réalisées dépassent encore les prévisions rectifiées au 1er avril.

d) Pertes, avaries et retards

La dépense pour 1941 est très supérieure à celle de la période correspondante de 1940. Elle est en augmentation de 19 M.1 sur les prévisions.

Indépendamment de l'augmentation du prix des marchandises, on constate une recrudescence anormale des pertes ou avaries qui s'explique surtout par les raisons suivantes :

vols facilités par le défaut d'éclairage et par les difficultés de surveillance des gares et chantiers de triage;

vidanges et avaries dues, en grande partie, aux mêmes causes (défaut d'éclairage et difficultés de surveillance des gares); avaries de mouille résultant du mauvais état d'entretien des wagons; pénurie de cales à crampons pour les liquides en fûts.

e) Combustibles, carburants et énergie électrique

	2 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème} TRIMESTRE 1941	
	TRIMESTRE	TRIMESTRE	Prévisions	Résultats
	1940	1941	M	M
Combustibles et carburants	397,3	445,-	458,7	435,5
Energie électrique	49,6	51,2	51,-	50,6
	446,9	496,2	509,7	486,1

Par rapport au 2^e trimestre de 1940, il y a une augmentation résultant à la fois d'un accroissement de la consommation et de la hausse des prix.

En raison des événements qui ont marqué le 2^e trimestre 1940, la comparaison aux résultats de ce trimestre est sans intérêt.

Par rapport aux prévisions, la diminution constatée sur les dépenses de combustibles et carburants provient de l'instabilité des parcours (notamment parcours militaires).

La dépense de combustible consommé par km-train est inférieure à celle qui avait été prévue au budget, comme le montre le tableau ci-dessous, qui donne également des chiffres pour l'énergie électrique.

DEPENSES PAR Km-TRAIN	PREVISIONS	RESULTATS
Traction vapeur	9,30	8,33
Traction électrique	4,57	4,16

f) Travaux à l'entreprise et d'industrie privée

La hausse des prix intervenue entre 1940 et 1941, le développement du programme de 1941 par rapport aux travaux faits en 1940 (rattrapage du retard d'entretien et de grosses réparations) justifient l'augmentation constatée sur les dépenses normales du deuxième trimestre 1941 qui sont supérieures de 45 M.4 à celles du deuxième trimestre 1940, ce dernier ayant d'ailleurs subi l'influence des événements pendant les 6 dernières semaines.

Par rapport aux prévisions, on enregistre une baisse de 80 millions. La pénurie des matières premières a empêché la S.N.C.F. de réaliser suivant le rythme prévu les travaux de réparation du matériel et de la voie. Le Service de la Voie n'a pu, d'autre part, trouver tous les auxiliaires nécessaires pour certains chantiers; enfin, l'activité des entreprises de voie est plus particulièrement absorbée par les travaux de reconstruction.

g) Matières et divers.-

La pénurie de matières premières amène la S.N.C.F. à mettre en oeuvre des méthodes de réparation et d'entretien plus coûteuses en personnel, mais qui permettent d'économiser les métaux, le bois etc... par la réutilisation des vieilles matières.

En outre, les causes signalées à propos des dépenses de travaux à l'entreprise et d'industrie privée interviennent également ici et justifient l'augmentation par rapport à 1940 (13 millions 9) et la diminution par rapport aux prévisions 191 M,9, soit environ 30 %.

h) Crédits pour charges patronales et frais généraux.-

Les chiffres de 1941 sont en diminution par rapport à 1940 (6 M,2) mais il ne s'agit que d'évaluations qui peuvent se trouver modifiées par l'importance relative des dépenses d'établissement affectées d'une part de ces charges et frais généraux.

i) Charges patronales de guerre.-

Les dépenses du deuxième trimestre sont inférieures de 19 M,6 aux résultats de 1940 et de 2 M,8 aux prévisions. L'exercice précédent avait été chargé par les indemnités de repliement.

j) Dépenses de reconstruction et de réparation.-
Prestations aux autorités d'occupation.-

Ces dépenses ne sont pas comparables à celles du deuxième trimestre 1940 qui étaient encore négligeables.

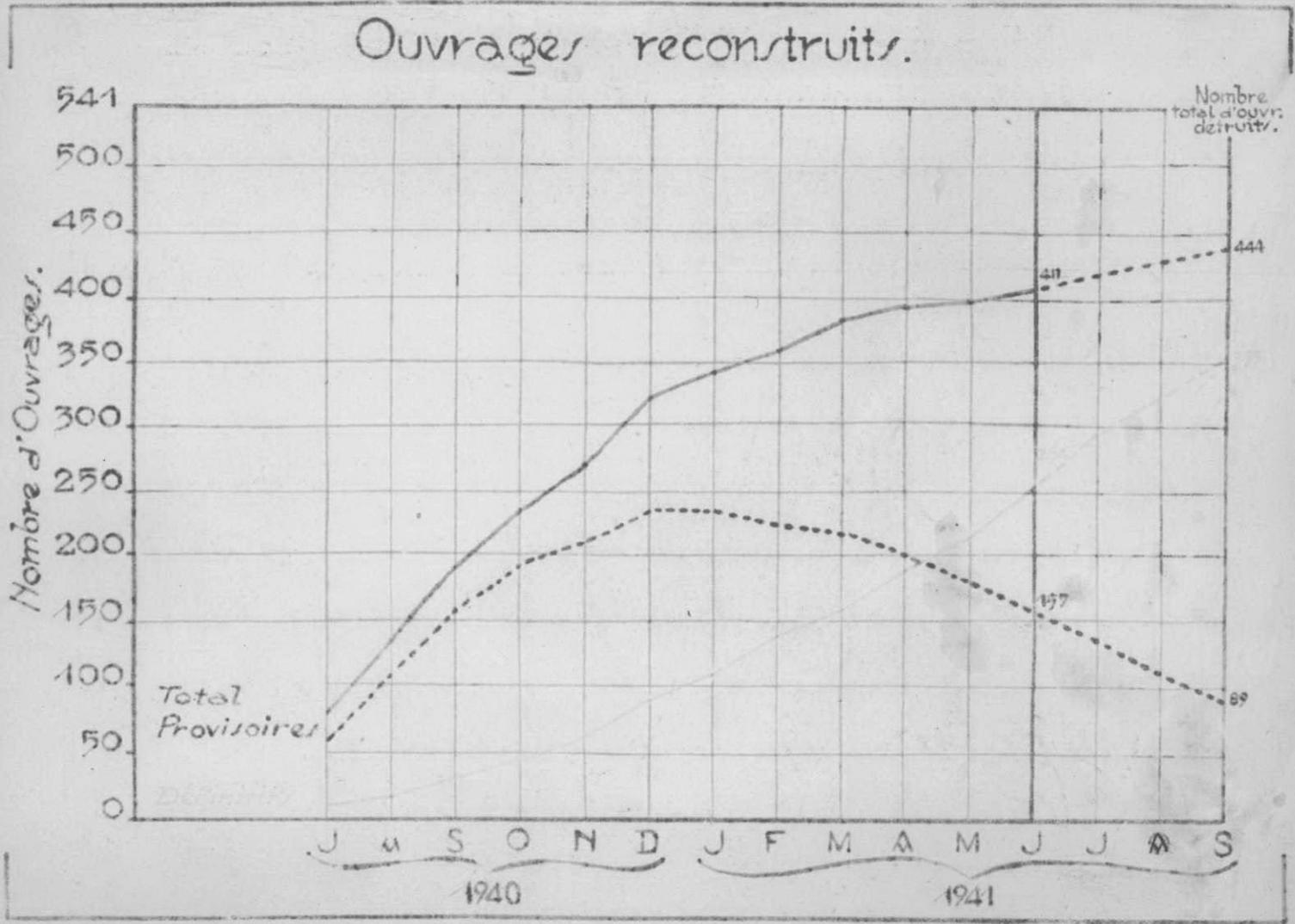
En matière de prestations, il était prévu au budget, pour le trimestre, 76 M, il a été dépensé 71 M,8.

Les prévisions relatives aux dépenses de reconstruction et de réparation s'élevaient à 180 M 4. Malgré toute l'activité apportée par la S.N.C.F. dans l'exécution de ces travaux qui intéressent directement la réorganisation de son trafic, les sujétions actuelles, la pénurie de matériaux et les intempéries du début de l'année n'ont pas permis la réalisation intégrale du programme envisagé. Les dépenses ne se sont élevées qu'à 147 M,9. La différence porte presque exclusivement sur les travaux de reconstruction de la Voie.

Le graphique ci-dessous montre l'état d'avancement des travaux de reconstruction en ce qui concerne les ouvrages d'art ainsi que les prévisions faites jusqu'à fin septembre.

Sur 541 ouvrages détruits ou endommagés, 254 sont, à fin juin, définitivement réparés et 157 autres sont rendus provisoirement à la circulation en attendant leur réparation définitive; en mai dernier, on escomptait qu'à fin juin le nombre des ouvrages entièrement réparés s'élèverait à 340 et le nombre total, provisoires compris, à 447.

Il y a donc, par rapport au programme prévu pour le 2ème trimestre de 1941, un retard portant sur $447 - 254 - 157 = 36$ ouvrages; le retard sur les reconstructions définitives est encore plus important puisqu'il intéresse 86 ouvrages. Ces chiffres mettent en lumière la conséquence de la pénurie de matières premières et de main d'oeuvre sur notre programme de reconstruction.



k) Autres dépenses de guerre

Il s'agit de dépenses de défense passive et de la réparation des dommages causés au mobilier, à l'outillage et aux approvisionnements.

l) Crédits pour retraites suspendues

Le montant de ces crédits a considérablement diminué par rapport à 1940, en raison du licenciement quasi-total des retraités qui avaient été rappelés à l'activité en 1939 pour suppléer les agents mobilisés.

29) Fonds de renouvellement et charges financières

- Chap. VI et VII -

	2ème TRIMESTRE 1940	1er TRIMESTRE 1941	2ème TRIMESTRE 1941
	M.	M.	M.
CHAPITRE VI - Fonds de renouvellement.....	6,6	18,1	49,9
CHAPITRE VII - Charges financières.....	21,-	48,-	38,-
TOTAUX.....	27,6	64,1	85,9

Pour le fonds de renouvellement, nous avons porté en dépenses des premier et deuxième trimestres 20 % des dépenses d'établissement approchées.

Pour les charges financières (de petit équilibre) les résultats de chaque trimestre dépendent surtout du poids des échéances successives.

IIème CHAPITRE

Situation à la fin du 2ème trimestre

Après avoir examiné l'exécution du budget pendant le 2ème trimestre 1941, nous allons étudier sommairement la physionomie générale de l'ensemble du 1er semestre.

Section I - Recettes

19) Recettes du trafic

	1 9 3 9	1 9 4 1		POURCENTAGES DE VARIATION DES RECETTES PUBLIÉES PAR RAPPORT		
		Prévisions	Résultats	aux résultats de 1939	aux prévisions	
	M	M	M			
RECETTES COMMERCIALES						
Voyageurs	1er trimestre	890,2	771,-	758,-	- 14,8	- 1,7
	2ème trimestre	1.095,4	820,4	1.005,5	- 9,1	+ 22,6
	Ensemble	1.985,6	1.591,4	1.763,5	- 11,2	+ 10,8
Marchandises	1er trimestre	2.623,4	2.352,9	2.505,-	- 4,5	+ 6,5
	2ème trimestre	2.720,6	2.440,2	2.867,1	+ 6,1	+ 18,3
	Ensemble	5.344,-	4.793,1	5.392,1	+ 0,9	+ 12,5
RECETTES MILITAIRES						
	"	1.000,-	1.231,2	"	"	+ 23,1
POSTE						
	"	230,-	"	"	"	- 100
Ensemble des recettes du trafic du premier semestre						
	7.329,6	7.614,5	8.366,8	+ 14,4	+ 10,1	

Recettes commerciales - Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre du présent rapport, la situation du trafic s'est améliorée dans le courant du 2ème trimestre. La reprise est marquée, aussi bien en voyageurs qu'en marchandises, à la fois par rapport aux résultats de 1939 que par rapport aux prévisions, mais ainsi que nous l'avons noté, la situation industrielle est loin de s'améliorer et, seuls, les transports agricoles fourniront, dans un proche avenir, des perspectives intéressantes.

Recettes militaires - Nous n'avons pas fait état, dans le précédent chapitre, des sommes encaissées des autorités d'occupation au titre des transports effectués pour leur compte.

A la date du 1er mars 1941, la situation pouvait se résumer comme suit:

Acomptes versés par les autorités d'occupation.....	2.410 millions	
Imputations faites sur l'exercice 1940.....	2.000 M.	} 2.018,85 -
Reversements à faire:		
- au Comité d'organisation professionnelle des voies ferrées d'intérêt local.....	14 M.	
- aux Wagons-lits.....	4,85	
<hr/>		
Reste en recettes de 1941 pour la S.N.C.F. au 1er mars.....	391,15 millions	
D'autres acomptes ont été encaissés par la S.N.C.F. pour les mois de mars et avril 1941. Ils s'élèvent au total à 854 millions, mais sur cette somme la part à reverser à d'autres entreprises de transport n'est pas encore déterminée; nous pouvons toutefois estimer que la part de la S.N.C.F. dans ces acomptes sera de l'ordre de.....	840	-
<hr/>		
Nous portons donc, au titre des transports militaires, en recettes du premier semestre 1941, une somme de.....	1.231,2 millions	
<hr/> <hr/>		

Transports de la Poste - Les évaluations primitives, non modifiées au 1er avril, s'élevaient à 460 millions pour l'exercice entier. Nous rappelons que nous n'avons encore rien encaissé de l'Etat à ce titre et qu'aucun crédit n'a encore été inscrit, de ce chef, dans le budget national.

29) Recettes diverses

A la fin du premier semestre, la situation des recettes hors trafic peut être résumée ainsi qu'il suit:

	RESULTATS DE 1940	1941		DIFFERENCE ENTRE LES RESULTATS DE 1941 ET			
		PREVISIONS	RESULTATS	LES RESULTATS DE 1940		LES PREVISIONS	
				Montant	%	Montant	%
Produits du Domaine et location de terrains.....	29 ^M .2	40 ^M .1	42 ^M .7	+ 13 ^M .5	+ 46.2	+ 2 ^M .6	+ 6.5
Règlements de communauté, location et échange de matériel :							
<i>Opérations normales</i>	85.1	72.1	80.5	- 4.6	- 5.4	+ 8.4	+ 11.7
<i>Matériel retenu à l'étranger</i>	"	475.-	"	"	"	- 475.-	"
Ventes d'énergie électrique.....	25.8	37.9	42.9	+ 17.1	+ 66.3	+ 5.-	+ 13.2
Divers.....	21.9	11.6	12.-	- 9.9	- 55.2	+ 0.4	+ 3.4
	162 ^M .-	636 ^M .7	178 ^M .1	+ 16 ^M .1	+ 9.9	- 458 ^M .6	- 72.-

La situation de l'ensemble du premier semestre est très comparable à celle du deuxième trimestre considéré isolément. Nous avons examiné, dans le premier Chapitre du présent Rapport, les causes de variation; nous n'y reviendrons pas ici.

Section II - Dépenses

1^o - Dépenses d'exploitation proprement dites (Chapitres I à V).

	1940	1941		DIFFERENCE ENTRE LES RESULTATS DE 1941 ET			
		PREVISIONS	RESULTATS	LES RESULTATS DE 1940		LES PREVISIONS POUR 1941	
				Montant	%	Montant	%
Dépenses normales :							
1 ^{er} trimestre	3.760 ^M .8	3.540 ^M .5	3.540 ^M .5	- 220 ^M .1	- 5,9	"	"
2 ^e trimestre	3.687.2	4.155.-	3.867.8	+ 180.6	+ 4,9	- 287 ^M .2	- 6,9
Ensemble	7.447.8	7.695.5	7.408.3	- 39.5	- 0,5	- 287.2	- 3,7
Dépenses de guerre :							
1 ^{er} trimestre	6,8	150,6	150,6	+ 143,8	+ 2.114,7	"	"
2 ^e trimestre	35,-	380,4	327,4	+ 292,4	+ 835,4	- 53,-	- 13,9
Ensemble	41,8	531,-	478,-	+ 436,2	+ 1.043,5	- 53,-	- 10,-
Total des dépenses d'exploitation proprement dites :							
1 ^{er} trimestre	3.767,4	3.691,1	3.691,1	- 76,3	- 2,-	"	"
2 ^e trimestre	3.722,2	4.535,4	4.195,2	+ 473,-	+ 12,7	- 340,2	- 7,5
ENSEMBLE	7.489 ^M .6	8.226 ^M .5	7.886 ^M .3	+ 396 ^M .7	+ 5,3	- 340 ^M .2	- 4,1

Les dépenses se sont accrues au cours du deuxième trimestre (augmentation portant à la fois sur les dépenses de personnel, les contributions et aussi sur les travaux et les matières), mais moins que nous ne l'avions prévu.

Si nous considérons maintenant l'ensemble du semestre, nous pouvons décomposer les dépenses comme le montre le tableau suivant :

....

	1940 (1 ^{er} semestre)	1941 (1 ^{er} semestre)		DIFFERENCE ENTRE LES RESULTATS DE 1941 ET			
		PREVISIONS	RESULTATS	LES RESULTATS DE 1940		LES PREVISIONS POUR 1941	
				Montant	%	Montant	%
				M		M	
DEPENSES NORMALES							
a) Personnel (y compris allocation aux mobilisés)	4.206,3	4.335,8	4.313,7	+ 107,4	+ 2,6	- 22,1	- 0,5
b) Charges patronales	712,-	795,-	796,1	+ 84,1	+ 11,8	+ 1,1	+ 0,1
c) Contributions	427,9	298,6	303,6	- 124,3	- 29,1	+ 5,-	+ 1,7
d) Perte, avaries et retards	38,3	56,-	75,1	+ 36,8	+ 96,1	+ 19,1	+ 34,1
e) Combustibles, carburants et énergie électrique	1.031,8	1.005,9	982,3	- 49,5	- 4,8	- 23,6	- 2,3
f) Travaux à l'entreprise et d'industrie privée	258,1	376,2	295,3	+ 37,2	+ 14,4	- 80,9	- 21,5
g) Matières et divers	923,9	993,7	801,7	- 122,2	- 13,2	- 192,-	- 19,3
h) Crédits pour charges patronales et frais généraux	- 150,5	- 165,7	- 159,5	- 9,-	- 6,-	+ 6,2	+ 3,7
Total des dépenses normales	7.447,8	7.695,5	7.408,3	- 39,5	- 0,5	- 237,2	- 3,7
DEPENSES DE GUERRE							
a) Personnel	24,1	127,7	118,6	+ 94,5	+ 392,1	- 9,1	- 7,1
i) Charges patronales de guerre	48,1	46,1	43,3	- 4,8	- 10,-	- 2,8	- 6,1
j) Dépenses de reconstructions, de réparations et prestations (matières, indust. privée)	2,7	358,2	321,5	+ 318,8	+ 11.807,4	- 36,7	- 10,2
k) Autres dépenses de guerre	37,1	1,3	4,4	- 32,7	- 88,1	+ 3,1	+ 238,5
l) Crédits pour retraites suspendues	- 70,2	- 2,3	- 9,8	+ 60,4	+ 86,-	- 7,5	- 328,1
Total des dépenses de guerre	41,8	531,-	478,-	+ 436,2	+ 1.043,5	- 53,-	- 10,-
TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION PROPREMENT DITES (Chap. I à V)	7.489,6	8.226,5	7.886,3	+ 396,7	+ 5,3	- 340,2	- 4,1

Les différences entre les prévisions et les résultats sont évidemment identiques à celles qui ont été reprises dans le présent chapitre du présent rapport puisque, pour les premiers mois, les résultats se confondent avec les prévisions rectifiées au 1er Avril.

Nous n'y reviendrons donc pas.

En ce qui concerne les différences par rapport à 1940 il convient de noter :

Une augmentation sensible des dépenses de personnel qui est particulièrement marquée sur les dépenses de guerre par suite du développement des travaux de reconstruction et dont les causes générales sont l'application du Code de la Famille et les récentes améliorations de la rémunération du personnel (avancement vertical, augmentation des salaires inférieurs à 25.000 frs à partir du 1^{er} juin, augmentation des indemnités de déplacement).

Une augmentation très sensible des charges patronales normales résultant de l'accroissement du nombre des retraités et surtout de l'extension, à partir du 1^{er} août 1940, de la Caisse de Prévoyance (élévation du taux des cotisations patronales à cet organisme) et, en contre-partie, une réduction sensible (de l'ordre de 13 M.) des dépenses médicales.

Une diminution des contributions portant sur les taxes qui frappent les recettes, le trafic du début de 1940 ayant été particulièrement important.

Une augmentation considérable des indemnités pour pertes, avaries et retards que nous avons déjà expliquée.

Une diminution des dépenses de combustibles, carburants et énergie électrique, conséquence de la réduction du trafic qui, pour les combustibles, masque l'effet de l'augmentation du prix de la tonne de charbon. Cette diminution serait encore plus importante si le 2^e trimestre 1940 n'avait été marqué par une chute de trafic à partir du milieu de mai. Pour l'ensemble du semestre, la dépense de combustible par km-train ressort à 8Fr71 pour la traction à vapeur et les autorails (contre 9Fr30 prévus au budget) et à 4Fr33 pour la traction électrique contre 4Fr57 prévus au budget).

Une augmentation sur les travaux à l'entreprise et d'industrie privée, résultant de la hausse des prix et du rattrapage du retard d'entretien et des grosses réparations de la voie.

Par contre, les dépenses de matières et divers sont en baisse par suite de la pénurie et des difficultés d'approvisionnement en matériaux de toute nature.

Le développement important des dépenses de reconstruction, de réparation et des prestations diverses, a déjà été étudié dans le premier chapitre.

Pour les autres dépenses de guerre, les imputations de 1941 sont très inférieures à celles de 1940 par suite de la prise en compte d'un crédit de 38 Millions environ relatif à des transformations de wagons pour besoins militaires.

Les crédits pour retraites suspendues sont au contraire en diminution sensible par suite du licenciement quasi-total de retraités qui avaient été rappelés à l'activité.

2° - Fonds de renouvellement et charges financières
(sans la prime d'exploitation)

	1 ^{er} SEMESTRE 1940	1 ^{er} SEMESTRE 1941	DIFFERENCE ENTRE LES RESULTATS DE 1941 ET LES RESULTATS DE 1940
<u>Chapitre VI</u> - Fonds de renouvellement	14 ^M	68 ^M	+ 54 ^M
<u>Chapitre VII</u> - Charges financières	67,-	82,-	+ 15,-
	81 ^M	150 ^M	+ 69 ^M

L'augmentation constatée au chapitre VI provient de ce que les dépenses d'établissement sont beaucoup plus importantes que l'an passé à la même date; l'augmentation des charges financières de petit équilibre provient essentiellement d'une répartition différente, dans le temps, des échéances successives; il ne faut pas en conclure que les charges de 1941 seront supérieures à celles de 1940.

Section III

Résultats d'ensemble du 1^{er} semestre

A la date du 30 juin 1941, le compte d'exploitation de la S.N.C.F. peut être récapitulé comme suit :

<u>Recettes</u>	<u>Prévisions</u>	<u>Résultats</u>
Recettes du trafic	7.614 ^M 5	8.386 ^M 8
Recettes hors trafic	636,7	178,1
	8.251 ^M 2	8.564 ^M 9
	8.251 ^M 2	8.564 ^M 9
 <u>Dépenses</u>		
Dépenses d'exploitation proprement dites (Chap. I à V) ..	8.226 ^M 5	7.886 ^M 3
Fonds de renouvellement et charges financières	150,-	150,-
	8.376 ^M 5	8.036 ^M 3
	8.376 ^M 5	8.036 ^M 3

Les dépenses du 2^e semestre sont toujours supérieures à celles du premier, la fin de l'exercice supportant notamment le règlement de nombreuses factures d'entreprises, la plus importante partie des charges financières et du fonds de renouvellement et le paiement au personnel des primes de fin d'année.

D'autre part, les mesures récentes prises en faveur du personnel entraîneront pour le second semestre une surcharge que l'on peut évaluer à 500 millions.

En contre-partie, la S.N.C.F. bénéficière du produit de l'augmentation des tarifs intervenue à compter du 28 juillet, et que l'on peut évaluer à :

Voyageurs	310 ^M	}	770 ^M
Marchandises	460 ^M		

Section IV - Effectifs

	PERMANENTS EN SERVICE	MOBILISES OU PRISONNIERS	PERSONNEL PERMANENT EN SERVICE ET MOBILISES	AUXILIAIRES ET RETRAITES RAPPELES	ENSEMBLE	TOTAL DES AGENTS EN SERVICE
	(P)	(M)	(P+M)	(A)	(P+A+M)	(P + A)
31 août 1939	446.058	"	446.058	17.249	463.307	463.307
31 octobre 1939	351.688	92.079	443.767	39.988	483.755	391.676
31 décembre 1939	354.875	87.500	442.375	30.413	472.788	385.288
30 avril 1940	346.060	91.380	437.440	58.244	495.684	404.304
31 juillet 1940	361.335	52.834	434.169	22.771	456.940	404.106
31 août 1940 (1)	374.734	34.896	409.630	20.530	430.160	395.264
30 septembre 1940	374.628	28.096	402.722	23.786	426.508	398.412
31 décembre 1940	374.906	23.582	398.488	34.715	433.203	409.621
31 mars 1941	374.918	21.805	396.723	39.217	435.940	414.135
30 juin 1941	373.430	20.680	394.310	40.463	434.773	413.893

(1) A partir d'août, l'A.L. n'est plus compris (environ 28.000)

La troisième colonne montre que la S.N.C.F. continue sa politique de compression des effectifs permanents; d'autre part, la dernière indique une diminution du total des agents en service, par rapport à la fin du 1^{er} trimestre.

Les retours de prisonniers, après s'être ralentis, ont repris en février (retour des blessés, malades et internés de Suisse et des mobilisés du service de santé). Depuis le début de 1941, très peu sont rentrés en qualité de cheminots.

Retours du 1^{er} septembre 1940
 au 31 décembre 10.683

Retours du 1^{er} trimestre 1.777

Retours du 2^e trimestre 925

Dans le budget rectifié au 1^{er} avril 1941, nous avons prévu une augmentation sensible des effectifs nécessaires pour faire face : d'une part, à un trafic commercial plus intense que celui primitivement prévu, et d'autre part aux besoins nouveaux résultant des suggestions présentes.

Cette augmentation portait exclusivement sur les auxiliaires.

En réalité, les embauchages auxquels ont procédé les Services sont restés inférieurs aux prévisions, notamment pour les Services de la Traction et de la Voie.

Pour la Traction, la cause essentielle réside dans le fait que le programme de réparations prévu n'a pu être entièrement exécuté par suite du manque de matières; en outre, les machines expédiées sur le territoire du Reich ne sont pas rentrées. En ce qui concerne la Voie, le programme de grosses réparations et d'entretien n'a pu être entièrement réalisé, d'une part, en raison de la pénurie de matières premières et, d'autre part, à cause des difficultés de recrutement de la main-d'oeuvre pour certains chantiers, cette main-d'oeuvre étant dirigée de préférence vers les travaux agricoles. Le Service de la Voie se réserve d'intensifier après les vendanges le recrutement des auxiliaires.

2ème P A R T I E

EXECUTION DU BUDGET D'ETABLISSEMENT

Objet - Notre premier rapport sur l'évolution du budget d'établissement, présenté en mai 1941, a examiné l'exécution du budget pendant le 4ème trimestre 1940; il nous était en effet impossible à ce moment de fournir pour l'Etablissement, comme nous le faisons pour l'Exploitation, un rapport sur l'exécution du budget pendant le 1er trimestre 1941.

Depuis lors, nous avons pris nos dispositions pour supprimer ce décalage et nous présentons ici, comme pour l'Exploitation, un rapport sur l'ensemble du 1er semestre 1941, de même que pour l'Exploitation, ce rapport ne comporte de dépenses comptables que jusqu'à fin mai et, pour le surplus, des évaluations.

Evolution du budget d'établissement de 1941

Nous étudierons, l'un après l'autre, les trois programmes formant le budget d'établissement de 1941, leur état d'avancement présente, en effet, de grandes différences (voir annexe 4):

programme ordinaire.....	41 %
" quinquennal.....	4,4 %
" spécial d'équipement	0,7 %

I - PROGRAMME ORDINAIRE

Pour chacune des trois catégories principales de dépenses (T.C. - M.R. neuf - M.R. non neuf - M.O. et M.N.), nous faisons ressortir dans le tableau ci-après, les stades successifs de l'exécution des dépenses d'établissement: d'abord, l'approbation du programme du budget d'ensemble, puis la présentation des projets, leur approbation; l'engagement des

dépenses, le paiement des dépenses; enfin, le total des paiements à prévoir pour l'exercice.

	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES		MATERIEL ROULANT NEUF		MATERIEL ROULANT NON NEUF, MOBILIER ET OUTILLAGE, MATERIEL NAVAL		ENSEMBLE	
	LOI DE FINANCES	30 JUIN 1941	LOI DE FINANCES	30 JUIN 1941	LOI DE FINANCES	30 JUIN 1941	LOI DE FINANCES	30 JUIN 1941
	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.
1) Crédits d'engagement (total des projets)..	1.299	1.350	814	880	823	861	2.936	3.091
2) Présentation des projets.....	967	1.185	742	828	833	743	2.342	2.754
3) Approbation des projets.....	967	1.071	742	825	564	727	2.273	2.623
4) Engagements réali- sés (1).....	791	909	506	644	512	539	1.809	2.092
5) Paiements effectués depuis l'origine jus- qu'à la date indiquée	644	727	337	363	156	172	1.137	1.262
6) Total prévu des paie- ments de 1941.....	504	400	334	214	236	148	1.074	762

Les graphiques ci-joints (annexe N° 5) ont été établis avec les chiffres de ce tableau.

1°) Travaux complémentaires.

Le montant des crédits d'engagement, c'est-à-dire le total des projets (approuvés ou non) inscrits au budget ou présentés ultérieurement, en chiffres réévalués s'il y a lieu, passe de 1.299 millions à 1.350 millions du 31 décembre 1940 au 30 juin 1941, soit une augmentation de 51 millions due principalement à la réévaluation des projets ci-après:

Nord -	Le Bourget-Triage, Remaniement et extension.....	+ 28 M.
"	Paris et abords.....	+ 12 M.
"	Lignes diverses: dispatching...	+ 4,4
Sud-Ouest-	Transformation de la signa- lisation.....	+ 5,-
	TOTAL.....	<hr/> 49 M.4

(1) Les chiffres d'engagements réalisés ne figurent pas à la loi de finances.

La présentation des projets fait ressortir une augmentation de 218 Millions à la date du 30 juin, les projets présentés représentaient 88 % du total des engagements et les projets approuvés 79 % de ce même total.

Les engagements réalisés représentaient au moment de la loi de finances 61 % du total des projets et, au 30 juin, 67 % du même total réévalué.

Les paiements faits depuis le 1er janvier 1941 s'élèvent à 83 Millions.

Enfin, le total prévu pour les dépenses de 1941 tombe de 504 millions (loi de finances) à 400 millions au 30 juin 1941. Cette baisse a pour cause le ralentissement des travaux provoqué par le manque de main d'oeuvre et de matières, par la priorité donnée aux travaux de la reconstruction et par les difficultés de franchissement des lignes de démarcation. Ces causes de ralentissement sont naturellement valables pour l'ensemble des travaux complémentaires des divers programmes.

29) Matériel roulant neuf.

Par rapport au 31 décembre 1940, les crédits d'engagement passent de 814 millions à 880 millions au 30 juin 1941. Cette hausse de 66 millions a pour cause principale la réévaluation du coût de 800 wagons isothermes qui passe de 155 à 236 millions, soit un en plus de..... 81 millions. Le coût total de ces 800 wagons (155 millions) figurant au budget de 1941 était le même que celui déjà indiqué lors de la fourniture du programme spécial de guerre de 1940 abandonné après l'armistice.

La présentation des projets de matériel roulant neuf accuse une différence en plus de 84 millions portant principalement sur les 800 wagons isothermes dont il vient d'être parlé.

Les engagements réalisés qui représentaient, au 31 décembre 1940, 62 % du total des crédits d'engagement représentent, au 30 juin 1941, 73 % de ce même montant réévalué.

Les paiements n'ont été que de 26 millions depuis le début de l'année et les paiements prévus pour l'exercice tombent de 334 millions (loi de finances) à 214 millions, en raison de la pénurie de matières premières et du ralentissement des usines travaillant pour la S.N.C.F.

3^e) Matériel roulant non neuf, mobilier et outillage,
matériel naval.

Les crédits d'engagement accusent une différence en plus de 38 Millions qui joue sur un très grand nombre de projets avec une majoration peu élevée pour chacun d'eux.

La présentation des projets représentait 77 % du total des projets. Elle représente, au 30 juin, 86 % du total des mêmes projets réévalués.

L'approbation des projets représente, au 30 juin, 84 % de ce dernier total.

Les engagements réalisés augmentent peu (de 512 millions à 539 millions).

Les paiements faits depuis le 1^{er} janvier sont de 16 millions seulement sur 148 millions prévus maintenant pour l'année.

Cette réduction vient du ralentissement des travaux, notamment pour les constructions de matériel naval..... - 20 millions
et la métallisation de voitures et fourgons..... - 22 millions

II - PROGRAMME QUINQUENNAL

Ainsi que nous l'avons fait pour le programme ordinaire, nous résumons dans le tableau ci-après les stades successifs d'exécution des dépenses du programme quinquennal :

	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES		MATERIEL ROULANT NEUF		MATERIEL ROULANT NON NEUF MOBILIER ET OUTILLAGE		ENSEMBLE	
	Loi de Finances	30-6-41	Loi de Finances	30-6-41	Loi de Finances	30-6-41	Loi de Finances	30-6-41
1 - Crédits d'engagement (total des projets)	3.182 ^M	3.322 ^M	2.861 ^M	2.923 ^M	436 ^M	426 ^M	6.479 ^M	6.671 ^M
2 - Présentation des projets	724	1.253	1.539	1.611	59	225	2.322	3.089
3 - Approbation des projets	724	841	1.259	1.486	54	41	2.037	2.368
4 - Engagements réalisés ⁽¹⁾	393	589	1.161	1.400	42	36	1.596	2.025
5 - Paiements effectués depuis l'origine jusqu'à la date indiquée	85	144	36	144	11	11	132	299
6 - Total prévu des paiements de 1941	500	490	1.046	657	47	28	1.593	1.175

(1) Les chiffres d'engagements réalisés ne figurent pas à la loi de finances.

Le graphique de l'annexe N° 6 est établi avec les chiffres de ce tableau. Les courbes des paiements (faits ou prévus) de 1941 montrent le ralentissement général des travaux (nous allons y revenir dans les explications ci-après).

.....

19) Travaux complémentaires.

Le total des crédits d'engagement passe de 3.182 millions au 31 décembre 1940 à 3.322 millions au 30 juin 1941.

Cette hausse de 140 millions résulte principalement de la réévaluation de quatre projets importants:

Ouest - Nantes - déplacement de la ligne de Tours à Saint-Nazaire.....	+ 45 millions	
Sud-Est - Marseille - Remaniement de la gare Saint-Charles.....	+ 48	-
Saincaize - Amélioration du triage.....	+ 15	-
Electrification Laroche-Lyon (compte tenu de la réduction du taux de frais généraux des pro- grammes d'électrification).....	+ 35	-
		<hr/>
		143 millions

La présentation des projets correspondant au moment de la loi de finances à 23 % du total des projets et correspond, au 30 juin, à 38 % de ce même total réévalué.

L'approbation des projets, qui était au moment de la loi de finances, de 23 % du total des projets, est, au 30 juin, de 25 % du même total réévalué.

Les engagements réalisés passent de 393 millions au 31 décembre 1940 à 589 millions au 30 juin 1941.

Les paiements effectués depuis l'origine passent de 85 millions à 144 millions au 30 juin. Les paiements du premier semestre 1941 ne sont donc que de 59 millions, ce qui est bien peu par rapport au montant total des projets. Cela tient aux causes de ralentissement général des travaux précédemment indiquées.

Quant aux prévisions des paiements de l'exercice au 30 juin (490 millions), elles restent, à 10 millions près, ce qu'elles étaient lors de la loi de finances (500 millions).

39) Matériel roulant non neuf et Mobilier et Outillage

Les crédits d'engagement sont en diminution de 10 millions, les acquisitions d'outillage à grand rendement même déjà approuvées ayant été réduites.

La présentation des projets qui représentait au moment de la loi de finances 13 % seulement du total des projets, représente au 30 juin 53 % de ce même total réévalué.

Les projets approuvés représentent 10 % environ de ce dernier total. La diminution vient d'être expliquée.

Il n'y a que peu de changement dans le montant des engagements réalisés qui sont ramenés de 42 à 36 millions.

Pas de variation pour les paiements depuis l'origine (11 millions contre 11 millions). Enfin, les dépenses tombent de 47 millions (loi de finances) à 28 millions au 30 juin 1941, pour les mêmes raisons que celles déjà indiquées dans le matériel roulant neuf du programme ordinaire.

III - PROGRAMME SPECIAL D'EQUIPEMENT

Le tableau ci-après résume les divers stades d'exécution des dépenses du programme spécial d'équipement :

	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES		MATERIEL ROULANT NEUF		MOBILIER ET OUTILLAGE		ENSEMBLE	
	Loi de finances	30 Juin 1941	Loi de finances	30 Juin 1941	Loi de finances	30 Juin 1941	Loi de finances	30 Juin 1941
1 - Crédits d'engagement (total des projets)	4.439 M.	4.312 M.	2.265 M.	2.687 M.	16 M.	17 M.	6.720 M.	6.996 M.
2 - présentation des projets	-	1.979	-	1.905	-	16	-	3.900
3 - Approbation des projets	-	523	-	1.720	-	8	-	2.251
4 - engagements réalisés (1)	-	256	-	487	-	8	-	731
5 - paiements effectués depuis l'origine jusqu'à la date indiquée	-	51	-	-	-	-	-	51
6 - Total prévu des paiements de 1941	1.500	604	459	203	4	5	1.963	812

(1) Les chiffres d'engagements réalisés ne figurent pas à la loi de finances.

Le graphique de l'annexe n° 7, établi avec les chiffres de ce tableau, montre nettement le ralentissement général des travaux du programme spécial d'équipement, ralentissement dont les raisons sont exposées dans le texte qui suit. Les courbes 2 et 3 soulignent bien aussi l'effort exceptionnel fait par la S.N.C.F. et les Services du Secrétariat d'Etat aux Communications pour la présentation et l'approbation d'une partie importante des projets du programme d'équipement dans un délai assez réduit.

1^o) Travaux complémentaires

Le total des crédits d'engagement est ramené de 4.439 M. (loi de finances) à 4.312 M. au 30 juin 1941, soit une diminution de 127 M. qui s'explique principalement comme suit :

EST	Etablissement d'un nouveau dépôt entre Jarville et Nancy	-	76 M.
NORD	Etablissement d'une 3 ^e voie entre la bifurcation de La Chapelle en Serval et Creil	-	35
	Tergnier - Extension des installations	-	20
OUEST	Block automatique lumineux entre Mantes et Le Havre	-	35
S.O.	Block automatique lumineux entre Tours et Bordeaux	-	34
	Usine de Savignac sur la Haute-Ariège (projet abandonné)	-	90
	Electrification Bordeaux-Montauban (réduction du taux de frais généraux)	-	54
S.E.	Electrification Sète-Nîmes (réduction du taux de frais généraux)	-	44
	Total des en -	-	388 M.
EST	Chalons s/ Marne - Amélioration des installations du triage et du dépôt	+	58 M.
OUEST	Extension du triage d'Achères	+	10
S.E.	Mise en câble souterrain des artères téléphoniques Paris-Lyon	+	24
	Electrification Paris-Laroche (compte tenu de la réduction du taux des frais généraux)	+	168
	Total des en +	+	260 M.
	Net en -	-	128 M.

Au 30 juin 1941, les projets présentés correspondent à 46 % du total des projets réévalués et les projets approuvés correspondent à 12 % de ce même total.

Les engagements réalisés s'élèvent à 256 millions au 30 juin. Il n'a été payé depuis l'origine jusqu'au 30 juin 1941 que 51 millions. Quant aux prévisions de dépenses pour l'exercice 1941 elles sont ramenées de 1.500 millions (loi de finances) à 604 millions au 30 juin.

29) Matériel roulant neuf

Le montant des crédits d'engagement passe de 2.265 millions (loi de finances) à 2.667 millions au 30 juin 1941, soit une augmentation de 402 millions.

Cette différence s'explique comme suit :

a) Réévaluation du projet de 10.000 wagons couverts passé de 1.020 à 1.447 + 427 M.

Ce projet antérieurement compris dans le programme spécial de guerre de 1940 (décret-loi du 22-2-1940) puis abandonné après l'armistice, avait été repris dans le budget de 1941 avec la même évaluation qu'en 1940.

b) Réévaluation du projet de 60 locomotives à vapeur et de 60 tenders qui passe de 264 millions à 273 millions + 9

+ 436 M.

à déduire :

a) Réévaluation des projets électrification Bordeaux-Montauban, ramenés de 218 millions à 202 millions - 16 M.

b) Réduction du taux des frais généraux sur les projets d'électrification..... - 18 M.

- 34 M.

Total égal + 402 M.

Au 30 juin 1941, les projets présentés correspondent à 71 % du total des projets réévalués et les projets approuvés représentent 64 % de ce même total.

Les engagements réalisés s'élèvent, au 30 juin 1941, à 467 millions. Aucun paiement n'a été effectué depuis le 31 décembre 1940, cela est dû au ralentissement général des travaux au cours du premier semestre de l'exercice 1941. Ce ralentissement est principalement dû à la pénurie des matières premières et au manque de main-d'oeuvre.

Ces diverses causes ont eu la même incidence sur les dépenses de l'exercice qui tombent de 459 millions (loi de finances) à 203 millions au 30 juin 1941.

3^e Mobilier et outillage.

Le programme spécial d'équipement ne comporte pas de matériel roulant non neuf.

Les dépenses de mobilier et outillage sont peu importantes.

La présentation des projets est à peu près entièrement réalisée à 1 Million près.

L'approbation des projets représente 50 % environ du total des projets. Il en est de même des engagements réalisés.

Pas de paiement depuis l'origine.

Quant aux dépenses de l'exercice 1941, elles sont supérieures de 1 million au 30 Juin aux dépenses prévues primitivement.

IV - ENSEMBLE DES PROGRAMMES

Au total, pour l'ensemble des trois programmes, les paiements effectués depuis l'origine s'élevaient au moment de la loi de finances à 1.269 millions sur un total de crédits d'engagement de 16.135 millions, soit 7,8 %.

Au 30 Juin, les paiements atteignent 1.612 millions.

Par rapport à l'ensemble réévalué des projets, s'élevant à 16.758 millions, la proportion est en légère augmentation (9,6 %). Ce pourcentage correspond au degré d'avancement des travaux prévus au budget d'établissement de 1941.

L'annexe n° 8 indique les prévisions successives (frais généraux compris) des dépenses de l'exercice 1941 pour les divers programmes envisagés.

Pour presque toutes les catégories de dépenses examinées dans la présente note, on a pu voir que les dépenses prévues pour l'ensemble de l'année 1941 bien que réduites par rapport aux prévisions d'il y a 6 mois, sont encore bien élevées en comparaison des dépenses faites pendant le 1^{er} semestre. Il est donc vraisemblable qu'elles seront encore réduites.

APPROVISIONNEMENTS

Au 31 Mai 1941 (dernier chiffre connu), la valeur des stocks a augmenté de 93 millions par rapport à celle du 31 Décembre 1940 et de 41 millions par rapport à celle du 31 Décembre 1939.

	FIN 1939	FIN 1940	FIN MAI 1941
Approvisionnement Voie	1.181 ^M	1.200 ^M	1.194 ^M
Combustibles	339	157	181
Autres approvisionnements Traction	1.578	1.689	1.764
	<u>3.098</u>	<u>3.046</u>	<u>3.139</u>

Le graphique de l'annexe n° 9 montre l'évolution, en valeur, des approvisionnements en 1940 et en 1941.

L'augmentation au 31 Mai tient surtout à une hausse des prix. Dans l'ensemble le volume des stocks est généralement en baisse. Dans l'impossibilité de rechercher la variation des quantités pour toutes les catégories d'approvisionnements, nous ne la donnons que pour les combustibles, les rails et les traverses.

	VALEUR DES STOCKS (en millions)			% 1941		VOLUME DES STOCKS			% 1941	
	au 31-12-39	au 31-12-40	au 31-5-41	1939	1940	au 31-12-39	au 31-12-40	au 31-5-41	1939	1940
Combustibles	339	157	181	-46	+15	1.511.847 ^T	504.852 ^T	613.358 ^T	-59	+21
Rails (Matériel neuf et usagé pour VP)	200	215	157	-21	-27	1.323 ^{km voie}	800 ^{km voie}	742 ^{km voie}	-44	-7
Traverses	200	249	206	+3	-17	5.220.450 traverses	4.057.604 traverses	3.543.886 traverses	-32	-13

Le graphique (annexe 10) donne un aperçu du tonnage de la consommation journalière et du nombre de jours d'approvisionnement en combustibles. De l'armistice au 30 Juin 1941, le stock est tombé de 66 à 17 jours en Janvier 1941 pour remonter à 29 jours à fin Juin 1941.

3^{ème} PARTIE

EVOLUTION DE LA TRESORERIE DU
2^{ème} TRIMESTRE 1941

Le tableau annexe N° 11 ci-joint donne, par grandes rubriques de recettes et de dépenses, le mouvement général des capitaux, enregistré par les Services Financiers de la S.N.C.F., pendant le 2^{ème} trimestre 1941, ainsi que pendant chacun des quatre trimestres précédents.

Il sera examiné ci-après, tout d'abord le détail des opérations reprises sous les rubriques figurant à ce tableau et qui ont trait à des ressources de caractère strictement financier. Nous montrerons ensuite comment, compte tenu de la variation des fonds disponibles, l'évolution d'ensemble de ces ressources se justifie au regard des données budgétaires telles que celles-ci ont été dégagées dans les deux premières parties de ce rapport.

A - RESSOURCES D'ETABLISSEMENT

(Tableau annexe N° 11 - Rubriques N° 4)

Les conditions favorables du marché financier ont permis à la S.N.C.F., en juin 1941, de recourir, pour la première fois depuis sa création, à un emprunt à long terme émis sous sa propre signature.

Les obligations de cet emprunt, autorisé par arrêté ministériel du 7 juin 1941, portent intérêt au taux de 4 %, net pour les porteurs d'impôts présents et futurs, à l'exception des droits de transmission, de transfert et de conversion. Elles sont amortissables en 50 ans par tirage au sort ou rachat en Bourse, avec faculté pour l'emprunteur de remboursement anticipé, total ou partiel, à toute époque. Elles ont été émises, en coupures de 2.000 et de 5.000 frs nominal, au prix de 95 frs pour 100 frs nominal.

L'émission, qui a été ouverte pendant quatre jours, a atteint l'intégralité de la faculté dont disposait la S.N.C.F., soit 4.528 millions de francs en capital effectif, couvrant ainsi à la fois:

- la lacune de couverture à fin 1940 des dépenses propres de la S.N.C.F., soit.....	2.400 millions
- les dépenses d'établissement de l'exercice 1941, autorisées par la loi de Finances du 31 décembre 1940 pour un montant de.....	2.128 -
Total égal.....	<u>4.528 millions</u>

La lacune de couverture des dépenses des anciens Réseaux à fin 1937 n'a donné lieu par contre à aucune réalisation de ressource et peut se chiffrer comme suit:

- lacune de couverture à fin 1940 des dépenses d'établissement du Réseau de l'Etat.....	664 millions
- ressources remboursées pendant le premier semestre 1941.....	102 -
Total de la lacune de couverture au 30 juin 1941	<u>766 millions</u>

B - RESSOURCES A COURT TERME

(Tableau annexe N° 11 - Rubriques N° 5)

Au 31 mars 1941, le montant des engagements à court terme s'élevait, au total, à..... 6.278 millions
se décomposant ainsi:

Billets	{	Escompte ferme.....	6.006 millions
		Pensions.....	35 -
Emprunts en compte courant.....		164	-
Emprunts par acceptation de traites de fournisseurs		73	-
Total.....			<u>6.278 millions</u>

Le tableau ci-dessous résume, mois par mois, les mouvements survenus, pour ces diverses catégories d'engagements au cours du 2ème trimestre 1941.

	AVRIL 1941	MAI 1941	JUIN 1941	ENSEMBLE du 2ème TRIMESTRE 1941	
Escompte ferme de billets	Remboursements	1.305	1.317	1.225	3.847
	Renouvellements	1.240	1.282	1.111	3.633
	Op. nouvelles	-	-	-	-
Variations nettes	- 65	- 36	- 114	- 214	
DIVERS (pensions sur billets, em- prunts en compte courant, emprunts par acceptation de traites de four- nisseurs)	Remboursements	93	110	17	220
	Renouvellements	1	22	-	23
	Op. nouvelles	92	35	21	148
Variations nettes	-	- 53	+ 4	- 49	
Ensemble	Remboursements	1.398	1.427	1.242	4.067
	Renouvellements	1.241	1.304	1.111	3.656
	Opérations nouvelles	92	35	21	148
VARIATIONS NETTES	- 65	- 88	- 110	- 263	

Il n'a été conclu aucune opération nouvelle d'escompte de billets, la suspension des émissions contre argent frais, décidée le 26 février 1941, ayant été maintenue dans tout le cours du trimestre.

La proportion des renouvellements aux remboursements a été, pour les billets, de 94 % contre 90 % pour le trimestre précédent.

Le montant des engagements s'est abaissé de 263 millions, soit une diminution de 4,3 % pour le trimestre.

Au 30 juin 1941, la situation de la dette à court terme était la suivante:

Billets	{	Escompte ferme.....	5.792 millions
		Pensions.....	- -
Emprunts en compte courant.....			167 -
Emprunts par acceptation de traites de fournisseurs			56 -
			<hr/> 6.015 millions <hr/>

La décomposition de ces engagements, selon le mois d'échéance, se présentait ainsi:

ECHANCES		MONTANTS (en millions de francs)
Juillet	1941	802
Août	1941	778
Septembre	1941	853
Octobre	1941	1.300
Novembre	1941	1.067
Décembre	1941	813
Janvier	1942	277
Février	1942	129
Mars	1942	5
Avril	1942	21
Mai	1942	20
Juin	1942	1
		6.015

Le graphique annexe N° 12 indique, pour les années 1939 et 1940, ainsi que pour le premier semestre 1941, les variations du montant total des engagements à court terme. Il fait ressortir, pour 1941, l'abaissement lent, mais continu, de la dette, provoqué par la suspension des émissions nouvelles.

Le graphique annexe N° 13 donne la décomposition, selon leur durée, des opérations conclues pendant le deuxième trimestre 1941 et chacun des quatre trimestres précédents. On y remarque notamment que l'ensemble des opérations à 6 mois sous forme de billets à 3 mois renouvelables, venant à échéance au cours du deuxième trimestre 1941, a été presque intégralement renouvelé sous la même forme.

Les taux de base pratiqués au 31 mars 1941 par la S.N.C.F. étaient les suivants (1):

3 mois.....	1 29/32
6 mois par billets à 3 mois re- nouvelables.....	2 3/16
6 mois.....	2 9/32
1 an.....	2 7/8

A ces taux s'ajoutait, pour les opérations de renouvellement, seules admises, une bonification dite "prime de fidélité" de 1/16 %.

Aucune modification n'a été apportée au cours du trimestre à ces taux, qui demeuraient en vigueur au 30 juin 1941.

Au cours de cette période, les taux d'émission des Bons du Trésor n'avaient eux-mêmes subi d'autre variation que l'abaissement

(1) Ces taux s'entendent nets de tout courtage ou commission, taxes à la charge des preneurs, sauf l'impôt sur le revenu qui est supporté par la S.N.C.F.

de 3 1/4 à 3 % du taux des Bons à trois ans d'échéance.

Les taux d'émission de base des billets S.N.C.F., en vigueur au 30 juin 1941, pour les opérations de renouvellement, ont été comparés, dans le tableau ci-dessous, à ceux des Bons du Trésor de même durée; on a tenu compte pour ces derniers des commissions d'usage et, pour les billets de la S.N.C.F., des taxes sur les agios (chiffre d'affaires et taxes sur les transactions). Ce tableau fait ressortir des écarts, en faveur des preneurs de billets S.N.C.F., d'environ 3/32 % à 3 mois et à 6 mois et d'importance négligeable à un an.

	3 MOIS	6 MOIS	UN AN
	%	%	%
Billets S.N.C.F.	4,83	2,19	2,76
Bons du Trésor	4,75	2,10	2,75
Différence	0,08	0,09	0,01

C - FONDS DES COMPAGNIES

(Tableau annexe N° 11 - Rubriques N° 6)

Le graphique annexe N° 14 retrace les mouvements de l'ensemble des comptes pendant le deuxième trimestre 1941 et les quatre trimestres précédents.

Le montant des fonds qui s'élevait à 989 millions au 31 mars 1941, était de 824 millions au 30 juin 1941, soit pour le trimestre une diminution de..... 165 millions

Les taux d'intérêts alloués aux Compagnies sur les sommes maintenues en compte n'ont pas été modifiés au cours du deuxième trimestre. Ils sont restés fixés à:

Fonds bloqués conventionnellement:

7/8 % à partir du 17 mars

Fonds à préavis de 7 jours:

1 5/8 % à partir du 26 mars

D - AVANCES DU TRESOR

(Tableau annexe N° 11 - Rubriques N° 7)

1°) Avances "article 27"

Il n'a été demandé aucune avance de cette nature au cours du deuxième trimestre 1941. Le montant des avances consenties est ainsi demeuré nul depuis le 1er avril 1941.

2°) Avances "article 25"

Aucune modification n'est intervenue au cours du deuxième trimestre 1941 dans le montant provisoire des avances de cette nature qui est resté fixé à:

- au titre du premier alinéa (couverture de charges du grand équilibre).....	13.057 millions
- au titre du deuxième alinéa (couverture des insuffisances budgétaires d'exploitation)....	2.238 -

Le compte de liquidation de l'exercice 1940 s'étant soldé par un déficit de 3.950 millions, égal aux charges de grand équilibre dudit exercice, et ainsi qu'il a été exposé dans le précédent Rapport, la S.N.C.F. ayant reçu au titre des avances "article 25 - 1er alinéa" un total de 3.907 millions, il lui reste à recevoir du Trésor, au même titre, une somme de 43 millions.

D'autre part, l'Assemblée Générale du 30 juin 1940 a décidé le remboursement, à concurrence de 2.190 millions, des Avances du Trésor "article 25 - 2ème alinéa" consenties au titre de l'insuffisance de petit équilibre de l'exercice 1938, au moyen d'une provision d'égal montant représentant l'excédent de petit équilibre de l'exercice 1940. Le versement correspondant a été fait le 1er juillet 1941.

E - FONDS DISPONIBLES

1°) Disponibilités du compte-courant au Trésor.

Les disponibilités de la S.N.C.F. au Trésor au 31 mars 1941 s'élevaient à.....	2.272 millions
et au 30 juin à.....	3.603 -
soit une augmentation de.....	<u>1.331 millions</u>

Le graphique annexe N° 15 donne le détail des mouvements du solde général des comptes courants de la S.N.C.F. au Trésor pour la période du 31 mars 1940 au 30 juin 1941 (compte ordinaire 27/28 et compte 21/26 relatif aux Avances "article 27").

Le solde moyen des disponibilités effectives de la S.N.C.F. au Trésor pendant le 2° trimestre 1941 s'est élevé à	<u>3.830 millions</u>
--	-----------------------

29) Autres disponibilités.

Abstraction faite des fonds de roulement des gares et autres établissements de la S.N.C.F., les disponibilités de la S.N.C.F. sont centralisées par les Services Financiers et se décomposent en :

- Fonds en Caisse,
- Fonds en comptes courants bancaires ou postaux,
- Valeurs en Portefeuille.

Le tableau ci-dessous indique le montant moyen de ces différents postes au cours du deuxième trimestre 1940 et de chacun des quatre trimestres suivants.

	1 9 4 0			1 9 4 1	
	2 ^e TRIMESTRE	3 ^e TRIMESTRE	4 ^e TRIMESTRE	1 ^{er} TRIMESTRE	2 ^e TRIMESTRE
Caisse	5,4	70,1	29,-	13,4	9,9
Chèques Postaux	4,6	13,1	10,3	16,3	12,6
Banques en France	13,3	212,3	23,5	7,1	-
Banques à l'Etranger	8,0	13,4	5,2	9,-	3,-
Portefeuille	22,5	23,2	13,7	21,7	22,8
<i>T o t a l</i>	54,7	332,1	86,7	67,5	54,3

Les chiffres indiqués ci-dessus font ressortir, pour le 2^e trimestre, une nouvelle amélioration par rapport à la situation de l'automne 1940, quant à la réduction des fonds immobilisés.

Malgré le maintien de trésoreries distinctes à Lyon et à Marseille, pour la zone non occupée, on peut estimer que le niveau des fonds disponibles improductifs est redevenu normal, le chiffre actuel étant à peu près à considérer comme un minimum.

En ce qui concerne le Portefeuille, les opérations du deuxième trimestre 1941 ont compris des escomptes de traites de fournisseurs ou sur les usagers pour 73 millions et des rachats d'obligations des Réseaux, tant à la Bourse de Paris qu'aux Bourses de Lyon et de Marseille, en vue de l'amortissement contractuel, pour 9 millions.

Au 30 juin 1941, les valeurs en Portefeuille figuraient pour un montant de 32 millions, dont 11 millions en effets de commerce et 21 millions en obligations des Réseaux.

A cette même date, le montant total des fonds disponibles ressortait à 55 millions, contre 53 millions, à fin mars, soit une augmentation de..... 2 millions

F - PHYSIONOMIE GENERALE DE LA TRESORERIE
POUR LE DEUXIEME TRIMESTRE

L'évolution des différentes natures de ressources financières dont il a été parlé plus haut se résume ainsi pour le deuxième trimestre 1941:

	<u>Augmentation</u>	<u>Diminution</u>
	<u>en millions de francs</u>	
Ressources d'établissement.....	731	-
Ressources à court terme.....	-	263
Fonds des Compagnies en dépôt....	-	165
Avances { "article 27".....	-	-
du Trésor { "article 25".....	-	-
	<hr/> 731	<hr/> 428

Soit une augmentation nette de... 303 millions

L'augmentation des fonds disponibles ayant été de (1.331 millions au Trésor et 2 millions en Caisse, Banques et Portefeuille)..... 1.333 -

les ressources utilisées ont diminué de 1.030 millions

Pendant la même période, l'insuffisance budgétaire étant évaluée à..... 300 millions
 les charges de grand équilibre à..... 815 -
 et les dépenses d'établissement, déduction faite du montant à couvrir par le fonds de renouvellement, étant estimées à..... 190 -

l'ensemble des besoins pour le 2ème trimestre 1941 se chiffre à..... 1.305 millions

Si on rapproche ce dernier montant de la diminution des ressources utilisées, soit 1.030 millions, on peut en conclure que le solde général des comptes de créditeurs et débiteurs divers de la S.N.C.F. a accusé, pendant le trimestre, une variation de 2.335 millions.

Cette variation, d'une ampleur exceptionnelle, provient principalement de l'encaissement en avril d'une somme de 2.000 millions au titre des transports militaires allemands.

RECAPITULATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION

	DEPENSES DU 2 ^{ème} TRIMESTRE			DEPENSES CUMULEES FIN JUIN		
	1940 Résultats	1941 Prévisions	1941 Résultats	1940 Résultats	1941 Prévisions	1941 Résultats
Chapitre I - Administration générale et dépenses générales	843 ^M 1	646 ^M 4	662 ^M -	1.690 ^M 1	1.269 ^M 4	1.285 ^M 2
Chapitre II - Exploitation	953,8	1.100,2	1.085,1	1.911,6	2.105,6	2.090,5
Chapitre III - Matériel et Traction	1.387,4	1.716,3	1.621,-	2.877,5	3.191,7	3.096,4
Chapitre IV - Voie	523,3	1.043,9	814,8	980,1	1.622,2	1.393,1
Chapitre V - Dépenses diverses	14,6	28,8	12,3	30,3	37,6	21,1
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION PROPREMENT DITES	3.722,2	4.535,6	4.195,2	7.489,6	8.226,5	7.886,3
Chapitre VI - Dotation du fonds de renouvellement	6,6	46,9	49,9	14,-	65,-	66,-
Chapitre VII - Charges diverses sans la prime d'exploitation	21,-	36,-	36,-	67,-	82,-	82,-
TOTAL GENERAL	3.749,8	4.618,5	4.281,1	7.570,6	8.373,5	8.036,3
Les dépenses d'exploitation proprement dites (Chap. I à V) se décomposent en :						
Dépenses de personnel	Dépenses normales	1.817,9	2.143,1	2.114,7	3.563,6	4.139,3
	Dépenses de guerre	16,1	79,9	70,8	24,1	127,7
Charges patronales	Dépenses normales	363,3	404,9	403,9	712,-	796,1
	Dépenses de guerre	319,8	101,7	97,7	620,6	211,9
Cambustibles et énergie électrique		446,9	509,7	486,1	1.031,8	1.005,9
Autres dépenses	Dépenses normales	811,-	1.103,4	856,5	1.648,2	1.724,5
	Dépenses de guerre	28,3	276,7	243,1	39,8	359,5
Crédits pour charges patronales et frais généraux		- 81,1	- 83,8	- 77,6	- 150,5	- 159,5
TOTAL EGAL		3.722,2	4.535,6	4.195,2	7.489,6	8.226,5

RESULTATS TRIMESTRIELS D'EXPLOITATION
2^{ème} trimestre 1941

I - RECETTES D'EXPLOITATION

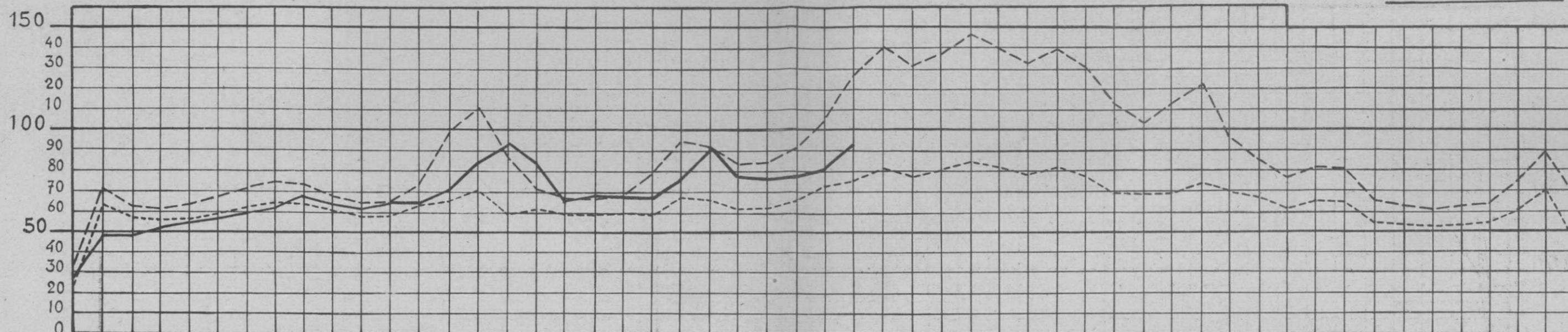
	RECETTES DU 2 ^{ème} TRIMESTRE			RECETTES CUMULEES FIN JUIN		
	1939 Résultats	1941 Prévisions	1941 Résultats	1939 Résultats	1941 Prévisions	1941 Résultats
Chapitre I - RECETTES DU TRAFIC						
Voyageurs	1.095 ^M 4	820 ^M 4	1.005 ^M 5	1.985 ^M 6	1.591 ^M 4	1.763 ^M 5
Marchandises	2.720,6	2.440,2	2.887,1	5.344,-	4.793,1	5.392,1
Ensemble Voyageurs et Marchandises	3.816,-	3.260,6	3.892,6	7.329,6	6.384,5	7.155,6
Service de la Poste	"	"	"	"	"	"
TOTAL DES RECETTES DU TRAFIC	3.816,-	3.260,6	3.892,6	7.329,6	6.384,5	7.155,6
Chapitre II - RECETTES DIVERSES						
Produits du Domaine et locations de terrains	14,1	14,5	17,1	29,2	40,1	42,7
Règlements de communauté et échange de matériel	49,6	270,2	41,1	85,1	547,1	80,5
Vente d'énergie électrique	14,3	18,6	23,6	25,8	37,9	42,9
Produits des placements de fonds et divers	11,9	5,-	5,4	21,9	11,6	12,-
TOTAL DES RECETTES DIVERSES	89,9	308,3	87,2	162,-	636,7	178,1
TOTAL GENERAL DES RECETTES	"	3.568,9	3.979,8	"	7.021,2	7.333,7

II - DEPENSES D'EXPLOITATION

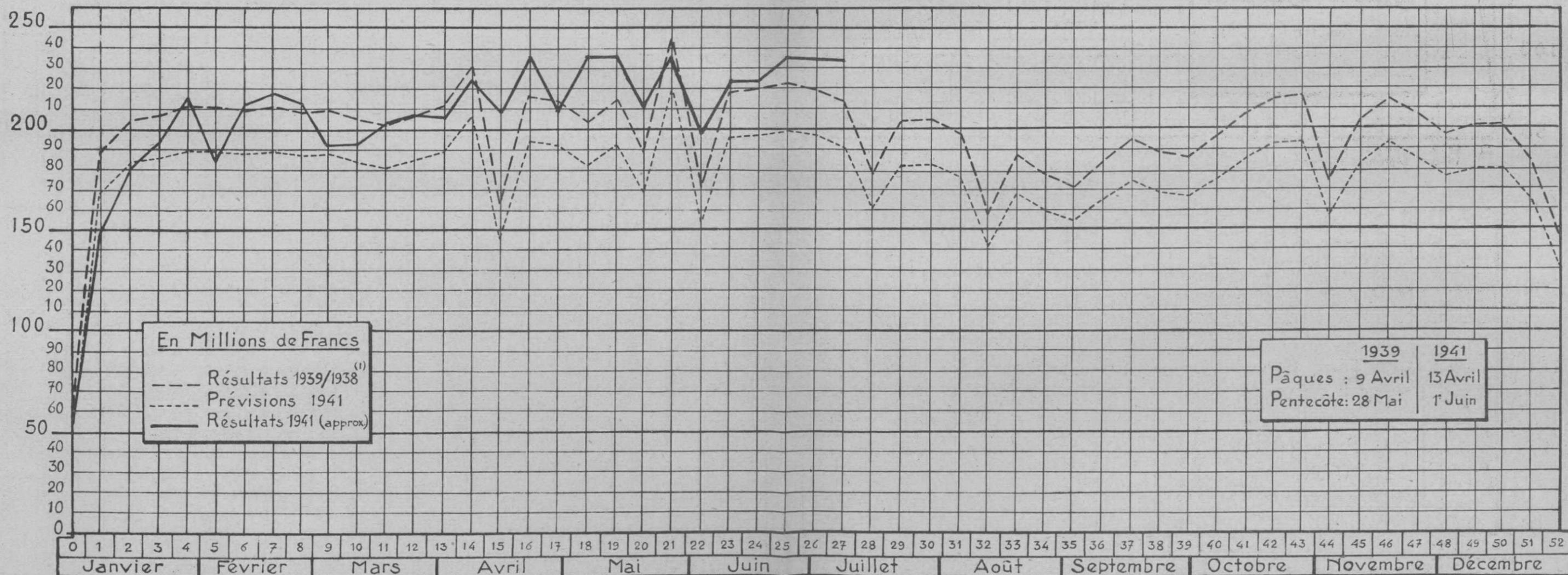
	DEPENSES DU 2 ^{ème} TRIMESTRE			DEPENSES CUMULEES FIN JUIN				DEPENSES DU 2 ^{ème} TRIMESTRE			DEPENSES CUMULEES FIN JUIN				
	1940	1941	1941	1940	1941	1941		1940	1941	1941	1940	1941	1941		
	Résultats	Prévisions	Résultats	Résultats	Prévisions	Résultats		Résultats	Prévisions	Résultats	Résultats	Prévisions	Résultats		
Chapitre I ADMINISTRATION GENERALE et DEPENSES GENERALES	Administration Générale, Direction Générale, Services Centraux et d'Administration Générale	22 ^M 6	29 ^M 8	30 ^M 2	47 ^M 2	57 ^M 4	57 ^M 7	Chapitre III MATERIEL et TRACTION	Services Centraux et régionaux, Arrondisse- ments	83 ^M 6	78 ^M 1	83 ^M 5	123 ^M 9	153 ^M 9	159 ^M 3
	Caisses de retraites, de secours et de prévoyance	333,-	376,4	375,5	657,1	740,5	741,5		Traction	778,3	908,9	888,8	1.698,7	1.791,-	1.770,9
	Secours, allocations di- verses, Service médical et accidents du travail	30,3	28,6	28,4	54,9	54,5	54,5		Matériel	582,2	784,7	718,3	1.153,4	1.362,9	1.316,5
	Contributions et divers	224,5	188,-	187,1	451,1	320,1	337,5		Divers	- 80,-	- 104,6	- 119,8	- 128,6	- 202,5	- 217,7
	Crédits pour charges pa- tronales et frais géné- raux	- 50,9	- 38,4	- 38,4	- 99,7	- 76,2	- 76,2		Crédits pour frais gé- néraux	- 6,4	- 14,-	- 7,7	- 12,1	- 28,2	- 21,9
	Dépenses de guerre	283,6	82,-	79,2	579,5	173,1	170,2		Dépenses de guerre	29,7	83,2	57,9	40,5	114,6	89,3
	TOTAL	843,1	846,4	662,-	1.690,1	1.269,4	1.285,2		TOTAL	1.387,4	1.716,3	1.621,-	2.877,5	3.191,7	3.096,4
Chapitre II EXPLOITATION	Services Centraux, Directions régionales, Services régionaux et Arrondissements	71,7	67,3	83,5	147,9	164,4	160,6	Chapitre IV VOIE et BATIMENTS	Services Centraux et régionaux, Arrondisse- ments	86,2	104,4	102,4	172,9	203,5	201,5
	Gares, Bureau de ville et divers	710,2	799,2	765,-	1.437,9	1.559,1	1.524,9		Surveillance	61,4	57,2	53,1	124,5	112,9	108,8
	Trains	134,8	139,6	135,-	286,7	271,9	287,3		Entretien	298,9	416,4	355,2	559,8	724,-	662,8
	Indemnités pour pertes, avaries et retards	20,3	33,6	52,7	38,3	56,-	75,1		Grosses réparations	52,9	213,6	101,2	86,3	249,8	137,4
	Crédits pour frais généraux	- 0,1	- 0,2	- 1,-	- 0,2	- 0,7	- 1,5		Divers	15,8	31,6	9,1	31,6	37,1	14,6
	Dépenses de guerre	16,9	40,7	49,9	19,-	54,9	64,1		Crédits pour frais gé- néraux	- 23,7	- 31,2	- 30,5	- 38,2	- 60,6	- 59,9
	TOTAL	953,8	1.100,2	1.085,1	1.911,6	2.105,6	2.090,5		Dépenses de guerre	31,8	251,9	224,3	43,2	355,5	327,9
							TOTAL	523,3	1.043,9	814,8	980,1	1.622,2	1.393,1		
							Chapitre V - Dépenses diverses	14,6	28,8	12,3	30,3	37,6	21,1		
							Chapitre VI - Dotation du fonds de renouvellement	6,6	46,9	49,9	14,-	65,-	68,-		
							Chapitre VII - Charges diverses sans la prime d'exploita- tion	21,-	36,-	36,-	67,-	82,-	82,-		

RECETTES VOYAGEURS

Annexe N° 1

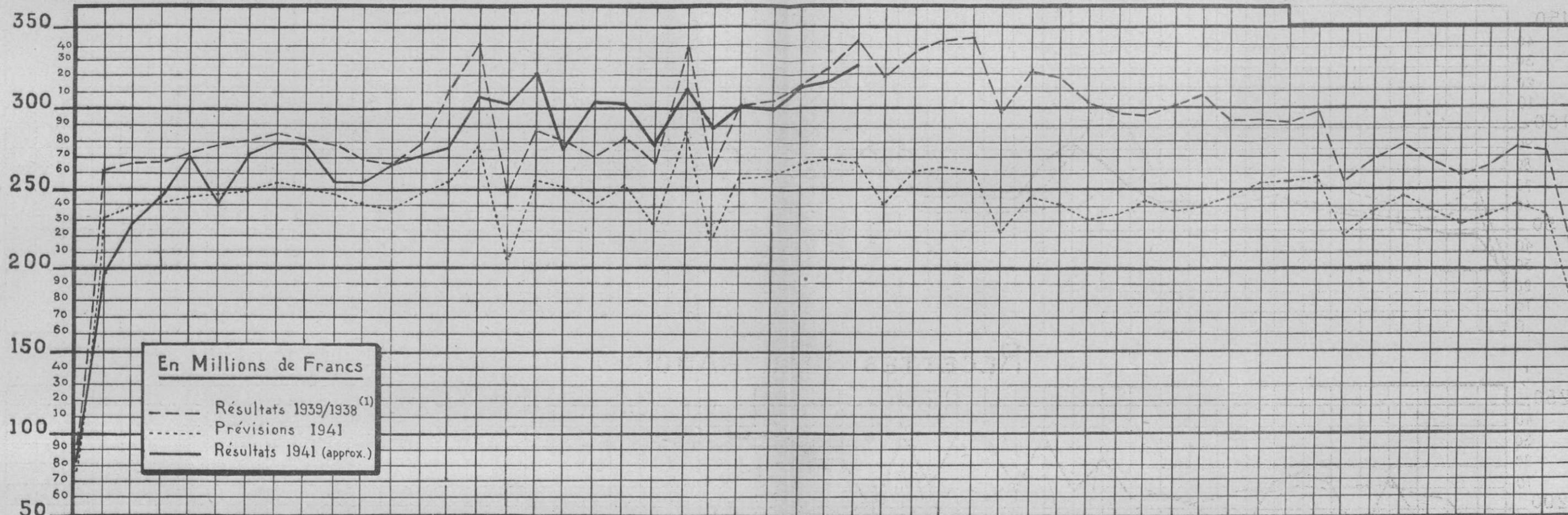


RECETTES MARCHANDISES



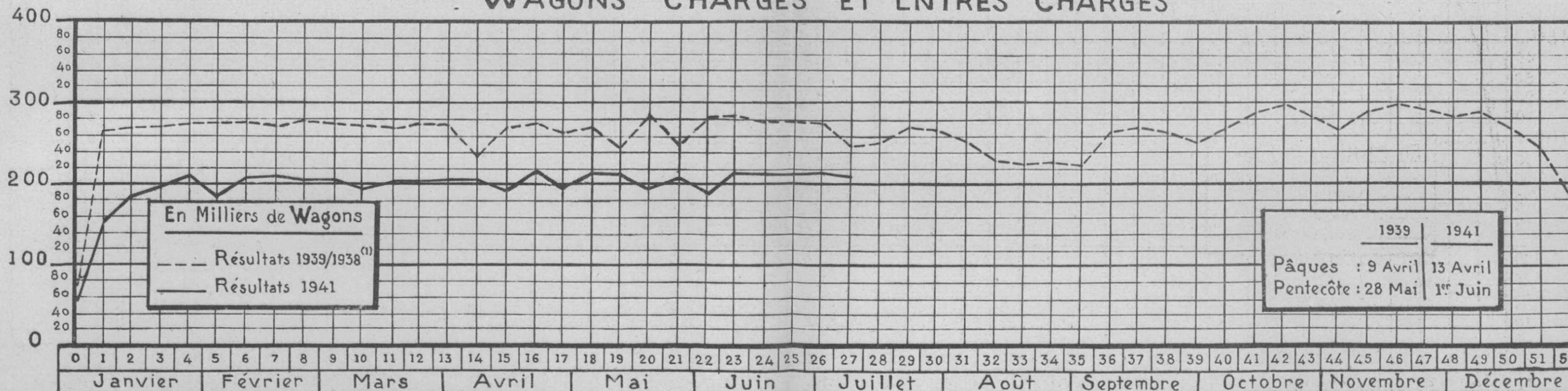
(1) 1939 - Janvier à Août } Résultats corrigés pour tenir compte de l'A.L. et des augmentations de tarifs.
 1938 - Septembre à Décembre }

RECETTES TOTALES DU TRAFIC



(1) 1939 : Janvier à Août } Résultats corrigés pour tenir compte de l'A.L. et des augmentations de tarifs -
 1938 : Septembre à Décembre

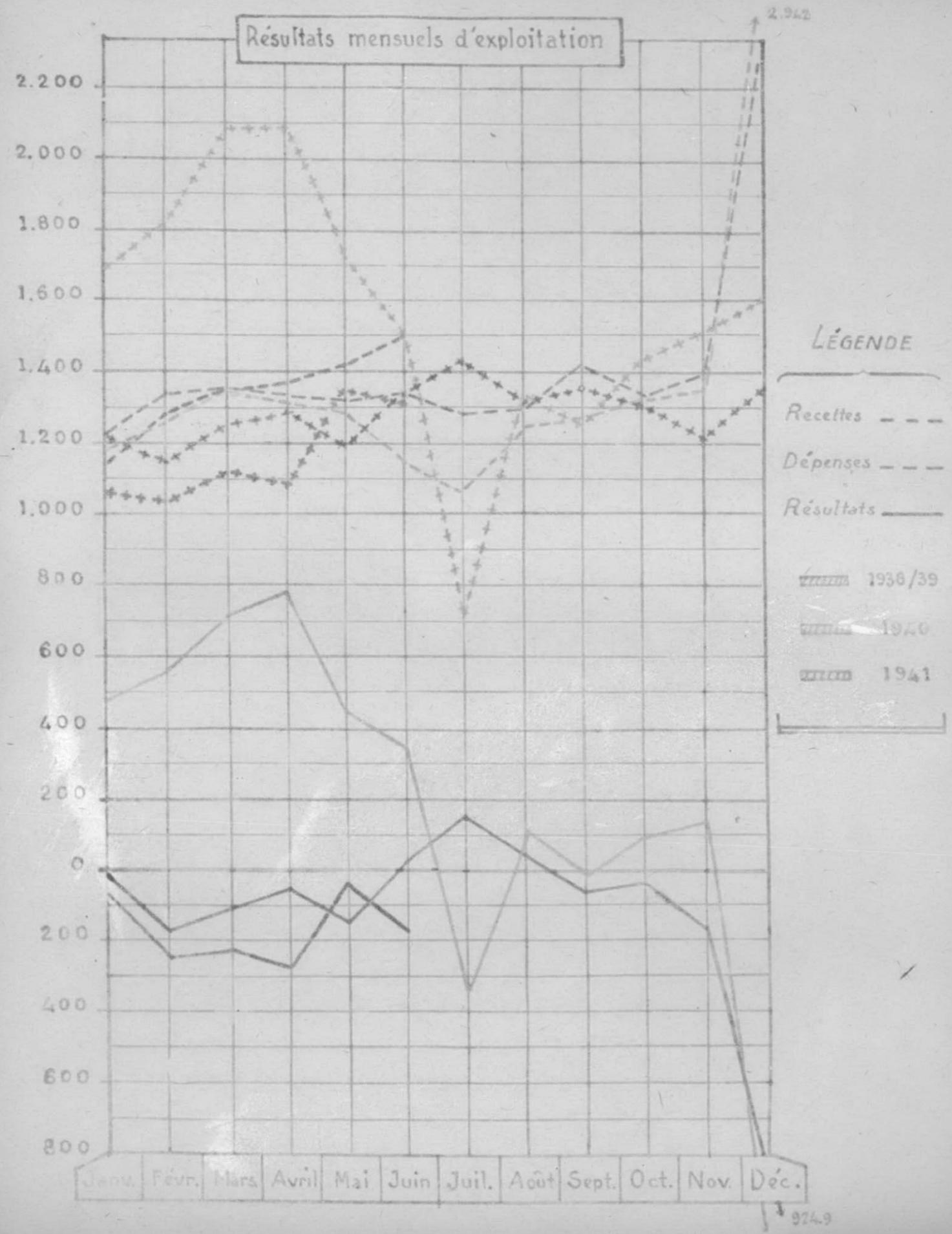
WAGONS CHARGÉS ET ENTRÉS CHARGÉS⁽²⁾



(1) 1939 : Janvier à Août } Résultats corrigés pour tenir compte de l'A.L.
 1938 : Septembre à Décembre

(2) Wagons chargés et entrés chargés à l'exclusion des Wagons entrés chargés en provenance des réseaux étrangers -

Résultats mensuels d'exploitation



S.N.C.F.

Annexe n° 3

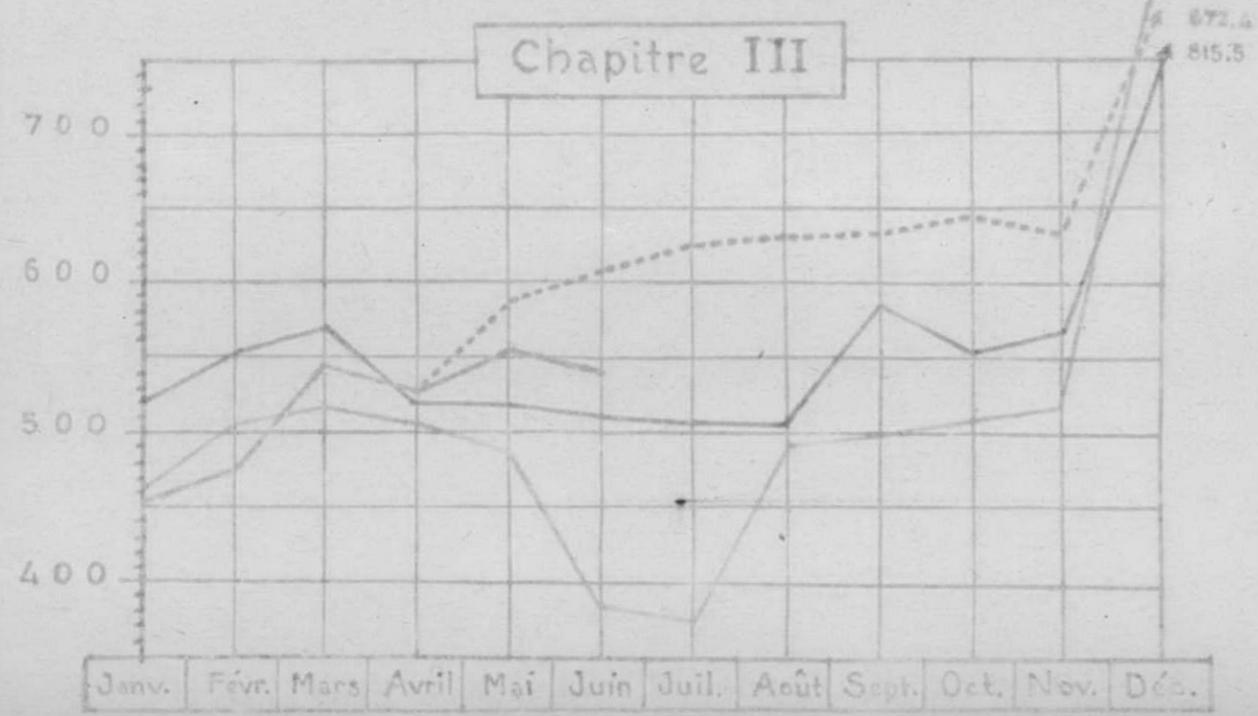
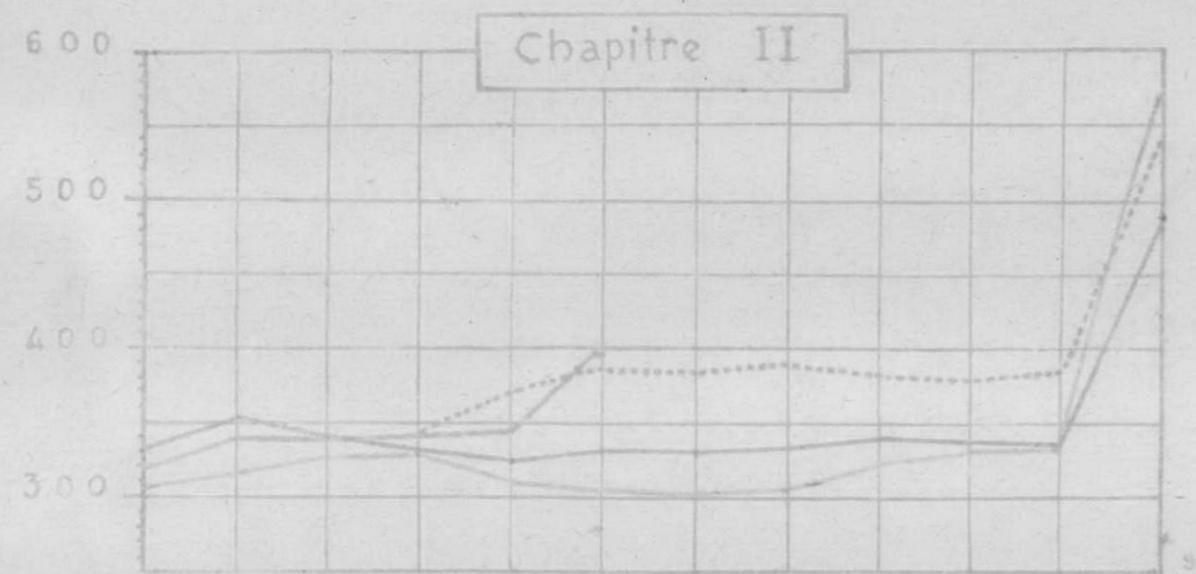
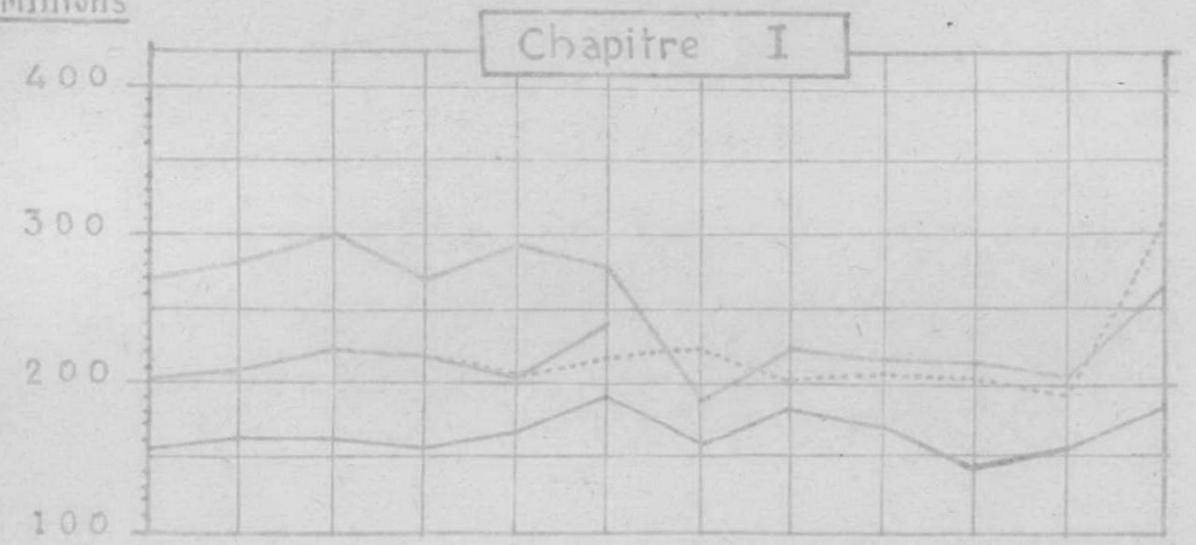
Dépenses d'exploitation
et
Résultats mensuels d'exploitation

LÉGENDE
 Recettes ---
 Dépenses ---
 Résultats —
 1936/39
 1940
 1941

974.9

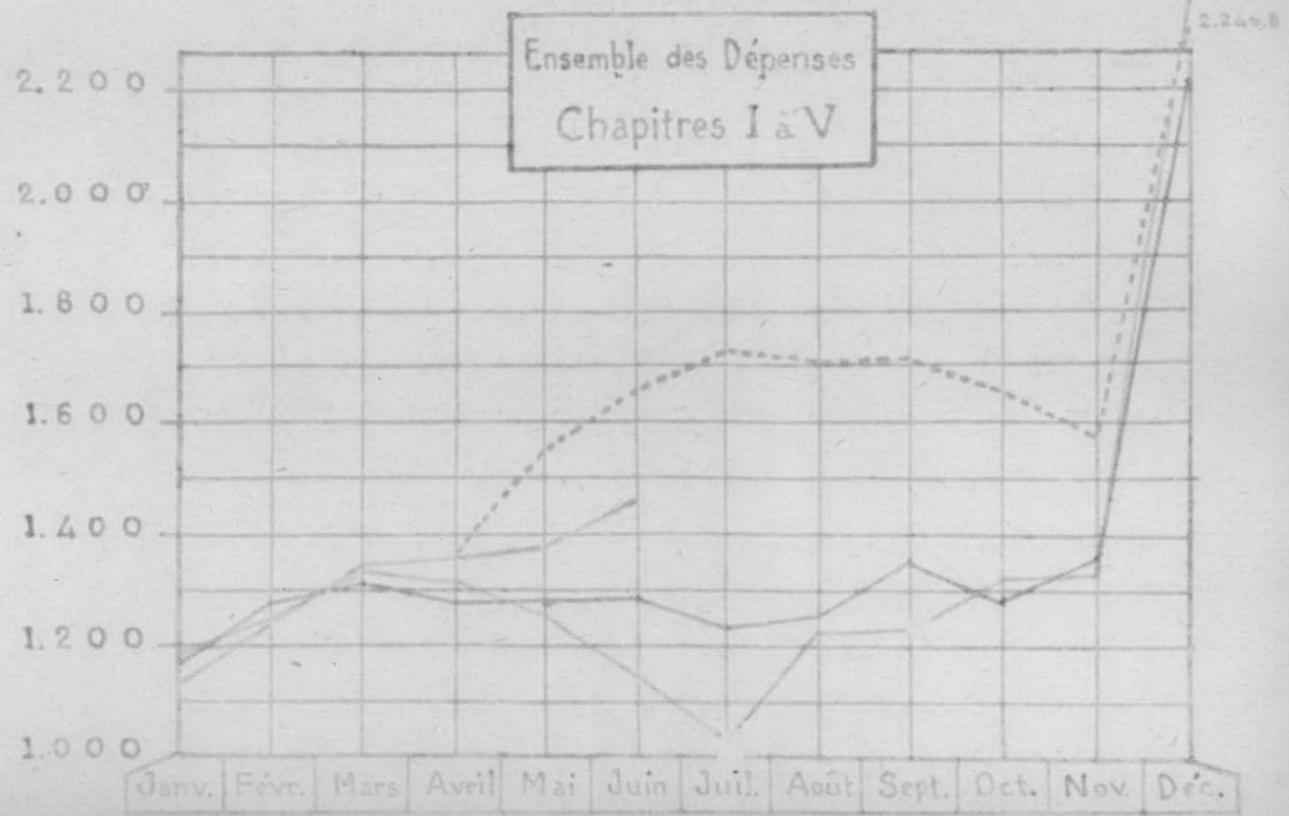
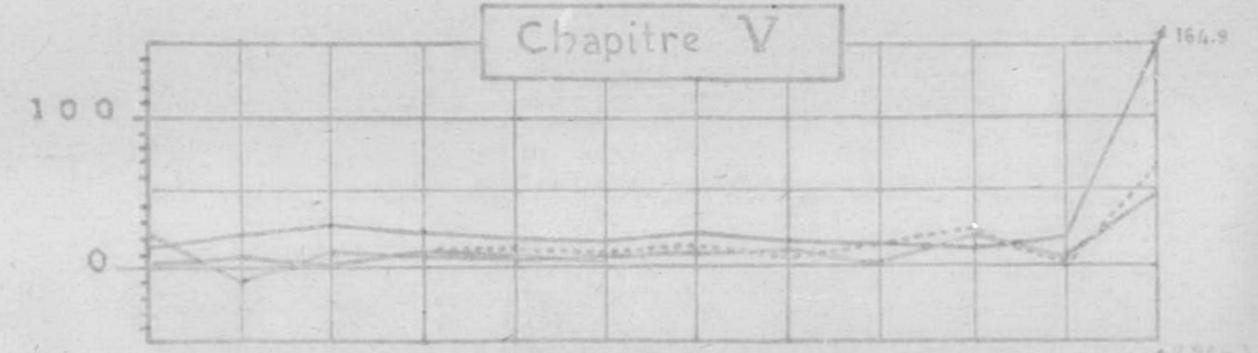
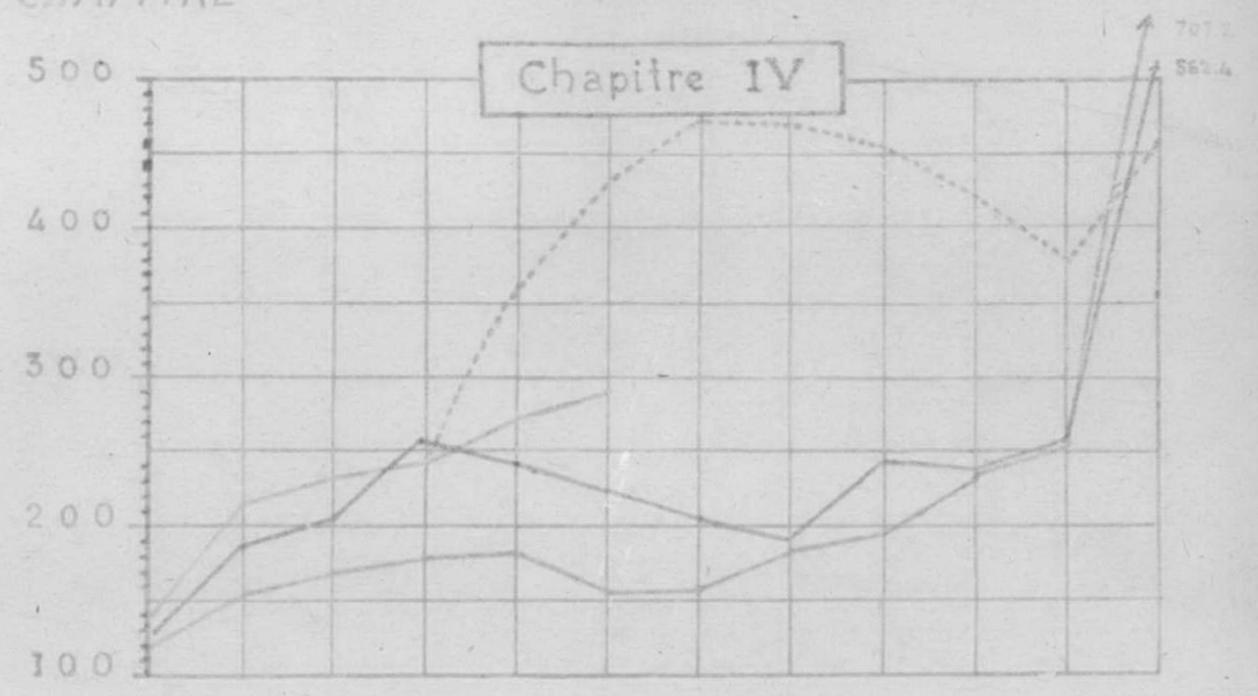
DÉPENSES D'EXPLOITATION PAR CHAPITRE

Millions



LÉGENDE

Résultats 1938/39 ———
 Résultats 1940 ———
 Prévisions 1941 - - - -
 Résultats 1941 ———



Janv. Févr. Mars Avril Mai Juin Juil. Août Sept. Oct. Nov. Déc.

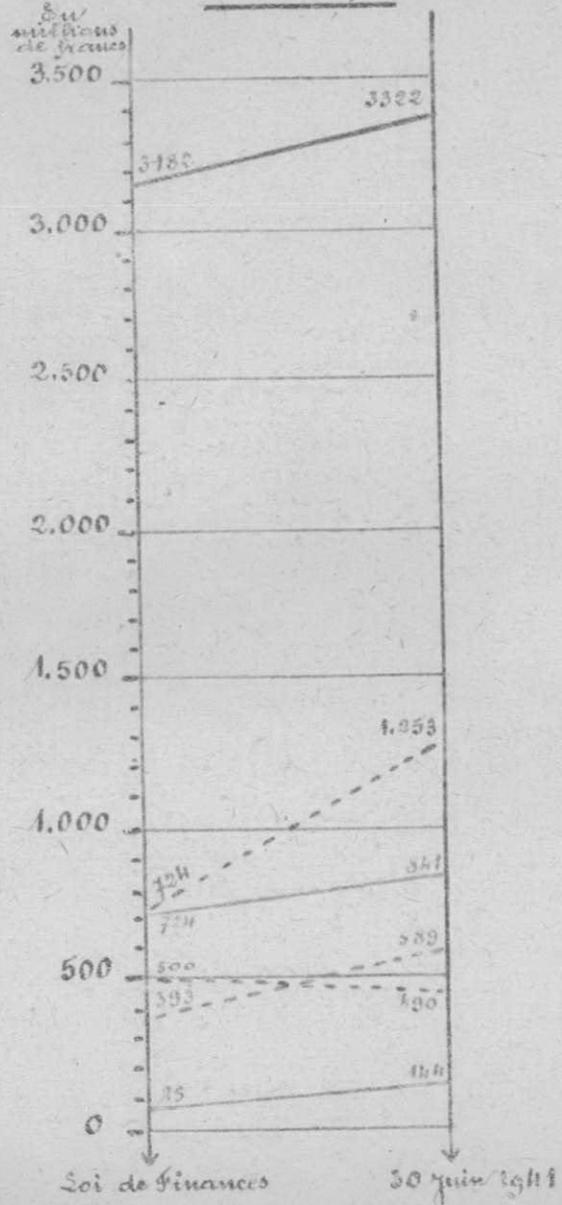
Janv. Févr. Mars Avril Mai Juin Juil. Août Sept. Oct. Nov. Déc.

Budget d'Établissement de l'Exercice 1911
Programme Quinquennal
(Dépenses totales - frais généraux compris)

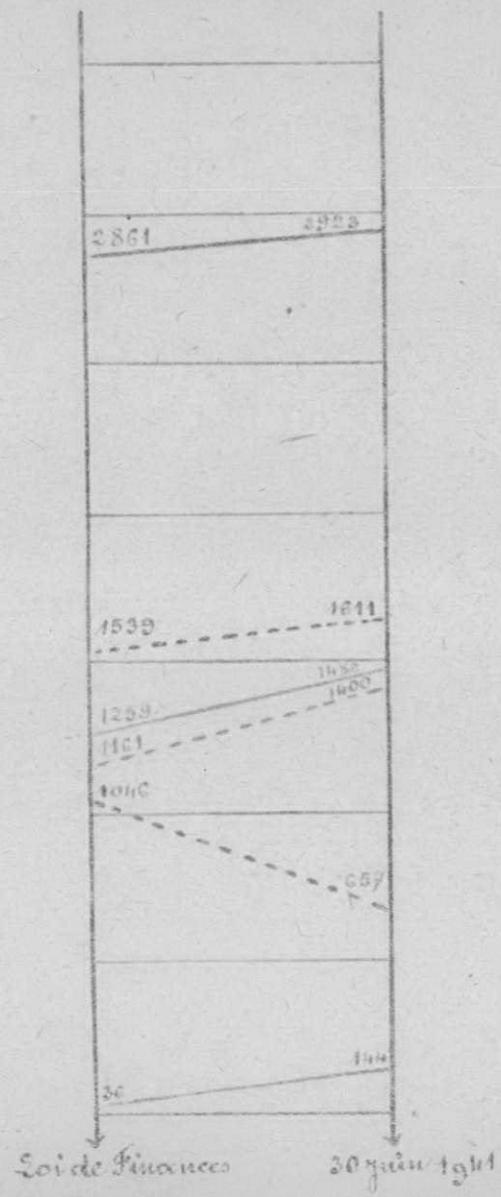
Légende.

- Crédits d'engagement. } total des projets
- - - Projets présentés.
- Projets autorisés.
- - - Engagements.
- Paiements (total).
- - - Paiements de 1911.

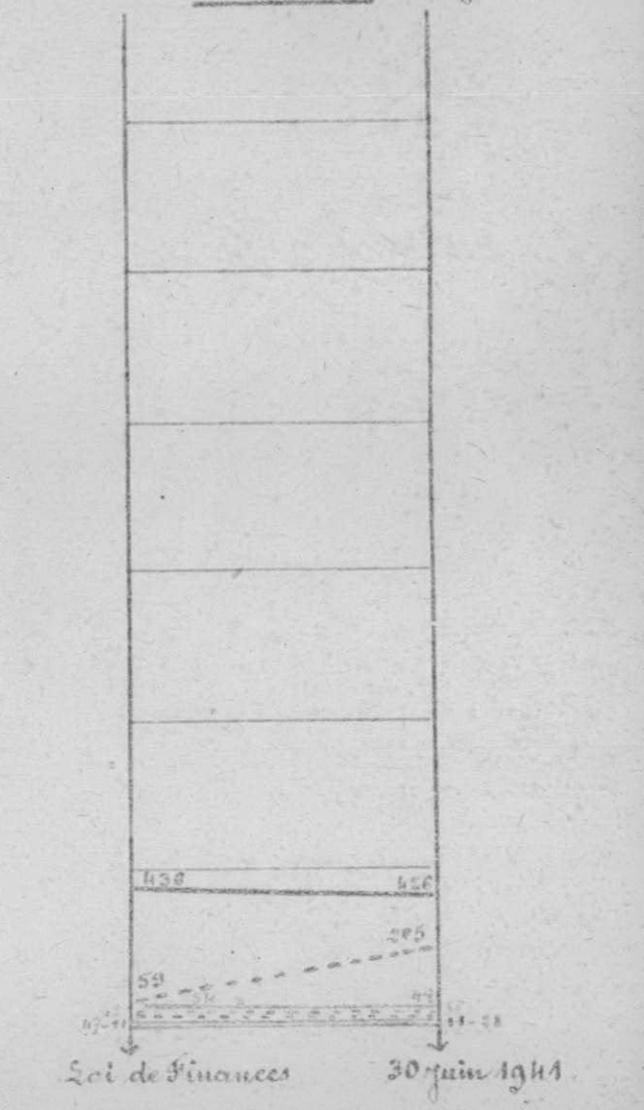
Travaux Complémentaires



Matériel Roulant Neuf



Matériel Roulant autre que neuf
Mobilier & Outillage



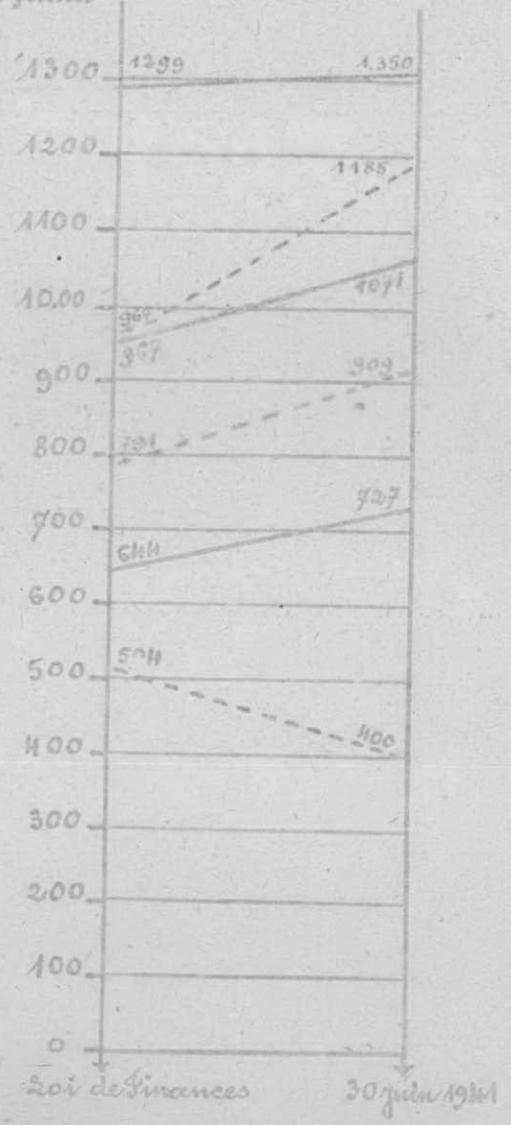
Budget d'établissement de l'exercice 1941

Programme Ordinaire (Dépenses totales - frais généraux compris)

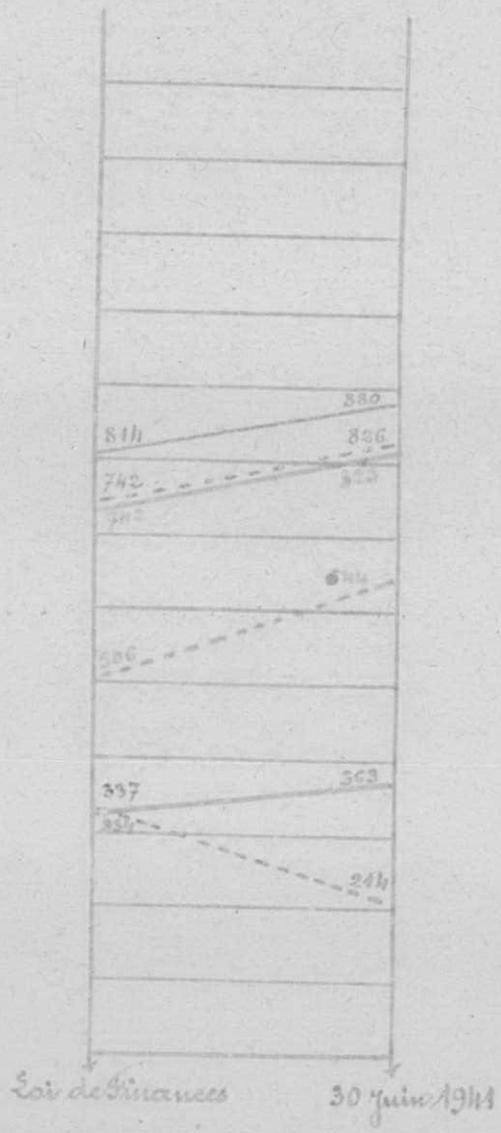
Légende

- Crédits d'engagement (total)
- - - Projets présentés
- Projets autorisés
- - - Engagements
- Paiements (total)
- - - Paiements de 1941

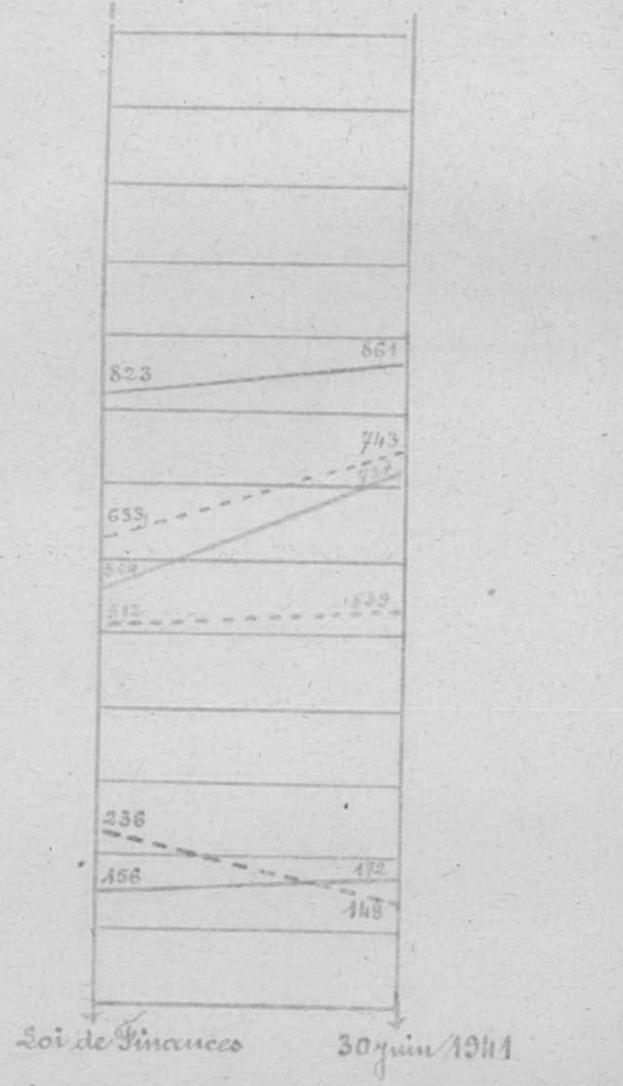
Travaux Complémentaires
en millions de francs



Matériel Roulant Neuf

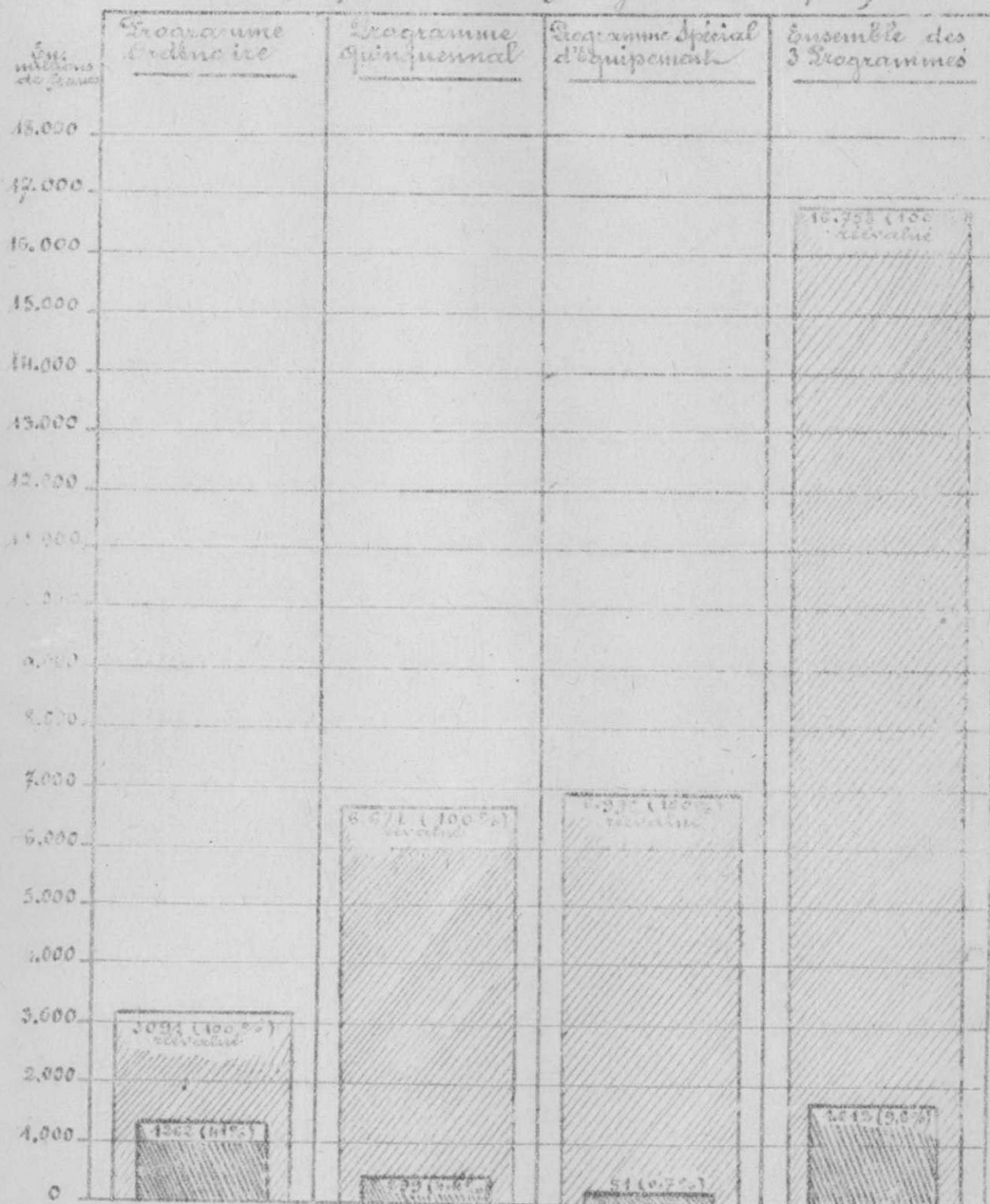


Matériel Roulant autre que neuf
Mobilier et outillage



Dépenses d'établissement de l'exercice 1941

Regist. d'avancement des travaux au 30 juin 1941.
(Dépenses totales - frais généraux compris)



Légende

Bleu... Montant total évalué des projets et commandes.

Rouge... Degré d'avancement des projets et commandes (paiements effectués depuis l'origine jusqu'au 30 juin 1941).

Budget d'établissement de l'exercice 1941

Programme spécial d'équipement

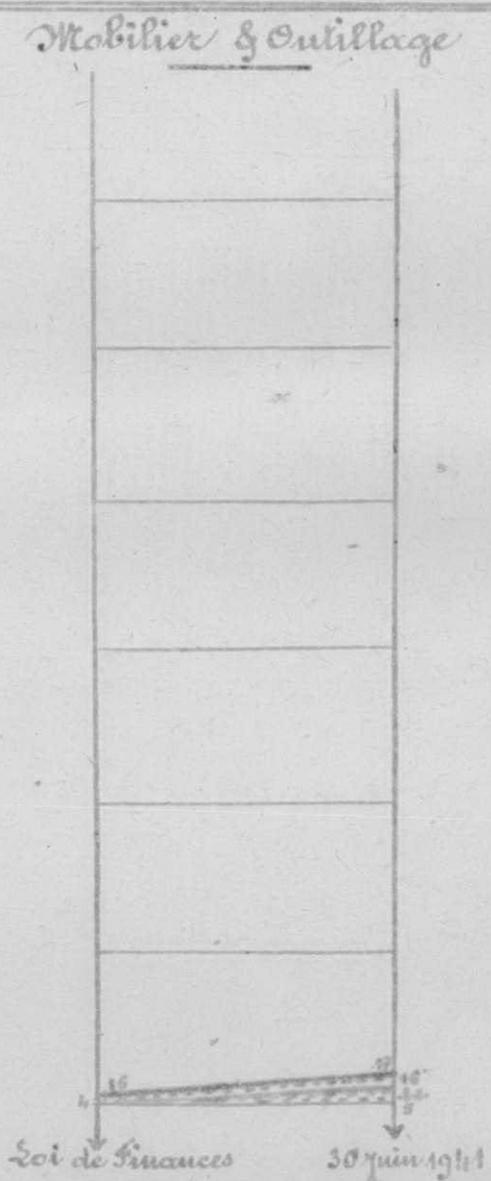
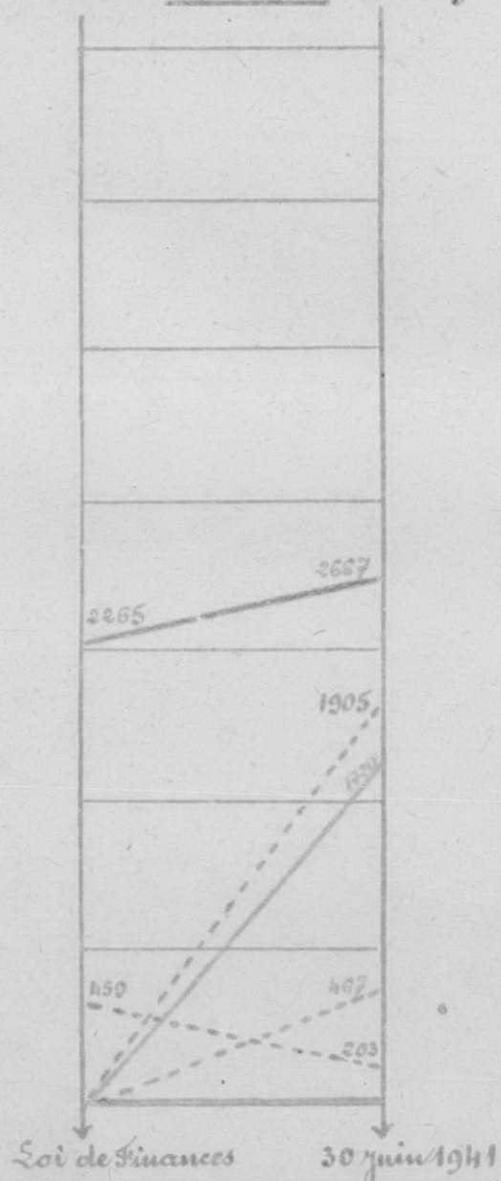
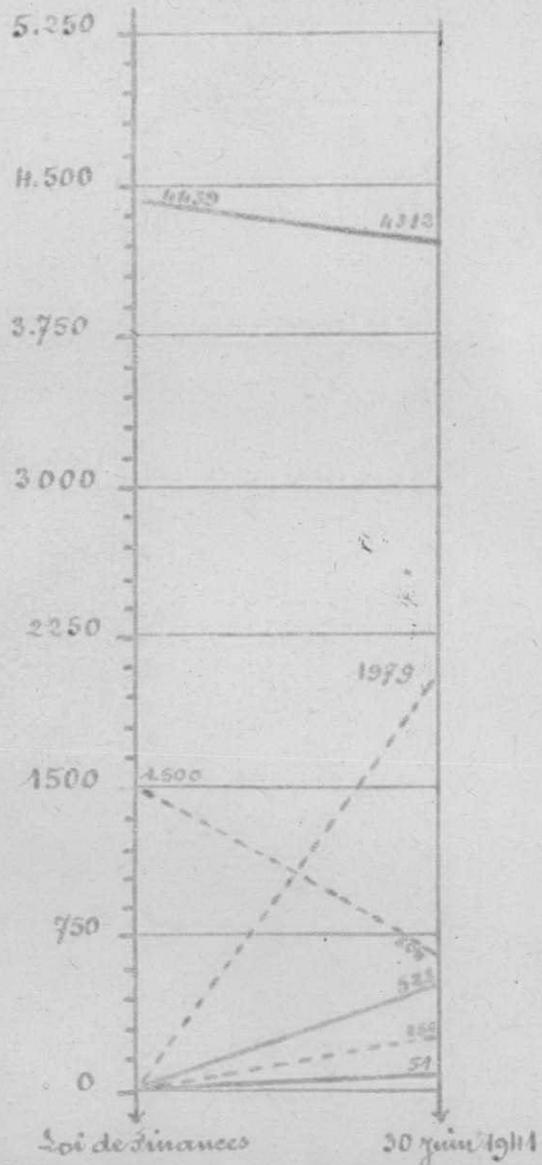
(Dépenses totales - frais généraux compris)

Travaux complémentaires

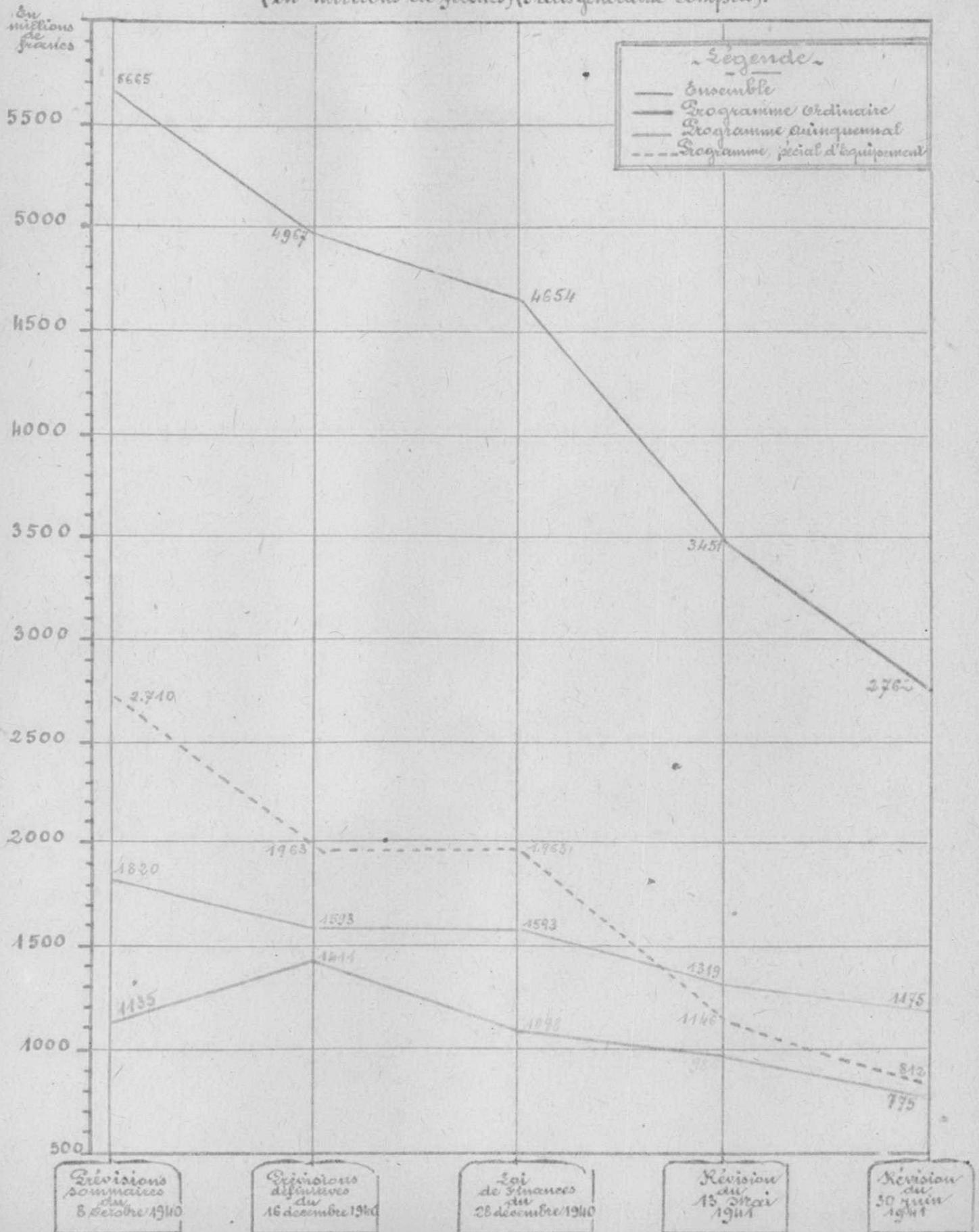
Matériel roulant neuf

- Légende -

—	Credits d'engagement.	} total des projets
- - - -	Projets précédents.	
—	Projets autorisés.	
- - - -	Engagements.	
—	Paiements (total).	
- - - -	Paiements de 1941	



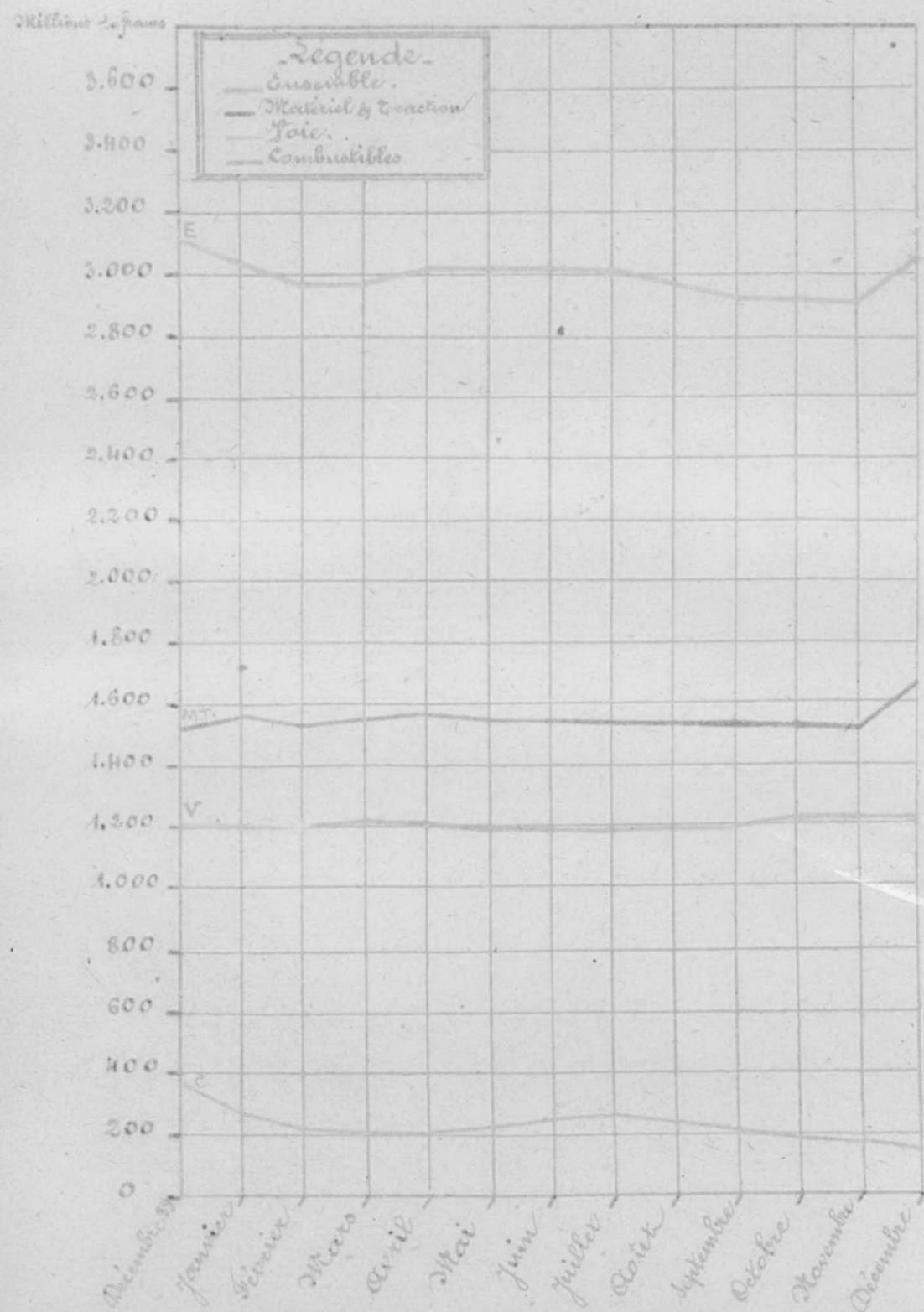
(en millions de francs) (trois généraux compris).



Montant des Approvisionnements
en
1940 & 1941

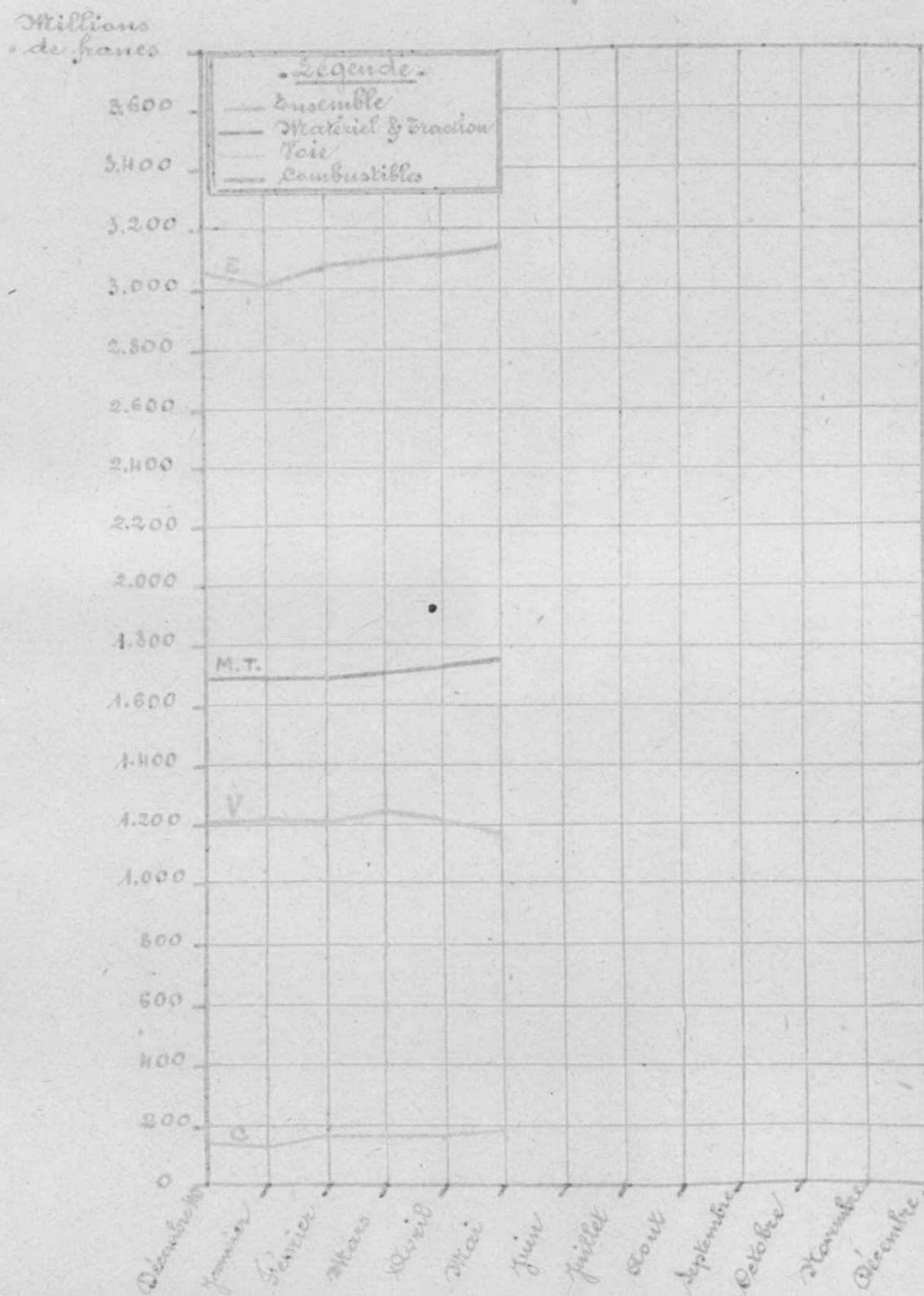
Montant des Exercice 1940

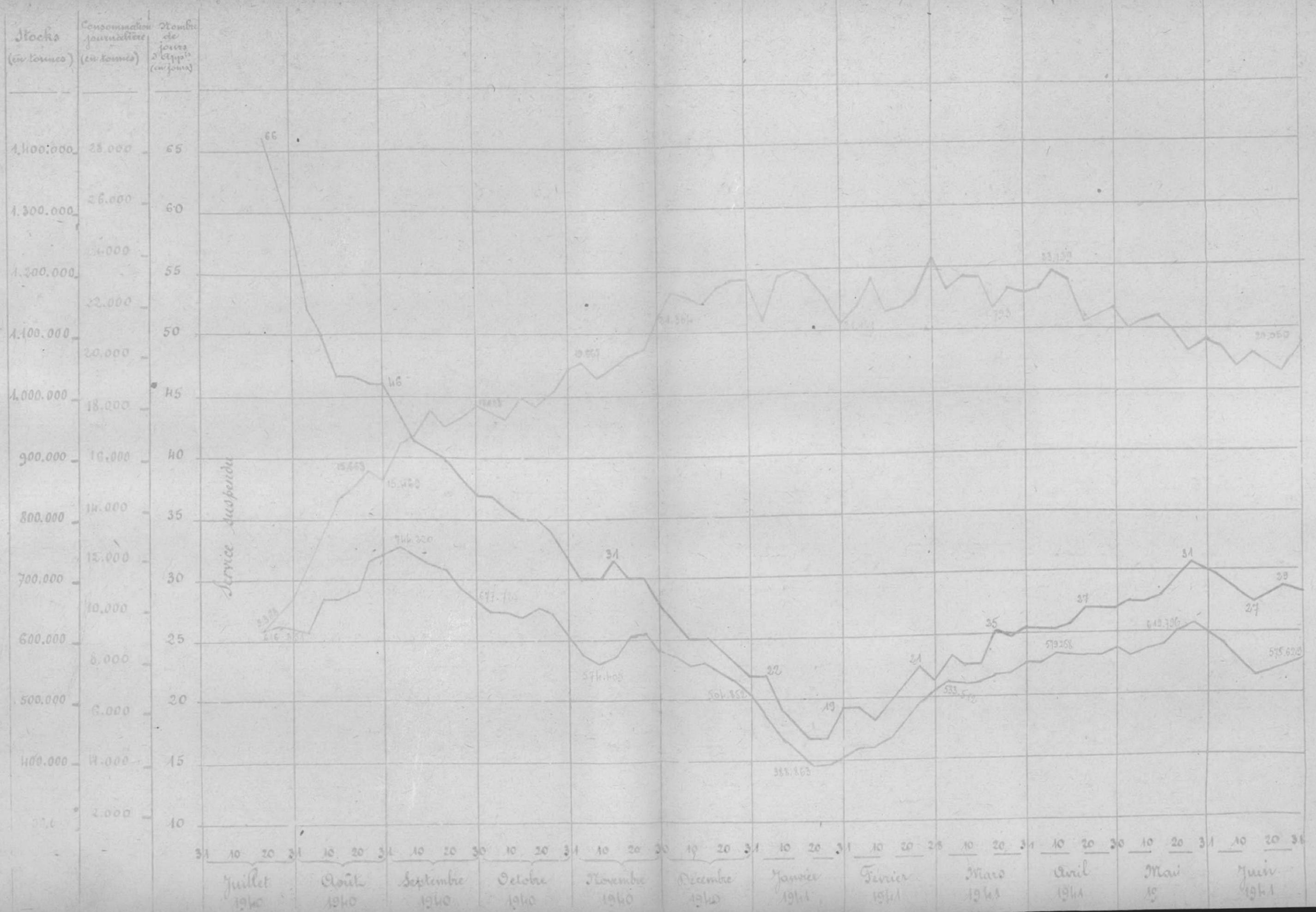
(y compris les approvis^{ts} A.L.
qui ont fait l'objet dans le 2^e semestre
1940, d'écritures de régularisation).



Approvisionnements Exercice 1941

(y compris les Approvis^{ts} A.L.)



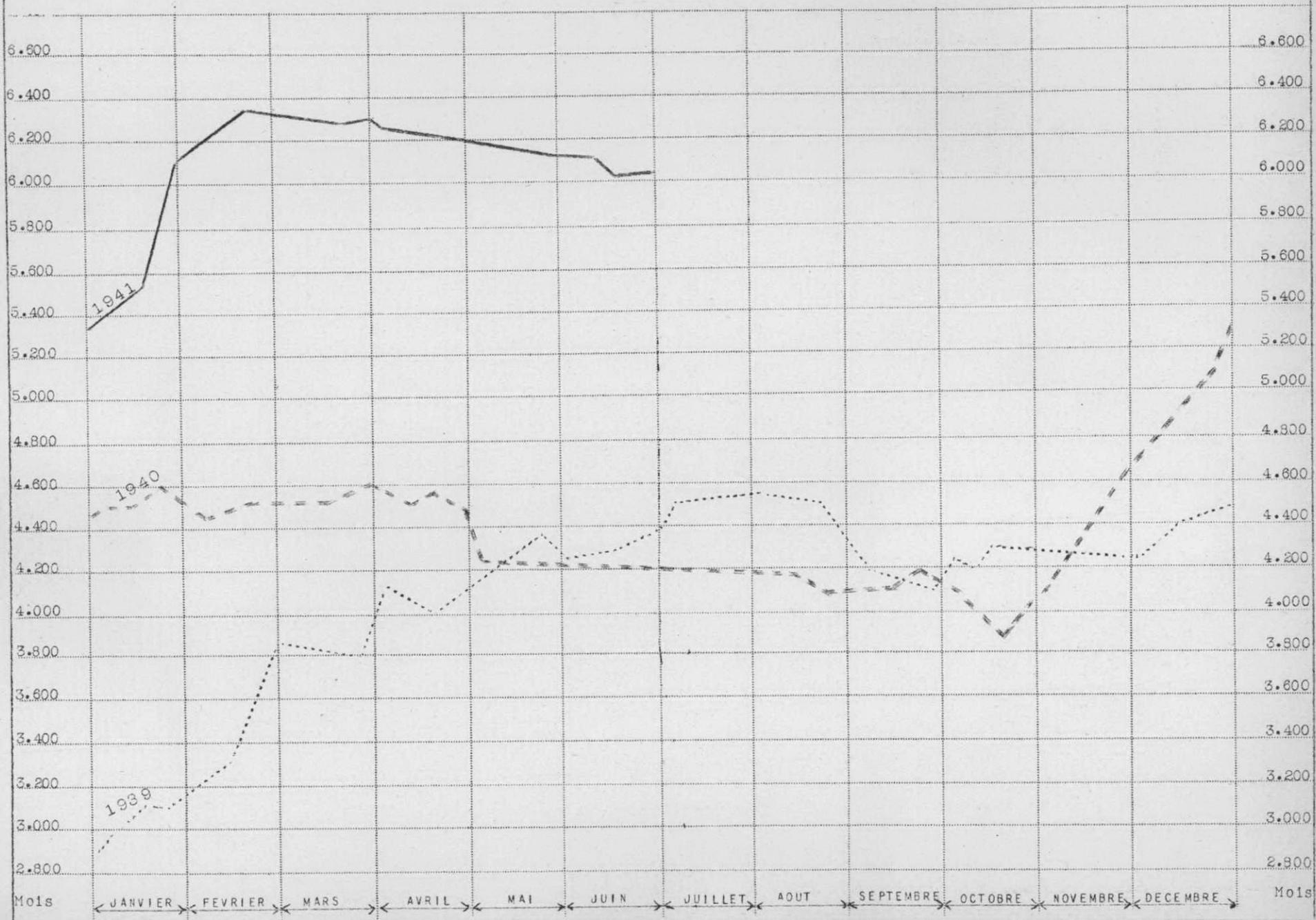


MOUVEMENT DES CAPITAUX
en millions de francs

<u>RECETTES</u>	1940			1941	
	2 ^e TRIMESTRE	3 ^e TRIMESTRE	4 ^e TRIMESTRE	1 ^{er} TRIMESTRE	2 ^e TRIMESTRE
1° Versements des gares et assimilés	3.318	1.729	3.731	3.028	3.289
2° Mandats administratifs	612	954	2.127	1.093	3.042
3° Annuités versées par l'Etat	336	885	604	496	594
4° Ressources d'établissement	147	-	49	-	750
5° Ressources à court terme	2.384	2.744	4.609	3.331	3.805
6° Sommes portées au crédit des compagnies	923	1.310	1.113	1.091	938
7° Avances du Trésor	1.002	2.500	-	-	-
	-	-	-	3.907	-
<i>Total des Recettes</i>	8.720	10.122	12.233	12.951	12.396
<u>DÉPENSES</u>					
1° Envois de fonds aux gares et services	1.834	2.966	2.828	2.455	2.489
2° Règlements de fournisseurs et divers	1.764	1.488	2.474	2.108	2.198
3° Charges financières	1.311	1.298	1.845	1.655	1.200
4° Remb ^t de ressources d'étab ^t à remplacer	5	82	1	83	19
5° Remb ^t de ressources à court terme	2.868	2.828	3.292	2.393	3.067
6° Prélèvements des compagnies	917	903	1.280	1.153	1.161
7° Remb ^{ts} d'avances du Trésor	-	283	635	3.098	1.331
	-	304	-	-	-
<i>Total des Dépenses</i>	8.599	10.152	12.335	12.945	12.394
DIFFERENCE : (Recettes - Dépenses) (Variation des fonds disponibles)	+ 121	- 30	- 102	+ 6	+ 2

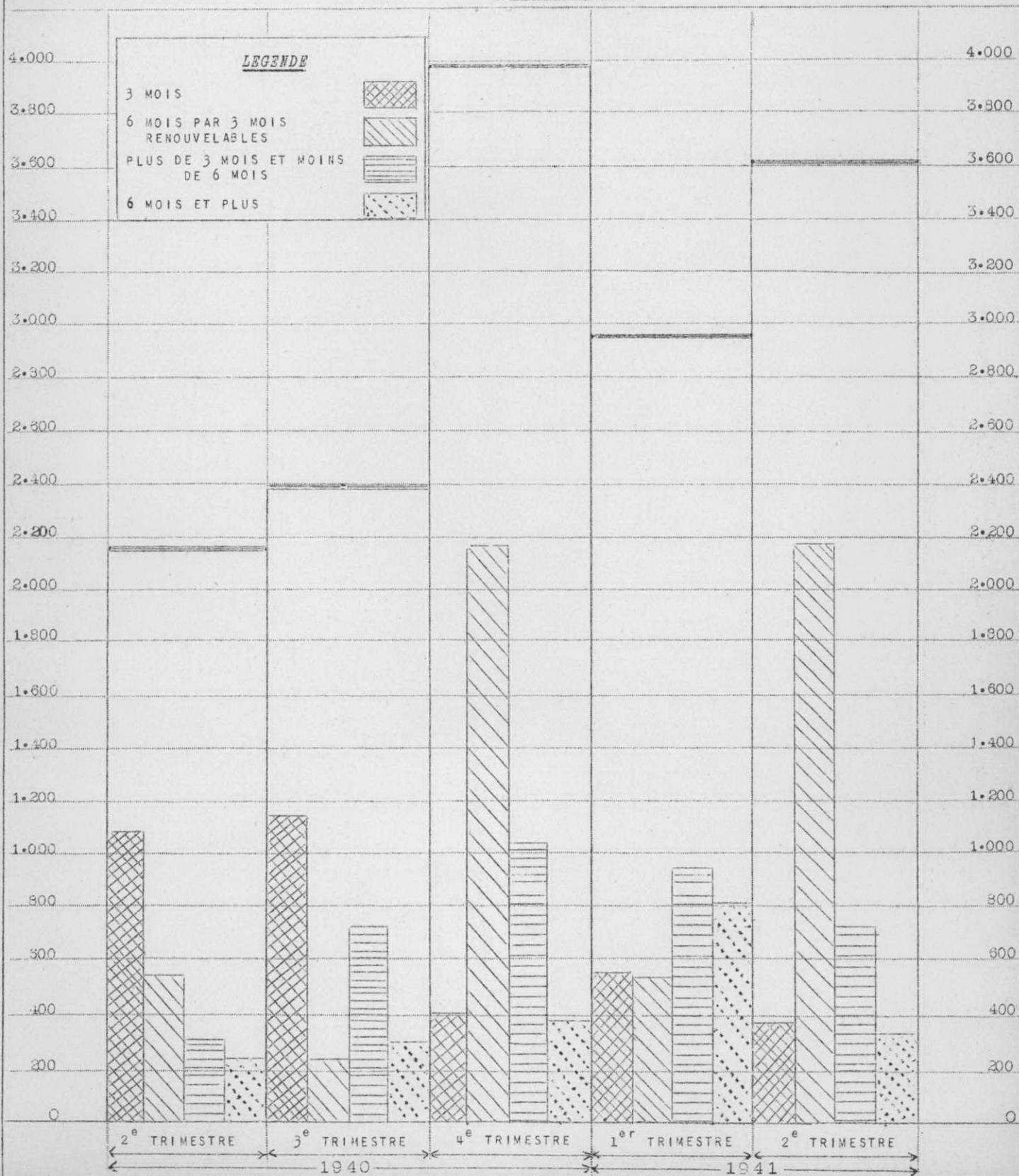
ENGAGEMENTS A COURT TERME DE LA S.N.C.F.

(EN MILLIONS DE FRANCS)



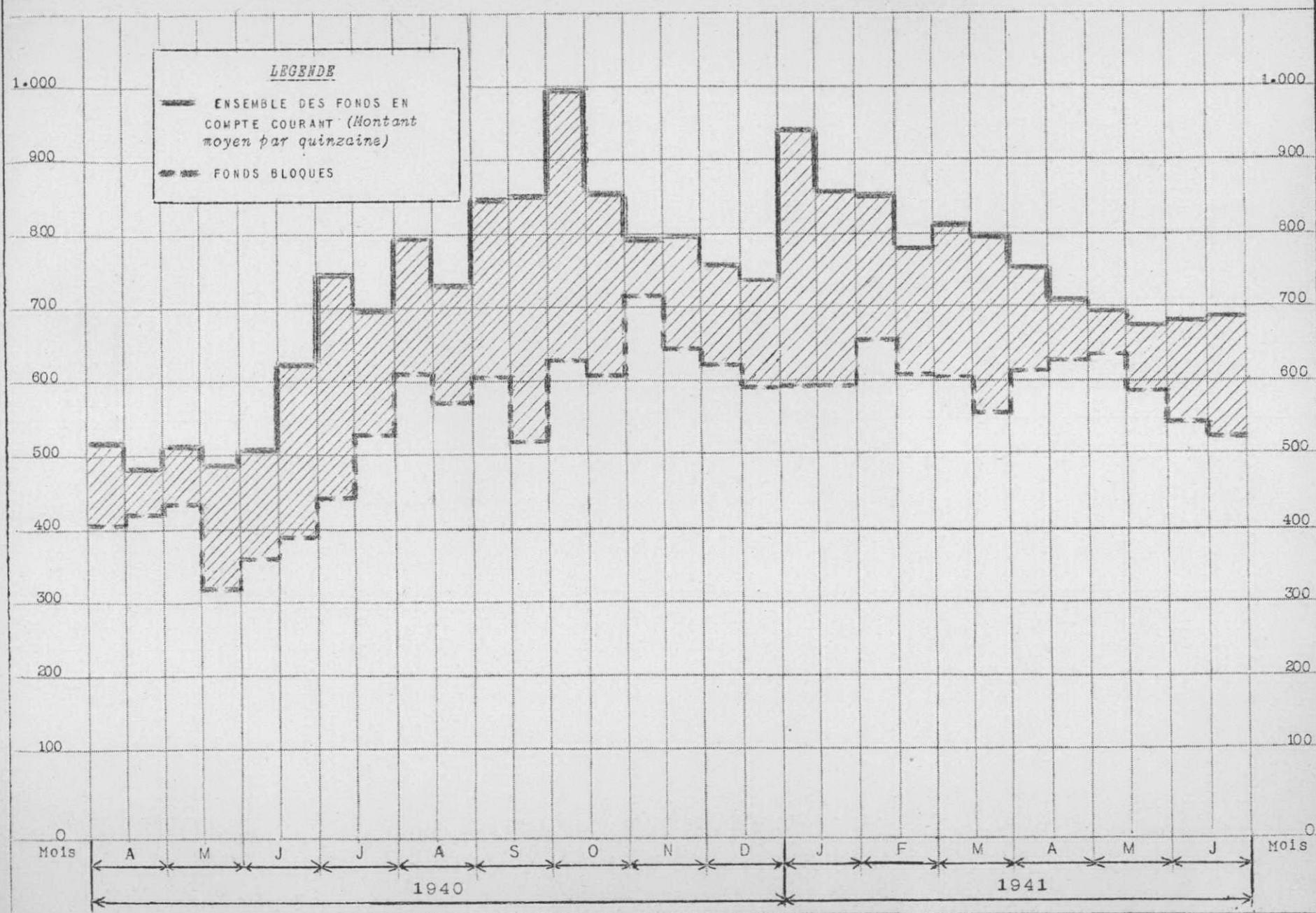
MONTANT ET REPARTITION PAR DUREES DES ENGAGEMENTS A COURT TERME (ESCOMPTE FERME) CONTRACTES PAR LA S.N.C.F. AU COURS DE CHAQUE TRIMESTRE

(EN MILLIONS DE FRANCS)



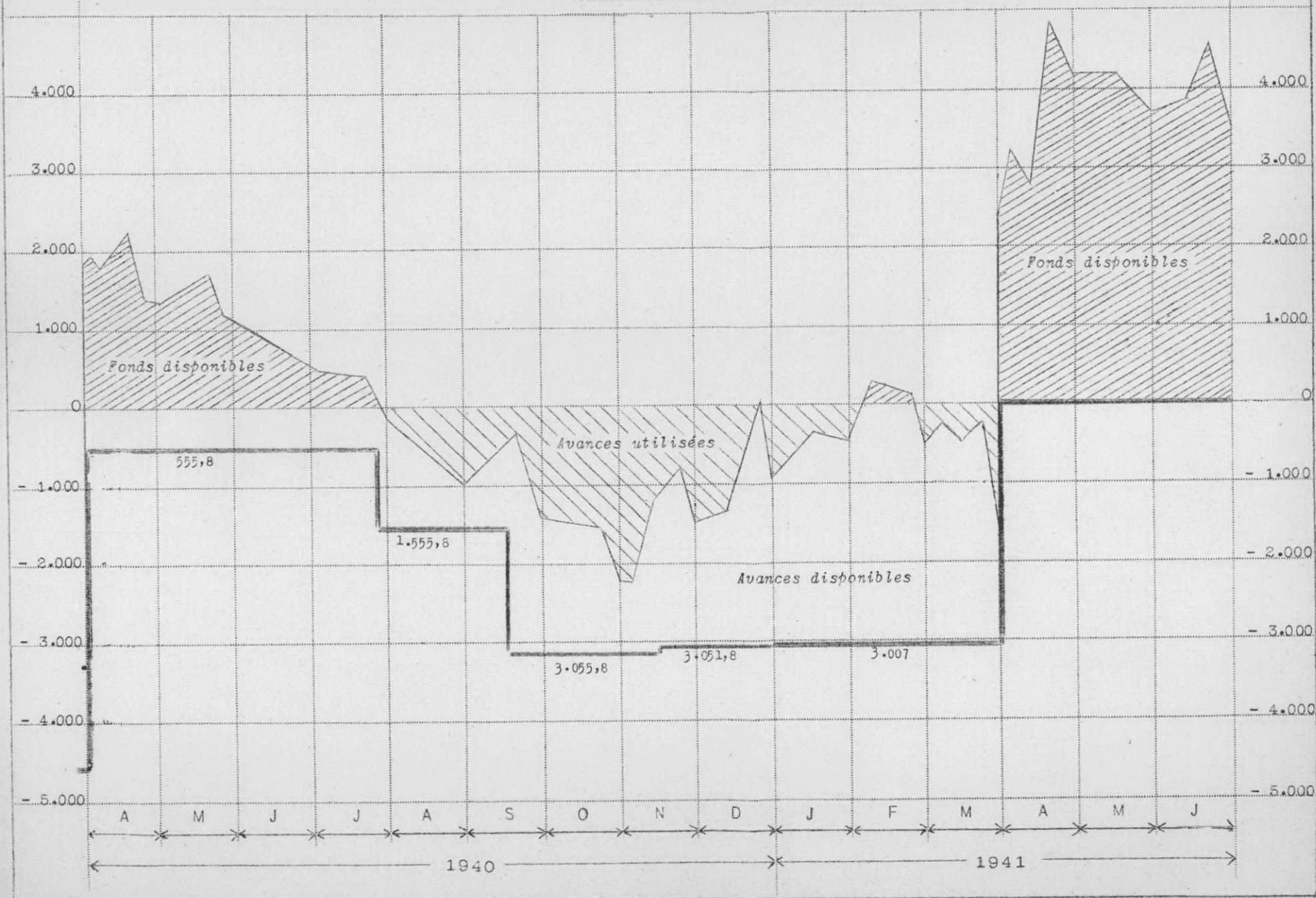
FONDS DES COMPAGNIES EN COMPTE COURANT A LA S.N.C.F.

(en millions de francs)



COMPTE COURANT DE LA S.N.C.F. AU TRESOR

(EN MILLIONS DE FRANCS)



14 mai 1941

QUESTION VII - Rapport trimestriel sur l'évolution de la trésorerie et l'exécution du budget de la S.N.C.F. (article 14 du décret du 11 décembre 1940).-

P.V.

M. LE PRESIDENT expose les grandes lignes du rapport qu'il est proposé d'adresser à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications en exécution de l'article 14 du décret du 11 décembre 1940.

Ce rapport comporte trois parties :

- exécution du budget d'exploitation,
- exécution du budget d'établissement,
- évolution de la trésorerie.

Les opérations retracées dans la première et la dernière parties sont celles du 1er trimestre 1941. Par contre, faute d'une centralisation suffisamment rapide des dépenses d'établissement, la seconde partie retrace les opérations exécutées pendant le dernier trimestre 1940.

Les Services étudient les conditions dans lesquelles il pourra être mis fin, à l'avenir, à cette disparité.

Le Conseil approuve le rapport.

Sténo p. 22

M. LE PRESIDENT - Aux termes de l'article 14 de décret du 11 décembre 1940, relatif au contrôle de l'Etat sur les chemins de fer et les transports par route et par eau "chaque trimestre, un rapport "sur l'évolution de la trésorerie et l'exécution du budget est préparé "par la Société Nationale des Chemins de fer français et transmis au "Secrétaire d'Etat aux Communications et au Secrétaire d'Etat aux "Finances".

.....

Le projet de rapport qui vous est soumis constitue la première application de cette disposition.

La présentation adoptée ne doit pas être considérée comme définitive : à côté des indications d'ordre statistique, il y aura lieu, à l'avenir, de développer davantage les considérations d'ordre général sur la marche de l'exploitation auxquelles ce premier document n'a fait qu'une place insignifiante.

Dans sa forme actuelle, le projet de rapport est divisé en trois parties :

- exécution du budget d'exploitation pendant le 1er trimestre 1941,
- exécution du budget d'établissement pendant le 4ème trimestre 1940,
- évolution de la trésorerie au cours du 1er trimestre 1941.

La raison pour laquelle la deuxième partie est consacrée aux opérations du 4ème trimestre 1940 et non - comme les deux autres - à celles du 1er trimestre 1941, est que les dépenses d'établissement ne sont pas actuellement centralisées assez rapidement pour que nous puissions en rendre compte en même temps que des recettes et dépenses d'exploitation et des opérations de trésorerie se référant à la même période.

Les Services étudient, en ce moment, le moyen de faire disparaître ce décalage dans le temps, au besoin au prix d'une approximation plus grande dans les dépenses d'établissement; il serait, en effet, souhaitable que le rapport trimestriel concernât la même période d'exécution pour le budget d'établissement que pour le budget d'exploitation.

A - Budget d'exploitation.-

Je n'ai rien à ajouter aux renseignements que je vous ai fournis au cours de notre dernière séance concernant la situation budgétaire de la S.N.C.F. à la fin du mois de mars.

Je rappelle seulement qu'en définitive, les recettes sont en diminution de 75 M. sur nos prévisions et les dépenses en diminution

de 226,7 M., de telle sorte que la balance des recettes et des dépenses d'exploitation fait ressortir un excédent de 152 M. pendant le 1er trimestre.

B - Budget d'établissement.-

Le rapport examine successivement les trois programmes en cours d'exécution, le programme ordinaire, le programme quinquennal, le programme spécial d'équipement et puis la situation des approvisionnements.

Il fait ressortir l'état d'avancement très variable de ces trois programmes au 31 décembre 1940; cet état d'avancement, exprimé en pourcentage des paiements effectués par rapport aux dépenses totales prévues, est caractérisé par les chiffres ~~xxxxxxx~~ ci-après :

- 75 % pour le programme ordinaire,
- 2 % pour le programme quinquennal,
- et 0,1% seulement pour le programme d'équipement,

la faiblesse de ce dernier chiffre s'expliquent par ce fait que le programme d'équipement, ainsi que vous le savez, n'a été établi qu'au cours du dernier trimestre de l'année 1940.

a) En ce qui concerne le programme ordinaire, la situation au 31 décembre 1940 est la suivante:

- Pour les travaux complémentaires, le montant total des projets inscrits atteint 1.182 M., les dépenses engagées s'élèvent à 1.074 M. et les paiements effectués à 912 M. Il ne reste, par conséquent, que 270 M. de travaux à effectuer à ce titre.

- Pour le matériel roulant neuf, les paiements effectués s'élèvent à 965 M. sur un crédit d'engagement total de 1;197 M., les dépenses d'ores et déjà engagées atteignent la totalité de ce crédit.

- Pour le matériel roulant autre que neuf, le meublier, l'outillage, et le matériel naval, sur un crédit d'engagement total de 782 M., 607 M. de dépenses sont engagées et 443 M. ont donné lieu à des paiements effectifs.

Au total, 2.878 M. de dépenses sont engagées au titre du programme ordinaire (sur un crédit total de 3.161 M.) et les paiements effectués ont atteint 2.320 M.; il reste, par conséquent, 558 M. à payer sur les

dépenses engagées.

b) Pour le programme quinquennal, l'état d'avancement dans l'exécution est moindre : sur un crédit d'engagement global de 5.845 M., les projets présentés au 31 décembre 1940 ne représentaient qu'une dépense de 2.364 M., sur laquelle les engagements effectifs atteignaient 1.311 M. et les paiements effectués 91 M. seulement. On constate donc un retard assez considérable dans la mise en route de ce programme, dont l'origine remonte au décret-loi du 12 novembre 1938.

c) Quant au programme d'équipement, son exécution était à peine commencée le 31 décembre 1940 : les dépenses effectuées à cette date sont seulement d'environ 5 M. Le véritable démarrage ne s'est produit en réalité, qu'au début de 1941.

En ce qui concerne les approvisionnements, le rapport enregistre une baisse des stocks au cours de l'année 1940 : le total de ces approvisionnements est, en effet, passé, du 1er janvier au 31 décembre 1940, de 3.098 à 3.046 M., soit une baisse en valeur de 52 M.

Etant donné la hausse des prix au cours de l'année, la baisse en quantité est beaucoup plus importante. De fait; du 1er janvier au 31 décembre 1940, le stock est tombé :

- pour les combustibles, de 1.511.847 T. à 504.852 T., soit une baisse de 66,6 %;

- pour les rails, de 1.323 km de voie à 800 km, soit une baisse de 39,5 %;

- pour les traverses, de 5.220.450 unités à 4.057.604, soit une baisse de 22,2%.

C - Trésorerie.-

Le rapport distingue les ressources d'établissement et les ressources de trésorerie proprement dites.

a) En ce qui concerne les ressources d'établissement, aucune émission publique n'a été effectuée au cours du 1er trimestre 1941 et la lacune dans la couverture des dépenses d'établissement a atteint, le 31 mars 1941, le chiffre de 3.489 M. La constatation de cette lacune pose la question de l'émission éventuelle d'un emprunt par la S.N.C.F.

b) Les ressources à court terme de toute nature, qui s'élevaient, au 31 décembre 1940, à 5.340 M., ont atteint 6.278 M. le 31 mars 1941, soit une augmentation de 938 M. qui porte presque exclusivement sur l'escompte ferme de nos billets, et dans une faible mesure, sur les traites de nos fournisseurs.

Cette augmentation de nos ressources à court terme a été acquise en dépit d'une baisse des taux offerts. Par rapport à la fin de l'année 1940, ces taux s'établissaient à fin mars 1941 en baisse de 9/32èmes pour les effets à trois mois, de 16/32èmes pour ceux à six mois renouvelables à trois mois, de 17/32èmes pour ceux à six mois ferme et de 18/32èmes pour ceux à un an.

Le volume de notre dette à court terme a d'ailleurs été volontairement limité : ainsi que vous le savez, nous avons suspendu, depuis le 29 janvier, l'émission de nouveaux billets à six mois par trois mois renouvelables et, depuis le 26 février toutes opérations nouvelles sur les billets de toute nature, la trésorerie de la S.N.C.F. étant assurée pour plusieurs mois. Au surplus, ainsi qu'il vous en est rendu compte chaque semaine, le renouvellement des effets en circulation est assuré pour le moment dans une proportion d'environ 90 à 95 %.

c) En ce qui concerne les avances du Trésor public, la S.N.C.F. n'a pas eu besoin d'y recourir pendant le premier trimestre 1941, sa trésorerie ayant été suffisamment alimentée par ses propres ressources.

Tel est, dans ses grandes lignes, le contenu du rapport qui vous est soumis. Quelqu'un a-t-il des observations à formuler au sujet de ce rapport ?

Le Conseil approuve le projet de rapport qui lui est soumis.

RAPPORT TRIMESTRIEL
sur la situation budgétaire et financière
de la S.N.C.F. (Article 14 du Décret du 11 Décembre 1940)

- 1^{ère} partie : Exécution du budget d'Exploitation pendant
le 1^{er} trimestre 1941 (pages 1 à 18)
- 2^{ème} partie : Exécution du budget d'Etablissement pendant
le 4^{ème} trimestre 1940 (pages 19 à 27)
- 3^{ème} partie : Evolution de la Trésorerie du 1^{er} trimestre
1941 (pages 28 à 38)

Annexes

PROJET

Monsieur le Ministre,

Aux termes de l'article 14 du décret du 11 Décembre 1940, relatif au contrôle de l'Etat sur les Chemins de fer et les transports par route et par eau, la Société Nationale des Chemins de fer Français doit fournir chaque trimestre au Secrétaire d'Etat aux Communications et au Secrétaire d'Etat aux Finances un rapport sur l'évolution de sa trésorerie et l'exécution de son budget.

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli le rapport afférent au premier trimestre de l'exercice 1941.

Ce rapport comprend trois parties :

- 1°) Exécution du budget d'exploitation,
- 2°) Exécution du budget d'établissement,
- 3°) Evolution de la trésorerie.

Les première et troisième parties concernent les opérations du premier trimestre 1941 et la deuxième partie, celles du quatrième trimestre 1940, les renseignements afférents à l'exécution du budget d'établissement ne pouvant être centralisés dans le même délai que ceux relatifs à l'exécution du budget d'exploitation et à

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications,
(Direction Générale des Transports)

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux
Finances (Direction de l'Economie Générale)

l'évolution de la trésorerie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance
de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

1^{ère} PARTIE

EXECUTION DU BUDGET D'EXPLOITATION PENDANT

LE 1^{er} TRIMESTRE 1941

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES

Les chiffres de dépenses et de recettes qui figurent dans le présent compte rendu s'entendent A.L. exclu et ne sont d'ailleurs que des chiffres approchés. Nous indiquerons dans le compte rendu relatif au second trimestre les chiffres comptables correspondants.

Les comparaisons aux exercices antérieurs porteront sur 1940 en ce qui concerne les recettes hors trafic et les dépenses et sur 1939 en ce qui concerne les recettes du trafic. L'exercice 1940 présente, en effet, au point de vue des recettes du trafic, de telles anomalies résultant de l'évolution des événements militaires, qu'il est plus rationnel de comparer les recettes du trafic de 1941 à celles des 12 derniers mois de paix (du 1^{er} Septembre 1938 au 31 Août 1939).

Pour les dépenses, au contraire, l'évolution des prix nous a amenés à reprendre pour base de comparaison l'exercice 1940 bien que l'influence des événements au cours de l'année écoulée, soit très sensible sur toutes les dépenses de travaux et de matières.

SECTION I - RECETTES

1°) Recettes du trafic

	1939	1941		Pourcentage de variation des recettes publiées par rapport		
		Résultats	Prévisions	Recettes publiées	aux résultats de 1939	aux prévisions
Janvier	(Voyageurs.....)	290 ^{M9}	253 ^{M8}	228 ^{M2}	- 21,6	- 10,1
	(Marchandises..)	871	781,2	796,1	- 8,6	+ 1,9
	(Ensemble.....)	1.161,9	1.035	1.024,3	- 15,1	- 4,5
Février	(Voyageurs.....)	286,8	250,2	244,8	- 14,6	- 2,2
	(Marchandises..)	838,9	752,4	828,2	- 1,3	+ 10
	(Ensemble.....)	1.125,7	1.002,6	1.073	- 4,7	+ 7
Mars	(Voyageurs.....)	312,5	267	285	- 8,7	+ 6,7
	(Marchandises..)	913,5	819,3	880,7	- 3,6	+ 7,5
	(Ensemble.....)	1.226	1.086,3	1.165,7	- 4,9	+ 7,3
1 ^{er} trimes- tre	(Voyageurs.....)	890,2	771	758	- 14,8	- 1,7
	(Marchandises..)	2.623,4	2.352,9	2.505	- 4,5	+ 6,5
	(Ensemble.....)	3.513,6	3.123,9	3.263	- 7,1	+ 4,5

L'annexe N° I au présent rapport montre l'évolution hebdomadaire des recettes du trafic (voyageurs, marchandises et ensemble) ainsi que celle des wagons chargés.

Les recettes-voyageurs ont progressé d'une façon continue pendant le trimestre ; la reprise a toutefois été entravée par les froids importants qui ont marqué le début de l'année, par la réduction du nombre des trains nécessitée par les difficultés d'approvisionnement en combustibles ainsi que par les difficultés de franchissement des lignes de démarcation et d'arrêt.

La disparition de la concurrence routière a largement contribué, sur tout le territoire à limiter la baisse des recettes, mais l'évolution du trafic est différente selon les

zones.

En zone libre, le trafic est satisfaisant par suite de la présence de nombreux réfugiés sur cette partie du territoire national.

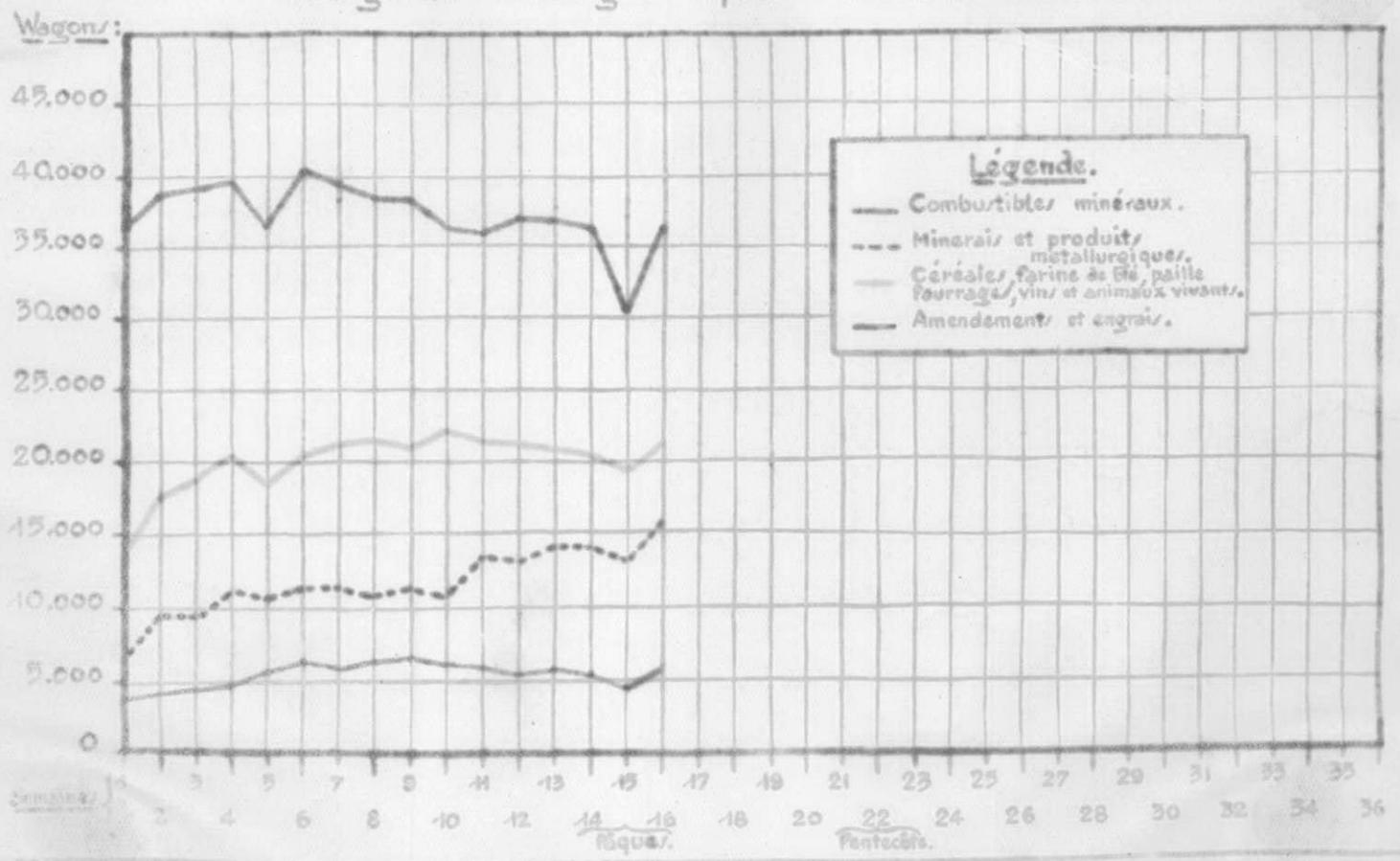
En zone occupée, la suppression de la concurrence routière est compensée, en grande partie, par la disparition des voyages d'agrément et par la diminution de la population.

Ce que nous venons de dire pour la zone occupée peut se répéter pour la zone interdite, en ajoutant les difficultés de franchissement de la ligne d'arrêt.

Les recettes marchandises, qui avaient progressé en Février malgré les froids des premiers jours de ce mois, marquent en mars une tendance à la stabilisation.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution hebdomadaire (en nombre de wagons) de certains transports plus particulièrement suivis, groupés par grandes catégories.

Wagons chargés par nature de trafic.



Toutes les natures de transports ont progressé régulièrement pendant les quatre premières semaines. On constate au cours de la 5^e semaine un recul presque général et assez important, résultant des difficultés de transport dues au froid exceptionnel du début de Février.

Depuis cette époque, le trafic des combustibles minéraux, qui a atteint un maximum au cours de la 6^e semaine, est en régression presque continue, pour une production à peu près constante, la limitation du nombre des wagons mis à la disposition des houillères les a obligées à respecter le contingentement réservé à la batellerie dans cette catégorie de transports.

Le trafic des minerais et produits métallurgiques a marqué une certaine reprise vers le milieu de Février, puis s'est ralenti pendant la dernière semaine de Février et la première quinzaine de Mars ; depuis ce moment, il est en progression sensible.

Les transports agricoles (céréales, farine, pailles, fourrages, vins, animaux vivants, amendements et engrais) sont relativement stables depuis fin Janvier, dans le détail, il y a progression pour les pailles, les fourrages, et recul sur les transports d'animaux vivants.

En ce qui concerne les engrais, il y a un recul considérable sur les transports d'une année normale : 20% par rapport à 1939 sur les engrais azotés, 70% sur les phosphates et superphosphates et 80% sur les scories de déphosphoration.

Dans l'ensemble, il ne semble pas qu'il y ait lieu d'espérer, dans un avenir immédiat, une amélioration sensible du volume du trafic, en raison de la diminution de notre parc de matériel roulant et des signes de ralentissement de l'activité économique à mesure de l'épuisement des stocks de matières premières.

Parcours et chargement des trains / Utilisation et rotation du matériel roulant -

Les nécessités du trafic actuel sont dominées par deux considérations extrêmement importantes :

Obligation d'économiser le charbon,
Diminution du parc.

Le problème est en outre compliqué par les transports de priorité.

La S.N.C.F. a réussi à faire face à ses obligations par les moyens suivants :

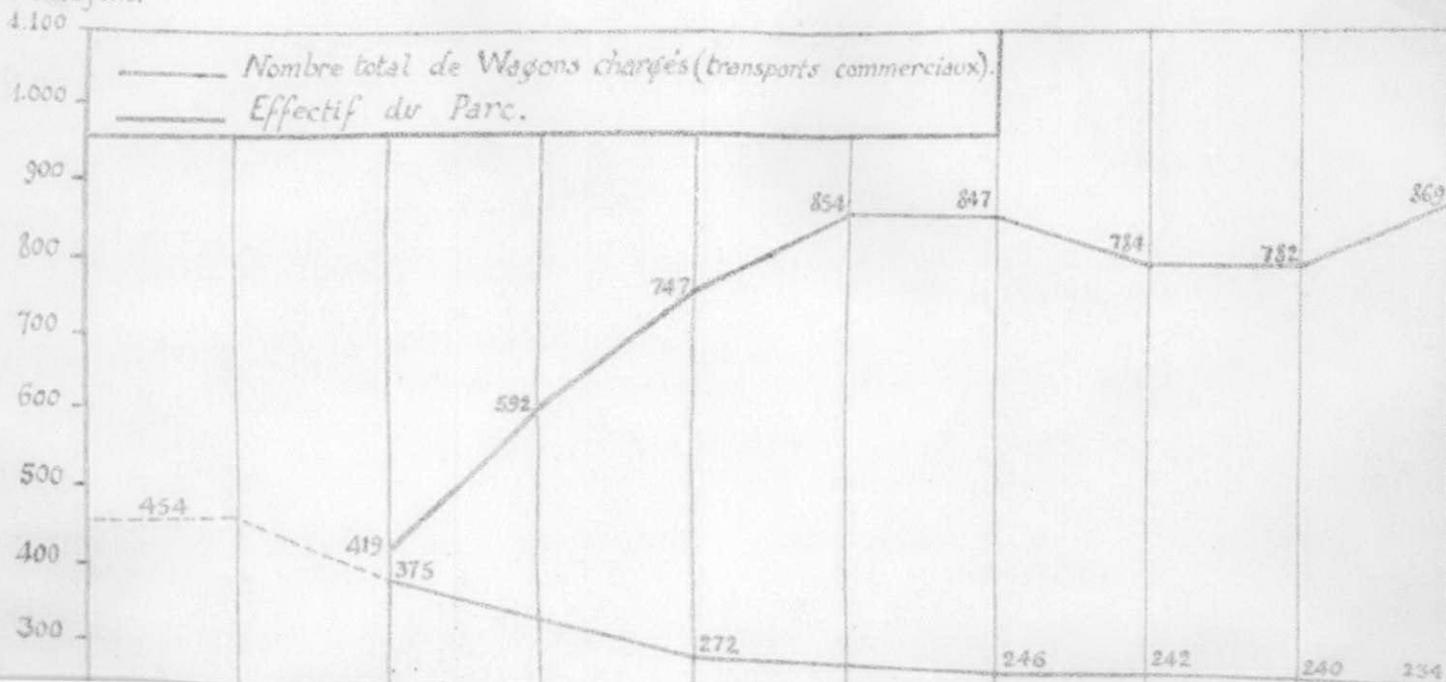
Amélioration de la rotation du matériel,
 Surveillance rigoureuse de la charge moyenne des trains,
 Report dans toute la mesure du possible du trafic
 sur les grandes artères électrifiées,
 Réduction des parcours des trains de voyageurs.

Malgré la réduction considérable du parc de matériel roulant qui était au total de 454.000 unités en Mai 1940 sur toute la S.N.C.F. et qui, dans les régions que nous exploitons actuellement, est tombé successivement à 374.700 (recensement du 4 Août), puis à 246.400 en Décembre 1940, 241.000 en Janvier 1941, 239.600 en Février et 234.000 en Mars, nous avons pu assurer un trafic progressivement croissant (16.820 wagons chargés par jour en Août contre 25.500 en Décembre, puis 28.000 en Mars) grâce à une accélération de la rotation du matériel, que l'on peut caractériser par les chiffres suivants, indiquant l'écart moyen en journées, entre deux chargements successifs d'un même wagon disponible pour le trafic :

Août 1940	15,2
Décembre 1940	9,3
Janvier 1941	8,3
Février 1941.....	7,4
Mars 1941	7,3.

Le graphique ci-dessous donne, depuis Août 1940, l'évolution du parc et du nombre mensuel des wagons chargés (trafic commercial seulement) :

en milliers
de wagons.



Les tableaux ci-après permettent de comparer les tonnages kilométriques bruts remorqués, les parcours et la charge moyenné des trains de 1941 et de 1939 (1er trimestre).

	Voyageurs	Message- ries	Marchandi- ses P.V.	Transp.en service	Ensem- ble
1939 (Tonnages kilomé- triques bruts (en millions de tonnes)	12.823	2.623	22.863	194	38.503
(Parcours (en mil- liers de kilomètres)	62.336	8.180	30.199	753	101.468
(Charge moyenné (en tonnes).....	205,7	320,7	757,1	257,6	379,5
1941 (Tonnages kilomé- triques bruts (en millions de tonnes)	5.127	1.616	21.364	354	28.461
(Parcours (en mil- liers de kilomètres)	17.156	3.923	29.629	1.149	51.857
(Charge moyenné en tonnes).....	298,8	411,9	721,-	308,1	548,8

D'une façon générale, on constate un alourdissement des trains de voyageurs et de messageries, par suite de la suppression de nombreux trains à charge faible. Pour les transports P.V., la diminution de charge moyenné constatée résulte des multiples sujétions actuelles : priorité des transports militaires, gêne occasionnée dans les triages par les besoins de l'Armée d'occupation (mouvements de wagons vides), diminution de notre parc de machines lourdes à marchandises, détournements de trains sur des lignes à profil moins favorable pour réserver aux transports par priorité les lignes à grand débit, grosse diminution du trafic des minerais, instabilité du trafic, etc...etc...

Si l'on rapproche maintenant le tonnage kilométrique utile et les parcours, on aboutit aux résultats suivants pour l'ensemble des mois de Janvier et de Février 1939 et 1941 :

	Voyageurs	Marchandises
1939 { Voyageurs km ou tonnes km transportées.....	2.672.052	4.748.900
{ Parcours correspondants (en milliers de km).....	41.180	25.485
{ Nombre de voyageurs ou de tonnes par train km (unités et tonnes).	65 ^V	186 ^T ₃
1941 { Voyageurs km ou tonnes km transportées.....	2.015.772	4.210.300
{ Parcours correspondants (en milliers de km).....	11.311	21.932
{ Nombre de voyageurs ou de tonnes par train km (unités et tonnes).	178 ^V	192 ^T

Ces chiffres traduisent l'effort qui a été fait par la S.N.C.F. pour limiter la consommation du combustible tout en assurant, malgré les difficultés actuelles, les transports très importants qui lui sont confiés.

A fin Mars, la réduction des parcours globaux par rapport à 1939 est d'environ 49 %, mais n'affecte qu'à concurrence de 24 % les parcours effectués en traction électrique. Si l'on considère le seul trafic P.V. les parcours sont en baisse de 2% dans l'ensemble, mais par suite du report des courants de trafic sur les grandes artères électrifiées on constate une réduction de 7,5% des parcours vapeur (24.925.000 km contre 26.960.000) alors que les parcours électriques sont en hausse de plus de 45 % (4.704.000 km contre 3.238.000).

2° - Transports de la poste

Les recettes de transports de la poste pour 1941 ont été évaluées dans le projet de budget à 460 M pour l'exercice entier. Nous n'avons encore rien encaissé de l'Etat à ce titre et aucun crédit n'a encore été inscrit

de ce chef dans le budget national.

3°) Recettes hors trafic

	1 ^{er} trimestre 1940	1 ^{er} trimestre 1941	
		Prévisions	Résultats
Produits du Domaine et locations de terrains.....	15 ^M 1	13 ^M 7	23 ^M 7
Règlements de (Opérations communauté, lo-) normales... cations et (Matériel re- échanges de) tenu à matériel (l'étranger.	35,5	29,8	39,5
	"	237,5	"
Ventes d'énergie électrique	11,5	13,2	20,3
Divers.....	10,-	9,-	5,6
	72 ^M 1	303 ^M 2	89 ^M 1

Les résultats de 1941 sont supérieurs de 20% environ à ceux de 1940.

Le dépassement constaté, par rapport à 1940 et aux prévisions, sur les produits du domaine et les locations de terrains, provient de la récupération, effectuée en 1941, de redevances de buffets, de loyers de locaux à usage commercial, du produit de la location de terrains demeurés impayés en 1940 en raison des circonstances.

Le produit des ventes d'énergie électrique est en progrès sensible par rapport à 1940 et par rapport aux prévisions. Il s'agit d'une augmentation des quantités d'énergie vendues, et, pour une grande part, de l'inscription tardive de recettes afférentes à des ventes effectuées en 1940.

Le dépassement constaté sur le poste "Règlements de

communauté, locations et échanges de matériel (Opérations normales)) provient du développement du produit des locations de locomotives aux tiers et des taxes d'excédent de séjour des wagons sur les embranchements particuliers.

Les prévisions budgétaires ont été établies en tenant compte de l'indemnité de privation de jouissance à laquelle peut prétendre la S.N.C.F. pour son matériel moteur et roulant actuellement retenu à l'étranger. Le produit probable de cette indemnité avait été évalué, dans le budget, à 237M5 pour le premier trimestre sur la base des redevances prévues par les accords internationaux en cette matière. Le matériel effectivement retenu à l'étranger étant beaucoup plus nombreux qu'il n'avait été prévu, les résultats s'élèveraient à 475M pour le premier trimestre, suivant l'estimation faite, mais nous aurons à en déduire, en contre-partie, les frais de location (d'ailleurs beaucoup moins importants) des matériels allemands, belges, hollandais, italiens, etc... ayant circulé sur nos voies. Nous n'avons d'ailleurs pas fait état de cette recette dans les résultats trimestriels, car nous ne possédons pas encore l'accord du débiteur sur le principe de cette redevance.

Le tableau ci-après indique, pour chacun des mois du premier trimestre une estimation statistique du nombre moyen d'unités de matériel retenues à l'étranger et provenant du parc de la zone exploitée par nous.

	Locomotives	Tenders	Vagons
Janvier.....	2.408	2.105	163.000
Février.....	2.455	2.138	162.500
Mars(1).....			170.500

(1) Le chiffre des locomotives et tenders n'est pas encore connu pour Mars

SECTION II - DEPENSES

Les prévisions qui servent de base à nos comparaisons sont celles du budget arrêté par le Conseil d'Administration le 31 Décembre dernier.

L'annexe N° 2 ci-jointe (résultats trimestriels d'exploitation) donne les résultats approchés du premier trimestre - aussi bien en recettes qu'en dépenses - classées dans l'ordre de la nomenclature budgétaire.

Elle indique in fine la décomposition du total des dépenses par grandes catégories.

L'annexe N° 3 traduit les résultats en graphiques et permet ainsi de suivre l'évolution mensuelle des dépenses et du résultat d'exploitation.

1° - Dépenses d'exploitation proprement dites (Chap. I à V) -

	1940 résultats	1941	
		prévisions	résultats
<u>Dépenses normales</u>			
a) Personnel (y compris les allocations aux mobilisés)	2.059,1	2.035,5	2.111,7
b) Charges patronales	348,7	391,2	391,2
c) Contributions	206,1	136,6	141,4
d) Pertes, avaries et retards	17,9	21,7	22,2
e) Combustibles, carburants et énergie électrique.....	584,9	455,6	492,1
f) Travaux à l'entreprise et industrie privée.....	105,9	153,-	103,-
g) Matières et divers	494,9	584,1	355,1
h) Crédits pour charges patronales et frais généraux..	- 50,-	- 73,9	- 75,1
	<u>3.767,5</u>	<u>3.703,8</u>	<u>3.541,6</u>

	1940 résultats	1 9 4 1	
		prévisions	résultats
<u>Dépenses de guerre</u>			
a) Personnel	M 8	51 ^M 6	42 ^M 6
i) Charges patronales de guerre	7,1	7,-	19,6
j) Dépenses de reconstruction, de réparations et presta- tions (matières, industrie privée)	"	169,6	99,5
k) Autres dépenses de guerre	11,7	11,5	14,-
l) Crédits pour retraites suspendues	19,9	"	- 0,5
	6 ^M 9	239 ^M 7	175 ^M 2

L'ensemble des dépenses d'exploitation (Chapitres I à V) accusé à fin Mars, une diminution de 226^M7 par rapport aux prévisions (104 M en Janvier, 33 M en Février et 90 M en Mars).

Les principales différences intéressent le personnel (+ 67 M), les combustibles (+ 36 M), les travaux à l'entreprise et d'industries privées (- 99 M) et surtout les dépenses de matières et divers (- 247 M). Pour ces deux derniers postes, nous montrerons, ci-après, qu'il ne s'agit pas d'économies, mais de l'impossibilité d'effectuer les dépenses nécessaires.

a) Personnel et allocations aux mobilisés

	1940 résultats	1 9 4 1	
		prévisions	résultats
Personnel (Dépenses normales Dépenses de guerre)	1.745 ^M 6 8,-	2.014 ^M 5 51,6	2.025 ^M 42,6
	1.753,6	2.066,1	2.067,6
Allocations aux mobilisés ..	313,5	21,-	86,7
	2.067 ^M 1	2.087 ^M 1	2.154 ^M 3

L'ensemble des dépenses de personnel du premier trimestre est en hausse de 87^M2 par rapport à 1940, par suite de l'attribution, avec effet du 1^{er} Avril 1940, du minimum mensuel d'indemnité de trafic (100^F) du relèvement de certaines indemnités (de matinée, de soirée, de nuit et de déplacement). En outre, les agents démobilisés touchent l'indemnité de trafic et, pour ceux d'entre eux qui n'avaient pas de charges de famille, ils reçoivent la totalité de leur traitement au lieu de la moitié de la différence entre leur solde civile et leur solde militaire. Ces diverses

causes d'augmentation sont atténuées par la diminution du nombre des auxiliaires du premier trimestre 1940 au 1^{er} trimestre 1941.

Par rapport aux prévisions, il y a un dépassement de 67^M 2 provenant presque exclusivement des allocations aux mobilisés. Ce dépassement provient de ce que nous avons établi nos prévisions budgétaires dans l'hypothèse où les prisonniers de zone occupée seraient libérés avant le 1^{er} Janvier 1941 et les prisonniers ayant leur résidence en zone libre à la date moyenne du 1^{er} Juillet 1941. Cette hypothèse ne s'est pas réalisée. Comme le trafic s'est accru dans des proportions assez sensibles et comme, d'autre part, la pénurie de matières a obligé la S.N.C.F. à utiliser des méthodes de réparations et d'entretien plus coûteuses en personnel, il a été nécessaire d'embaucher des auxiliaires en nombre supérieur à celui qui avait été prévu au budget. Nous sommes ainsi amenés à rémunérer à la fois l'agent demeure prisonnier et l'auxiliaire qui le remplacera dans l'exécution du travail.

b) Charges patronales

Les charges patronales normales sont en hausse de 42 5^M par rapport à 1940. L'augmentation du nombre des retraités et l'application du nouveau taux de cotisation patronale pour la Caisse de Prévoyance S.N.C.F., justifient cette augmentation. Par contre, du fait de la modification du statut de la Caisse de Prévoyance, les dépenses du service médical sont en diminution de 4 M.

Par rapport aux prévisions, on peut signaler une très légère augmentation (2^M 9) des dépenses de retraites, compensée exactement par des réductions affectant les dépenses médicales, les secours et allocations diverses et les accidents du travail.

c) Contributions

La baisse constatée par rapport à 1940 provient de la diminution des impôts et taxes versées au titre des recettes du trafic (baisse du trafic); par rapport aux prévisions, il y a au contraire un dépassement qui provient également des impôts et taxes sur recettes du trafic, puisque nous sommes en hausse de 4,5% par rapport aux prévisions.

d) Pertes, avaries et retards

La dépense pour 1941 est supérieure d'environ 20 % à celle de la période correspondante de 1940; l'augmentation du prix des marchandises transportées, la recrudescence des pertes de colis expliquent cette augmentation. Les dépenses restent, actuellement, dans le cadre des prévisions, mais il est vraisemblable que des dépassements seront constatés dans un proche avenir.

e) Combustibles, carburants et énergie électrique

	1940	1941	
		Prévisions	Résultats
Combustibles et carburants	525 ^M 5	400 ^M 3	440 ^M 9
Energie électrique	59,5	55,3	51,2
	584,9	455,6	492,1

Par rapport à 1940, la réduction de la consommation résultant de la baisse des parcours est compensée partiellement par la hausse des prix.

La baisse de dépenses est de l'ordre de 16 % pour les combustibles et carburants, bien que le prix de la houille ait augmenté; elle n'est que de 14 % pour l'énergie électrique dont le prix a diminué sur la Région du Sud-Ouest (0f24 contre 0f26 le kWh). Les parcours vapeur ont donc diminué de plus de 16% et les parcours électriques de moins de 14 %. Cela confirme l'effort réalisé pour reporter du trafic des lignes à vapeur sur les grandes artères électrifiées.

Par rapport aux prévisions, l'augmentation constatée sur les dépenses de combustibles et carburants provient de l'augmentation des parcours par rapport aux évaluations budgétaires. Cette augmentation, qui est de l'ordre de 25 à 30 % sur les parcours commerciaux, affecte aussi les transports militaires.

La dépense de combustible consommé par km-train est inférieure à celle qui avait été prévue au budget, comme le montre le tableau ci-dessous, qui donne également des chiffres pour l'énergie électrique :

Dépense par km-train	Prévisions	Résultats
Traction vapeur	9 ^f 29	8 ^f 92
Traction électrique	5 ^f 04	4 ^f 43

La diminution constatée sur la dépense de courant par km-train en traction électrique provient notamment de la réduction, signalée plus haut, du prix du courant traction sur la Région Sud-Ouest.

f) Travaux à l'entreprise et d'industrie privée

Malgré la hausse des prix intervenus entre 1940 et 1941, et bien que le programme prévu pour 1941 soit en augmentation sur les travaux faits en 1940 (rattrapage du retard d'entretien et de grosses réparations), les dépenses normales du premier trimestre 1941 sont inférieures de 2M9 à celles du premier trimestre 1940 (103 M contre 105 M 9).

Par rapport aux prévisions, on enregistre une baisse de 50 M. La pénurie des matières premières a empêché la S.N.C.F. de réaliser, suivant le rythme prévu, les travaux de réparation de matériel et de la voie ; d'autre part, l'activité des entreprises de voie est plus particulièrement absorbée par les travaux de reconstruction.

On notera toutefois que les dépenses ont progressé sensiblement de mois en mois au cours de ce trimestre.

g) Matières et divers

Comme nous l'avons dit, à propos des dépenses de personnel, la pénurie de matières premières a amené la S.N.C.F. à mettre en oeuvre des méthodes de réparation et d'entretien plus coûteuses en personnel, mais qui permettent d'économiser les métaux, le bois, etc... par la réutilisation des vieilles matières.

En outre, les causes signalées à propos des dépenses de travaux à l'entreprise et d'industrie privée interviennent également ici et justifient les diminutions par rapport à 1940 (140 M environ) et surtout par rapport aux prévisions : ici la diminution atteint 230 M, soit près de 40 %.

h) Crédits pour charges patronales et frais généraux

Les chiffres de 1941 sont en hausse par rapport à 1940, mais il ne s'agit que d'évaluations qui peuvent se trouver modifiées par l'importance relative des dépenses d'établissement affectées d'une part de ces charges et frais généraux.

i) Charges patronales de guerre

Les dépenses du premier trimestre sont supérieures de 12^M₅ environ aux résultats de 1940 ainsi qu'aux prévisions. Il s'agit du paiement de l'indemnité de zone, les crédits correspondants n'ayant pu être inscrits au budget de 1941, faute de renseignements sur l'importance de cette indemnité et sur le nombre des agents appelés à la recevoir.

j) Dépenses de reconstruction et de réparation
Prestations aux Autorités d'occupation

Ces dépenses n'ont pas d'équivalent pendant le premier trimestre 1940.

En matière de prestations, il était prévu au budget, pour le trimestre, 28^M₇ ; il a été dépensé 21^M₈.

Les prévisions relatives aux dépenses de reconstruction et de réparation s'élevaient à 141 M. Malgré toute l'activité apportée par la S.N.C.F. dans l'exécution de ces travaux qui

intéressent directement la réorganisation de son trafic, les sujétions actuelles, la pénurie de matériaux et les intempéries du début de l'année n'ont pas permis la réalisation intégrale du programme envisagé. Les dépenses ne se sont élevées qu'à 78M au lieu de 141 M. La différence porte presque exclusivement sur les travaux de reconstruction de la Voie.

Le graphique ci-dessous montre l'état d'avancement des travaux de reconstruction en ce qui concerne les ouvrages d'art ainsi que les prévisions faites jusqu'en fin Juin.

Sur 541 ouvrages détruits ou endommagés, 154 sont, à fin Mars, définitivement réparés et 222 autres sont rendus provisoirement à la circulation en attendant leur réfection définitive ; on escompte qu'à fin Juin, le nombre des ouvrages entièrement réparés s'élèvera à 340 et le nombre total, provisoires compris, à 447.



k) Autres dépenses de guerre

Il s'agit des dépenses de défense passive et de la réparation des dommages causés au mobilier, à l'outillage et aux approvisionnements.

1) Crédits pour retraites suspendues

Le montant de ces crédits a considérablement diminué par rapport à 1940, en raison du licenciement quasi-total des retraités qui avaient été rappelés à l'activité en 1939 pour suppléer les agents mobilisés.

2°) FONDS DE RENOUVELLEMENT ET CHARGES FINANCIERES

(Chap. VI et VII)

	1940	1941	
		Prévisions	Résultats
Chapitre VI (fonds de renouvellement)	19 ^{M8}	230 ^{M7}	230 ^{M7}
Chapitre VII (charges)	105,-	142,2	47,0
	124,8	372,9	277,7

Pour le fonds de renouvellement, nous avons porté, en dépenses du premier trimestre, le quart des prévisions annuelles.

Pour les charges financières (de petit équilibre) les résultats de chaque trimestre dépendent surtout du poids des échéances successives.

SECTION III - EFFECTIFS

	Perma- nents en service (P)	Mobili- sés ou prison- niers (M)	Personnel permanent en servi- ce et mobilisés (P + M)	Auxiliaires et retrai- tés rappé- lés (A)	Ensem- ble (P+A+M)	Total des agents en service (P+A)
31 Août 1939	446.058	"	446.058	17.249	463.307	463.307
31 Oct. 1939	351.688	92.079	443.767	39.988	483.755	391.676
31 Déc. 1939	354.875	87.500	442.375	30.413	472.788	385.288
30 Avril 1940	346.060	91.380	437.440	58.244	495.684	404.304
31 Juil. 1940	381.335	52.834	434.169	22.771	456.940	404.106
31 Août 1940 ⁽¹⁾	374.734	34.896	409.630	20.530	430.160	395.264
30 Sept. 1940	374.626	28.096	402.722	23.786	426.508	398.412
31 Oct. 1940	375.148	25.220	400.368	28.270	428.638	403.418
30 Nov. 1940	375.355	24.228	399.583	32.484	432.067	407.839
31 Déc. 1940	374.906	23.582	398.488	34.715	433.203	409.621
31 Janv. 1941	374.594	23.287	397.881	36.561	434.442	411.155
28 Fév. 1941	374.764	22.273	397.037	37.819	434.856	412.583
31 Mars 1941	374.918	21.805	396.723	39.217	435.940	414.135

La troisième colonne montre que la S.N.C.F. continue sa politique de compression des effectifs permanents.

Les retours de prisonniers après s'être ralentis, ont repris en Février (retour des blessés, malades et internés de SUISSE et des mobilisés du service de santé).

Septembre	6.440
Octobre	2.595
Novembre	692
Décembre	646
Janvier	295
Février	1.014
Mars	468

L'augmentation du nombre d'auxiliaires résulte des

(1) A partir d'Août, l'A.L. n'est plus compris (environ 28.000)

causes principales rappelées plus haut, qui tout en respectant les crédits alloués, ont conduit à des effectifs supérieurs à ceux qui avaient été prévus.

Parmi les causes, certaines n'ont qu'une influence temporaire et l'accroissement correspondant du nombre des auxiliaires sera résorbé avec elles, à la faveur notamment de la demande qui nous a été faite de rendre à l'agriculture, le moment venu, le maximum de travailleurs.

D'autres ont une influence permanente et notamment le niveau du trafic supérieur aux prévisions. L'équilibre du budget n'en sera pas compromis, parce qu'elles trouvent leur contrepartie dans les recettes, mais il sera nécessaire d'en tenir compte lors de la révision trimestrielle du budget, afin de corriger les crédits alloués en fonction des nécessités du service à assurer.

La rapidité actuelle des fluctuations des effectifs nécessaires et les modifications de la répartition des dépenses de diverses natures nous ont amenés à rappeler aux Services des Régions, la nécessité de ne dépasser ni les crédits alloués, ni les effectifs autorisés sans autorisation de l'autorité qualifiée, et à rendre mensuelle la révision par grand Service, des effectifs budgétaires.

2^{ème} PARTIEEXECUTION DU BUDGET D'ETABLISSEMENT PENDANT LE
4^{ème} TRIMESTRE 1940

Les renseignements sur l'exécution du budget d'Etablissement ne peuvent pas être donnés aussi rapidement que ceux du budget d'Exploitation. C'est pour cette raison qu'à chaque compte rendu trimestriel sur l'exécution du budget d'Exploitation pendant un certain trimestre, nous joindrons un compte rendu sur l'exécution du budget d'Etablissement pendant le trimestre précédent.

Nous allons donc examiner l'exécution du budget d'Etablissement pendant le 4^{ème} trimestre 1940.

Contrairement aux exercices précédents, nous avons, en 1940 (sans parler de l'achèvement du Plan MARQUET), 3 programmes à considérer : ordinaire, quinquennal, spécial ou d'équipement. Nous les étudierons l'un après l'autre parce que leur état d'avancement (c'est-à-dire le quotient des paiements effectués par le total des projets) présente de très grandes différences (voir annexe n° 4) :

programme ordinaire	73 %
" quinquennal	2 %
" d'équipement	0,1 %

I - PROGRAMME ORDINAIRE

Pour chacune des trois catégories principales de dépenses (Travaux complémentaires - Matériel roulant neuf - Matériel roulant non neuf ou Mobilier et Outillage et Matériel naval), nous faisons ressortir dans le tableau ci-dessous les stades successifs au 1^{er} Janvier, au 30 Juin, au 30 Septembre et au 31 Décembre de l'exécution des dépenses d'établissement : d'abord l'approbation du programme ou budget d'ensemble, puis la présentation des projets, leur approbation, l'engagement des dépenses, le paiement des dépenses, enfin le total des paiements à prévoir pour l'exercice (tous les chiffres sont en principal).

	T.C.				M.R. neuf				M.R. non neuf			M.O.	M.N.
	31/12/ 1939	30/6/ 1940	30/9/ 1940	31/12/ 1940	31/12/ 1939	30/6/ 1940	30/9/ 1940	31/12/ 1940	31/12/ 1939	30/6/ 1940	30/9/ 1940	31/12/ 1940	
1) Crédits d'engagement (total des projets ...	1.129 ^M	1.217 ^M	1.205 ^M	1.182 ^M	1.287 ^M	1.223 ^M	1.229 ^M	1.197 ^M	641 ^M	583 ^M	735 ^M	782 ^M	
2) Présentation des projets ...	1.068	1.148	1.184	1.163	1.260	1.223	1.229	1.197	632	581	732	757	
3) Approbation des projets ...	1.038	1.117	1.154	1.163	1.260	1.223	1.229	1.197	550	581	637	757	
4) Engagements réalisés	975	984	1.039	1.074	1.260	1.218	1.226	1.197	544	533	584	607	
5) Paiements effectués depuis l'origine jusqu'à la date indiquée	755	788	844	912	945	954	962	945	372	387	397	443	
6) Total prévu des paiements de 1940 ...	281 ⁽¹⁾	260	232	175	379 ⁽¹⁾	235	46	20	148 ⁽¹⁾	91	65	57	

(1) Loi de finances du 31 Décembre 1939.

Les graphiques ci-joints (annexe n° 5) ont été établis avec les chiffres de ce tableau. Dans l'ensemble, nous voyons que pour le matériel roulant neuf les courbes 1 à 4 sont très resserrées, c'est pour les T.C. que les courbes 1 à 4 sont le plus desserrées, c'est-à-dire que les stades d'exécution du budget sont le plus lents.

1° - Travaux complémentaires -

Le montant des crédits d'engagement, c'est-à-dire le total des projets (approuvés ou non) inscrits au budget ou présentés ultérieurement, en chiffres réévalués s'il y a lieu, passe de 1.129 M au 31 Décembre 1939 à 1.182 M au 31 Décembre 1940. Cette augmentation provient principalement des projets d'usines hydro-électriques passés de 67 à 128 M, soit un en-plus de 61 M (projets nouveaux).

La présentation des projets fait d'abord ressortir une augmentation graduelle allant de 1.068 M le 1^{er} Janvier à 1.184 M le

30 Septembre 1940. Au contraire de cette date à la fin de l'exercice, une diminution de 1.184 M à 1.163 M est constatée. Cet abaissement résulte principalement de travaux suspendus, abandonnés ou terminés avec un montant de dépenses inférieur aux prévisions dans le courant du 4^{ème} trimestre 1940.

Au moment de la loi de finances de 1940, les projets approuvés représentaient 92 % du total des projets (présentés ou non). Au 31 Décembre 1940, tous les projets présentés sont approuvés.

Les engagements réalisés passent de 975 M au 31 Décembre 1939 à 1.074 M au 31 Décembre 1940 : ils représentaient donc, au moment de la loi de finances 86 % du total des projets. Le total des paiements passe de 755 M au 31 Décembre 1939 à 912 M au 31 Décembre 1940. Enfin, le total prévu pour les dépenses de 1940 tombe de 281 M (loi de finances) à 175 M au 31 Décembre 1940, cette baisse résulte du ralentissement des travaux pendant l'année 1940.

2° - Matériel roulant neuf -

A très peu près, la loi de finances ne comprenait que des projets déjà autorisés et entièrement engagés.

Du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1940, le total des projets (crédits d'engagement) baisse de 1.287 M à 1.197 M. Cette diminution provient principalement :

1°) du report au programme quinquennal de la partie portée au programme ordinaire pour la construction de 50 locomotives Mikado et de 50 tenders 40 M

2°) de l'abandon, pour un montant total de 35 M de divers projets concernant la construction de 200 wagons plats (27 M), 50 fourgons et 4 locotracteurs (8 M);

3°) des économies réalisées sur les évaluations initiales de certains projets terminés, soit environ .. 15 M

En ce qui concerne la présentation des projets de matériel roulant neuf, nous constatons qu'ils tombent de 1.260 à 1.197 M du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1940. Les causes sont les mêmes que celles signalées ci-dessus à l'exclusion du projet de 200 wagons qui n'était pas présenté au 1^{er} Janvier 1940.

Parmi toutes les dépenses du programme ordinaire, c'est pour le matériel roulant neuf que le ralentissement des travaux en 1940 a été le plus marqué : les paiements depuis l'origine ne passent que de 945 M au 1^{er} Janvier 1940 à 965 M au 31/12/1940 et les paiements prévus pour l'exercice tombent de 379 M (loi de finances) à 20 M.

3° - Matériel roulant non neuf, Mobilier et Outillage,
Matériel Naval -

Le total des projets monte de 641 M à 782^M, augmentation qui a principalement les causes suivantes :

Majoration importante sur le programme de renforcement des wagons de la Région Nord	72 ^M ₃
Addition d'un projet non compris au budget (amélioration de 110 locomotives 150 A) - Région Nord	31 ^M ₇
Majoration sur le montage de triples valves sur wagons tombereaux (Région Nord)	17 ^M ₅
	121 ^M ₅

Les projets approuvés passent de 550 M (86 % du total des projets) à 757 M.

Les engagements réalisés passent de 544 M. (99 % des projets approuvés) à 607 M. Enfin, les paiements prévus pour 1940 sont ramenés de 148 M à 57 M.

II - PROGRAMME QUINQUENNAL

Un décret-loi du 18 Novembre 1938 a créé un programme quadriennal de 4 milliards devant s'étendre sur les années 1940 à 1943 avec un complément en 1944. Un autre décret-loi du 29 Juillet 1939 a rendu le programme quinquennal (avec complément en 1945) et en a porté le total à 5 milliards.

Après la mobilisation, des études ont été faites pour corriger l'échelonnement du programme quinquennal et n'exécuter que les travaux de première urgence.

La loi de finances du 31 Décembre 1939 prévoyait pour 1940 692 M en principal, sur lesquels 91 M seulement ont été dépensés.

Depuis l'armistice, le programme quinquennal a été augmenté (loi du 29 Octobre 1940), son total a été porté de 5 milliards à 6.700 M (frais généraux compris).

La loi de finances du 28 Décembre 1940 a prévu une dépense de 1.593 M en 1941 et, en écartant des projets qui ne doivent être commencés que dans les exercices ultérieurs, a ramené le total des crédits d'engagement à 6.479 M (frais généraux compris).

	12/11/38	D.L.29/7/39 lettre du 9/8/39	Loi de fi- nances du 31/12/39	Loi de fi- nances du 28/12/40
1940	500 ^M	550 ^M	(1) 773 ^M	(2) 106 ^M
1941	1.000	860		1.593
1942	1.000	985		
1943	1.000	1.020		
1944	500	940		
1945		645		
	4.000	5.000		6.479

Le tableau ci-dessous résume pour le plan quinquennal (sans distinction entre les catégories de dépenses T.C., M.R., M.O.), les différents stades que nous avons vus plus haut pour le programme ordinaire (chiffres en principal);

	31/12/39	30/6/40	30/9/40	31/12/40
1) Crédits d'engagement (total des projets) ..	4.437 ^M	4.437 ^M	4.437 ^M	5.845 ^M
2) Présentation des pro- jets	1.474	1.854	1.986	2.364
3) Approbation des pro- jets	1.107	1.121	1.418	1.814
4) Engagements réalisés ..	1.139	947	729	1.311
5) Paiements effectués ..	1	15	23	92
6) Total prévu des paie- ments de 1940	692	447	92	91

Le graphique de l'annexe n° 6 reprend les mêmes chiffres.

Dans l'ensemble, la présentations des projets, leur autori-
sation et plus encore l'engagement et le paiement des dépenses
sont, du fait des évènements de 1940, très en retard sur le
programme ordinaire.

(1) et (2) - soit 692 M et 91 M en principal.

III - PROGRAMME SPECIAL D'EQUIPEMENT

Le programme spécial d'équipement a été établi sur l'initiative du Ministère et a été préparé par la S.N.C.F. en Septembre et Octobre 1940 et autorisé par la loi du 29 Octobre 1940 pour un total de 8.850 M (frais généraux compris). La S.N.C.F. a été autorisée par la loi à reprendre le programme "au cours des années 1940 et suivantes".

Malgré cette autorisation, les dépenses de 1940 sont restées très faibles puisqu'elles ne se sont élevées qu'à 5 M en principal pour l'exercice.

IV - ENSEMBLE DES PROGRAMMES

Au total, pour le programme ordinaire et pour le programme quinquennal, les paiements de 1940 s'élèvent en principal à 343 M alors que la loi de finances autorisait 1.500 M. La diminution porte, pour 556 M sur le programme ordinaire (dont 360 M pour le Matériel roulant neuf) et pour 601 M sur le programme quinquennal.

Le degré d'avancement des travaux (proportion du montant des paiements effectués par rapport au total des paiements prévus) varie de 57 à 81 % pour les différentes catégories de dépenses de programme ordinaire et de 1 à 2 % pour les dépenses du programme quinquennal.

L'annexe 7 indique les prévisions successives ainsi que les résultats (frais généraux compris) des dépenses de l'exercice 1940 pour les divers programmes envisagés.

V - APPROVISIONNEMENTS

En 1939, les stocks avaient augmenté de 237 M. Pour 1940, la loi de finances avait prévu une augmentation des stocks de 200 M à imputer au compte d'établissement. Nous constatons, au contraire, une diminution de 52 M.

	Fin 1938	Fin 1939	Fin 1940
Approvisionnement Voie	1.093 ^M	1.181 ^M	1.200 ^M
Combustibles	417	339	157
Autres approvisionnements			
Traction	1.351	1.578	1.689
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	2.861	3.098	3.046

La baisse porte uniquement sur les combustibles. Il y aurait eu aussi baisse sur les autres stocks de la Traction si nous n'avions pas incorporé 134 M de stocks locaux de la région Ouest (magasins d'ateliers ou de dépôts) qui, jusqu'ici étaient considérés comme déjà consommés.

Le graphique de l'annexe n° 8 montre l'évolution, en valeur, des approvisionnements en 1939 et 1940.

Etant donné qu'il y a eu hausse des prix, la baisse de la valeur du stock tient évidemment à une baisse de quantité. Dans l'impossibilité de rechercher la variation des quantités pour toutes les catégories d'approvisionnements, nous n'avons cherché la variation des quantités que pour les combustibles, les rails et les traverses.

	Valeur des stocks en millions		%	Volume des stocks		%
	au 31/12/ 1939	au 31/12/ 1940		au 31/12/ 1939	au 31/12/ 1940	
Combustibles	339 ^M	157 ^M	- 54	1.511.847 ^T	504.852 ^T	- 66,61
Rails (Mat. neuf et usagé pour V.P.)..	200	215	+ 7,7	1.323 ^{km} de voie	800 ^{km} de voie	- 39,54
Traverses	200	249	+ 25	5.220.450 traverses	4.057.604 traverses	- 22,27

Le graphique (annexe 9) donne un aperçu du tonnage de la consommation journalière et du nombre de jours d'approvisionnements en combustibles. De l'armistice à fin Décembre, le stock est tombé de 66 à 22 jours.

VI - GRANDS TRAVAUX CONTRE LE CHOMAGE (Plan MARQUET)

L'évaluation des dépenses du plan a subi de nombreuses variations. On est parti de 2.625 M en Juillet 1934 (non compris 100 M de suppressions de P.N.), chiffre ramené à 2.104 M en Avril 1936 par l'abandon de certains travaux, notamment 400 M d'électrification sur l'Est. La hausse des prix a entraîné une augmentation d'environ 750 M qui a eu pour conséquence, d'une part, un supplément d'emprunt de 200 M, d'autre part, des compressions, par abandon de divers projets ou transfert au programme ordinaire.

	Dépenses					Recettes (emprunts)	
	20/7/34 (1)	1/4/36 (2)	31/7/37 (3)	13/5/38 (4)	Résult. (5)	Prévision initiales	Résul- tats
1934	115,-	105,1	79,5	79,3	79,3	95,-	95,-
1935	415,-	355,7	280,1	273,5	273,5	318,5	318,5
1936	435,-	442,2	532,9	521,-	521,-	454,9	454,9
1937	435,-	404,1	240,2	691,7	691,7	320,5	320,5
1938	435,-	307,2	535,8	590,9	408,7	297,-	497,-
1939)				213,-	229,8	306,4	306,4
1940)	790,-	489,4	485,5	39,-	1,3	273,-	273,-
Total (frais généraux compris)	2625,-	2103,6	2854,-	2408,4	2265,3	2065,3	2265,3

Finalement, pour arriver à la concordance exacte entre les recettes (emprunts) et les dépenses, nous avons porté 23 M 7 de dépenses au programme ordinaire de T.C. de 1940. D'autres dépenses d'environ 23 M en principal sont encore à prévoir en 1941 et 1942 pour l'achèvement de certains travaux du plan MARQUET : 18 M ont été prévus dans le programme ordinaire de T.C. de 1941, le complément sera compris au programme ordinaire de 1942.

Le graphique (Annexe 10) reprend les chiffres du tableau précédent et montre les évaluations successives en recettes et en dépenses, le retard des recettes sur les dépenses et la résorption progressive du déficit.

VII - PROGRAMMES ELABORES EN 1940

Pour tenir compte des besoins en matériel du temps de guerre les deux programmes ci-dessous ont été établis par la S.N.C.F. au cours des hostilités :

- a) Programme spécial de 1940, approuvé par décret-loi du 22 Février 1940 pour une somme de 1.930 M
- b) Programme spécial de 1941, élaboré en Mai 1940 pour l'exercice 1941 pour un montant de 2.862 M.

Ces deux programmes ont été abandonnés après l'armistice mais une partie a été reprise dans le programme complémentaire de 1940 présenté le 5 Août 1940 à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications en vue de faciliter la résorption du chômage.

Ce programme complémentaire s'élevant à 2.069 M n'a pas eu de vie légale et a été, lui aussi, abandonné pour faire place à un programme d'équipement national demandé en Septembre 1940 par M. le Secrétaire d'Etat aux Communications et destiné à faciliter la reprise de l'activité industrielle ainsi que la résorption du chômage.

Ce nouveau programme a été approuvé le 20 Septembre 1940 pour un total de 6.500 M de travaux de première urgence en même temps que le programme quinquennal prévu par les décrets-lois du 12 Septembre 1938 et 29 Juillet 1939 était porté de 5 milliards à 6.595 millions.

Quant au programme ordinaire de 1941, il devait faire l'objet de propositions de la part de la S.N.C.F. et être présenté à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications en même temps que les programmes quinquennal et d'équipement mis au point.

Afin d'apporter quelque clarté dans l'enchevêtrement et la superposition des programmes successivement élaborés, révisés et remaniés suivant l'évolution des événements, la S.N.C.F. proposa de grouper les projets de travaux et de commandes sous les trois rubriques suivantes :

programme ordinaire
 d° quinquennal
 d° spécial d'équipement

et présenta sous cette forme, le 8 Octobre 1940, ses prévisions budgétaires d'établissement pour 1941.

Les propositions définitives, établies dans la même forme, ont été fournies le 16 Décembre 1940 et approuvées par la loi de finances du 28 Décembre 1940.

Elles sont résumées ci-après :

	Engagements globaux	Autorisations de 1941
	M	M
Programme ordinaire	2.936	1.074
d° quinquennal	6.479	1.593
d° spécial d'équipement ..	6.720	1.963
	M	M
Ensemble	16.135	4.630

3^{ème} P A R T I E

EVOLUTION DE L. TRESORERIE DU

1^{er} TRIMESTRE 1941

Le tableau annexe N° 11' ci-joint donne, par grandes rubriques de recettes et de dépenses, le mouvement général des capitaux, pendant le premier trimestre 1941, ainsi que pendant chacun des quatre trimestres de 1940.

Il sera examiné ci-après, tout d'abord le détail des opérations reprises sous les rubriques figurant à ce tableau et qui ont trait à des ressources de caractère strictement financier. Nous montrerons ensuite comment, compte tenu de la variation des fonds disponibles, l'évolution d'ensemble de ces ressources se justifie au regard des données budgétaires telles que celles-ci ont été dégagées dans les deux premières parties de ce rapport.

A - RESSOURCES D'ETABLISSEMENT

(Tableau annexe N° 11 - Rubrique N° 4)

Conformément aux prescriptions des dépêches ministérielles des 9 Juin 1939 et 19 Mars 1940, il n'a été effectué aucune émission publique de bons ou d'obligations au cours du premier trimestre 1941. Par contre, il a été remboursé un montant de ressources d'établissement représentant 83 millions au titre des bons 6 % 1934-1949 des divers Réseaux.

La lacune d'établissement à fin 1940	
s'élevant à	3.306 millions
si l'on tient compte des dépenses d'établissement du 1er trimestre 1941 à couvrir par l'emprunt, estimées à	100
et des ressources remboursées au cours du même trimestre, soit	83
on peut chiffrer à	<u>3.489 millions</u>
la lacune de couverture à fin Mars 1941	

B - RESSOURCES A COURT TERME

(Tableau annexe N° 11 - Rubriques N° 5)

Au 31 Décembre 1940, le montant des engagements à court terme s'élevait, au total, à

5.340 millions

se décomposant ainsi :

Fillets	(Escompte ferme	5.105 millions
	(Pensions	46
Emprunts en compte courant		174
Emprunts par acceptation de traites de fournisseurs		15
		<u><u>5.349 millions</u></u>

Le tableau ci-après résume, mois par mois, les mouvements survenus, pour ces diverses catégories d'engagements au cours du 1er trimestre 1941.

	Janvier 1941	Février 1941	Mars 1941	Ensemble du 1er trimestre 1941	
Escompte ferme de billets	(Remboursements	516	479	965	1.960
	)Renouvellements	493	365	899	1.757
	(Opérat.nouvelles	677	427	-	1.104
Variations nettes	+654	+313	- 66	+ 901	
Divers (pensions sur billets, em- prunts en compte courant, emprunts par acceptation de traites de fournisseurs).	)Remboursements	174	66	170	410
	)Renouvellements	22	21	9	52
	)Opér.nouvelles	146	58	197	401
Variations nettes ...	- 6	+ 13	+ 30	+ 37	
Ensemble	(Remboursements	690	545	1.141	2.376
	)Renouvellements	315	386	908	1.809
	(Opérat.nouvelles	823	485	197	1.505
Variations nettes	+648	+326	- 36	+ 938	

La proportion des renouvellements aux remboursements a été, pour les billets, au cours du trimestre, de 90 % contre 92 % pour le trimestre précédent.

Le volume des engagements s'est accru de 938 millions soit une augmentation de 18 % pour le trimestre.

Au 31 Mars 1941, compte tenu des mouvements du trimestre écoulé, la situation de la dette à court terme était la suivante :

Billets	{ Escompte ferme	6.006 millions
	{ Pensions	35 -
Emprunts en compte courant	164	-
Emprunts par acceptation de traites de four- nisseurs	73	-

6.278 millions

La décomposition de ces engagements, selon le mois d'échéance, se présentait ainsi :

Echéances	Montants (en millions de Frs)
Avril 1941	1.394
Mai 1941	1.376
Juin 1941	1.240
Juillet 1941	746
Août 1941	626
Septembre 1941	317
Octobre 1941	18
Novembre 1941.....	100
Décembre 1941.....	61
Janvier 1942	277
Février 1942.....	119
Mars 1942	4
	6.278

Le graphique annexe N° 12 indique, pour les années 1939 et 1940, ainsi que pour le 1er trimestre 1941, les variations du montant total des engagements à court terme. L'accroissement survenu au cours des dernières semaines de 1940 s'est poursuivi au début de 1941. Il a été par la suite arrêté par la décision prise par la S.N.C.F., le 26 Février, de suspendre toute émission de nouveaux billets contre argent frais, ainsi qu'il est mentionné plus loin.

Le graphique annexe N° 13 donne la décomposition, selon leur durée, des opérations conclues pendant le 1er trimestre 1941 et chacun des quatre trimestres précédents. On peut noter, au cours du trimestre, une importante réduction des opérations à 6 mois sous forme de billets à 3 mois obligatoirement renouvelables, comme suite aux mesures restrictives prises en la matière.

Les taux de base (opérations nouvelles) pratiqués à fin 1940 par la S.N.C.F. étaient les suivants (1) :

(1) Ces taux s'entendent nets de tout courtage ou commission, taxes à la charge des preneurs, sauf l'impôt sur le revenu qui est supporté par la S.N.C.F.

3 mois.....	2	3/16
6 mois par billets à		
3 mois renouvelables	2	11/16
6 mois.....	2	13/16
1 an.....	3	7/16

A ces taux s'ajoutaient pour les opérations de renouvellement, une bonification dite "prime de fidélité" de 1/16 %.

A la date du 27 Janvier 1941, par suite de l'abaissement de 1/4 % des taux d'émission des Bons du Trésor à six mois et un an d'échéance, les taux des opérations sur billets S.N.C.F. étaient, pour la même durée abaissés de la même quotité, le taux des opérations à trois mois restant le même que précédemment.

Parallèlement pour les souscriptions à 6 mois par billets à 3 mois renouvelables, la différence des taux par rapport aux souscriptions à 6 mois ferme était fixée à 3/32 % (contre 1/8 %) lorsque les billets primitifs sont présentés à nos caisses pour renouvellement et à 5/16 % (contre 3/8 %) dans le cas contraire.

Dès le 29 Janvier, et en raison de l'afflux persistant des opérations à 6 mois par billets à 3 mois renouvelables, il était décidé de suspendre toute opération nouvelle de cette nature, les renouvellements d'opérations antérieurement conclues sous cette forme demeurant seuls admis.

Le 5 Février, en vue de modérer les souscriptions, les taux des billets S.N.C.F. étaient, à nouveau, abaissés de 1/32 % pour les durées inférieures à 9 mois et de 1/16 % pour les durées égales ou supérieures à 9 mois.

Le 26 Février, la trésorerie de la S.N.C.F. étant assurée pour plusieurs mois, toutes opérations nouvelles sur billets étaient suspendues ; seuls les renouvellements étaient maintenus.

Le 17 Mars enfin, parallèlement à l'abaissement de 1/4 % du taux d'escompte de la Banque de France, ainsi que des taux des Bons du Trésor de 75 à 105 jours, six mois, un an et deux ans d'échéance, une nouvelle réduction de 1/4 % était effectuée sur les taux à toute échéance.

A fin Mars, les taux de base en vigueur étaient ainsi les suivants :

			Différence par rapport à fin 1940
3 mois.....	1	29/32	9/32
6 mois par billets à 3 mois renouvelables.....	2	3/16	16/32
6 mois.....	2	9/32	17/32
1 an.....	2	7/8	18/32

Les taux d'émission des billets S.N.C.F., en vigueur au 31 Mars 1941, ont été comparés, dans le tableau ci-dessous, à ceux des Bons du Trésor de même durée : on a tenu compte pour ces derniers des commissions d'usage et, pour les billets de la S.N.C.F., des taxes sur les agios (chiffre d'affaires et taxes sur les transactions). Ce tableau fait ressortir des écarts, en faveur des billets S.N.C.F., d'environ $1/16$ % à 3 mois et à 6 mois et $3/32$ % à un an.

	3 mois	6 mois	un an
	%	%	%
Billets S.N.C.F.	1,805	2,160	2,722
Bons du Trésor	1,75	2,094	2,625
Différence	0,055	0,066	0,097

C - FONDS DES COMPAGNIES

(Tableau annexe N° 11 - Rubrique N° 6b)

Le graphique annexe N° 14 retracé les mouvements de l'ensemble des comptes pendant le premier trimestre 1941 et les quatre trimestres de l'exercice 1940.

Le montant des fonds qui s'élevait à 1.051 millions au 31 Décembre 1940, était de 989 millions au 31 Mars 1941, soit pour le trimestre une diminution de 62 millions.

Les fonds bloqués qui avaient accusé une augmentation anormale depuis Juin 1940 par suite de l'accroissement des restants à payer sur échéances arriérées reviennent peu à peu vers une situation plus normale.

Les taux d'intérêts alloués aux Compagnies sur les sommes maintenues en compte ont été les suivants :

Fonds bloqués conventionnellement :

1% jusqu'au 16 Mars 1941
 $7/8$ % à partir du 17 Mars

Fonds à préavis de 7 jours :

1 $3/4$ % jusqu'au 25 Mars
 1 $5/8$ % à partir du 26 Mars

D - AVANCES DU TRESOR
(Tableau annexe N° 11 - Rubriques N° 7)

1°) Avances "article 27"

Il n'a été demandé aucune nouvelle avance de cette nature au cours du premier trimestre 1941. Le montant des avances consenties est ainsi demeuré égal à 3.007 millions montant qui a été viré en totalité, le 31 Mars, au compte des Avances "article 25".

Les disponibilités de la S.N.C.F. au Trésor étant, à fin 1940, de	2.181 millions
Le montant des avances <u>effectives</u> s'élevait, à la même date, à	<u>826 millions</u>

Les disponibilités de la S.N.C.F. au Trésor étant, à fin Mars 1941, de	2.272 millions
toutes avances "article 27" ramenées à zéro on en conclut que la diminution des avances <u>effectives</u> "article 27" au cours du trimestre a été de	<u>3.098 millions</u>

ce chiffre devant se comprendre en donnant le caractère d'avances "article 27" négatives aux disponibilités effectives de la S.N.C.F. au trésor.

Le graphique annexe N° 15 donne le détail des mouvements des avances "article 27" ainsi définies, tant positives que négatives, pour la période d'une année écoulée entre le 31 Mars 1940 et le 31 Mars 1941.

2°) Avances "article 25"

Leur montant au 31 Décembre 1940 était de :

- au titre du 1er alinéa (couverture des charges du grand équilibre) 9.150 millions
- au titre du 2ème alinéa (couverture des insuffisances budgétaires d'exploitation) 2.238 millions

Le compte de liquidation de l'exercice 1940 devant se solder, d'après les dernières évaluations, par une insuffisance de l'ordre de 3.953 millions à couvrir, en totalité, valeur 31 Mars 1941, par des avances du Trésor "article 25" 1er alinéa il a été à cette date :

1°) viré du compte des Avances "article 27" au compte des Avances "article 25 - 1er alinéa", la totalité des Avances "article 27" en cours, soit	3.007 millions
--	----------------

2°) versé par le Trésor à la S.N.C.F., à titre provisionnel, une somme de	900 millions
Ensemble	<u>3.907 millions</u>

d'où il ressort que le montant provisoire des avances "article 25" au 31 Mars s'élève à :

- au titre du 1^{er} alinéa (9.150 + 3.907) 13.057 millions
- au titre du 2^e alinéa (sans changement) 2.238

Sous réserve de la liquidation des comptes de l'exercice 1940 il reste dû à la S.N.C.F. au titre du 1^{er} alinéa une somme de :

$$3.953 - (3.007 + 900) = 46 \text{ millions}$$

qui devra faire l'objet d'un règlement complémentaire.

E - FONDS DISPONIBLES

(Caisses, Banques et Portefeuille)

Les fonds disponibles dont il est fait état ici ne comprennent ni les fonds de roulement des gares et autres établissements de la S.N.C.F., ni les disponibilités à l'Agence Centrale du Trésor qui, en raison de leur Statut spécial, ont été considérées, dans les pages qui précèdent, comme intervenant en atténuation des Avances du Trésor en cours d'exercice.

Sous la double réserve ci-dessus, les disponibilités de la S.N.C.F. se décomposent en :

- Fonds dans les Caisses de la S.N.C.F.,
- Fonds en comptes courants bancaires ou postaux,
- Valeurs en portefeuille.

Le tableau ci-dessous indique le montant moyen de ces différents postes au cours de chacun des quatre trimestres 1940 et du premier trimestre 1941.

	1940				1941
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
Caisse	2,6	5,4	70,1	29,-	13,4
Chèques Postaux	5,2	4,6	13,1	10,3	16,3
Banque de France	6,3	8,2	204,-	23,7	5,-
Autres Banques en FRANCE	4,5	5,1	8,3	4,8	1,7
Banques à l'étranger ...	20,6	8,9	13,4	5,2	6,5
Portefeuille	23,9	22,5	23,2	13,7	21,7
Total	65,1	54,7	338,1	86,7	64,6

Les efforts de la S.N.C.F. tendent, bien entendu, à réduire le plus possible le montant de ces fonds disponibles, qui ne sont que peu ou pas productifs.

Pendant le 3^{ème} trimestre 1940, la désorganisation des relations bancaires, la nécessité du maintien d'une double trésorerie, l'une à PARIS, pour la zone occupée, l'autre à CHATEL-GUYON, pour la zone non occupée, l'important retard apporté dans les présentations de billets échus pour lesquels provision était maintenue en compte, ont fait que la moyenne journalière a été anormalement élevée. Le 4^{ème} trimestre 1940 a été marqué par un retour progressif vers une situation plus normale, encore que certaines des causes ci-dessus mentionnées aient subsisté.

Cette amélioration s'est poursuivie pendant le premier trimestre 1941, par suite, notamment, de la passation, à fin 1940, de nouveaux accords avec les grands établissements de crédit, comportant des facilités de découvert lesquelles permettent à la S.N.C.F. de profiter au mieux des décalages existant nécessairement entre les positions des comptes dans les écritures intérieures de la S.N.C.F. et dans celles des Banques respectivement.

En ce qui concerne le Portefeuille, les opérations du premier trimestre 1941 ont compris notamment des rachats d'obligations des réseaux, tant à la Bourse de PARIS qu'aux Bourses de LYON et de MARSEILLE, en vue de l'amortissement contractuel, pour 8 millions.

Au 31 Mars 1941, les valeurs en Portefeuille figuraient pour un montant de 22 millions, dont 9 millions en effets de commerce et 13 millions en obligations des réseaux.

A cette même date, le montant total des fonds disponibles ressortait à 53 millions se décomposant comme suit :

Caisses.....	6 millions
Chèques postaux	16 -
Banque de FRANCE	3 -
Autres Banques en FRANCE	6 -
Banques à l'étranger	11 -
Portefeuille	23 -

Ensemble 53 millions

contre 47 millions à fin Décembre, soit une augmentation de

6 millions.

F - Physionomie générale de la Trésorerie pour le premier trimestre

L'évolution des différentes natures de ressources financières dont il a été parlé plus haut se résume ainsi pour le premier trimestre 1941 :

	<u>Augmentation</u> en millions de frs	<u>Diminution</u> en millions de frs
Ressources d'établissement		83
Ressources à court terme	938	
Fonds des Compagnies en dépôt		62
Avances ("Article 27" du Trésor ("Article 25"	3.907	3.098
.....	4.845	3.243

soit une augmentation nette des ressources de 1.602 millions

Pendant la même période l'augmentation des fonds disponibles ayant été de 6 millions

on peut conclure qu'il a été utilisé en trésorerie une somme de 1.596 millions

pour les besoins d'exploitation sous réserve de la variation des comptes créditeurs et débiteurs divers.

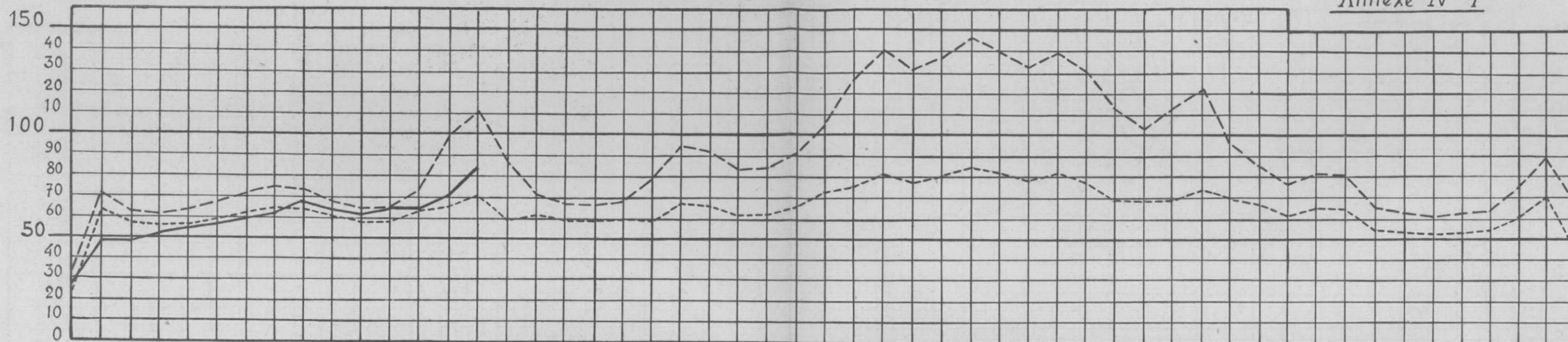
L'insuffisance budgétaire d'exploitation étant évaluée à 642 millions
les charges du grand équilibre s'étant élevées à 623 millions
et les dépenses d'établissement étant estimées, déduction faite de la part de celles-ci couvertes par le fonds de renouvellement à 114 millions

on aboutit à des besoins totaux de 1.379 millions

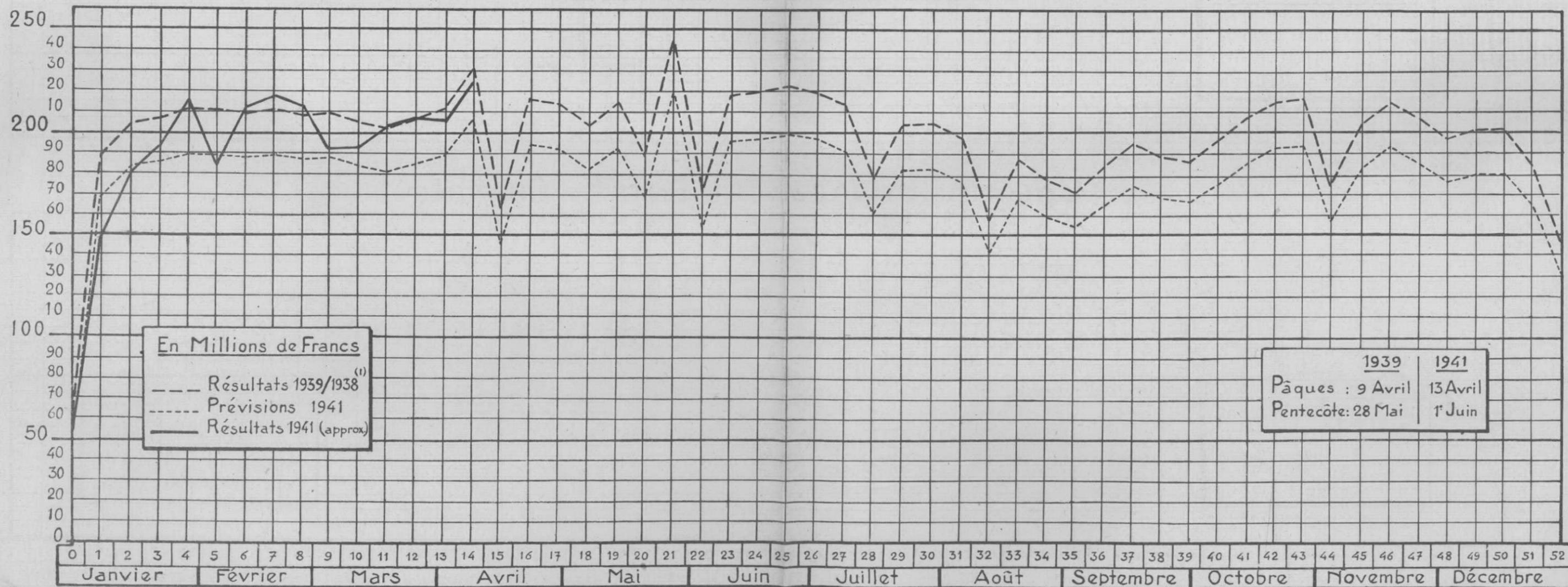
La différence entre cette somme de 1.379 millions et celle de 1.596 millions trouvée plus haut, en prenant pour base des données de pure trésorerie, soit 217 millions, représente la variation, pour le trimestre, du solde général des comptes de créditeurs ou de débiteurs divers de la S.N.C.F. Cette variation présente un caractère normal pendant les premiers mois de l'exercice, qui ont à supporter, en trésorerie un nombre élevé de mandats de fournisseurs ordonnancés sur l'exercice précédent.

RECETTES VOYAGEURS

Annexe N° 1

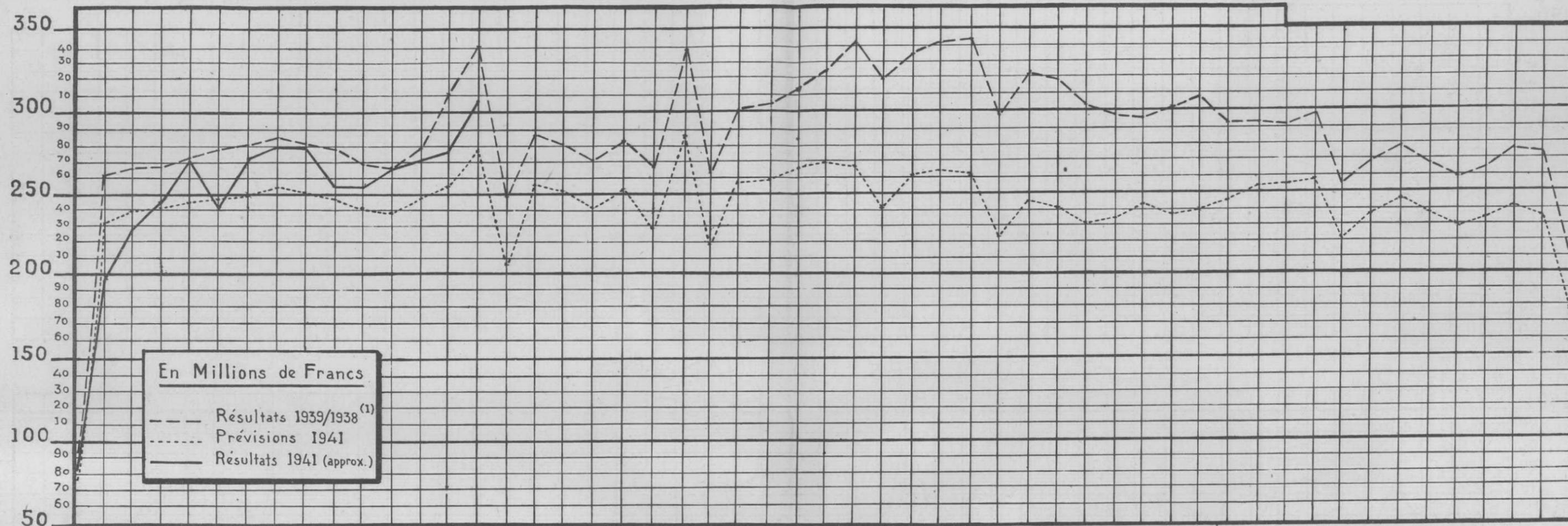


RECETTES MARCHANDISES



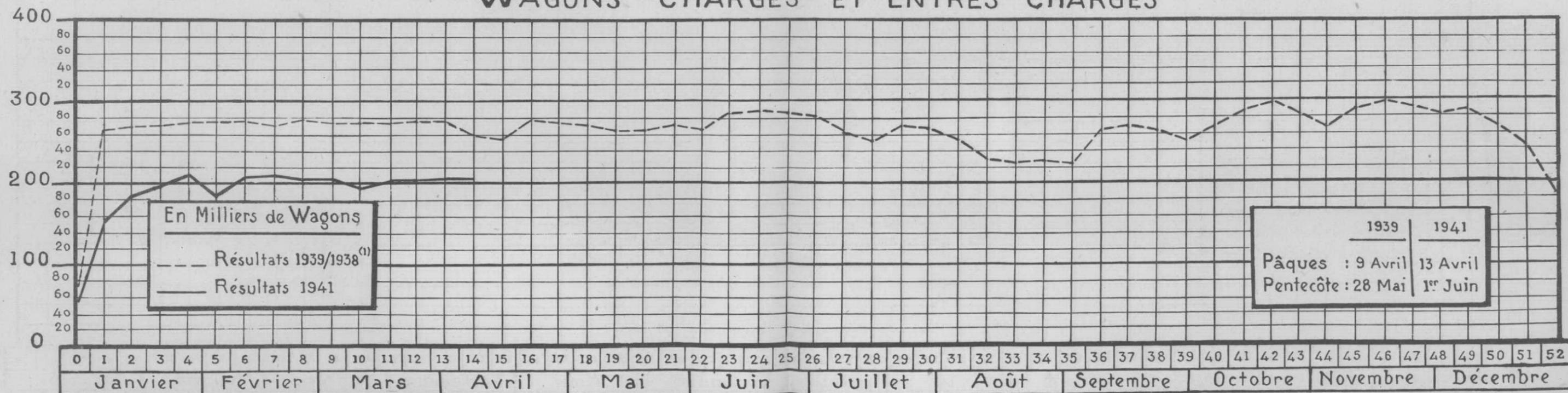
(1) 1939 - Janvier à Août } Résultats corrigés pour tenir compte de l'A.L. et des augmentations de tarifs.
 1938 - Septembre à Décembre }

RECETTES TOTALES DU TRAFIC



(1) 1939 : Janvier à Août } Résultats corrigés pour tenir compte de l'A.L. et des augmentations de tarifs -
 1938 : Septembre à Décembre }

WAGONS CHARGÉS ET ENTRÉS CHARGÉS ⁽²⁾



	1939	1941
Pâques	9 Avril	13 Avril
Pentecôte	28 Mai	1 ^{er} Juin

(1) 1939 : Janvier à Août } Résultats corrigés pour tenir compte de l'A.L.
 1938 : Septembre à Décembre }

(2) Wagons chargés et entrés chargés à l'exclusion des wagons entrés chargés en provenance des réseaux étrangers -

RECAPITULATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION

	1940	1941	1941
	Résul-	Prévi-	Résul-
	tats	sions	tats
Chap. Ier - Administration générale et dépenses générales.....	853 ^M ,2	566 ^M ,1	626 ^M ,4
Chap. II - Exploitation.....	957,8	1.049,3	1.001,6
Chap. III - Matériel et Traction.....	1.490,1	1.555,7	1.514,-
Chap. IV - Voie.....	457,6	734,8	566,5
Chap. V - Dépenses diverses.....	15,7	37,6	8,3
Total des dépenses d'exploitation proprement dites (1).....	3.774,4 ^M	3.943,5 ^M	3.716,8 ^M
Chap. VI - Dotation du fonds de renouvellement.....	19,8	230,7	230,7
Chap. VII - Charges diverses sans la prime d'exploitation.....	105,-	142,2	47,-
TOTAL GENERAL.....	3.899 ^M ,2	4.316 ^M ,4	3.994,5 ^M
(1) - se décomposant en :			
Dépenses de personnel (Dépenses normales.....)	1.745,6 ^M	2.014,5 ^M	2.035,- ^M
(Dépenses de guerre.....)	8,-	51,6	42,6
Charges patronales (Dépenses normales.....)	348,7	391,2	391,2
(Dépenses de guerre.....)	300,7	38,-	105,8
Combustibles et énergie électrique.....	584,9	455,6	492,1
Autres dépenses (Dépenses normales.....)	824,8	895,4	621,7
(Dépenses de guerre.....)	11,7	181,1	113,5
Crédits pour charges patronales et frais généraux.....	- 50,-	- 73,9	- 75,1
TOTAL EGAL.....	3.774,4 ^M	3.943,5 ^M	3.716,8 ^M

RESULTATS TRIMESTRIELS D'EXPLOITATION
1er Trimestre

I - RECETTES D'EXPLOITATION

	1940	1941	1941
	Résul-	Prévi-	Résul-
	tats	sions	tats
Chap. Ier - RECETTES DU TRAFIC			
Voyageurs			
Voyageurs.....	697 ^M ,5	771 ^M -	758 ^M -
Marchandises			
Bagages et consigne.....	16,-	12,1	26,8
Colis postaux, petits colis et expéditions express.....	136,-	102,9	122,-
Marchandises (détail et charges complètes).....	2.958,7	2.237,9	2.356,2
Total marchandises.....	3.110,7	2.352,9	2.505,-
Ensemble voyageurs et marchandises..	3.808,2	3.123,9	3.263,-
Service de la Poste.....	"	"	"
Total des recettes du trafic.....	3.808,2	3.123,9	3.263,-
Chap. II - RECETTES DIVERSES			
Produits du domaine et locations de terrains.....	15,1	13,7	23,7
Règlements de communauté et échange de matériel.....	35,5	267,3	39,5
Vente d'énergie électrique.....	11,5	13,2	20,3
Produits des placements de fonds et divers.....	10,-	9,-	5,6
Total des recettes diverses.....	72,1	303,2	89,1
TOTAL GENERAL DES RECETTES.....	3.880 ^M ,3	3.427 ^M ,1	3.352 ^M ,1

II - DEPENSES

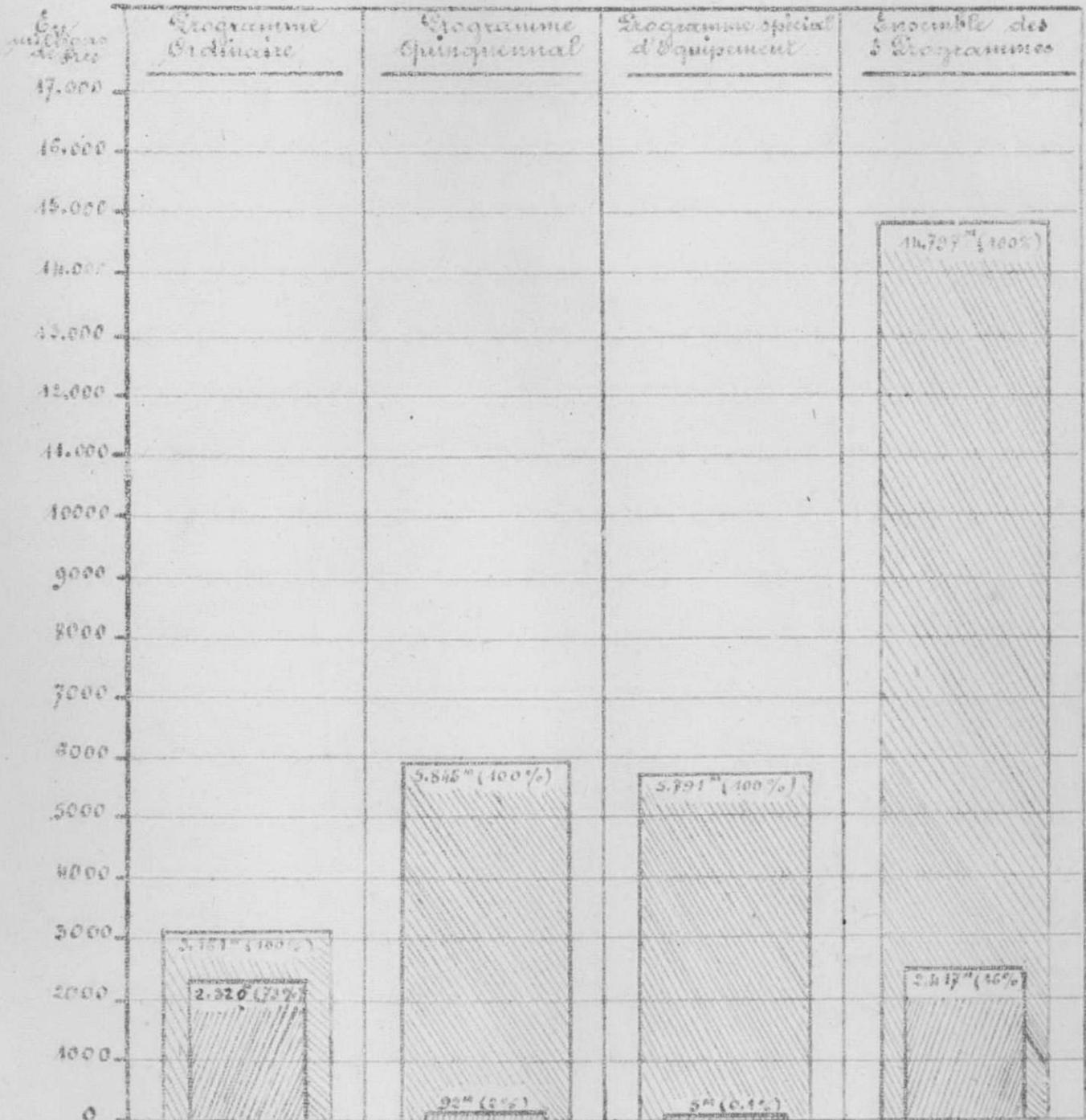
		1940	1941	1940
		Résultats	Prévisions	Résultats
CHAP. I	(Administration Générale, Direction Générale, Services Centraux et d'Administration générale...)	24 ^M 5	26 ^M 5	26 ^M 9
Administration Générale	(Caisses de Retraites de secours et de prévoyance...)	324,2	363,1	336,-
Dépenses générales	(Secours, Allocations diverses, Service Médical et Accidents du travail...)	24,5	28,1	25,2
	(Contributions et divers...)	214,2	151,9	150,6
	(Crédits pour charges patronales et frais généraux...)	- 30,2	- 30,6	- 30,6
	(Dépenses de guerre...)	296,-	27,1	88,3
	Total.....	853^M2	566^M1	626^M4
CHAP. II	(Services Centraux, Directions régionales, Services régionaux et Arrondissements...)	76 ^M 2	86 ^M 3	77 ^M -
Exploitation	(Gares, bureaux de ville et divers...)	727,7	804,6	757,5
	(Trains...)	134,-	134,5	132,4
	(Indemnités pour pertes, avaries et retards...)	17,9	21,7	22,2
	(Crédits pour frais généraux...)	- 0,1	"	- 0,6
	(Dépenses de guerre...)	2,1	2,2	13,1
	Total.....	957^M8	1.049^M3	1.001^M6

D'EXPLOITATION

		1940	1941	1941
		Résultats	Prévisions	Résultats
CHAP. III	(Services Centraux et Régionaux, Arrondissements...)	60 ^M 3	69 ^M -	74 ^M 4
Matériel et Traction	(Traction...)	920,4	799,4	878,1
	(Matériel...)	571,2	732,9	610,6
	(Divers...)	- 66,6	- 90,2	- 91,6
	(Crédits pour frais généraux...)	- 6,-	- 16,2	- 14,9
	(Dépenses de guerre...)	10,8	60,8	57,4
	Total.....	1.490^M1	1.555^M7	1.514^M-
CHAP. IV	(Services Centraux et Régionaux, Arrondissements...)	83,7	91,1	97,5
Voie et Bâtiments	(Surveillance...)	63,1	58,7	55,8
	(Entretien...)	260,9	311,8	304,7
	(Grosses réparations...)	33,4	105,8	34,7
	(Divers...)	15,8	24,-	0,2
	(Crédits pour frais généraux...)	- 13,7	- 27,1	- 29,-
	(Dépenses de guerre...)	11,4	170,5	172,6
	Total.....	457^M6	734^M8	566^M5
CHAP. V	- Dépenses diverses.....	15 ^M 7	37 ^M 6	8 ^M 3
CHAP. VI	- Dotation du fonds de renouvellement.....	19 ^M 8	230 ^M 7	230 ^M 7
CHAP. VII	- Charges diverses sans la prime d'exploitation.....	105 ^M -	142 ^M 2	142 ^M 2

Depenses d'etablissement de l'exercice 1910

Etat d'avancement des travaux au 31 décembre 1910
(Depenses totales en principal)



Légende

Bleu — Montant total reçu des projets et commandes.
Rouge — Etat d'avancement des projets et commandes.

Budget d'Établissement de l'Exercice 1910

Programme Ordinaire

Dépenses totales en principal

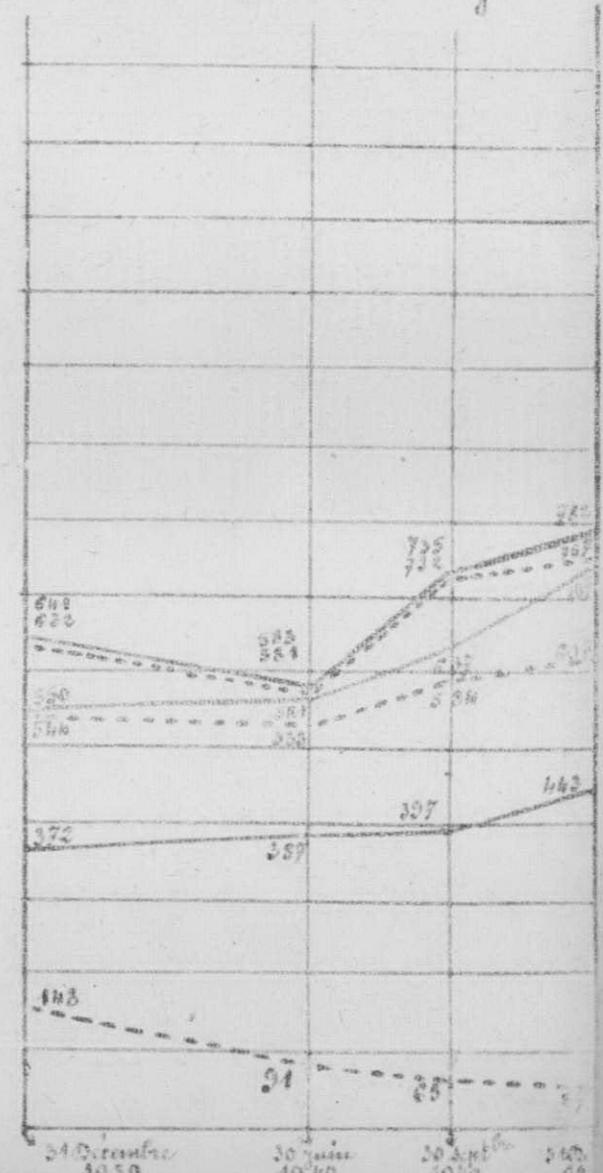
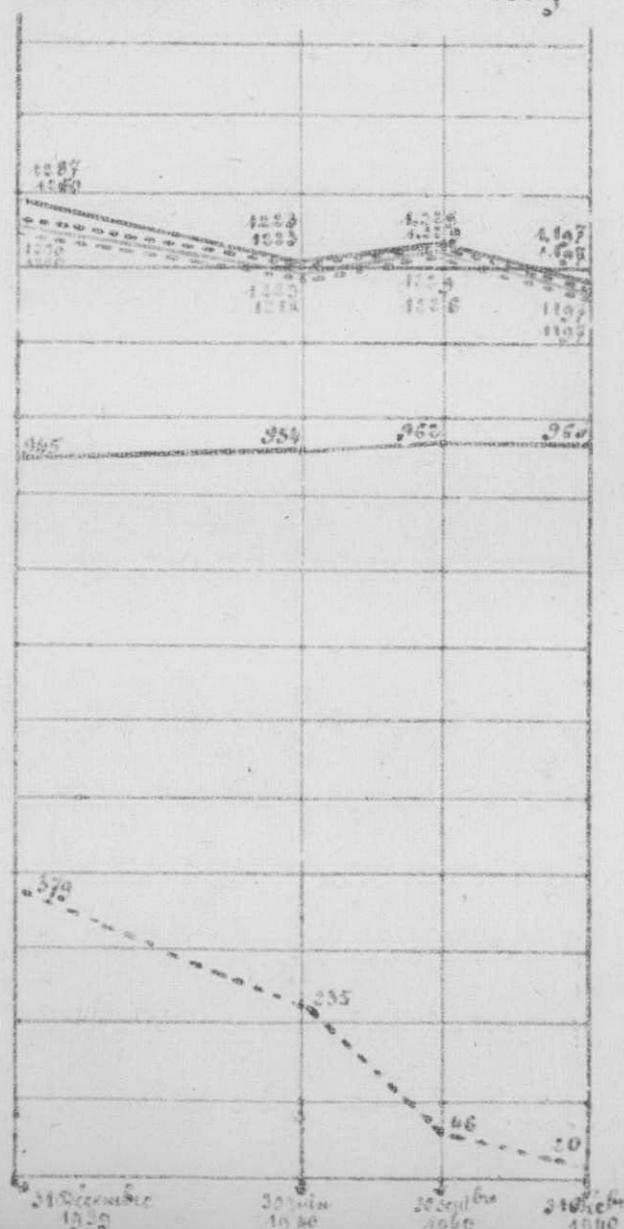
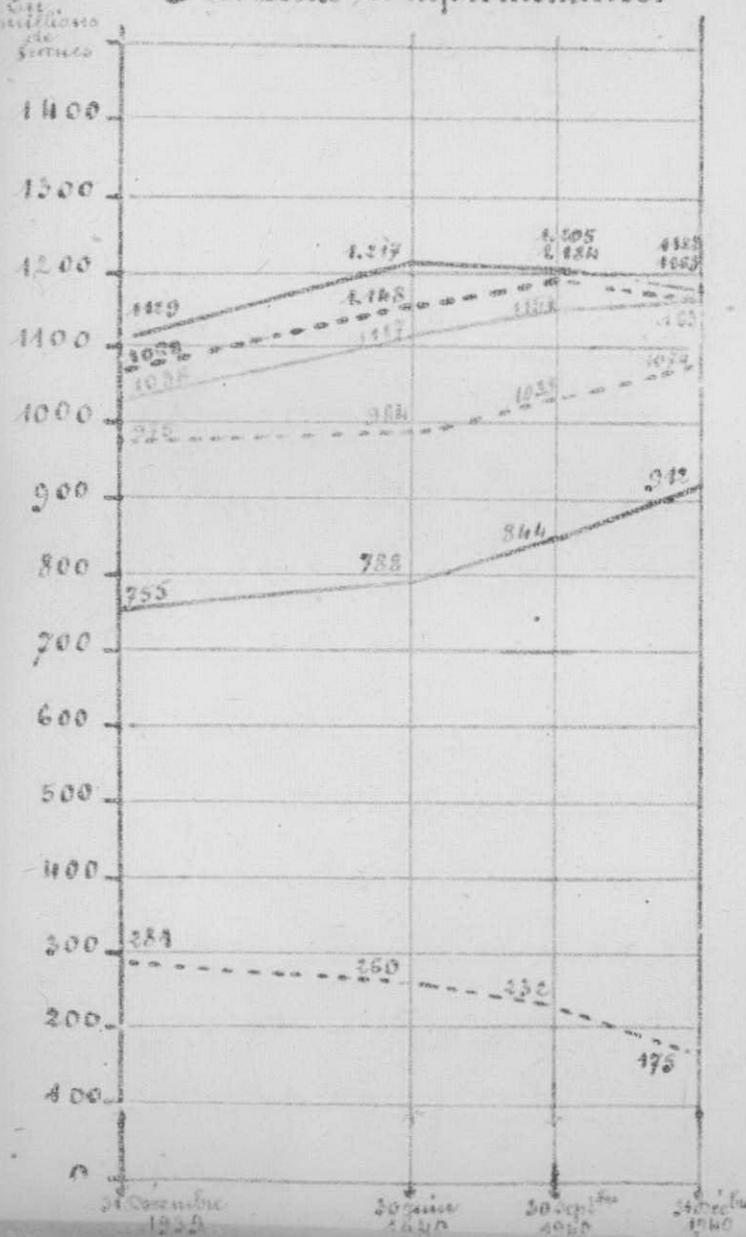
Légende

- Crédits d'engagement (total des projets)
- - - Projets prioritaires
- Projets autorisés
- - - Engagements
- Paiements (total)
- Paiements de 1910

Matériel Roulant, autre que neuf
Mobilier et Outillage

Travaux Complémentaires

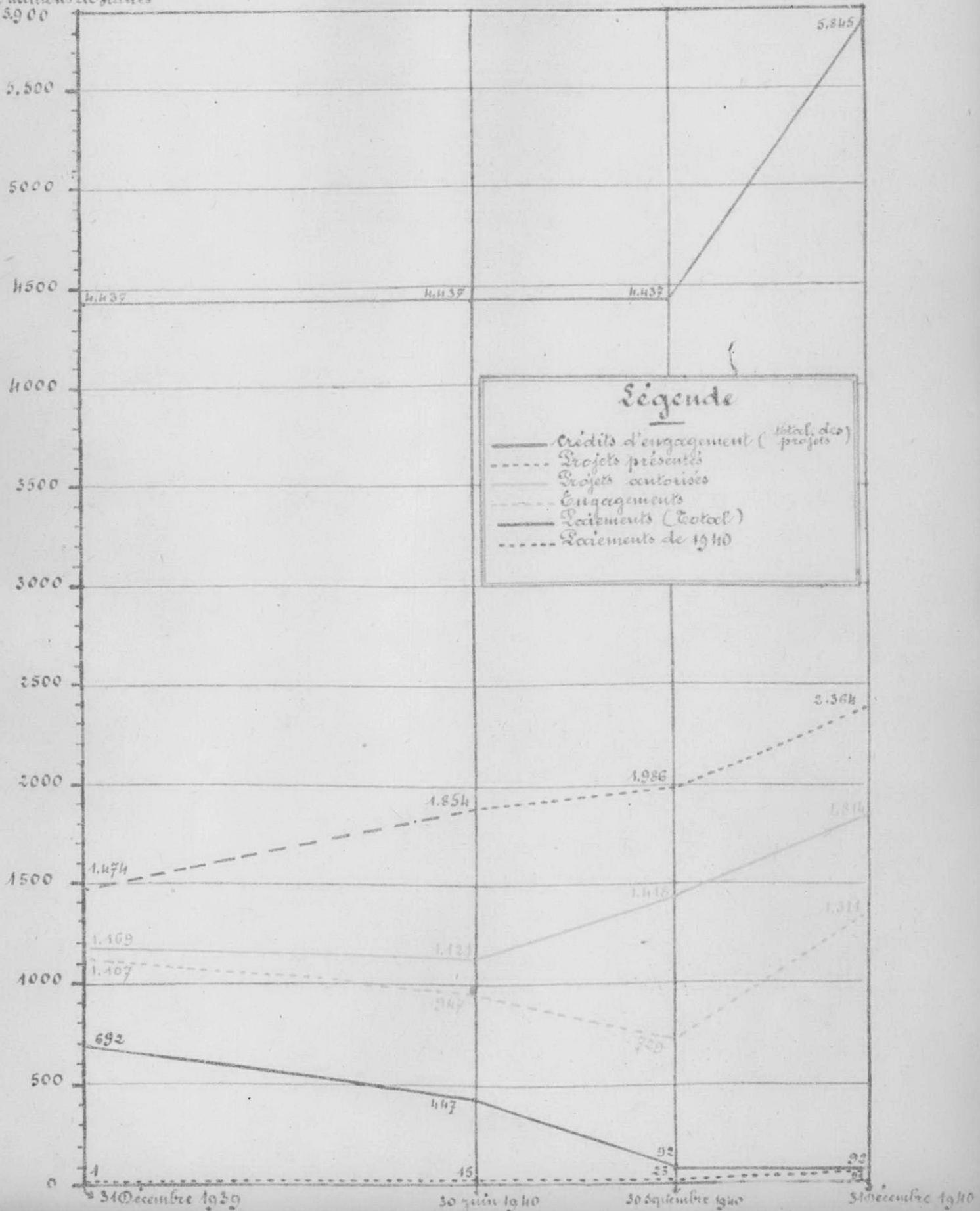
Matériel Roulant Neuf



Budget d'établissement de l'exercice 1910

Programme Quinquennal (Dépenses totales en principal)

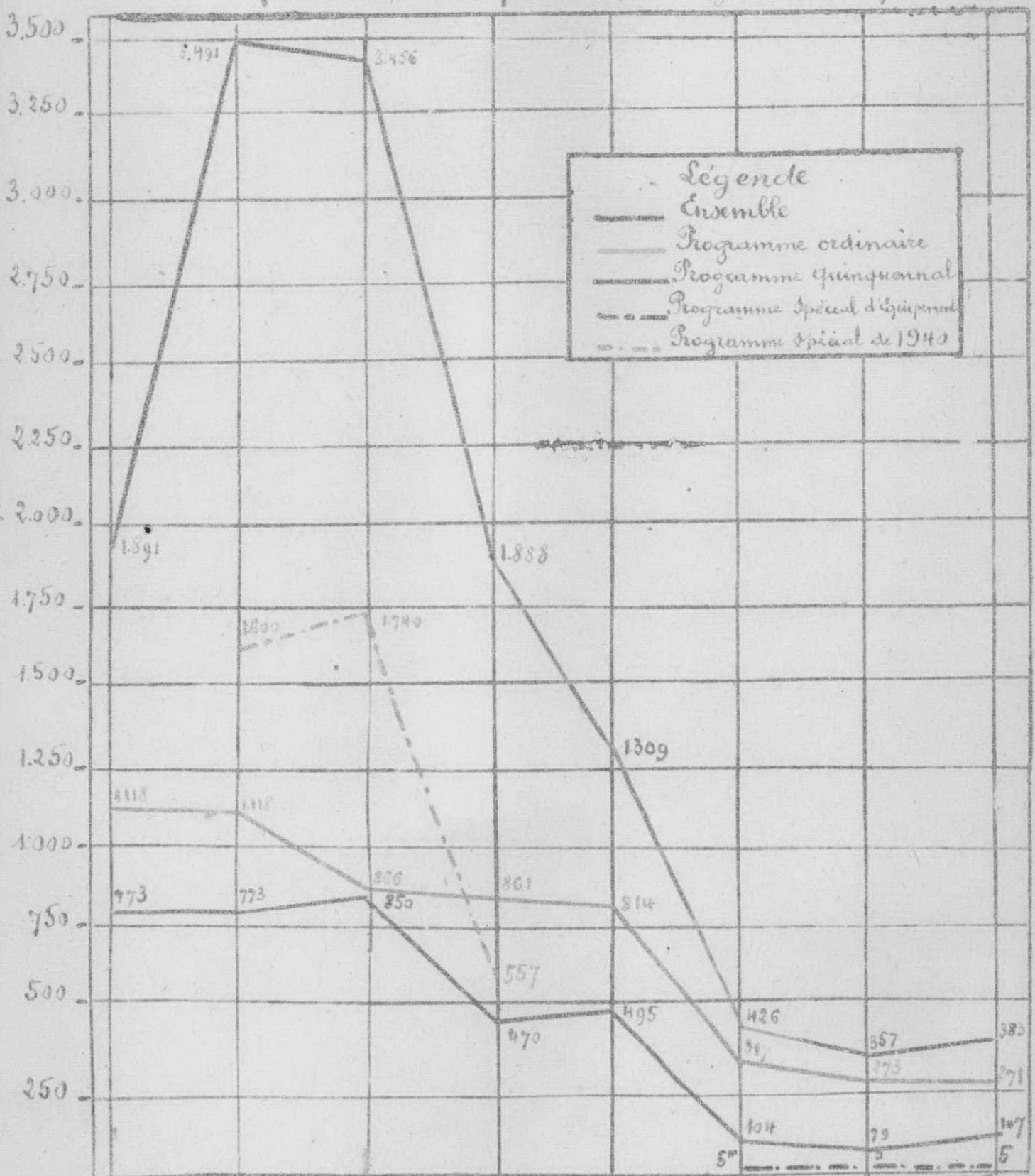
En millions de francs



Prévisions successives de l'Exercice 1940

(en millions de francs) (Frais généraux compris)

Annexe N° 7

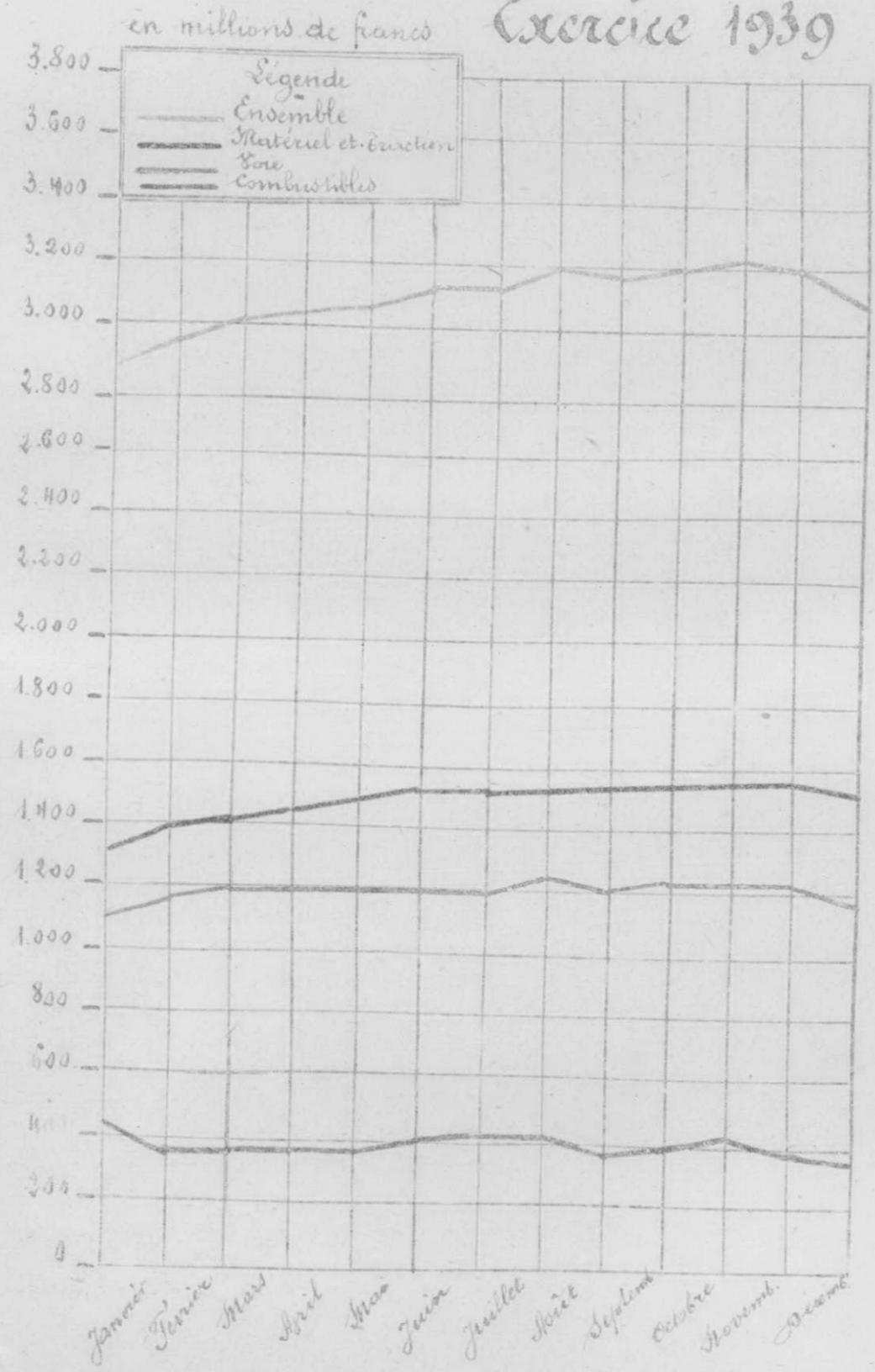


Conseil Supérieur des Transports du 7 décembre 1939	Loi de Finances des 31-12-39 et des 25-1-40 du 22-2-40	Revision du 19 Avril 1940	Revision du 29 Avril 1940	Revision du 29 octobre 1940	Résultats du 25 Janvier 1941	Résultats du 25 Février 1941	Résultats du 23 Mars 1941
--	---	------------------------------	------------------------------	--------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	------------------------------

Montant des Approvisionnements
en
1939 et 1940

Montant des

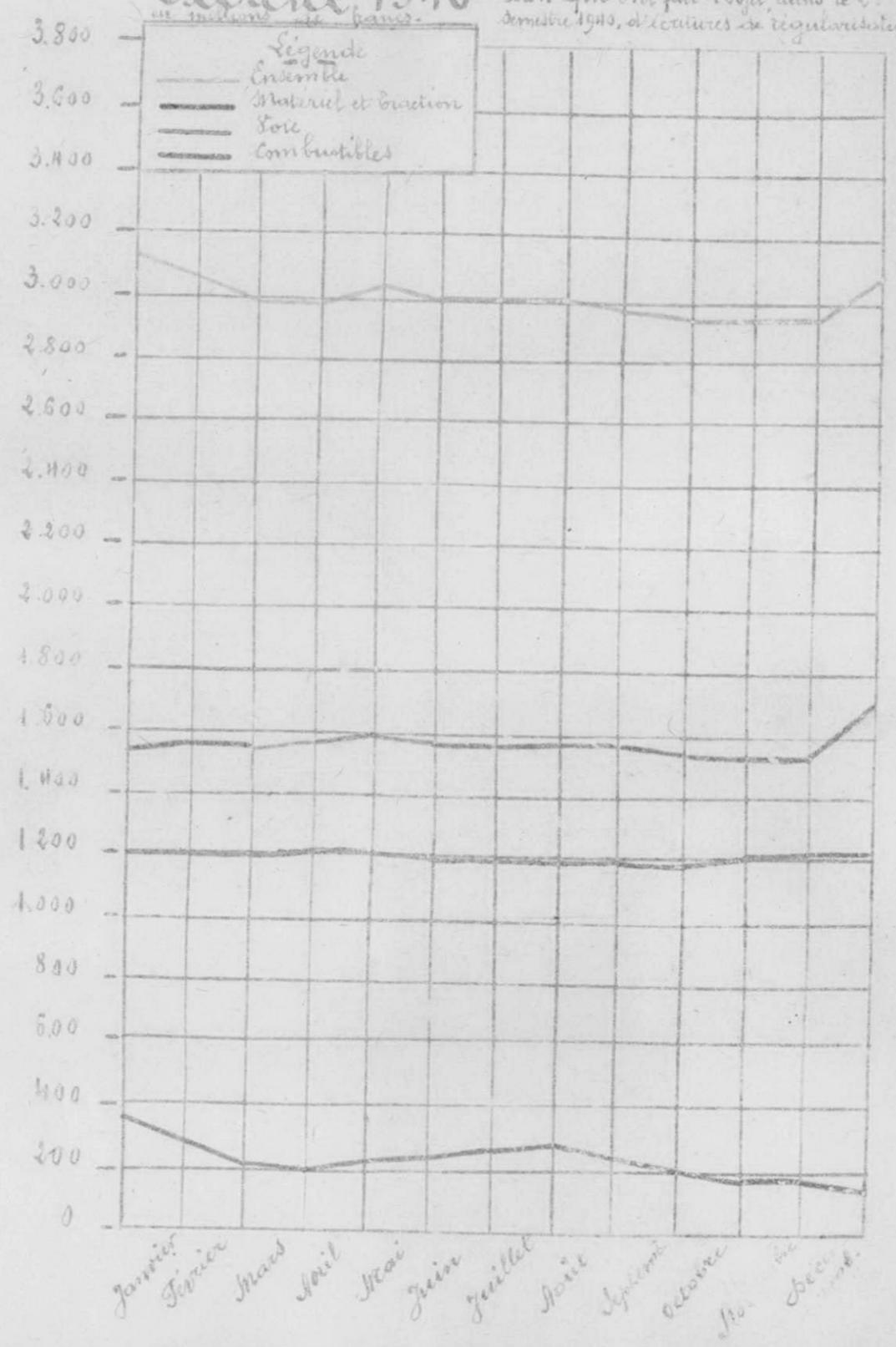
Exercice 1939



Approvisionnements

Exercice 1940

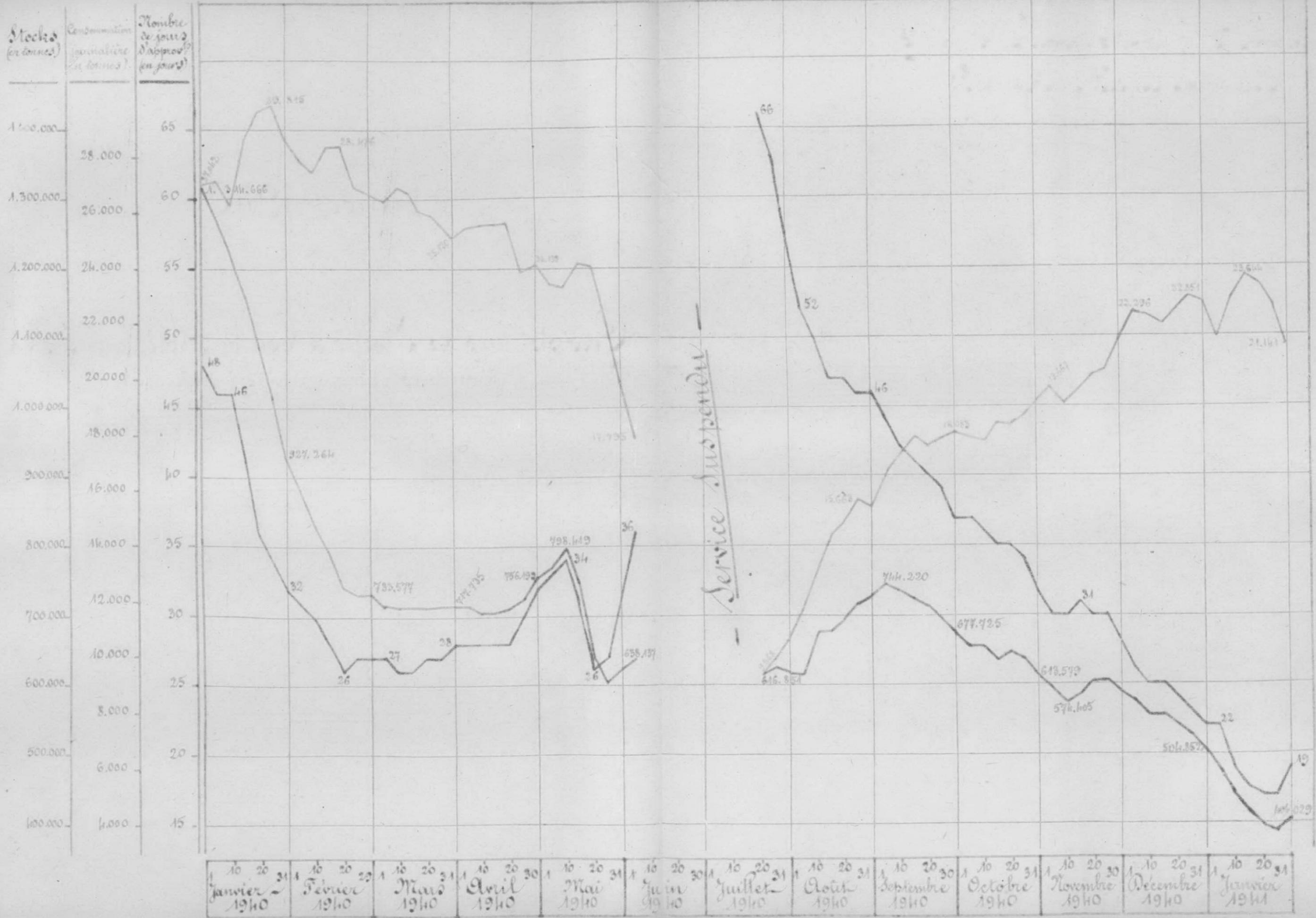
(y compris les Approvisionnements A.L. qui ont fait l'objet, dans le 3^e trimestre 1940, d'écritures de régularisation)



Année 1940

Graphiques des Stocks de Combustibles de la S.N.C.F.
(Combustibles Traction seulement,
c'est à dire : briquettes, cublé, tout venant, menu)

- 1- Stocks ;
 - 2- Consommation journalière ;
 - 3- Nombre de jours d'approvisionnement.
-



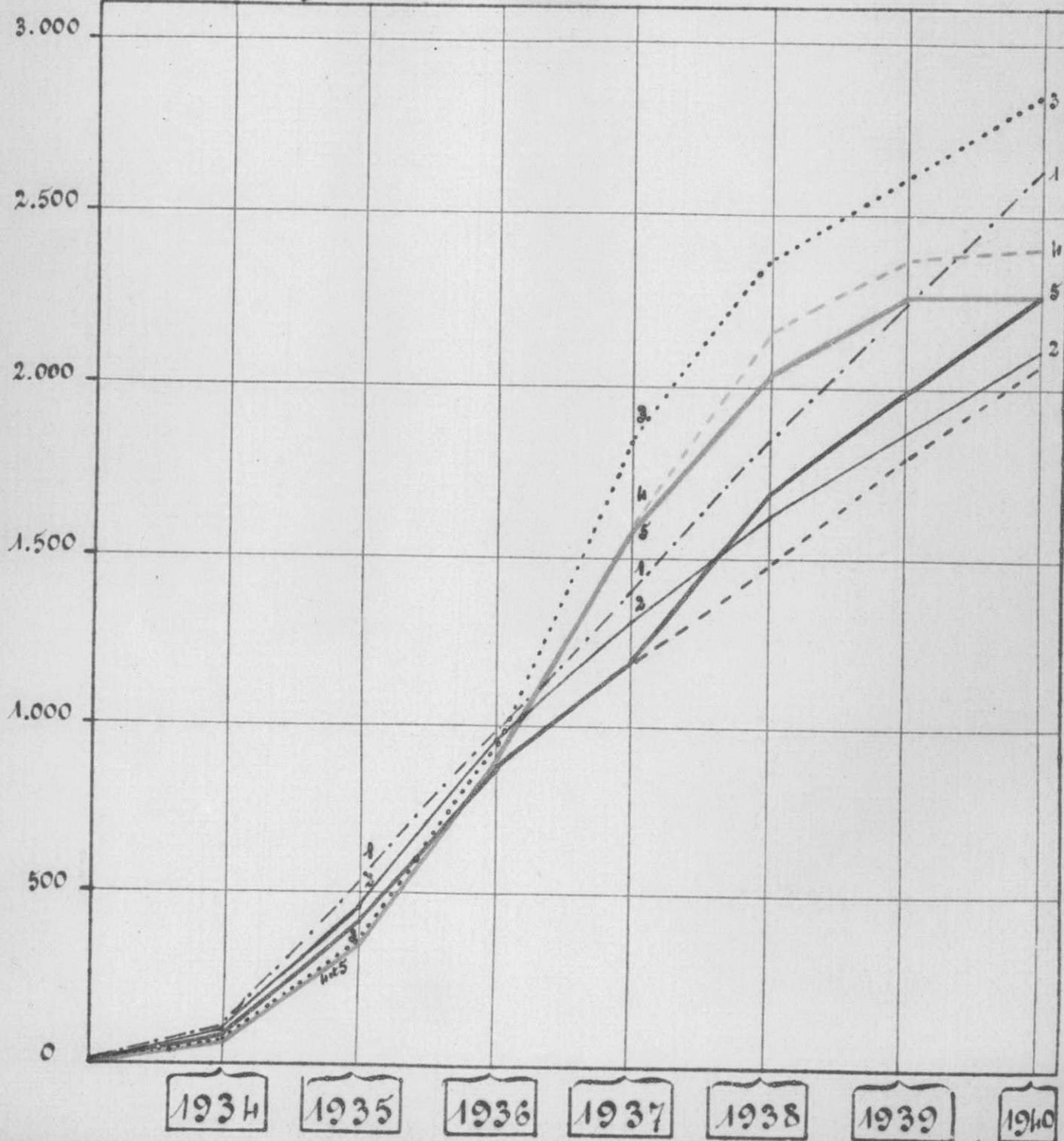
Société Nationale
des
Chemins de Fer Français

Grands Travaux contre le Chômage

Dépenses et Recettes cumulées

Dépenses	{	Prévisions du 20-7-1934	---	1	}	Recettes	{	Prévisions initiales	---
		Prévisions du 1-11-1936	—	2				Résultat	—
		Prévisions du 31-7-1937	.....	3					
		Prévisions du 13-5-1938	- - -	4					
		Résultat	—	5					

(en millions de francs)

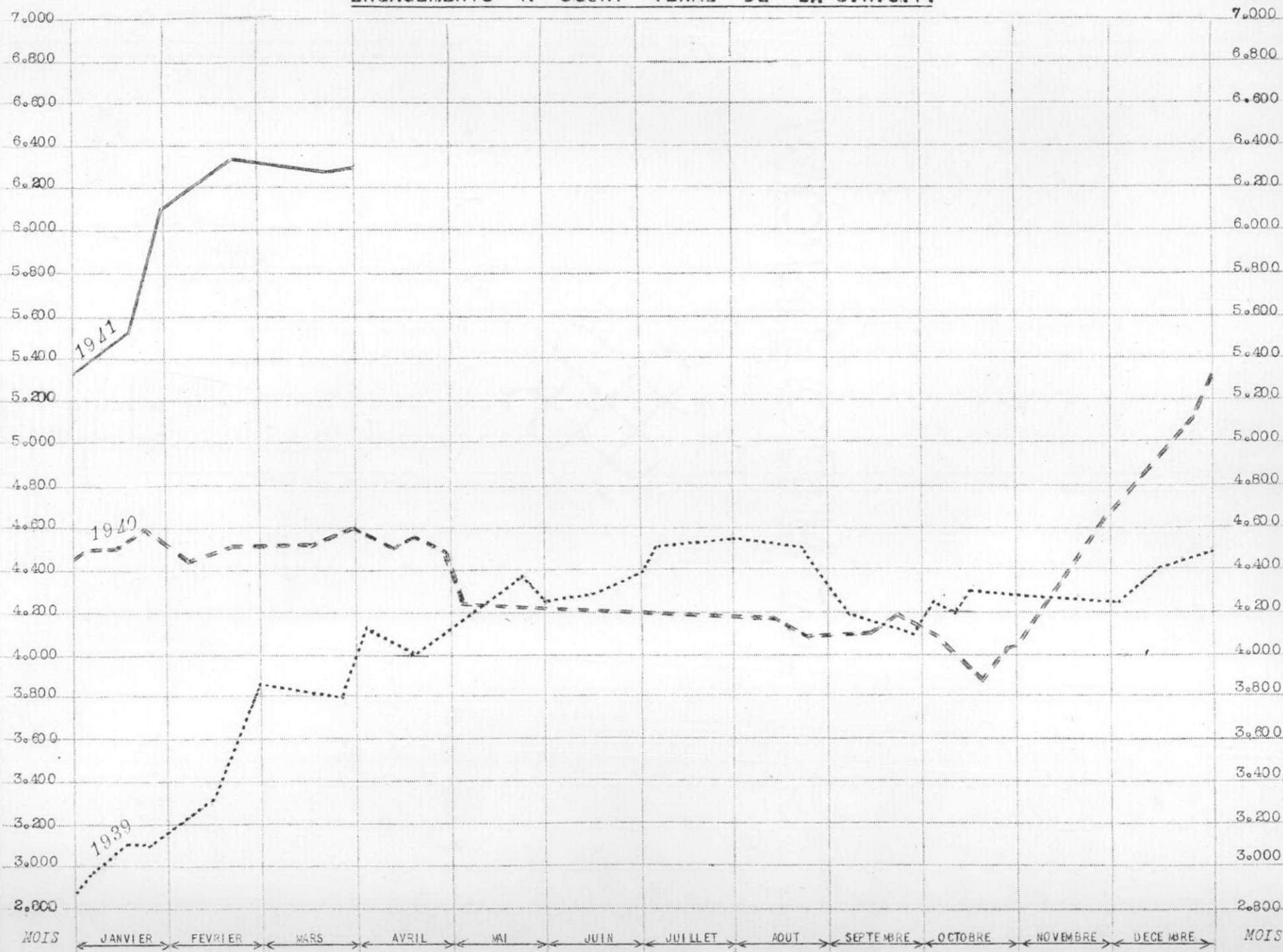


MOUVEMENT DES CAPITAUX

(en millions de francs)

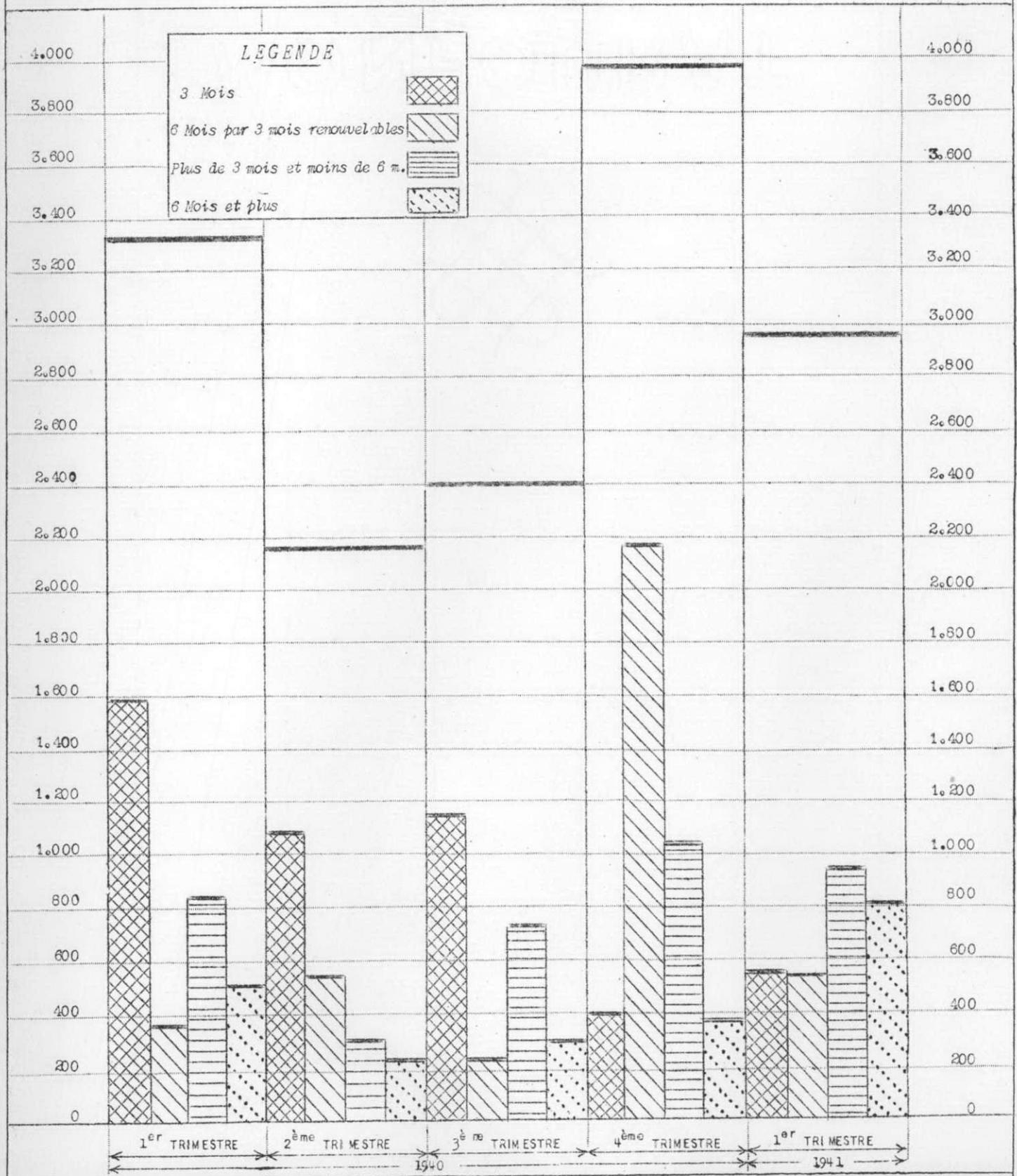
	1940					1941	
	1 ^{er} TRIMESTRE	2 ^e TRIMESTRE	3 ^e TRIMESTRE	4 ^e TRIMESTRE	ENSEMBLE	1 ^{er} TRIMESTRE	
<u>RECETTES</u>							
1°) Versements des gares et assimilés	4.062	3.316	1.729	3.731	12.838	3.028	
2°) Mandats administratifs	1.594	612	954	2.127	5.287	1.098	
3°) Annuités versées par l'Etat	631	336	385	604	2.456	496	
4°) Ressources d'Etablissement	273	147	-	49	469	-	
5°) Ressources à court terme	4.219	2.384	2.744	4.609	13.956	3.331	
6°) Sommes portées au crédit des Compagnies	1.092	923	1.310	1.113	4.438	1.091	
7°) Avances du Trésor	-	Article 27	1.002	2.500	-	3.502	-
		Article 25	4.049	-	-	-	4.049	3.907
<i>Total des Recettes</i>	15.920	8.720	10.122	12.233	46.995	12.951	
<u>DEPENSES</u>							
1°) Envois de fonds aux gares et Services	2.603	1.834	2.966	2.828	10.231	2.455	
2°) Règlements de fournisseurs et divers	1.386	1.764	1.488	2.474	7.712	2.108	
3°) Charges financières	1.482	1.311	1.298	1.845	5.936	1.655	
4°) Remboursement de Ressources d'Etablissement à remplacer	78	5	82	1	166	83	
5°) Remboursement de ressources à court terme	4.092	2.868	2.828	3.292	13.080	2.393	
6°) Prélèvements des Compagnies	1.143	817	903	1.260	4.123	1.153	
7°) Remboursement d'Avances du Trésor	-	Article 27	-	283	635	5.459	3.098
		Article 25	-	304	-	304	-
<i>Total des Dépenses</i>	15.925	8.599	10.152	12.735	47.011	12.945	
DIFFERENCE : Recettes - Dépenses (Variation des fonds disponibles)	- 5	+ 121	- 30	- 102	- 16	+ 6	

ENGAGEMENTS A COURT TERME DE LA S.N.C.F.



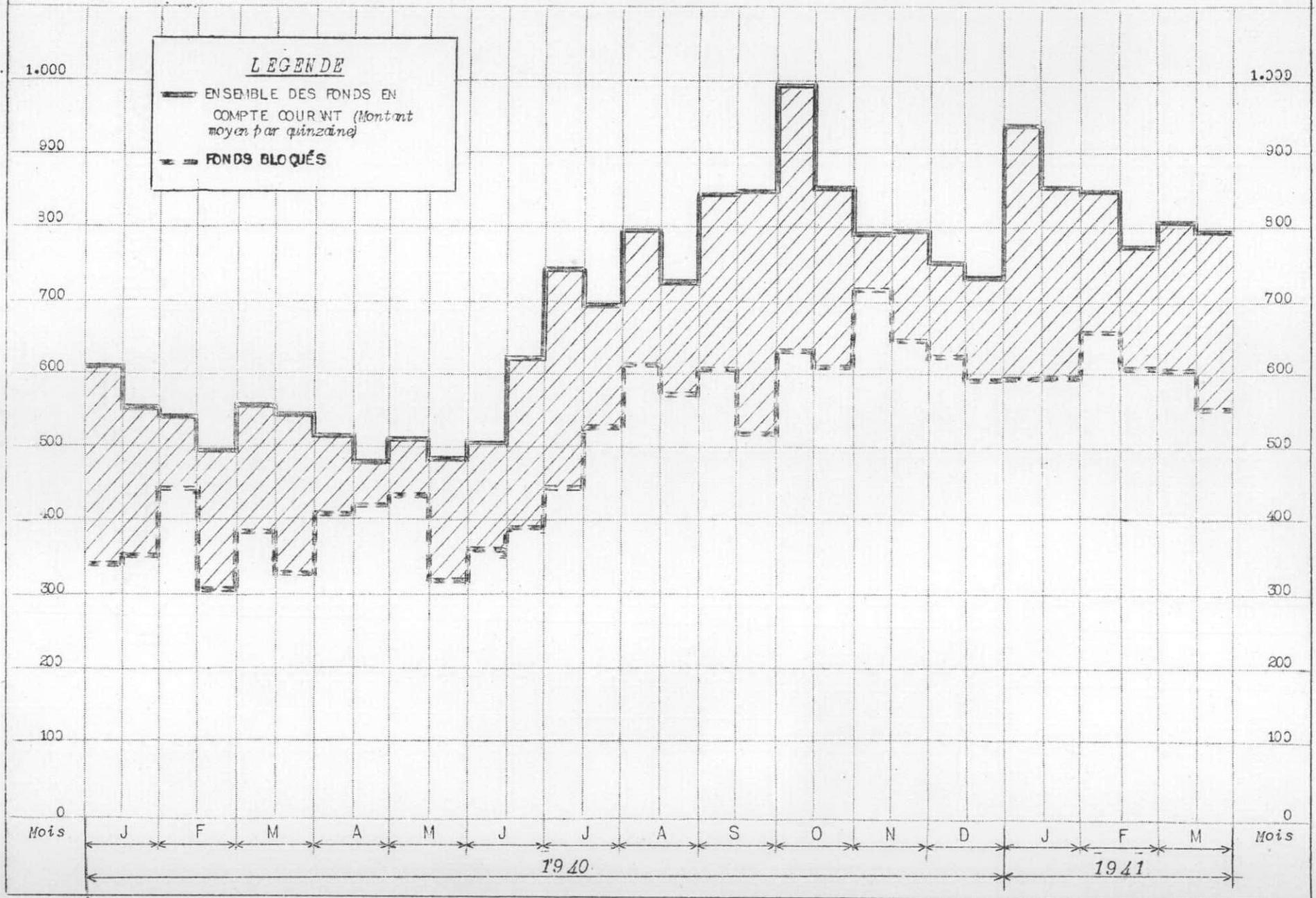
**MONTANT ET REPARTITION PAR DUREES
DES ENGAGEMENTS A COURT TERME (ESCOMPTE FERME)
CONTRACTES PAR LA S.N.C.F. AU COURS DE CHAQUE TRIMESTRE**

(EN MILLIONS DE FRANCS)



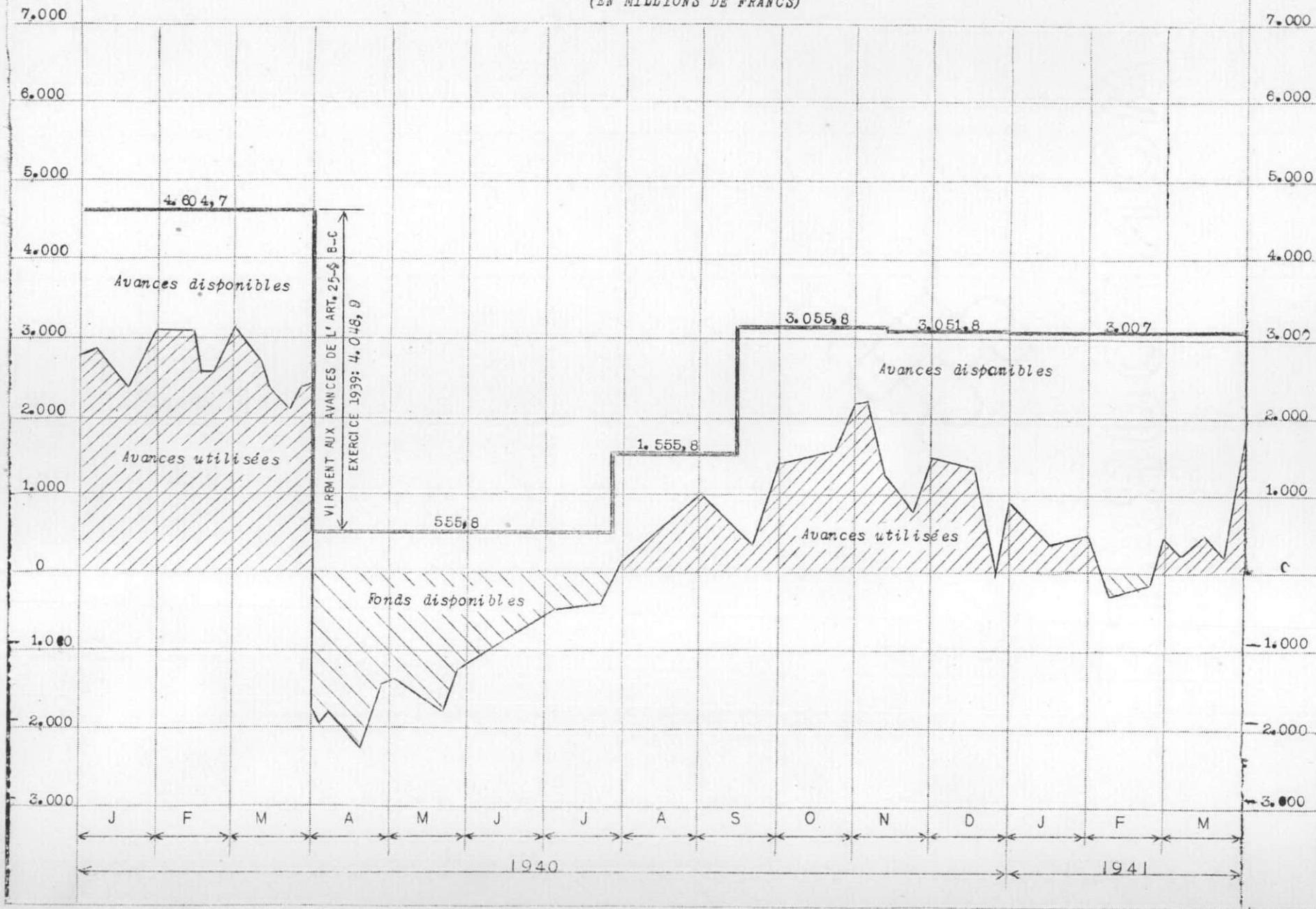
FONDS DES COMPAGNIES EN COMPTE COURANT A LA S.N.C.F.

(EN MILLIONS DE FRANCS)



AVANCES DU TRESOR

- ARTICLE 27 DE LA CONVENTION DU 31 AOUT 1937 -
(EN MILLIONS DE FRANCS)



Extrait du décret du 11 décembre 1940
portant organisation du contrôle de l'Etat sur les chemins
de fer et les transports par route et par eau dans la
métropole

(J.O. 2 janvier 1941)

.....
ART. 14 - Chaque trimestre, un rapport sur l'évolution de la
trésorerie et l'exécution du budget est préparé par
la Société Nationale des chemins de fer français et
transmis au secrétaire d'Etat aux Communications et
au secrétaire d'Etat aux Finances.